

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 2139

[C — 2002/21248]

Arrêt n° 93/2002 du 5 juin 2002

Numéro du rôle : 2242

En cause : le recours en annulation totale ou partielle de la loi du 10 août 2001 relative à Belgacom, introduit par P. Richard.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman et E. Derycke, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 septembre 2001 et parvenue au greffe le 20 septembre 2001, P. Richard, faisant éléction de domicile à 1000 Bruxelles, place Fontainas 9-11, a introduit un recours en annulation totale ou partielle de la loi du 10 août 2001 relative à Belgacom (publiée au *Moniteur belge* du 25 août 2001, deuxième édition).

La demande de suspension totale ou partielle de la même loi, introduite par la même partie requérante, a été rejetée par l'arrêt n° 138/2001 du 30 octobre 2001, publié au *Moniteur belge* du 20 décembre 2001.

II. *La procédure*

Par ordonnance du 20 septembre 2001, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé qu'il n'y avait pas lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 26 septembre 2001, la Cour a complété le siège par le juge E. Derycke.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 4 octobre 2001.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 9 octobre 2001.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 16 novembre 2001.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 29 novembre 2001.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 21 décembre 2001.

Par ordonnance du 28 février 2002, la Cour a prorogé jusqu'au 19 septembre 2002 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 26 mars 2002, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 17 avril 2002.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 28 mars 2002.

A l'audience publique du 17 avril 2002 :

— ont comparu :

. Me M. Detry, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me J. Meyers, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs J.-P. Snappe et A. Alen ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Quant à l'intérêt du requérant

A.1.1. Le requérant est membre du personnel statutaire de Belgacom. Par ailleurs, il est président du secteur « Télécom-Aviation » de la Centrale générale des services publics (C.G.S.P.), organisation syndicale représentative au sens de l'article 30, § 5, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques et est permanent syndical au sens des articles 70 et 71 du statut syndical de Belgacom.

La loi attaquée confère au Roi le pouvoir de modifier le statut juridique de Belgacom et, ensuite, d'adapter la situation du personnel à ce nouveau statut, du point de vue individuel, du point de vue de la sécurité sociale et enfin en ce qui concerne les relations collectives de travail. En outre, la loi, qui permet au Roi de privatiser l'entreprise, peut avoir pour le requérant de lourdes conséquences puisqu'il pourrait être mis fin à sa situation d'agent statutaire d'une entreprise publique et qu'il pourrait être contraint à s'inscrire dans le cadre des relations collectives du secteur privé, totalement différentes de celles qu'il pratique.

Ces différentes considérations justifient de l'intérêt à agir du requérant.

A.1.2. Le Conseil des ministres soutient que la requête est irrecevable à défaut d'un intérêt direct dans le chef du requérant et à défaut d'une incidence défavorable de la norme attaquée sur sa situation. La loi attaquée étant une pure loi d'habilitation, elle ne produit aucun effet sans intervention préalable du Roi.

Il est vrai que le requérant fait grief à la loi d'avoir délégué au Roi des compétences que l'article 23 de la Constitution aurait réservées au législateur. Rien n'interdit, cependant, selon la jurisprudence de la Cour, que pareille délégation soit faite pour autant que le législateur en définisse lui-même les limites, ce qu'il a fait en l'espèce comme il sera démontré plus loin.

*Quant au moyen unique**Position du requérant*

A.2.1. Un moyen unique est pris de la violation par la loi attaquée du 10 août 2001 relative à Belgacom des articles 10 et 11 de la Constitution, pris isolément et en combinaison avec l'article 23 de la Constitution.

La loi attaquée confère en effet au Roi le pouvoir absolu de prendre les mesures qui visent à privatiser Belgacom, à modifier et fixer les règles relatives au droit du travail, au régime de la sécurité sociale et aux relations collectives de travail applicables à son personnel alors que, pour l'ensemble des citoyens, la fixation de ces règles est réservée au législateur sur la base des dispositions constitutionnelles invoquées.

A.2.2. L'article 23 de la Constitution réserve au législateur le droit d'assurer, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels garantis à chaque citoyen et de déterminer les conditions de leur exercice.

Par l'article 3 de la loi du 10 août 2001, le législateur confère au Roi, de manière absolue et sans en définir les limites ou les principes directeurs, des compétences qui lui sont indubitablement réservées par l'article 23, alinéa 3, 1° et 2°, de la Constitution. Cette délégation constitue une violation de l'article 23 précité qui engendre une discrimination entre les membres du personnel de Belgacom et ceux des autres entreprises publiques. Et de citer, à l'appui de ces allégations, l'avis rendu par le Conseil d'Etat sur l'avant-projet de loi qui allait devenir la loi du 10 août 2001.

Le principe d'égalité et de non-discrimination est particulièrement violé en ce que la loi attaquée crée une discrimination entre Belgacom et toutes les autres entreprises publiques autonomes qui sont soumises à la loi du 21 mars 1991. Cette loi précise de manière détaillée les règles à suivre dans chacune d'elles en matière de relations collectives et individuelles de travail.

Position du Conseil des ministres

A.3.1. La situation de Belgacom et de son personnel est aujourd'hui très différente de celle des autres entreprises publiques autonomes : les marchés en particulier qui la concernent sont tous ouverts à la concurrence. Il en résulte que l'alliance de Belgacom ou sa fusion avec une autre société est indispensable à bref délai. La différence de traitement qui résulte de la loi attaquée par rapport aux autres entreprises publiques autonomes est justifiée. Il fallait donc modifier le statut juridique de Belgacom et ce dans le cadre d'un projet d'alliance stratégique déterminé. La négociation et la conclusion d'une telle alliance, sur un marché très dynamique, ne pourront toutefois s'accommoder du délai et de l'incertitude qu'impliquerait l'adoption d'une loi. D'où la nécessité de l'habilitation consentie au Roi.

A.3.2. Cependant, cette habilitation n'est pas contraire à l'article 23 de la Constitution : son but est expressément limité dans l'article 3 de la loi du 10 août 2001 à celui de « permettre la réalisation d'une fusion ou d'un partenariat visés à l'article 2 », ce qui exclut, selon l'exposé des motifs, toute opération de type financier comme une *Initial Public Offering* (IPO). De même, la matière de l'habilitation est-elle définie, dans le même article 3, se limitant aux « relations individuelles de travail entre Belgacom et les membres de son personnel », à la « sécurité sociale des travailleurs » pour le même personnel et aux « relations collectives de travail auprès de Belgacom ».

Le sens dans lequel les pouvoirs sont délégués est également indiqué puisqu'il s'agit, aux termes de l'article 3, 2°, de la loi du 10 août 2001, d'« assurer la continuité des droits des membres de ce personnel en matière notamment de stabilité d'emploi, de rémunération et de pension ». S'agissant de la sécurité sociale, le Roi ne peut que régler l'application des lois en cette matière. L'exposé des motifs précise d'ailleurs que « la transformation juridique de Belgacom ne pourra pas avoir pour effet de diminuer les droits des membres de son personnel statutaire en matière de sécurité sociale ». S'agissant des relations collectives de travail, le Roi est seulement habilité à organiser un régime transitoire jusqu'aux élections sociales qui se tiendront en 2008.

Enfin, comme la Cour l'a relevé dans son arrêt rejetant la demande de suspension, les travaux préparatoires de la loi du 10 août 2001 font apparaître l'intention du Gouvernement de veiller à mettre en œuvre les délégations de pouvoir attaquées en dialogue avec les syndicats.

Il résulte de ceci que la différence de traitement en cause repose sur un critère objectif et est raisonnablement justifiée. Les dispositions attaquées ne violent pas les articles 10 et 11 de la Constitution, pris isolément ou en combinaison avec l'article 23 de la Constitution.

— B —

Quant à l'étendue du recours

B.1. Le requérant demande l'annulation totale ou partielle de la loi du 10 août 2001 relative à Belgacom. La Cour constate que le moyen et les griefs invoqués sont dirigés exclusivement contre l'article 3, 2°, 3° et 4°, de cette loi. Le recours doit dès lors être limité en conséquence.

Quant à la disposition attaquée

B.2. L'article 3 de la loi du 10 août 2001 relative à Belgacom dispose :

« Afin de permettre la réalisation d'une fusion ou d'un partenariat visés à l'article 2, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre toutes les mesures utiles en vue :

[...]

2° de régler les relations individuelles de travail entre Belgacom et les membres de son personnel qui, avant la transformation visée au 1°, fournissent des prestations de travail sous l'autorité de Belgacom en vertu du statut du personnel arrêté en application des articles 34 et 35 de la loi du 21 mars 1991 précitée, de manière à assurer la continuité des droits des membres de ce personnel en matière notamment de stabilité d'emploi, de rémunération et de pension;

3° de régler l'application des lois en matière de sécurité sociale des travailleurs aux membres du personnel visés au 2°;

4° d'organiser un régime transitoire en matière de relations collectives de travail auprès de Belgacom jusqu'aux élections sociales qui se tiendront en 2008. »

Quant à l'intérêt du requérant

B.3. Le requérant est membre du personnel statutaire de Belgacom et permanent syndical au sens des articles 70 et 71 du statut syndical de l'entreprise Belgacom. Il justifie de l'intérêt requis pour demander l'annulation de l'article 3, 2°, 3° et 4°, de la loi du 10 août 2001.

Quant au fond

B.4.1. Selon le moyen unique, pris de la violation des articles 10 et 11, combinés avec l'article 23, de la Constitution, l'article attaqué habiliterait le Roi à porter atteinte, à l'égard des membres du personnel de Belgacom, au principe de légalité en matière de fixation des règles relatives au droit du travail, au régime de la sécurité sociale et aux relations collectives applicables au personnel de Belgacom alors que, pour l'ensemble des citoyens, la fixation de ces règles dans ces matières est réservée au législateur sur la base des dispositions constitutionnelles invoquées.

B.4.2. Selon les travaux préparatoires de l'article 3 attaqué de la loi du 10 août 2001, « il importe de garantir la sauvegarde des droits du personnel de Belgacom. Il faut, à cette fin, prendre des arrêtés royaux dont le contenu sera négocié préalablement avec les syndicats. Dès que le présent projet de loi aura été adopté, la direction arrêtera, en concertation avec les syndicats, un cadre qui aura valeur de condition *sine qua non* pour tous les scénarios de coopération » (*Doc. parl.*, Sénat, 2000-2001, n° 2-825/3, p. 4).

Devant la Commission des Finances et des Affaires économiques du Sénat, le ministre des Télécommunications et des Entreprises et Participations publiques a répété « que les droits du personnel sont préservés à 100 % étant donné que leur continuité est inscrite dans le projet. Les arrêtés d'exécution nécessaires seront élaborés avec le concours des syndicats ». Il ajoutait que « s'il n'a pas été donné suite à une recommandation précise [du Conseil d'Etat], c'est pour conserver une certaine souplesse dans les négociations avec les syndicats » (*ibid.*, p. 10). La Cour relève cependant que, sur ce point, l'exposé des motifs précise que « le Roi devrait pouvoir organiser pour [les travailleurs de Belgacom] un régime *sui generis*, remplaçant le statut de droit public mais calqué sur celui-ci, qui assurerait la continuité de leurs droits en matière notamment de stabilité de l'emploi, de statut pécuniaire et de pensions » (*Doc. parl.*, Chambre, 2000-2001, Doc. 50 1317/001, p. 4).

B.4.3. Il résulte de ceci que, compte tenu de l'objectif général invoqué par le législateur, à savoir permettre la réalisation d'une opération stratégique relative à Belgacom en raison de « la situation économique générale [qui] ouvre des opportunités pour conclure des alliances à des conditions favorables » (*ibid.*), dans ces circonstances, il pouvait attribuer au Roi le pouvoir de prendre des mesures Lui permettant de régler, pour les travailleurs de Belgacom, les relations individuelles et collectives de travail ainsi que les règles qui leur seront applicables en matière de sécurité sociale.

La mesure attaquée n'est pas incompatible avec les articles 10 et 11, combinés avec l'article 23, de la Constitution étant donné que l'habilitation que le législateur confère au Roi est circonscrite dans des limites qu'il a fixées. Il appartient au juge ordinaire ou au juge administratif, selon le cas, de vérifier si le Roi reste dans les limites de cette habilitation.

B.4.4. Le moyen ne peut être accueilli.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 5 juin 2002.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 2139

[C — 2002/21248]

Arrest nr. 93/2002 van 5 juni 2002

Rolnummer 2242

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 10 augustus 2001 betreffende Belgacom, ingesteld door P. Richard.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman en E. Derycke, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 september 2001 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 september 2001, heeft P. Richard, die keuze van woonplaats doet te 1000 Brussel, Fontainasplein 9-11, beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging ingesteld van de wet van 10 augustus 2001 betreffende Belgacom (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 2001, tweede editie).

De vordering tot gehele of gedeeltelijke schorsing van dezelfde wet, ingediend door dezelfde verzoekende partij, is verworpen bij arrest nr. 138/2001 van 30 oktober 2001, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 december 2001.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 20 september 2001 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 26 september 2001 heeft het Hof de zetel aangevuld met rechter E. Derycke.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 4 oktober 2001 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 9 oktober 2001.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 16 november 2001 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 29 november 2001 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 21 december 2001 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 28 februari 2002 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 19 september 2002.

Bij beschikking van 26 maart 2002 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 april 2002.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 28 maart 2002 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 april 2002 :

— zijn verschenen :

. Mr. M. Detry, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;

. Mr. J. Meyers, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

— hebben de rechters-verslaggevers J.-P. Snappe en A. Alen verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

A.1.1. De verzoeker is lid van het statutair personeel van Belgacom. Bovendien is hij voorzitter van de sector « Telecom-Luchtvaart » van de Algemene Centrale der Openbare Diensten (A.C.O.D.), een representatieve vakorganisatie in de zin van artikel 30, § 5, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en vast vakbondsafgevaardigde in de zin van de artikelen 70 en 71 van het vakbondsstatuut van Belgacom.

De bestreden wet machtigt de Koning het juridisch statuut van Belgacom te wijzigen en, vervolgens, de situatie van het personeel op individueel gebied, op het gebied van de sociale zekerheid en ten slotte op het gebied van de collectieve arbeidsverhoudingen aan dat nieuwe statuut aan te passen. Bovendien kan de wet, die de Koning de mogelijkheid biedt de onderneming te privatiseren, voor de verzoeker ernstige gevolgen hebben, omdat een einde kan worden gemaakt aan zijn betrekking van statutair ambtenaar van een overheidsbedrijf en hij ertoe zou kunnen worden gedwongen zich in te passen in de collectieve arbeidsverhoudingen binnen de privé-sector, die totaal verschillen van de verhoudingen waarin hij betrokken is.

Uit die verschillende overwegingen blijkt het belang van de verzoeker om in rechte te treden.

A.1.2. De Ministerraad houdt staande dat het verzoekschrift onontvankelijk is doordat de verzoeker geen rechtstreeks belang heeft en doordat de bestreden norm geen ongunstige weerslag op zijn situatie heeft. Vermits de bestreden wet louter een machtigingswet is, heeft zij geen enkele uitwerking zonder het voorafgaande optreden van de Koning.

Het is juist dat de verzoeker als grief tegen de wet aanvoert dat aan de Koning bevoegdheden worden overgedragen die artikel 23 van de Grondwet aan de wetgever zou hebben voorbehouden. Volgens de rechtspraak van het Hof verbiedt niets evenwel een dergelijke bevoegdheidsoverdracht voor zover de wetgever zelf de perken ervan omschrijft, wat hij te dezen heeft gedaan zoals hierna zal worden aangetoond.

Ten aanzien van het enige middel

Standpunt van de verzoeker

A.2.1. Een enig middel is afgeleid uit de schending door de bestreden wet van 10 augustus 2001 betreffende Belgacom van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23 van de Grondwet.

Immers, de bestreden wet verleent de Koning de absolute bevoegdheid de maatregelen te nemen die ertoe strekken Belgacom te privatiseren en de regels betreffende het arbeidsrecht, de socialezekerheidsregeling en de collectieve arbeidsverhoudingen die op het personeel ervan van toepassing zijn, te wijzigen en vast te leggen, terwijl het vastleggen van die regels voor het geheel van de burgers op basis van de aangehaalde grondwetsartikelen aan de wetgever is voorbehouden.

A.2.2. Artikel 23 van de Grondwet behoudt aan de wetgever het recht voor om, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten die aan iedere burger worden gewaarborgd, te verzekeren en om de voorwaarden voor de uitoefening ervan te bepalen.

In artikel 3 van de wet van 10 augustus 2001 verleent de wetgever de Koning, op een absolute wijze en zonder de beperkingen of de grondbeginselen ervan vast te leggen, bevoegdheden die zonder enige twijfel door artikel 23, derde lid, 1° en 2°, van de Grondwet aan de wetgever zijn voorbehouden. Die bevoegdheidsoverdracht vormt een schending van het voormelde artikel 23, waardoor een discriminatie ontstaat tussen de personeelsleden van Belgacom en die van de andere overheidsbedrijven. Ter ondersteuning van die beweringen wordt verwezen naar het advies van de Raad van State over het voorontwerp van wet, dat later de wet van 10 augustus 2001 is geworden.

Het gelijkheids- en niet-discriminatiebeginsel is in het bijzonder geschonden, in zoverre de bestreden wet een discriminatie in het leven roept tussen Belgacom en alle andere autonome overheidsbedrijven die aan de wet van 21 maart 1991 zijn onderworpen. Die wet bepaalt op zeer nauwkeurige wijze welke regels binnen elk autonoom overheidsbedrijf op het vlak van de individuele en collectieve arbeidsverhoudingen moeten worden nageleefd.

Standpunt van de Ministerraad

A.3.1. De situatie van Belgacom en van haar personeel is tegenwoordig zeer verschillend van de situatie van de andere autonome overheidsbedrijven : de markten die voor haar van belang zijn, zijn met name alle voor de mededinging opengesteld. Hieruit volgt dat de alliantie of de fusie van Belgacom met een andere vennootschap op korte termijn onontbeerlijk is. Het verschil in behandeling dat uit de bestreden wet voortvloeit ten aanzien van de andere autonome overheidsbedrijven, is verantwoord. Het juridisch statuut van Belgacom moet dus gewijzigd worden in het kader van een welbepaald strategisch alliantieplan. De onderhandelingen over en het afsluiten van een dergelijke alliantie, in een zeer dynamische markt, zullen evenwel niet te verenigen zijn met het tijdsverloop en de onzekerheid waarmee de totstandkoming van een wet gepaard gaat. Vandaar de noodzaak van de aan de Koning toegekende machtiging.

A.3.2. Die machtiging is echter niet in strijd met artikel 23 van de Grondwet : het doel ervan is in artikel 3 van de wet van 10 augustus 2001 uitdrukkelijk beperkt tot « de verwezenlijking van een fusie of samenwerkingsverband zoals bedoeld in artikel 2 », wat, volgens de memorie van toelichting, elke verrichting van het financiële type zoals een *Initial Public Offering* (IPO) uitsluit. Zo ook wordt de machtiging in hetzelfde artikel 3 omschreven en beperkt tot « de individuele arbeidsverhoudingen [...] tussen Belgacom en haar personeelsleden », tot « de maatschappelijke zekerheid der arbeiders » voor hetzelfde personeel en tot « de collectieve arbeidsverhoudingen bij Belgacom ».

Het oogmerk van de bevoegdheidsoverdracht wordt eveneens aangegeven want luidens artikel 3, 2°, van de wet van 10 augustus 2001 is het de bedoeling « dat de continuïteit van de rechten van deze personeelsleden wordt gewaarborgd inzonderheid inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen ». Op het vlak van de sociale zekerheid kan de Koning enkel de toepassing van de wetten ter zake regelen. In de memorie van toelichting wordt bovendien aangegeven dat « de juridische omvorming van Belgacom niet tot gevolg [mag] hebben de rechten van haar statutaire personeelsleden op het gebied van de sociale zekerheid [...] te verminderen ». Op het vlak van de collectieve arbeidsverhoudingen mag de Koning enkel een overgangsregeling uitwerken tot aan de sociale verkiezingen die in het jaar 2008 worden gehouden.

Zoals het Hof heeft opgemerkt in zijn arrest tot verwerping van de vordering tot schorsing, blijkt ten slotte uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 10 augustus 2001 dat de Regering de bedoeling heeft erover te waken dat de bestreden bevoegdheidsoverdrachten in een dialoog met de vakbonden worden toegepast.

Hieruit volgt dat het in het geding zijnde verschil in behandeling op een objectief criterium berust en redelijk verantwoord is. De bestreden bepalingen schenden niet de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 23 van de Grondwet.

— B —

Ten aanzien van de draagwijdte van het beroep

B.1. De verzoeker vordert de gehele of gedeeltelijke vernietiging van de wet van 10 augustus 2001 betreffende Belgacom. Het Hof stelt vast dat het aangevoerde middel en de aangevoerde grieven uitsluitend gericht zijn tegen artikel 3, 2°, 3° en 4°, van die wet. Bijgevolg moet het beroep aldus worden beperkt.

Ten aanzien van de bestreden bepaling

B.2. Artikel 3 van de wet van 10 augustus 2001 betreffende Belgacom luidt :

« Om de verwezenlijking van een fusie of samenwerkingsverband zoals bedoeld in artikel 2 mogelijk te maken, kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, alle nuttige maatregelen nemen teneinde :
[...]

2° de individuele arbeidsverhoudingen te regelen tussen Belgacom en haar personeelsleden die vóór de in het 1° bedoelde omzetting arbeidsprestaties leveren onder het gezag van Belgacom krachtens het personeelsstatuut vastgesteld in uitvoering van de artikelen 34 en 35 van voornoemde wet van 21 maart 1991, op zodanige wijze dat de continuïteit van de rechten van deze personeelsleden wordt gewaarborgd inzonderheid inzake vastheid van betrekking, bezoldiging en pensioen;

3° de toepassing te regelen van de wetten inzake de maatschappelijk[e] zekerheid der arbeiders op de personeelsleden bedoeld in het 2°;

4° een overgangsregeling uit te werken op het gebied van de collectieve arbeidsverhoudingen bij Belgacom tot aan de sociale verkiezingen die in het jaar 2008 worden gehouden. »

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

B.3. De verzoeker is lid van het statutair personeel van Belgacom en vast vakbondsafgevaardigde in de zin van de artikelen 70 en 71 van het vakbondsstatuut van de onderneming Belgacom. Hij doet blijken van het vereiste belang om de vernietiging van artikel 3, 2°, 3° en 4°, van de wet van 10 augustus 2001 te vorderen.

Ten gronde

B.4.1. Volgens het enige middel, afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet, zou het bestreden artikel de Koning ertoe machtigen ten aanzien van de personeelsleden van Belgacom afbreuk te doen aan het legaliteitsbeginsel bij het vaststellen van de arbeidsrechtelijke regels, van het socialezekerheidsstelsel en van de collectieve arbeidsverhoudingen die op het personeel van Belgacom van toepassing zijn, terwijl het vaststellen van die regels in die aangelegenheden, voor het geheel van de burgers, op grond van de aangevoerde grondwettelijke bepalingen aan de wetgever is voorbehouden.

B.4.2. Volgens de parlementaire voorbereiding van het bestreden artikel 3 van de wet van 10 augustus 2001 « is het belangrijk om het behoud van de rechten van het personeel van Belgacom te garanderen. Daartoe moeten koninklijke besluiten worden uitgevaardigd waarvan de inhoud voorafgaandelijk met de vakbonden zal worden onderhandeld. Eens voorliggend ontwerp is goedgekeurd, zal het management met de vakbonden een kader vastleggen dat als *conditio sine qua non* in alle scenario's van samenwerking zal worden gehanteerd » (*Parl. St.*, Senaat, 2000-2001, nr. 2-825/3, p. 4).

Voor de Commissie voor de Financiën en voor de Economische Aangelegenheden van de Senaat heeft de Minister van Telecommunicatie en Overheidsbedrijven en Participaties herhaald « dat de rechten van het personeel voor 100 % gevrijwaard zijn, daar de continuïteit ervan in dit ontwerp is vastgelegd. De nodige uitvoeringsbesluiten zullen in samenwerking met de vakbonden worden opgesteld ». Hij voegde daaraan toe dat « op een bepaalde aanbeveling [van de Raad van State] niet is ingegaan om een bepaalde flexibiliteit in de onderhandelingen met de vakbonden te kunnen behouden » (*ibid.*, p. 10). Het Hof merkt hieromtrent evenwel op dat in de memorie van toelichting wordt verduidelijkt dat « de Koning [...] voor [de werknemers van Belgacom] een stelsel *sui generis* [zou] moeten kunnen inrichten dat het statuut van publiek recht vervangt maar er toch op afgestemd is, en dat de continuïteit van hun rechten waarborgt inzonderheid op het gebied van vastheid van betrekking, geldelijk statuut en pensioenen » (*Parl. St.*, Kamer, 2000-2001, Doc. 50 1317/001, p. 4).

B.4.3. Hieruit volgt dat, gelet op de door de wetgever aangevoerde algemene doelstelling, namelijk de verwezenlijking van een strategische operatie betreffende Belgacom mogelijk te maken gelet op « het algemeen economisch klimaat [dat] mogelijkheden [opent] tot het aangaan van allianties onder gunstige voorwaarden » (*ibid.*), hij in die omstandigheden aan de Koning de bevoegdheid kon opdragen maatregelen te nemen om, voor de werknemers van Belgacom, de individuele en collectieve arbeidsverhoudingen te regelen, alsmede de regels uit te werken die op hen inzake de sociale zekerheid van toepassing zullen zijn.

De bestreden maatregel is niet onbestaanbaar met de artikelen 10 en 11, in samenhang gelezen met artikel 23, van de Grondwet, aangezien de grenzen van de door de wetgever aan de Koning verleende machtiging werden afgebakend. Het staat aan de gewone of aan de administratieve rechter, naar gelang van het geval, na te gaan of de Koning binnen de grenzen van die machtiging blijft.

B.4.4. Het middel kan niet worden aangenomen.

Om die redenen,
het Hof
verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 5 juni 2002.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 2139

[C — 2002/21248]

Urteil Nr. 93/2002 vom 5. Juni 2002

Geschäftsverzeichnungsnummer 2242

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. August 2001 über die Belgacom, erhoben von P. Richard.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman und E. Derycke, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. September 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. September 2001 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob P. Richard, der in 1000 Brüssel, place Fontainas 9-11, Domizil erwählt, Klage auf völlige oder teilweise einstweilige Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. August 2001 über die Belgacom (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. August 2001, zweite Ausgabe).

Die von derselben klagenden Partei erhobene Klage auf völlige oder teilweise einstweilige Aufhebung desselben Gesetzes wurde durch Urteil Nr. 138/2001 vom 30. Oktober 2001, das im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. Dezember 2001 veröffentlicht wurde, zurückgewiesen.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 20. September 2001 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 26. September 2001 hat der Hof die Besetzung um den Richter E. Derycke ergänzt.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 4. Oktober 2001 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 9. Oktober 2001.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 16. November 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 29. November 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagenden Partei hat mit am 21. Dezember 2001 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 28. Februar 2002 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 19. September 2002 verlängert.

Durch Anordnung vom 26. März 2002 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. April 2002 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 28. März 2002 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. April 2002

— erschienen

. RÄin M. Detry, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,

. RA J. Meyers, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter J.-P. Snappe und A. Alen Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

In Hinsicht auf das Interesse des Klägers

A.1.1. Der Kläger sei festangestelltes Personalmitglied der Belgacom. Außerdem sei er Vorsitzender des Sektors «Telekom-Luftfahrt» der «Centrale générale des services publics» (CGSP), einer repräsentativen Gewerkschaftsorganisation im Sinne von Artikel 30 § 5 des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen, und ständiger Gewerkschaftsvertreter im Sinne der Artikel 70 und 71 des Gewerkschaftsstatuts der Belgacom.

Das angefochtene Gesetz ermächtige den König, das Rechtsstatut der Belgacom abzuändern und anschließend die Situation des Personals auf individuellem Gebiet, auf dem Sozialversicherungsgebiet und schließlich auf dem Gebiet der kollektiven Arbeitsverhältnisse diesem neuen Statut anzupassen. Außerdem könne das Gesetz, das dem König die Möglichkeit zur Privatisierung des Unternehmens biete, für den Kläger ernste Folgen haben, weil sein Arbeitsverhältnis als festangestellter Beamter eines öffentlichen Unternehmens beendet werden könne und er gezwungen werden könne, sich den kollektiven Arbeitsverhältnissen im Privatsektor anzupassen, die völlig anders als seine heutigen Arbeitsverhältnisse seien.

Diese verschiedenen Erwägungen würden das Interesse des Klägers, gerichtlich aufzutreten, deutlich machen.

A.1.2. Der Ministerrat führt an, die Klage sei unzulässig, da der Kläger kein unmittelbares Interesse aufweise und da die angefochtene Norm sich nicht in ungünstigem Sinne auf seine Lage auswirke. Da es sich bei dem angefochtenen Gesetz um ein reines Ermächtigungsgesetz handle, habe es ohne vorheriges Einschreiten des Königs keinerlei Auswirkung.

Der Kläger bemängelt zwar, das Gesetz habe dem König Befugnisse übertragen, die aufgrund von Artikel 23 der Verfassung dem Gesetzgeber vorbehalten seien. Gemäß der Rechtsprechung des Hofes spreche jedoch nichts gegen eine solche Befugnisübertragung, insofern der Gesetzgeber selbst deren Grenzen festlege, was er – wie es nachstehend nachgewiesen werde – in diesem Fall getan habe.

In Hinsicht auf den einzigen Klagegrund

Standpunkt des Klägers

A.2.1. Ein einziger Klagegrund sei abgeleitet aus dem Verstoß des angefochtenen Gesetzes vom 10. August 2001 über die Belgacom gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allein und in Verbindung mit Artikel 123 der Verfassung.

Das angefochtene Gesetz verleihe nämlich dem König die absolute Befugnis, die Maßnahmen für eine Privatisierung der Belgacom und für eine Abänderung und Festlegung der Vorschriften bezüglich des Arbeitsrechts, der Sozialversicherungsregelung und der auf deren Personal anwendbaren kollektiven Arbeitsverhältnisse zu ergreifen, während die Festlegung dieser Vorschriften für die Gesamtheit der Bürger auf der Grundlage der zitierten Verfassungsartikel dem Gesetzgeber vorbehalten sei.

A.2.2. Artikel 23 der Verfassung behalte dem Gesetzgeber das Recht vor, unter Berücksichtigung der entsprechenden Verpflichtungen die einem jeden Bürger garantierten wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Rechte zu gewährleisten und die Voraussetzungen für die Ausübung dieser Rechte festzulegen.

In Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 2001 verleihe der Gesetzgeber dem König – auf absolute Weise und ohne Einschränkungen oder Festlegung von Grundprinzipien – Befugnisse, die ohne Zweifel durch Artikel 23 Absatz 3 Nr. 1 und Nr. 2 der Verfassung dem Gesetzgeber vorbehalten seien. Diese Befugnisübertragung stelle einen Verstoß gegen den obengenannten Artikel 23 dar, wodurch eine Diskriminierung zwischen den Personalmitgliedern der Belgacom und denjenigen der anderen öffentlichen Unternehmen entstehe. Zur Unterstützung dieser Behauptung werde auf das Gutachten des Staatsrats über den Vorentwurf des späteren Gesetzes vom 10. August 2001 verwiesen.

Der Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsatz sei insbesondere verletzt, insoweit das angefochtene Gesetz eine Diskriminierung zwischen der Belgacom und allen anderen, dem Gesetz vom 21. März 1991 unterworfenen autonomen öffentlichen Unternehmen einführe. Dieses Gesetz präzisiere auf sehr detaillierte Weise, welche Vorschriften innerhalb eines jeden autonomen öffentlichen Unternehmens bezüglich individueller und kollektiver Arbeitsverhältnisse befolgt werden müßten.

Standpunkt des Ministerrates

A.3.1. Die Lage der Belgacom sowie des Personals dieses Unternehmens unterscheide sich heute sehr stark von der Lage anderer autonomer öffentlicher Unternehmen; insbesondere die sie betreffenden Märkte seien allesamt für den Wettbewerb geöffnet. Deshalb sei die Partnerschaft oder der Zusammenschluß der Belgacom mit einer anderen Gesellschaft kurzfristig unumgänglich. Der sich aus dem angefochtenen Gesetz ergebende Behandlungsunterschied im Vergleich zu anderen autonomen öffentlichen Unternehmen sei gerechtfertigt. Das Rechtsstatut der Belgacom habe also abgeändert werden müssen im Rahmen eines festgelegten strategischen Fusionsplans. Die Verhandlungen im Hinblick auf eine solche Fusion und deren Abschluß würden auf einem sehr dynamischen Markt jedoch nicht mit den Fristen und der Unsicherheit zu vereinbaren sein, die mit der Annahme eines Gesetzes einhergingen. Daraus ergebe sich die Notwendigkeit der dem König zugestandenen Ermächtigung.

A.3.2. Diese Ermächtigung stehe jedoch nicht im Widerspruch zu Artikel 23 der Verfassung; ihr Ziel sei in Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 2001 ausdrücklich darauf beschränkt, «die Verwirklichung einer Fusion oder Partnerschaft im Sinne von Artikel 2 zu ermöglichen», was gemäß der Begründung jeden Vorgang finanzieller Art, wie eine *Initial Public Offering* (IPO), ausschließe. Ebenso werde die Ermächtigung im besagten Artikel 3 beschrieben, und sie beschränke sich auf die «individuellen Arbeitsverhältnisse zwischen der Belgacom und ihren Personalmitgliedern», auf die «Sozialversicherung der Arbeitnehmer» für das gleiche Personal und auf die «kollektiven Arbeitsverhältnisse bei der Belgacom».

Mit welcher Absicht die Befugnis übertragen werde, sei ebenfalls angegeben, da es gemäß Artikel 3 Nr. 2 des Gesetzes vom 10. August 2001 darum gehe, daß die «die Kontinuität der Rechte dieser Personalmitglieder insbesondere hinsichtlich der Stabilität des Arbeitsverhältnisses, der Entlohnung und der Pension gewährleistet wird». Auf der Ebene der sozialen Sicherheit könne der König nur die Anwendung der diesbezüglichen Gesetze regeln. In der Begründung sei im übrigen erklärt worden: «Die rechtliche Umwandlung der Belgacom kann nicht zur Folge haben, daß die Rechte ihrer festangestellten Personalmitglieder hinsichtlich der Sozialversicherung eingeschränkt werden». In bezug auf die kollektiven Arbeitsverhältnisse werde der König lediglich ermächtigt, eine Übergangsregelung bis zu den Sozialwahlen 2008 zu organisieren.

Schließlich ließen, wie der Hof in seinem Urteil, in dem die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückgewiesen worden sei, aufgezeigt habe, die Vorarbeiten zum Gesetz vom 10. August 2001 die Absichten der Regierung erkennen, auf eine Anwendung der angefochtenen Befugnisübertragungen im Dialog mit den Gewerkschaften zu achten.

Folglich beruhe der angefochtene Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium und sei er vernünftig gerechtfertigt. Die angefochtenen Bestimmungen verstießen nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, allein oder in Verbindung mit deren Artikel 23.

— B —

In Hinsicht auf die Tragweite der Klage

B.1. Der Kläger klagt auf ganze oder teilweise Nichtigerklärung des Gesetzes vom 10. August 2001 über die Belgacom. Der Hof stellt fest, daß der angeführte Klagegrund und die angeführten Beschwerden sich ausschließlich gegen Artikel 3 Nrn. 2, 3 und 4 dieses Gesetzes richten. Folglich muß die Klage dementsprechend eingeschränkt werden.

In Hinsicht auf die angefochtene Bestimmung

B.2. Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 2001 über die Belgacom lautet:

«Um die Verwirklichung einer Fusion oder Partnerschaft im Sinne von Artikel 2 zu ermöglichen, kann der König mittels eines im Ministerrat beratenen Erlasses alle notwendigen Maßnahmen ergreifen:

[...]

2. zur Regelung der individuellen Arbeitsverhältnisse zwischen der Belgacom und ihren Personalmitgliedern, die vor der in Nr. 1 genannten Umwandlung Arbeitsleistungen unter der Weisungsbefugnis der Belgacom kraft des in Durchführung der Artikel 34 und 35 des obengenannten Gesetzes vom 21. März 1991 festgelegten Personalstatuts erbringen, so daß die Kontinuität der Rechte dieser Personalmitglieder insbesondere hinsichtlich der Stabilität des Arbeitsverhältnisses, der Entlohnung und der Pension gewährleistet wird;

3. zur Regelung der Anwendung der Gesetze hinsichtlich der Sozialversicherung der Arbeitnehmer auf die unter Nr. 2 aufgeführten Personalmitglieder;

4. zur Ausarbeitung einer Übergangsregelung auf dem Gebiet der kollektiven Arbeitsverhältnisse bei der Belgacom bis zu den Sozialwahlen im Jahr 2008.»

In Hinsicht auf das Interesse des Klägers

B.3. Der Kläger ist festangestelltes Personalmitglied bei der Belgacom und ständiger Gewerkschaftsvertreter im Sinne der Artikel 70 und 71 des Gewerkschaftsstatuts des Unternehmens Belgacom. Er weist das erforderliche Interesse nach, auf Nichtigerklärung von Artikel 3 Nrn. 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 10. August 2001 zu klagen.

Zur Hauptsache

B.4.1. Laut dem einzigen Klagegrund, der aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23 abgeleitet ist, ermächtigte der angefochtene Artikel den König, in bezug auf die Personalmitglieder der Belgacom das Legalitätsprinzip bei der Festlegung der arbeitsrechtlichen Vorschriften, der Sozialversicherungsregelung und der kollektiven Arbeitsverhältnisse für das Personal der Belgacom zu verletzen, während für die Gesamtheit der Bürger die Festlegung dieser Regeln in den betreffenden Sachbereichen auf der Grundlage der angeführten Verfassungsbestimmungen dem Gesetzgeber vorbehalten sei.

B.4.2. Den Vorarbeiten zum angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 10. August 2001 zufolge «ist es wichtig, dem Personal der Belgacom seine Rechte zu gewährleisten. Dazu müssen königliche Erlasse ergehen, deren Inhalt zuvor mit den Gewerkschaften verhandelt wird. Wenn dem vorliegenden Entwurf erst einmal zugestimmt worden ist, dann wird das Management mit den Gewerkschaften einen Rahmen festlegen, der als *conditio sine qua non* für alle Szenarien der Zusammenarbeit gelten wird» (*Parl. Dok.*, Senat, 2000-2001, Nr. 2-825/3, S. 4).

Vor dem Finanz- und Wirtschaftsausschuß des Senats hat der Minister für Telekommunikation und öffentliche Unternehmen und Beteiligungen wiederholt, «daß die Rechte des Personals absolut gewährleistet sind, weil ihre Kontinuität in diesem Entwurf festgeschrieben ist. Die notwendigen Durchführungserlasse werden in Zusammenarbeit mit den Gewerkschaften abgefaßt». Er fügte dem hinzu, daß «auf eine bestimmte Empfehlung [des Staatsrats] nicht eingegangen wurde, weil man bezüglich der Verhandlungen mit den Gewerkschaften flexibel bleiben wollte» (ebenda, S. 10). Der Hof stellt diesbezüglich jedoch fest, daß es in der Begründung heißt: «Der König sollte für [die Arbeitnehmer der Belgacom] eine Regelung *sui generis* organisieren können, die zwar das öffentlich-rechtliche Statut ersetzt, aber eben darauf abgestimmt ist und die Kontinuität ihrer Rechte gewährleistet, insbesondere hinsichtlich der Stabilität der Arbeitsplätze, des Besoldungsstatuts und der Pensionen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2000-2001, Dok. 50 1317/001, S. 4).

B.4.3. Folglich konnte der Gesetzgeber angesichts der von ihm angeführten allgemeinen Zielsetzung, nämlich die Verwirklichung einer strategischen Transaktion bezüglich der Belgacom «angesichts der allgemeinen Wirtschaftslage, die Gelegenheiten zum Abschluß von Zusammenschlüssen unter günstigen Bedingungen bietet» (ebenda) zu ermöglichen, dem König die Befugnis verleihen, Maßnahmen zu ergreifen, mit denen er für die Beschäftigten der Belgacom die individuellen und kollektiven Arbeitsverhältnisse regeln und die für sie geltenden Bestimmungen bezüglich der sozialen Sicherheit ausarbeiten kann.

Die angefochtene Maßnahme ist nicht unvereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit deren Artikel 23, da die Ermächtigung, die der Gesetzgeber dem König erteilt, in den von ihm festgesetzten Grenzen eingegrenzt ist. Es obliegt dem ordentlichen oder dem Verwaltungsrichter, von Fall zu Fall zu prüfen, ob der König sich innerhalb der Grenzen dieser Ermächtigung bewegt.

B.4.4. Der Klagegrund ist nicht annehmbar.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. Juni 2002.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

— — — — —
COUR D'ARBITRAGE

F. 2002 — 2140

[C - 2002/21249]

Arrêt n° 95/2002 du 5 juin 2002

Numéro du rôle : 2394

En cause : le recours en annulation partielle et la demande de suspension partielle des articles 1^{er}, 18, 19, 22 et 65 de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques, introduits par M.V. et L.B.

La Cour d'arbitrage, chambre restreinte,

composée du président M. Melchior et des juges-rapporteurs L. François et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et de la demande*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 mars 2002 et parvenue au greffe le 20 mars 2002, M.V. et L.B., demeurant ensemble à 1330 Rixensart, avenue du Rond Point 7, ont introduit un recours en annulation partielle et une demande de suspension partielle des articles 1^{er}, 18, 19, 22 et 65 de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques (publiée au *Moniteur belge* du 20 septembre 2001).

II. *La procédure*

Par ordonnance du 20 mars 2002, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Le 27 mars 2002, en application de l'article 71, alinéa 1^{er}, de la loi organique, les juges-rapporteurs L. François et M. Bossuyt ont fait rapport devant le président de ce qu'ils pourraient être amenés à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt déclarant manifestement irrecevables le recours en annulation et la demande de suspension introduits par M.V. et L.B.

Les conclusions des juges-rapporteurs ont été notifiées aux parties requérantes conformément à l'article 71, alinéa 2, de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 28 mars 2002.

Les parties requérantes ont introduit un mémoire justificatif, par lettre recommandée à la poste le 6 avril 2002.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

— A —

Conclusions des juges-rapporteurs

A.1. Dans leurs conclusions, les juges-rapporteurs ont relevé qu'ils pourraient être amenés, en application de l'article 71 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à proposer à la Cour, siégeant en chambre restreinte, de rendre un arrêt décidant de déclarer le recours en annulation (et la demande de suspension) manifestement irrecevable(s).

Ils ont précisé que les moyens ne semblaient pas répondre aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989.

Mémoire justificatif des parties requérantes

A.2. Les requérants ont introduit un mémoire justificatif constitué, en sa première partie, de « précisions » (première page) qui se bornent à reproduire des extraits de la requête et des renvois à la pagination et à la numérotation de celle-ci et, en sa seconde partie, d'un mémoire justificatif proprement dit, dans lequel figurent de nombreuses répétitions. Ils s'y efforcent de préciser les catégories de personnes qu'ils entendent comparer.

— B —

B.1. Les requérants demandent l'annulation partielle des articles 1^{er}, 18, 19, 22 et 65 de la loi du 10 août 2001 portant réforme de l'impôt des personnes physiques, pour cause de violation des articles 10, 11, 170, 171, 172 et 174 de la Constitution et de diverses dispositions de droit international, lus conjointement avec les articles 34, 77, 78 et 167 de la Constitution. La suspension de ces dispositions est également demandée.

Les dispositions attaquées énoncent :

« Article 1^{er}. Cette loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution. »

« Art. 18. L'intitulé de la Section VII du Chapitre II du Titre II du même Code [le Code des impôts sur les revenus 1992] est remplacé par l'intitulé suivant : ' Section VII. - Imposition commune des conjoints et des cohabitants légaux. ' »

« Art. 19. A. L'article 126 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

' Art. 126. § 1^{er}. Quel que soit le régime matrimonial, les revenus des conjoints autres que les revenus professionnels sont cumulés avec les revenus professionnels de celui des conjoints qui en a le plus.

§ 2. La cotisation est établie au nom des deux conjoints.

§ 3. Par dérogation à l'article 128, alinéa 1^{er}, 3°, le conjoint survivant peut opter pour l'année de la dissolution par décès du mariage ou de la cohabitation légale, pour une imposition établie conformément aux dispositions du § 1^{er}. Dans ce cas, l'imposition est établie au nom du conjoint survivant et du conjoint décédé, représenté par la succession.

Lorsque les deux conjoints sont décédés, le choix visé à l'alinéa 1^{er} peut être fait par les héritiers ou les légataires ou donataires universels. Dans ce cas, l'imposition est établie au nom des deux conjoints décédés, représentés par la succession.

§ 4. Les revenus des enfants sont cumulés avec ceux de leurs parents aussi longtemps que ces derniers ont la jouissance légale des revenus de leurs enfants. '.

B. Dans le même article, les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par la disposition suivante :

' § 1^{er}. En cas de mariage ou de cohabitation légale, une imposition commune est établie au nom des deux conjoints. Nonobstant cette imposition commune, le revenu imposable de chaque conjoint est fixé séparément.

§ 2. Le § 1^{er} n'est pas applicable dans les cas suivants :

1° pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale;

2° à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue, pour autant que cette séparation soit effective durant toute la période imposable;

3° pour l'année de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps, ou de la cessation de la cohabitation légale;

4° lorsqu'un conjoint recueille des revenus professionnels pour un montant supérieur à 6 700 EUR qui sont exonérés conventionnellement et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent à ses autres revenus.

Le § 1^{er} reste toutefois applicable pour l'année au cours de laquelle les cohabitants légaux contractent mariage, sauf si la déclaration de cohabitation légale a été faite la même année.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, les deux impositions sont portées au rôle au nom des deux conjoints. '.

C. Au § 3, alinéa 1^{er}, du même article, les mots par dérogation à l'article 128, alinéa 1^{er}, 3°, ' sont supprimés. »

« Art. 22. L'article 130 du même Code, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, est remplacé comme suit :

A. ' Art. 130. L'impôt est fixé à :

25 p.c. pour la tranche de revenus de 0,01 EUR à 5 705,00 EUR;

30 p.c. pour la tranche de 5 705,00 EUR à 7 565,00 EUR;

40 p.c. pour la tranche de 7 565,00 EUR à 10 785,00 EUR;

45 p.c. pour la tranche de 10 785,00 EUR à 24 800,00 EUR;

50 p.c. pour la tranche de 24 800,00 EUR à 37 185,00 EUR;

52 p.c. pour la tranche supérieure à 37 185,00 EUR. '.

B. ' Art. 130. L'impôt est fixé à :

25 p.c. pour la tranche de revenus de 0,01 EUR à 5 705,00 EUR;

30 p.c. pour la tranche de 5 705,00 EUR à 8 120,00 EUR;

40 p.c. pour la tranche de 8 120,00 EUR à 12 120,00 EUR;

45 p.c. pour la tranche de 12 120,00 EUR à 24 800,00 EUR;

50 p.c. pour la tranche supérieure à 24 800,00 EUR. '.

C. ' Art. 130. L'impôt est fixé à :

25 p.c. pour la tranche de revenus de 0,01 EUR à 5 705,00 EUR;

30 p.c. pour la tranche de 5 705,00 EUR à 8 120,00 EUR;

40 p.c. pour la tranche de 8 120,00 EUR à 13 530,00 EUR;

45 p.c. pour la tranche de 13 530,00 EUR à 24 800,00 EUR;

50 p.c. pour la tranche supérieure à 24 800,00 EUR.

Lorsqu'une [...] imposition commune [est établie ? En néerlandais : « wordt gevestigd »], le tarif d'imposition est appliqué au revenu imposable de chaque contribuable. '.

« Art. 65. Les articles 6, 8, 9, 11, A, 12, A, 14, 17, 19, A, 25, A, 28, 29, 31, 1°, 47, 51, 1°, 53 et 57, A, entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2002.

L'article 62 est applicable pour l'exercice d'imposition 2002.

Les articles 7, A, 22, A, 25, B, 26, A, 30, 31, 2°, 49, A, 50, 51, 2° et 3°, 52, 54, 55, 58, 61 et 63 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2003.

Les articles 7, B, 22, B, 23, A, 33, A, et 49, B, entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Les articles 2 à 5, 10, 11, B, 12, B, 13, 15, 16, 18, 19, B et C, 20, 21, 22, C, 23, B, 24, 25, C, 26, B, 27, 32, 33, B, 34 à 46, 48, 49, C et D, 56, 57, B, 59, 60 et 64 entrent en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2005. »

B.2. Il résulte de l'article 21 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage qu'une demande de suspension ne peut être introduite que conjointement avec le recours en annulation ou après qu'un tel recours a déjà été introduit. La demande de suspension est dès lors subordonnée au recours en annulation. La Cour ne peut aborder les moyens de la demande, fût-ce de manière sommaire, qu'après avoir examiné la recevabilité du recours.

B.3. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

B.4. La Cour constate que les griefs de la requête sont exprimés de manière incohérente, mélangeant la citation des dispositions attaquées et des considérations confuses ou étrangères à ce que requiert l'exposé d'un moyen répondant aux exigences de l'article 6 précité.

La requête indique de manière équivoque les dispositions attaquées en ce que son dispositif vise « les articles 1, 18, 19, 22 en ce qu'ils insèrent les dispositions légales HORMIS le 19, B, § 1^{er}, 4° qui n'est que le 3ème acte délibéré du Gouvernement sous couvert de son immunité parlementaire comme le précise l'exposé des motifs du 21, L 28/12/90 » (p. 10 de la requête), alors que les développements qui précèdent (pp. 4 et 5) reproduisent, sous les points 6.1.2 et 6.1.3, des extraits d'un article 19 dont les versions diffèrent l'une de l'autre et aussi de celle publiée au *Moniteur belge*. La requête n'indique pas avec précision les catégories de personnes dont la situation devrait être comparée par la Cour, ni en quoi la loi attaquée violerait les dispositions invoquées vis-à-vis de l'une ou de l'autre de ces catégories; l'objet du grief lui-même ne peut être défini avec certitude.

Dans leur mémoire justificatif, les requérants s'efforcent certes de préciser les catégories de personnes qu'ils entendent comparer. Les termes employés ne permettent cependant ni d'identifier ces catégories avec certitude ni de distinguer avec la précision requise et sans risque de méprise l'objet des griefs.

Or, il n'est pas permis à la Cour de censurer une loi en fonction de griefs rédigés de manière telle qu'elle ne peut s'assurer de leur sens. Permettre que soient adressées à la Cour des requêtes à ce point imprécises conduirait en outre à mettre en péril le caractère contradictoire de la procédure, étant donné que la partie qui intervient pour défendre les dispositions législatives en cause n'est pas en mesure de fournir une défense utile.

B.5. Il résulte de ce qui précède que le recours en annulation n'est manifestement pas recevable.

La demande de suspension doit par conséquent être rejetée elle aussi.

Par ces motifs,

la Cour, chambre restreinte,
statuant à l'unanimité des voix,

rejette le recours en annulation et la demande de suspension.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 5 juin 2002.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 2002 — 2140

[C — 2002/21249]

Arrest nr. 95/2002 van 5 juni 2002

Rolnummer 2394

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging en de vordering tot gedeeltelijke schorsing van de artikelen 1, 18, 19, 22 en 65 van de wet van 10 augustus 2001 houdende hervorming van de personenbelasting, ingesteld door M.V. en L.B.

Het Arbitragehof, beperkte kamer,
samengesteld uit voorzitter M. Melchior en de rechters-verslaggevers L. François en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en van de vordering*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 maart 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 20 maart 2002, hebben M.V. en L.B., samen wonende te 1330 Rixensart, avenue du Rond Point 7, beroep tot gedeeltelijke vernietiging en een vordering tot gedeeltelijke schorsing ingesteld van de artikelen 1, 18, 19, 22 en 65 van de wet van 10 augustus 2001 houdende hervorming van de personenbelasting (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 september 2001).

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 20 maart 2002 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Op 27 maart 2002 hebben de rechters-verslaggevers L. François en M. Bossuyt, met toepassing van artikel 71, eerste lid, van de organieke wet, de voorzitter ervan in kennis gesteld dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarbij wordt vastgesteld dat het beroep tot vernietiging en de vordering tot schorsing ingesteld door M.V. en L.B. klaarblijkelijk onontvankelijk zijn.

Overeenkomstig artikel 71, tweede lid, van de organieke wet is van de conclusies van de rechters-verslaggevers aan de verzoekende partijen kennisgegeven bij op 28 maart 2002 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partijen hebben een memorie met verantwoording ingediend bij op 6 april 2002 ter post aangetekende brief.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *In rechte*

— A —

Conclusies van de rechters-verslaggevers

A.1. In hun conclusies hebben de rechters-verslaggevers doen opmerken dat zij ertoe zouden kunnen worden gebracht, met toepassing van artikel 71 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, aan het Hof, zitting houdende in beperkte kamer, voor te stellen een arrest te wijzen waarin wordt beslist het beroep tot vernietiging (en de vordering tot schorsing) klaarblijkelijk onontvankelijk te verklaren.

Zij hebben gesteld dat de middelen niet leken te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989.

Memorie met verantwoording van de verzoekende partijen

A.2. De verzoekers hebben een memorie met verantwoording ingediend, waarvan het eerste deel « verduidelijkingen » (eerste pagina) bevat, die beperkt zijn tot een weergave van uittreksels uit het verzoekschrift en van verwijzingen naar de paginering en de nummering ervan, en waarvan het tweede deel een eigenlijke memorie met verantwoording, met tal van herhalingen, vormt. De verzoekers pogen daarin de categorieën van personen die zij wensen te vergelijken, aan te geven.

— B —

B.1. De verzoekers vorderen de gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 1, 18, 19, 22 en 65 van de wet van 10 augustus 2001 houdende hervorming van de personenbelasting, wegens schending van de artikelen 10, 11, 170, 171, 172 en 174 van de Grondwet en verscheidene internationaalrechtelijke bepalingen, in samenhang gelezen met de artikelen 34, 77, 78 en 167 van de Grondwet. Tevens wordt de schorsing van die bepalingen gevorderd.

De aangevochten bepalingen stellen :

« Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet. »

« Art. 18. Het opschrift van Titel II, Hoofdstuk II, Afdeling VII, van hetzelfde Wetboek [het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992] wordt vervangen als volgt : ' Afdeling VII. - Gemeenschappelijke aanslag voor echtgenoten en wettelijke samenwonenden. ' »

« Art. 19. A. Artikel 126 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

' Art. 126. § 1. Ongeacht het huwelijksvermogensstelsel, worden de andere inkomsten dan beroepsinkomsten van echtgenoten samengevoegd met de beroepsinkomsten van de echtgenoot die het meest zulke inkomsten heeft.

§ 2. De aanslag wordt op naam van beide echtgenoten gevestigd.

§ 3. Voor het jaar van ontbinding van het huwelijk of de wettelijke samenwoning door overlijden, kan de overlevende echtgenoot, in afwijking van artikel 128, eerste lid, 3°, kiezen voor een aanslag gevestigd overeenkomstig de bepalingen van § 1. In dat geval wordt de aanslag gevestigd op naam van de overlevende en de overleden echtgenoot, vertegenwoordigd door de nalatenschap.

Wanneer beide echtgenoten zijn overleden, kan de keuze bedoeld in het eerste lid, worden gemaakt door de erfgenamen of de algemene legatarissen of begiftigden. De aanslag wordt in dat geval gevestigd op naam van de beide overleden echtgenoten, vertegenwoordigd door de nalatenschap.

§ 4. Inkomsten van kinderen worden bij de inkomsten van hun ouders gevoegd zolang de ouders het wettelijk genot daarvan hebben. '.

B. In hetzelfde artikel worden de §§ 1 en 2 vervangen als volgt :

' § 1. In geval van huwelijk of wettelijke samenwoning wordt een gemeenschappelijke aanslag op naam van de beide echtgenoten gevestigd. Deze gemeenschappelijke aanslag belet niet dat het belastbare inkomen van elke echtgenoot afzonderlijk wordt vastgesteld.

§ 2. In de volgende gevallen is § 1 niet van toepassing :

1° voor het jaar van het huwelijk of de verklaring van wettelijke samenwoning;

2° vanaf het jaar na dat waarin de feitelijke scheiding heeft plaatsgevonden, voor zover die scheiding in het belastbare tijdperk niet ongedaan is gemaakt;

3° voor het jaar van de ontbinding van het huwelijk of van de scheiding van tafel en bed of van de beëindiging van de wettelijke samenwoning;

4° wanneer een echtgenoot beroepsinkomsten heeft van meer dan 6 700 EUR die bij overeenkomst zijn vrijgesteld en die niet in aanmerking komen voor de berekening van de belasting op zijn andere inkomsten.

Voor het jaar waarin de wettelijk samenwonenden met elkaar in het huwelijk treden, blijft § 1 echter van toepassing tenzij de verklaring van wettelijke samenwoning tijdens hetzelfde jaar is afgelegd.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 2°, worden de twee aanslagen op naam van beide echtgenoten ingekohierd. '.

C. In § 3, eerste lid, van hetzelfde artikel vervallen de woorden ' , in afwijking van artikel 128, eerste lid, 3°, ' . »

« Art. 22. Artikel 130 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, wordt vervangen als volgt :

A. ' Art. 130. De belasting wordt bepaald op :

25 pct. voor de inkomensschijf van 0,01 EUR tot 5 705,00 EUR;

30 pct. voor de schijf van 5 705,00 EUR tot 7 565,00 EUR;

40 pct. voor de schijf van 7 565,00 EUR tot 10 785,00 EUR;

45 pct. voor de schijf van 10 785,00 EUR tot 24 800,00 EUR;

50 pct. voor de schijf van 24 800,00 EUR tot 37 185,00 EUR;

52 pct. voor de schijf boven 37 185,00 EUR. '.

B. ' Art. 130. De belasting wordt bepaald op :

25 pct. voor de inkomensschijf van 0,01 EUR tot 5 705,00 EUR;

30 pct. voor de schijf van 5 705,00 EUR tot 8 120,00 EUR;

40 pct. voor de schijf van 8 120,00 EUR tot 12 120,00 EUR;

45 pct. voor de schijf van 12 120,00 EUR tot 24 800,00 EUR;

50 pct. voor de schijf boven 24 800,00 EUR. '.

C. ' Art. 130. De belasting wordt bepaald op :

25 pct. voor de inkomensschijf van 0,01 EUR tot 5 705,00 EUR;

30 pct. voor de schijf van 5 705,00 EUR tot 8 120,00 EUR;

40 pct. voor de schijf van 8 120,00 EUR tot 13 530,00 EUR;

45 pct. voor de schijf van 13 530,00 EUR tot 24 800,00 EUR;

50 pct. voor de schijf boven 24 800,00 EUR.

Wanneer een gemeenschappelijke aanslag wordt gevestigd, wordt het belastingtarief toegepast op het belastbare inkomen van elke belastingplichtige. ' . »

« Art. 65. De artikelen 6, 8, 9, 11, A, 12, A, 14, 17, 19, A, 25, A, 28, 29, 31, 1°, 47, 51, 1°, 53, en 57, A, treden in werking vanaf aanslagjaar 2002.

Artikel 62 is van toepassing voor het aanslagjaar 2002.

De artikelen 7, A, 22, A, 25, B, 26, A, 30, 31, 2°, 49, A, 50, 51, 2° en 3°, 52, 54, 55, 58, 61 en 63 treden in werking vanaf aanslagjaar 2003.

De artikelen 7, B, 22, B, 23, A, 33, A, en 49, B, treden in werking vanaf aanslagjaar 2004.

De artikelen 2 tot 5, 10, 11, B, 12, B, 13, 15, 16, 18, 19, B en C, 20, 21, 22, C, 23, B, 24, 25, C, 26, B, 27, 32, 33, B, 34 tot 46, 48, 49, C en D, 56, 57, B, 59, 60 en 64 treden in werking vanaf aanslagjaar 2005. »

B.2. Uit artikel 21 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof volgt dat een vordering tot schorsing slechts kan worden ingesteld samen met het beroep tot vernietiging of nadat een dergelijk beroep is ingesteld. De vordering tot schorsing is bijgevolg ondergeschikt aan het beroep tot vernietiging. Het Hof kan slechts, zij het op beperkte wijze, op de middelen van de vordering ingaan nadat het de ontvankelijkheid van het beroep heeft onderzocht.

B.3. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

B.4. Het Hof stelt vast dat de grieven van het verzoekschrift op onsamenhangende wijze zijn uitgedrukt, waarbij de aangevochten bepalingen en onduidelijke overwegingen of overwegingen die niets te maken hebben met wat vereist is in de uiteenzetting van een middel dat beantwoordt aan de vereisten van het voormelde artikel 6, door elkaar worden aangehaald.

Het verzoekschrift geeft op dubbelzinnige wijze de aangevochten bepalingen aan, doordat het dispositief ervan « de artikelen 1, 18, 19, 22 » beoogt « in zoverre zij de wettelijke bepalingen invoegen BEHALVE 19, B, § 1, 4° die slechts de 3de opzettelijke handeling van de Regering is, onder het mom van haar parlementaire onschendbaarheid, zoals wordt gepreciseerd in de memorie van toelichting van 21, L 28/12/90 » (p. 10 van het verzoekschrift), terwijl de uiteenzettingen die voorafgaan (pp. 4 en 5) onder de punten 6.1.2 en 6.1.3 de weergave zijn van de uittreksels van een artikel 19 waarvan de versies zowel van elkaar verschillen als van de versie die in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt. Het verzoekschrift geeft niet precies de categorieën van personen aan wier situatie door het Hof zou moeten worden vergeleken, noch hoe de aangevochten wet de aangevoerde bepalingen ten aanzien van de ene of de andere van die categorieën zou schenden; het onderwerp van de grief zelf kan niet met zekerheid worden gedefinieerd.

In hun memorie met verantwoording doen de verzoekers weliswaar pogingen om de categorieën van personen die zij wensen te vergelijken, aan te geven. Toch maken de gebruikte bewoordingen het niet mogelijk die categorieën met zekerheid te identificeren, noch met de vereiste nauwkeurigheid en zonder risico van een vergissing het onderwerp van de grieven te onderscheiden.

Het is het Hof evenwel niet toegestaan een wet te censureren op basis van grieven die op dusdanige wijze zijn gesteld dat het Hof zich niet kan vergewissen van de betekenis ervan. Het toelaten van zulke onduidelijke verzoekschriften zou bovendien ertoe leiden dat het tegensprekelijke karakter van de rechtspleging in het gedrang wordt gebracht, nu de partij die opkomt voor de verdediging van de in het geding zijnde wetsbepalingen niet in de gelegenheid is gesteld een dienstig verweer te voeren.

B.5. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat het beroep tot vernietiging klaarblijkelijk niet ontvankelijk is.

Bijgevolg dient ook de vordering tot schorsing te worden verworpen.

Om die redenen,

het Hof, beperkte kamer,

met eenparigheid van stemmen uitspraak doende,

verwerpt het beroep tot vernietiging en de vordering tot schorsing.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 5 juni 2002.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 2002 — 2140

[C — 2002/21249]

Urteil Nr. 95/2002 vom 5. Juni 2002

Geschäftsverzeichnisnummer 2394

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung der Artikel 1, 18, 19, 22 und 65 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Reform der Personensteuer, erhoben von M.V. und L.B.

Der Schiedshof, beschränkte Kammer,

zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden M. Melchior und den referierenden Richtern L. François und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage auf Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 19. März 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 20. März 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben M.V. und L.B., zusammen wohnhaft in 1330 Rixensart, avenue du Rond Point 7, Klage auf teilweise Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung der Artikel 1, 18, 19, 22 und 65 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Reform der Personensteuer (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 20. September 2001).

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 20. März 2002 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Am 27. März 2002 haben die referierenden Richter L. François und M. Bossuyt gemäß Artikel 71 Absatz 1 des organisierenden Gesetzes den Vorsitzenden davon in Kenntnis gesetzt, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem die offensichtliche Unzulässigkeit der von M.V. und L.B. erhobenen Klage auf Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung festgestellt wird.

Gemäß Artikel 71 Absatz 2 des organisierenden Gesetzes wurden die Schlußfolgerungen der referierenden Richter den klagenden Parteien mit am 28. März 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagenden Parteien haben mit am 6. April 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Begründungsschriftsatz eingereicht.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

— A —

Schlußfolgerungen der referierenden Richter

A.1. In ihren Schlußfolgerungen haben die referierenden Richter darauf hingewiesen, daß sie dazu veranlaßt werden könnten, dem in beschränkter Kammer tagenden Hof in Anwendung von Artikel 71 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof vorzuschlagen, ein Urteil zu verkünden, in dem auf offensichtliche Unzulässigkeit der Klage auf Nichtigerklärung (und auf einstweilige Aufhebung) erkannt wird.

Sie haben vorgebracht, daß die Klagegründe offenbar nicht den Anforderungen von Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 entsprächen.

Begründungsschriftsatz der klagenden Parteien

A.2. Die Kläger haben einen Begründungsschriftsatz eingereicht, dessen erster Teil «Verdeutlichungen» (erste Seite) enthält, welche sich auf eine Wiedergabe von Auszügen aus der Klageschrift und Bezugnahmen auf deren Paginierung und Numerierung beschränkt, wobei der zweite Teil den eigentlichen Begründungsschriftsatz darstellt, der mehrere Wiederholungen enthält. Darin versuchen die Kläger, die Personenkategorien anzugeben, die sie miteinander vergleichen wollen.

— B —

B.1. Die Kläger beantragen die teilweise Nichtigerklärung der Artikel 1, 18, 19, 22 und 65 des Gesetzes vom 10. August 2001 zur Reform der Personensteuer wegen Verletzung der Artikel 10, 11, 170, 171, 172 und 174 der Verfassung sowie mehrerer internationalrechtlicher Bestimmungen in Verbindung mit den Artikeln 34, 77, 78 und 167 der Verfassung. Gleichzeitig wird die einstweilige Aufhebung dieser Bestimmungen beantragt.

Die angefochtenen Bestimmungen lauten:

«Artikel 1. Das vorliegende Gesetz regelt eine Angelegenheit im Sinne von Artikel 78 der Verfassung.»

«Art. 18. Die Überschrift von Titel II Kapitel II Abschnitt VII desselben Gesetzbuches [Einkommensteuergesetzbuch 1992] wird folgendermaßen ersetzt:

’ Abschnitt VII. Gemeinsame Veranlagung für Eheleute und gesetzlich Zusammenwohnende. ’»

«Art. 19. A. Artikel 126 desselben Gesetzbuches wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

’ Art. 126. § 1. Ohne Rücksicht auf den ehelichen Güterstand werden die Einkünfte der Eheleute, die keine Berufseinkünfte sind, mit den Berufseinkünften des Ehegatten, der die meisten solcher Einkünfte hat, zusammengerechnet.

§ 2. Die Veranlagung erfolgt auf den Namen der beiden Eheleute.

§ 3. Für das Jahr, in dem die Ehe oder das gesetzliche Zusammenwohnen durch Todesfall aufgelöst wird, kann der hinterbliebene Ehegatte, in Abweichung von Artikel 128 Absatz 1 Nr. 3, sich dafür entscheiden, daß eine Veranlagung gemäß den Bestimmungen von § 1 vorgenommen wird. In diesem Fall erfolgt die Veranlagung auf Namen des Hinterbliebenen und des verstorbenen Ehegatten, der durch den Nachlaß vertreten wird.

Sind beide Ehegatten verstorben, so kann die in Absatz 1 getroffene Wahl von den Erben oder von den Gesamtvermächtnisnehmern oder Schenkungsempfängern getroffen werden. Die Veranlagung erfolgt in diesem Fall auf den Namen der beiden verstorbenen Eheleute, die durch den Nachlaß vertreten werden.

§ 4. Die Einkünfte der Kinder werden den Einkünften ihrer Eltern hinzugefügt, solange die Eltern die elterliche Nutznießung am Kindesvermögen innehaben. ’

B. Im selben Artikel werden die §§ 1 und 2 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

’ § 1. Im Falle der Ehe oder des gesetzlichen Zusammenwohnens erfolgt eine gemeinsame Veranlagung auf Namen der beiden Partner. Diese gemeinsame Veranlagung verhindert nicht, daß das versteuerbare Einkommen der einzelnen Partner getrennt festgelegt wird.

§ 2. In den folgenden Fällen ist § 1 nicht anwendbar:

1. für das Jahr der Eheschließung oder der Erklärung des gesetzlichen Zusammenwohnens;
2. ab dem Jahr nach demjenigen, in dem das Getrenntleben angefangen hat, insofern diese Trennung nicht innerhalb des Besteuerungszeitraums ungeschehen gemacht wurde;
3. für das Jahr der Auflösung der Ehe oder der Trennung von Tisch und Bett bzw. der Beendigung des gesetzlichen Zusammenwohnens;
4. wenn der Partner Berufseinkünfte in Höhe von über 6.700 EUR hat, die vertraglich befreit sind und nicht bei der Berechnung der Steuer auf seine anderen Einkünfte berücksichtigt werden.

Für das Jahr, in dem die gesetzlich Zusammenwohnenden miteinander die Ehe schließen, bleibt § 1 jedoch anwendbar, es sei denn, die Erklärung des gesetzlichen Zusammenwohnens wurde im Laufe desselben Jahres abgelegt.

In dem Fall, auf den sich Absatz 1 Nr. 2 bezieht, werden die zwei Veranlagungen auf den Namen der beiden Partner in die Heberolle eingetragen. ’

C. In § 3 Absatz 1 desselben Artikels entfällt die Wortfolge ’, in Abweichung von Artikel 128 Absatz 1 Nr. 3, ’»

«Art. 22. Artikel 130 desselben Gesetzbuches in der durch den königlichen Erlaß vom 20. Juli 2000 abgeänderten Fassung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

A. ’ Art. 130. Die Steuer wird festgesetzt auf:

25 v. H. für die Einkommensstufe von 0,01 EUR bis 5.750,00 EUR;

30 v. H. für die Stufe von 5.705,00 EUR bis 7.565,00 EUR;

40 v. H. für die Stufe von 7.565,00 EUR bis 10.785,00 EUR;

45 v. H. für die Stufe von 10.785,00 EUR bis 24.800,00 EUR;

50 v. H. für die Stufe von 24.800,00 EUR bis 37.185,00 EUR;

52 v. H. für die Stufe oberhalb von 37.185,00 EUR. ’

B. ' Art. 130. Die Steuer wird festgesetzt auf:

25 v. H. für die Einkommensstufe von 0,01 EUR bis 5.705,00 EUR;

30 v. H. für die Stufe von 5.705,00 EUR bis 8.120,00 EUR;

40 v. H. für die Stufe von 8.120,00 EUR bis 12.120,00 EUR;

45 v. H. für die Stufe von 12.120,00 EUR bis 24.800,00 EUR;

50 v. H. für die Stufe oberhalb von 24.800,00 EUR. '

C. ' Art. 130. Die Steuer wird festgesetzt auf:

25 v. H. für die Einkommensstufe von 0,01 EUR bis 5.705,00 EUR;

30 v. H. für die Stufe von 5.705,00 EUR bis 8.120,00 EUR;

40 v. H. für die Stufe von 8.120,00 EUR bis 13.530,00 EUR;

45 v. H. für die Stufe von 13.530,00 EUR bis 24.800,00 EUR;

50 v. H. für die Stufe oberhalb von 24.800,00 EUR.

Erfolgt eine gemeinsame Veranlagung, so wird der Steuersatz auf das versteuerbare Einkommen eines jeden Steuerpflichtigen angewandt. '»

«Art. 65. Die Artikel 6, 8, 9, 11 A, 12 A, 14, 17, 19 A, 25 A, 28, 29, 31 Nr. 1, 47, 51 Nr. 1, 53 und 57 A treten mit Wirkung vom Veranlagungsjahr 2002 in Kraft.

Artikel 62 ist für das Veranlagungsjahr 2002 anwendbar.

Die Artikel 7 A, 22 A, 25 B, 26 A, 30, 31 Nr. 2, 49 A, 50, 51 Nr. 2 und Nr. 3, 52, 54, 55, 58, 61 und 63 treten mit Wirkung vom Veranlagungsjahr 2003 in Kraft.

Die Artikel 7 B, 22 B, 23 A, 33 A und 49 B treten mit Wirkung vom Veranlagungsjahr 2004 in Kraft.

Die Artikel 2 bis 5, 10, 11 B, 12 B, 13, 15, 16, 18, 19 B und C, 20, 21, 22 C, 23 B, 24, 25 C, 26 B, 27, 32, 33 B, 34 bis 46, 48, 49 C und D, 56, 57 B, 59, 60 und 64 treten mit Wirkung vom Veranlagungsjahr 2005 in Kraft.»

B.2. Aus Artikel 21 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof geht hervor, daß eine Klage auf einstweilige Aufhebung nur zusammen mit einer Nichtigkeitsklage bzw. nach erfolgter Erhebung einer Nichtigkeitsklage erhoben werden kann. Die Klage auf einstweilige Aufhebung ist der Nichtigkeitsklage also untergeordnet. Der Hof kann erst dann - und sei es in begrenztem Umfang - die zwecks einstweiliger Aufhebung vorgebrachten Klagegründe prüfen, wenn er die Nichtigkeitsklage auf ihre Zulässigkeit hin geprüft hat.

B.3. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

B.4. Der Hof stellt fest, daß die Beschwerdegründe in der Klageschrift inkohärent zum Ausdruck gebracht worden sind, wobei die angefochtenen Bestimmungen und undeutliche Erwägungen bzw. solche, die mit den Erfordernissen der Darlegung der Klagegründe gemäß dem obengenannten Artikel 6 nichts zu tun haben, durcheinander zitiert werden.

In der Klageschrift werden die angefochtenen Bestimmungen undeutlich angegeben, indem sich der Tenor der Klageschrift auf « die Artikel 1, 18, 19 und 22, insofern sie die Gesetzesbestimmungen einführen, AUSSER 19 B § 1 Nr. 4, der lediglich die dritte vorsätzliche Handlung der Regierung darstellt, unter dem Deckmantel der parlamentarischen Immunität, so wie dies in der Begründung zu 21, L 28/12/90 dargelegt wird » bezieht (S. 10 der Klageschrift), während die vorhergehenden Ausführungen (SS. 4 und 5) unter den Punkten 6.1.2 und 6.1.3 die Wiedergabe der Auszüge aus einem Artikel 19 darstellen, dessen Fassungen sich sowohl voneinander als auch von der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Fassung unterscheiden; In der Klageschrift werden nicht genau die Kategorien von Personen angegeben, deren Situation der Hof vergleichen sollte, und genausowenig, wie das angefochtene Gesetz die angeführten Bestimmungen hinsichtlich der einen oder anderen Kategorie verletzen würde; der Gegenstand der Beschwerde selbst läßt sich nicht mit Klarheit definieren.

In ihrem Begründungsschriftsatz stellen die Kläger zwar Versuche an, die Personenkategorien, die sie miteinander vergleichen möchten, anzugeben. Aufgrund des Wortlauts des Begründungsschriftsatz ist es jedoch nicht möglich, diese Kategorien genau zu identifizieren bzw. mit der erforderlichen Genauigkeit und ohne Fehlerrisiko den Beschwerdegegenstand zu ermitteln.

Es ist dem Hof jedoch nicht erlaubt, ein Gesetz aufgrund von Beschwerden zu rügen, die derart formuliert sind, daß der Hof ihren Inhalt nicht einschätzen kann. Derart undeutliche Klageschriften könnten übrigens nicht zugelassen werden, ohne der kontradiktorischen Beschaffenheit des Verfahrens Abbruch zu tun, da die Partei, die sich für die Verteidigung der fraglichen Gesetzesbestimmungen einsetzt, nicht in die Lage versetzt wird, eine entsprechende Verteidigung zu führen.

B.5. Aus den vorstehenden Ausführungen geht hervor, daß die Nichtigkeitsklage offensichtlich unzulässig ist.

Demzufolge ist auch die Klage auf einstweilige Aufhebung zurückzuweisen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof, beschränkte Kammer,

einstimmig entscheidend,

weist die Klage auf Nichtigerklärung und einstweilige Aufhebung zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 5. Juni 2002.

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2002 — 2141

[C - 2002/09590]

28 MEI 2002. — Wet betreffende de euthanasie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Voor de toepassing van deze wet wordt onder euthanasie verstaan het opzettelijk levensbeëindigend handelen door een andere dan de betrokkene, op diens verzoek.

HOOFDSTUK II. — *Voorwaarden en procedure*

Art. 3. § 1. De arts die euthanasie toepast, pleegt geen misdrijf wanneer hij er zich van verzekerd heeft dat :

— de patiënt een meerderjarige of een ontvoogde minderjarige is die handelingsbekwaam en bewust is op het ogenblik van zijn verzoek;

— het verzoek vrijwillig, overwogen en herhaald is, en niet tot stand gekomen is als gevolg van enige externe druk;

— de patiënt zich in een medisch uitzichtloze toestand bevindt van aanhoudend en ondraaglijk fysiek of psychisch lijden dat niet gelenigd kan worden, en dat het gevolg is van een ernstige en ongeneeslijke, door ongeval of ziekte veroorzaakte aandoening;

en hij de in deze wet voorgeschreven voorwaarden en procedures heeft nageleefd.

§ 2. Onverminderd bijkomende voorwaarden die de arts aan zijn ingrijpen wenst te verbinden, moet hij vooraf en in alle gevallen :

1° de patiënt inlichten over zijn gezondheidstoestand en zijn levensverwachting, met de patiënt overleg plegen over zijn verzoek tot euthanasie en met hem de eventueel nog resterende therapeutische mogelijkheden, evenals die van de palliatieve zorg, en hun gevolgen bespreken. Hij moet met de patiënt tot de overtuiging komen dat er voor de situatie waarin deze zich bevindt geen redelijke andere oplossing is en dat het verzoek van de patiënt berust op volledige vrijwilligheid;

2° zich verzekeren van het aanhoudend fysiek of psychisch lijden van de patiënt en van het duurzaam karakter van zijn verzoek. Daartoe voert hij met de patiënt meerdere gesprekken die, rekening houdend met de ontwikkeling van de gezondheidstoestand van de patiënt, over een redelijke periode worden gespreid;

3° een andere arts raadplegen over de ernstige en ongeneeslijke aard van de aandoening en hem op de hoogte brengen van de redenen voor deze raadpleging. De geraadpleegde arts neemt inzage van het medisch dossier, onderzoekt de patiënt en moet zich vergewissen van het aanhoudend en ondraaglijk fysiek of psychisch lijden dat niet gelenigd kan worden. Hij stelt een verslag op van zijn bevindingen.

De geraadpleegde arts moet onafhankelijk zijn ten opzichte van zowel de patiënt als de behandelende arts en bevoegd om over de aandoening in kwestie te oordelen. De behandelende arts brengt de patiënt op de hoogte van de resultaten van deze raadpleging;

4° indien er een verplegend team is, dat in regelmatig contact staat met de patiënt, het verzoek van de patiënt bespreken met het team of leden van dat team;

5° indien de patiënt dat wenst, het verzoek van de patiënt bespreken met zijn naasten die hij aanwijst;

6° zich ervan verzekeren dat de patiënt de gelegenheid heeft gehad om over zijn verzoek te spreken met de personen die hij wenste te ontmoeten.

§ 3. Indien de arts van oordeel is dat de patiënt kennelijk niet binnen aanzienbare tijd zal overlijden, moet hij bovendien :

1° een tweede arts raadplegen, die psychiater is of specialist in de aandoening in kwestie, en hem op de hoogte brengen van de redenen voor deze raadpleging. De geraadpleegde arts neemt inzage van het medisch dossier, onderzoekt de patiënt en moet zich vergewissen van het aanhoudend en ondraaglijk fysiek of psychisch lijden dat niet gelenigd kan worden, en van het vrijwillig, overwogen en herhaald karakter van het verzoek. Hij stelt een verslag op van zijn bevindingen. De geraadpleegde arts moet onafhankelijk zijn ten opzichte van zowel de patiënt als de behandelende arts en de eerste geraadpleegde arts. De behandelende arts brengt de patiënt op de hoogte van de resultaten van deze raadpleging;

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2002 — 2141

[C - 2002/09590]

28 MAI 2002. — Loi relative à l'euthanasie (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 2. Pour l'application de la présente loi, il y a lieu d'entendre par euthanasie l'acte, pratiqué par un tiers, qui met intentionnellement fin à la vie d'une personne à la demande de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Des conditions et de la procédure*

Art. 3. § 1^{er}. Le médecin qui pratique une euthanasie ne commet pas d'infraction s'il s'est assuré que :

— le patient est majeur ou mineur émancipé, capable et conscient au moment de sa demande;

— la demande est formulée de manière volontaire, réfléchie et répétée, et qu'elle ne résulte pas d'une pression extérieure;

— le patient se trouve dans une situation médicale sans issue et fait état d'une souffrance physique ou psychique constante et insupportable qui ne peut être apaisée et qui résulte d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable;

et qu'il respecte les conditions et procédures prescrites par la présente loi.

§ 2. Sans préjudice des conditions complémentaires que le médecin désirerait mettre à son intervention, il doit, préalablement et dans tous les cas :

1° informer le patient de son état de santé et de son espérance de vie, se concerter avec le patient sur sa demande d'euthanasie et évoquer avec lui les possibilités thérapeutiques encore envisageables ainsi que les possibilités qu'offrent les soins palliatifs et leurs conséquences. Il doit arriver, avec le patient, à la conviction qu'il n'y a aucune autre solution raisonnable dans sa situation et que la demande du patient est entièrement volontaire;

2° s'assurer de la persistance de la souffrance physique ou psychique du patient et de sa volonté réitérée. A cette fin, il mène avec le patient plusieurs entretiens, espacés d'un délai raisonnable au regard de l'évolution de l'état du patient;

3° consulter un autre médecin quant au caractère grave et incurable de l'affection, en précisant les raisons de la consultation. Le médecin consulté prend connaissance du dossier médical, examine le patient et s'assure du caractère constant, insupportable et inapaisable de la souffrance physique ou psychique. Il rédige un rapport concernant ses constatations.

Le médecin consulté doit être indépendant, tant à l'égard du patient qu'à l'égard du médecin traitant et être compétent quant à la pathologie concernée. Le médecin traitant informe le patient concernant les résultats de cette consultation;

4° s'il existe une équipe soignante en contact régulier avec le patient, s'entretenir de la demande du patient avec l'équipe ou des membres de celle-ci;

5° si telle est la volonté du patient, s'entretenir de sa demande avec les proches que celui-ci désigne;

6° s'assurer que le patient a eu l'occasion de s'entretenir de sa demande avec les personnes qu'il souhaitait rencontrer.

§ 3. Si le médecin est d'avis que le décès n'interviendra manifestement pas à brève échéance, il doit, en outre :

1° consulter un deuxième médecin, psychiatre ou spécialiste de la pathologie concernée, en précisant les raisons de la consultation. Le médecin consulté prend connaissance du dossier médical, examine le patient, s'assure du caractère constant, insupportable et inapaisable de la souffrance physique ou psychique et du caractère volontaire, réfléchi et répété de la demande. Il rédige un rapport concernant ses constatations. Le médecin consulté doit être indépendant tant à l'égard du patient qu'à l'égard du médecin traitant et du premier médecin consulté. Le médecin traitant informe le patient concernant les résultats de cette consultation;

2° minstens één maand laten verlopen tussen het schriftelijke verzoek van de patiënt en het toepassen van de euthanasie.

§ 4. Het verzoek van de patiënt moet op schrift zijn gesteld. Het document wordt opgesteld, gedateerd en getekend door de patiënt zelf. Indien de patiënt daartoe niet in staat is, gebeurt het op schrift stellen door een meerderjarige persoon die gekozen is door de patiënt en geen materieel belang hebben bij de dood van de patiënt.

Deze persoon maakt melding van het feit dat de patiënt niet in staat is om zijn verzoek op schrift te formuleren en geeft de redenen waarom. In dat geval gebeurt de opschriftstelling in bijzijn van de arts en noteert die persoon de naam van die arts op het document. Dit document dient bij het medisch dossier te worden gevoegd.

De patiënt kan te allen tijde het verzoek herroepen, waarna het document uit het medisch dossier wordt gehaald en aan de patiënt wordt teruggegeven.

§ 5. Alle verzoeken geformuleerd door de patiënt, alsook de handelingen van de behandelende arts en hun resultaat, met inbegrip van het (de) verslag(en) van de geraadpleegde arts(en), worden regelmatig opgetekend in het medisch dossier van de patiënt.

HOOFDSTUK III. — *De wilsverklaring*

Art. 4. § 1. Elke handelingsbekwame meerderjarige of ontvoogde minderjarige kan, voor het geval dat hij zijn wil niet meer kan uiten, schriftelijk in een wilsverklaring zijn wil te kennen geven dat een arts euthanasie toepast indien deze arts er zich van verzekerd heeft :

— dat hij lijdt aan een ernstige en ongeneeslijke, door ongeval of ziekte veroorzaakte aandoening;

— hij niet meer bij bewustzijn is;

— en deze toestand volgens de stand van de wetenschap onomkeerbaar is.

In de wilsverklaring kunnen één of meer meerderjarige vertrouwenspersonen in volgorde van voorkeur aangewezen worden, die de behandelende arts op de hoogte brengen van de wil van de patiënt. Elke vertrouwenspersoon vervangt zijn of haar in de wilsverklaring vermelde voorganger in geval van weigering, verhindering, onbekwaamheid of overlijden. De behandelende arts van de patiënt, de geraadpleegde arts en de leden van het verplegend team kunnen niet als vertrouwenspersoon optreden.

De wilsverklaring kan op elk moment worden opgesteld. Zij moet schriftelijk worden opgemaakt ten overstaan van twee meerderjarige getuigen, van wie er minstens een geen materieel belang heeft bij het overlijden van de patiënt en moet gedateerd en ondertekend worden door degene die de verklaring aflegt, door de getuigen en, in voorkomend geval, door de vertrouwensperso(n)e(n).

Indien de persoon die een wilsverklaring wenst op te stellen fysiek blijvend niet in staat is om een wilsverklaring op te stellen en te tekenen, kan hij een meerderjarig persoon, die geen enkel materieel belang heeft bij het overlijden van de betrokkene, aanwijzen, die zijn verzoek schriftelijk opstelt, ten overstaan van twee meerderjarige getuigen, van wie er minstens een geen materieel belang heeft bij het overlijden van de patiënt. De wilsverklaring vermeldt dat de betrokkene niet in staat is te tekenen en waarom. De wilsverklaring moet gedateerd en ondertekend worden door degene die het verzoek schriftelijk opstelt, door de getuigen en, in voorkomend geval, door de vertrouwenspersoon of vertrouwenspersonen.

Bij de wilsverklaring wordt een medisch getuigschrift gevoegd als bewijs dat de betrokkene fysiek blijvend niet in staat is de wilsverklaring op te stellen en te tekenen.

Met de wilsverklaring kan alleen rekening gehouden worden indien zij minder dan vijf jaar vóór het moment waarop betrokkene zijn wil niet meer kan uiten, is opgesteld of bevestigd.

De wilsverklaring kan op elk moment aangepast of ingetrokken worden.

De Koning bepaalt hoe de wilsverklaring wordt opgesteld, geregistreerd en herbevestigd of ingetrokken en via de diensten van het Rijksregister aan de betrokken artsen wordt meegedeeld.

2° laisser s'écouler au moins un mois entre la demande écrite du patient et l'euthanasie.

§ 4. La demande du patient doit être actée par écrit. Le document est rédigé, daté et signé par le patient lui-même. S'il n'est pas en état de le faire, sa demande est actée par écrit par une personne majeure de son choix qui ne peut avoir aucun intérêt matériel au décès du patient.

Cette personne mentionne le fait que le patient n'est pas en état de formuler sa demande par écrit et en indique les raisons. Dans ce cas, la demande est actée par écrit en présence du médecin, et ladite personne mentionne le nom de ce médecin dans le document. Ce document doit être versé au dossier médical.

Le patient peut révoquer sa demande à tout moment, auquel cas le document est retiré du dossier médical et restitué au patient.

§ 5. L'ensemble des demandes formulées par le patient, ainsi que les démarches du médecin traitant et leur résultat, y compris le(s) rapport(s) du (des) médecin(s) consulté(s), sont consignés régulièrement dans le dossier médical du patient.

CHAPITRE III. — *De la déclaration anticipée*

Art. 4. § 1^{er}. Tout majeur ou mineur émancipé capable peut, pour le cas où il ne pourrait plus manifester sa volonté, consigner par écrit, dans une déclaration, sa volonté qu'un médecin pratique une euthanasie si ce médecin constate :

— qu'il est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable;

— qu'il est inconscient;

— et que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science.

La déclaration peut désigner une ou plusieurs personnes de confiance majeures, classées par ordre de préférence, qui mettent le médecin traitant au courant de la volonté du patient. Chaque personne de confiance remplace celle qui la précède dans la déclaration en cas de refus, d'empêchement, d'incapacité ou de décès. Le médecin traitant du patient, le médecin consulté et les membres de l'équipe soignante ne peuvent pas être désignés comme personnes de confiance.

La déclaration peut être faite à tout moment. Elle doit être constatée par écrit, dressée en présence de deux témoins majeurs, dont l'un au moins n'aura pas d'intérêt matériel au décès du déclarant, datée et signée par le déclarant, par les témoins et, s'il échet, par la ou les personnes de confiance.

Si la personne qui souhaite faire une déclaration anticipée, est physiquement dans l'impossibilité permanente de rédiger et de signer, sa déclaration peut être actée par écrit par une personne majeure de son choix qui ne peut avoir aucun intérêt matériel au décès du déclarant, en présence de deux témoins majeurs, dont l'un au moins n'aura pas d'intérêt matériel au décès du déclarant. La déclaration doit alors préciser que le déclarant ne peut pas rédiger et signer, et en énoncer les raisons. La déclaration doit être datée et signée par la personne qui a acté par écrit la déclaration, par les témoins et, s'il échet, par la ou les personnes de confiance.

Une attestation médicale certifiant cette impossibilité physique permanente est jointe à la déclaration.

La déclaration ne peut être prise en compte que si elle a été établie ou confirmée moins de cinq ans avant le début de l'impossibilité de manifester sa volonté.

La déclaration peut être retirée ou adaptée à tout moment.

Le Roi détermine les modalités relatives à la présentation, à la conservation, à la confirmation, au retrait et à la communication de la déclaration aux médecins concernés, via les services du Registre national.

§ 2. De arts die euthanasie toepast, tengevolge een wilsverklaring zoals voorzien in § 1, pleegt geen misdrijf indien deze arts er zich van verzekerd heeft dat de patiënt :

— lijdt aan een ernstige en ongeneeslijke, door ongeval of ziekte veroorzaakte aandoening;

— hij niet meer bij bewustzijn is;

— en deze toestand volgens de stand van de wetenschap onomkeerbaar is;

en hij de in deze wet voorgeschreven voorwaarden en procedures heeft nageleefd.

Onverminderd bijkomende voorwaarden die de arts aan zijn ingrijpen wenst te verbinden, moet hij vooraf :

1° een andere arts raadplegen over de onomkeerbaarheid van de medische toestand van de patiënt en hem op de hoogte brengen van de redenen voor deze raadpleging. De geraadpleegde arts neemt inzage van het medisch dossier en onderzoekt de patiënt. Hij stelt een verslag op van zijn bevindingen. Indien in de wilsverklaring een vertrouwenspersoon wordt aangewezen brengt de behandelende arts deze vertrouwenspersoon op de hoogte van de resultaten van deze raadpleging.

De geraadpleegde arts moet onafhankelijk zijn ten opzichte van zowel de patiënt als de behandelende arts en bevoegd om over de aandoening in kwestie te oordelen;

2° indien er een verplegend team is dat in regelmatig contact staat met de patiënt, de inhoud van de wilsverklaring bespreken met het team of leden van dat team;

3° indien in de wilsverklaring een vertrouwenspersoon wordt aangewezen, het verzoek van de patiënt met hem bespreken;

4° indien in de wilsverklaring een vertrouwenspersoon wordt aangewezen, de inhoud van de wilsverklaring bespreken met de naasten van de patiënt die door de vertrouwenspersoon zijn aangewezen.

De wilsverklaring en, alsook alle handelingen van de behandelende arts en hun resultaat, met inbegrip van het verslag van de geraadpleegde arts, worden regelmatig opgetekend in het medisch dossier van de patiënt.

HOOFDSTUK IV. — Aangifte

Art. 5. De arts die euthanasie heeft toegepast, bezorgt binnen vier werkdagen het volledig ingevulde registratiedocument bedoeld in artikel 7 van deze wet aan de in artikel 6 bedoelde federale controle- en evaluatiecommissie.

HOOFDSTUK V. — De Federale Controle- en Evaluatiecommissie

Art. 6. § 1. Er wordt een Federale Controle- en Evaluatiecommissie ingesteld inzake de toepassing van deze wet, hierna te noemen « de commissie ».

§ 2. De commissie bestaat uit zestien leden. Zij worden aangewezen op basis van hun kennis en ervaring inzake de materies die tot de bevoegdheid van de commissie behoren. Acht leden zijn doctor in de geneeskunde, van wie er minstens vier hoogleraar zijn aan een Belgische universiteit. Vier leden zijn hoogleraar in de rechten aan een Belgische universiteit, of advocaat. Vier leden komen uit kringen die belast zijn met de problematiek van ongeneeslijk zieke patiënten.

Het lidmaatschap van de commissie is onverenigbaar met het mandaat van lid van een van de wetgevende vergaderingen en met het mandaat van lid van de federale regering of van een gemeenschaps- of gewestregering.

De leden van de commissie worden, met inachtneming van de taalpariteit – waarbij elke taalgroep minstens drie kandidaten van elk geslacht telt – en op grond van pluralistische vertegenwoordiging, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, benoemd uit een dubbele lijst, voorgedragen door de Senaat, voor een termijn van vier jaar, die kan worden verlengd. Het mandaat wordt van rechtswege beëindigd indien het lid de hoedanigheid waarin hij zetelt verliest. De kandidaten die niet als effectief lid zijn aangewezen, worden tot plaatsvervanger benoemd, in de orde van opvolging die volgens een lijst bepaald wordt. De commissie wordt voorgezeten door een Nederlandstalige en een Franstalige voorzitter. Deze voorzitters worden verkozen door de commissieleden van de desbetreffende taalgroep.

De commissie kan slechts geldig beslissen als twee derden van de leden aanwezig zijn.

§ 3. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op.

§ 2. Un médecin qui pratique une euthanasie, à la suite d'une déclaration anticipée, telle que prévue au § 1^{er}, ne commet pas d'infraction s'il constate que le patient :

— est atteint d'une affection accidentelle ou pathologique grave et incurable;

— est inconscient;

— et que cette situation est irréversible selon l'état actuel de la science;

et qu'il respecte les conditions et procédures prescrites par la présente loi.

Sans préjudice des conditions complémentaires que le médecin désirerait mettre à son intervention, il doit préalablement :

1° consulter un autre médecin quant à l'irréversibilité de la situation médicale du patient, en l'informant des raisons de cette consultation. Le médecin consulté prend connaissance du dossier médical et examine le patient. Il rédige un rapport de ses constatations. Si une personne de confiance est désignée dans la déclaration de volonté, le médecin traitant met cette personne de confiance au courant des résultats de cette consultation.

Le médecin consulté doit être indépendant à l'égard du patient ainsi qu'à l'égard du médecin traitant et être compétent quant à la pathologie concernée;

2° s'il existe une équipe soignante en contact régulier avec le patient, s'entretenir du contenu de la déclaration anticipée avec l'équipe soignante ou des membres de celle-ci;

3° si la déclaration désigne une personne de confiance, s'entretenir avec elle de la volonté du patient;

4° si la déclaration désigne une personne de confiance, s'entretenir du contenu de la déclaration anticipée du patient avec les proches du patient que la personne de confiance désigne.

La déclaration anticipée ainsi que l'ensemble des démarches du médecin traitant et leur résultat, y compris le rapport du médecin consulté, sont consignés régulièrement dans le dossier médical du patient.

CHAPITRE IV. — De la déclaration

Art. 5. Le médecin qui a pratiqué une euthanasie remet, dans les quatre jours ouvrables, le document d'enregistrement visé à l'article 7, dûment complété, à la Commission fédérale de contrôle et d'évaluation visée à l'article 6 de la présente loi.

CHAPITRE V. — La Commission fédérale de contrôle et d'évaluation

Art. 6. § 1^{er}. Il est institué une Commission fédérale de contrôle et d'évaluation de l'application de la présente loi, ci-après dénommée « la commission ».

§ 2. La commission se compose de seize membres, désignés sur la base de leurs connaissances et de leur expérience dans les matières qui relèvent de la compétence de la commission. Huit membres sont docteurs en médecine, dont quatre au moins sont professeurs dans une université belge. Quatre membres sont professeurs de droit dans une université belge, ou avocats. Quatre membres sont issus des milieux chargés de la problématique des patients atteints d'une maladie incurable.

La qualité de membre de la commission est incompatible avec le mandat de membre d'une des assemblées législatives et avec celui de membre du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement de communauté ou de région.

Les membres de la commission sont nommés, dans le respect de la parité linguistique – chaque groupe linguistique comptant au moins trois candidats de chaque sexe – et en veillant à assurer une représentation pluraliste, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur une liste double présentée par le Sénat, pour un terme renouvelable de quatre ans. Le mandat prend fin de plein droit lorsque le membre perd la qualité en laquelle il siège. Les candidats qui n'ont pas été désignés comme membres effectifs sont nommés en qualité de membres suppléants, selon une liste déterminant l'ordre dans lequel ils seront appelés à suppléer. La commission est présidée par un président d'expression française et un président d'expression néerlandaise. Les présidents sont élus par les membres de la commission appartenant à leur groupe linguistique respectif.

La commission ne peut délibérer valablement qu'à la condition que les deux tiers de ses membres soient présents.

§ 3. La commission établit son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. De commissie stelt een registratiedocument op dat door de arts, telkens wanneer hij euthanasie toepast, ingevuld moet worden.

Dit document bestaat uit twee delen. Het eerste deel moet door de arts worden verzegeld. Het bevat de volgende gegevens :

- 1° de naam, de voornamen en de woonplaats van de patiënt;
- 2° de naam, de voornamen, het registratienummer bij het RIZIV en de woonplaats van de behandelende arts;
- 3° de naam, de voornamen, het registratienummer bij het RIZIV en de woonplaats van de arts(en) die over het euthanasieverzoek is (zijn) geraadpleegd;
- 4° de naam, de voornamen, de woonplaats en de hoedanigheid van alle personen die de behandelende arts heeft geraadpleegd, en de data van deze raadplegingen;
- 5° indien er een wilsverklaring is waarin een of meer vertrouwenspersonen worden aangewezen, de naam en de voornamen van de betrokken vertrouwensperso(o)n(en).

Dit eerste deel is vertrouwelijk en wordt door de arts aan de commissie overgezonden. Er kan alleen inzage van worden genomen na beslissing van de commissie. In geen geval kan de commissie zich hierop baseren voor haar evaluatietoets.

Het tweede deel is eveneens vertrouwelijk en bevat de volgende gegevens :

- 1° het geslacht, de geboortedatum en de geboorteplaats van de patiënt;
- 2° de datum, de plaats en het uur van overlijden;
- 3° de aard van de ernstige en ongeneeslijke, door ongeval of ziekte veroorzaakte aandoening waaraan de patiënt leed;
- 4° de aard van de aanhoudende en ondraaglijke pijn;
- 5° de redenen waarom dit lijden niet gelenigd kon worden;
- 6° op basis van welke elementen men zich ervan heeft vergewist dat het verzoek vrijwillig, overwogen en herhaald is en niet tot stand is gekomen als gevolg van enige externe druk;
- 7° of aangenomen kon worden dat de patiënt binnen afzienbare termijn zou overlijden;
- 8° of er een wilsverklaring is opgemaakt;
- 9° de procedure die de arts gevolgd heeft;
- 10° de hoedanigheid van de geraadpleegde arts of artsen, het advies en de data van die raadplegingen;
- 11° de hoedanigheid van de personen die door de arts geraadpleegd zijn en de data van die raadplegingen;
- 12° de wijze waarop de euthanasie is toegepast en de gebruikte middelen.

Art. 8. De commissie onderzoekt het volledig ingevulde registratiedocument dat haar door de behandelende arts is overgezonden. Zij gaat op basis van het tweede deel van het registratiedocument na of de euthanasie is uitgevoerd onder de voorwaarden en volgens de procedure bepaald in deze wet. In geval van twijfel kan de commissie bij gewone meerderheid besluiten om de anonimiteit op te heffen. Zij neemt dan kennis van het eerste deel van het registratiedocument. De commissie kan aan de behandelende arts elk element uit het medisch dossier dat betrekking heeft op de euthanasie opvragen.

Art. 7. La commission établit un document d'enregistrement qui doit être complété par le médecin chaque fois qu'il pratique une euthanasie.

Ce document est composé de deux volets. Le premier volet doit être scellé par le médecin. Il contient les données suivantes :

- 1° les nom, prénoms et domicile du patient;
- 2° les nom, prénoms, numéro d'enregistrement à l'INAMI et domicile du médecin traitant;
- 3° les nom, prénoms, numéro d'enregistrement à l'INAMI et domicile du (des) médecin(s) qui a (ont) été consulté(s) concernant la demande d'euthanasie;
- 4° les nom, prénoms, domicile et qualité de toutes les personnes consultées par le médecin traitant, ainsi que les dates de ces consultations;
- 5° s'il existait une déclaration anticipée et qu'elle désignait une ou plusieurs personnes de confiance, les nom et prénoms de la (des) personne(s) de confiance qui est (sont) intervenue(s).

Ce premier volet est confidentiel. Il est transmis par le médecin à la commission. Il ne peut être consulté qu'après une décision de la commission, et ne peut en aucun cas servir de base à la mission d'évaluation de la commission.

Le deuxième volet est également confidentiel et contient les données suivantes :

- 1° le sexe et les date et lieu de naissance du patient;
- 2° la date, le lieu et l'heure du décès;
- 3° la mention de l'affection accidentelle ou pathologique grave et incurable dont souffrait le patient;
- 4° la nature de la souffrance qui était constante et insupportable;
- 5° les raisons pour lesquelles cette souffrance a été qualifiée d'inaféable;
- 6° les éléments qui ont permis de s'assurer que la demande a été formulée de manière volontaire, réfléchie et répétée et sans pression extérieure;
- 7° si l'on pouvait estimer que le décès aurait lieu à brève échéance;
- 8° s'il existe une déclaration de volonté;
- 9° la procédure suivie par le médecin;
- 10° la qualification du ou des médecins consultés, l'avis et les dates de ces consultations;
- 11° la qualité des personnes consultées par le médecin, et les dates de ces consultations;
- 12° la manière dont l'euthanasie a été effectuée et les moyens utilisés.

Art. 8. La commission examine le document d'enregistrement dûment complété que lui communique le médecin. Elle vérifie, sur la base du deuxième volet du document d'enregistrement, si l'euthanasie a été effectuée selon les conditions et la procédure prévues par la présente loi. En cas de doute, la commission peut décider, à la majorité simple, de lever l'anonymat. Elle prend alors connaissance du premier volet du document d'enregistrement. Elle peut demander au médecin traitant de lui communiquer tous les éléments du dossier médical relatifs à l'euthanasie.

De commissie spreekt zich binnen twee maanden uit.

Is de commissie van oordeel bij beslissing genomen door een tweederde meerderheid dat de in deze wet bepaalde voorwaarden niet zijn nageleefd, dan zendt zij het dossier over aan de procureur des Konings van de plaats van overlijden van de patiënt.

Als bij het opheffen van de anonimiteit blijkt dat er feiten of omstandigheden bestaan waardoor de onafhankelijkheid of de onpartijdigheid van het oordeel van een lid van de commissie in het gedrang komt, zal dit lid zich verschonen of kunnen gewraakt worden bij de behandeling van deze zaak in de commissie.

Art. 9. Ten behoeve van de Wetgevende Kamers stelt de commissie de eerste keer binnen twee jaar na de inwerkingtreding van deze wet en nadien tweemaal:

a) een statistisch verslag op waarin de informatie is verwerkt uit het tweede deel van het volledig ingevulde registratiedocument dat de artsen haar overeenkomstig artikel 8 hebben overgezonden;

b) een verslag op waarin de toepassing van de wet wordt aangegeven en geëvalueerd;

c) in voorkomend geval, aanbevelingen op die kunnen leiden tot een wetgevend initiatief en/of andere maatregelen inzake de uitvoering van deze wet.

Teneinde deze opdrachten te vervullen, kan de commissie alle bijkomende inlichtingen inwinnen bij de diverse overheidsdiensten en instellingen. De inlichtingen die de commissie inwint zijn vertrouwelijk.

Geen van deze documenten mag de identiteit vermelden van personen die genoemd worden in de dossiers die aan de commissie zijn overgezonden in het kader van haar controletaak zoals bepaald in artikel 8.

De commissie kan besluiten om aan universitaire onderzoeksteams die een gemotiveerd verzoek daartoe doen, statistische en zuiver technische gegevens mee te delen, met uitsluiting van alle persoonsgegevens. Zij kan deskundigen horen.

Art. 10. De Koning stelt een administratief kader ter beschikking van de commissie voor het uitvoeren van haar wettelijke opdrachten. De formatie en het taalkader van het administratief personeel worden bij koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, op voordracht van de minister bevoegd voor de Volksgezondheid en de minister bevoegd voor de Justitie.

Art. 11. De werkingskosten en de personeelskosten van de commissie, alsook de vergoeding van haar leden, komen voor de ene helft ten laste van de begroting van de minister bevoegd voor de Volksgezondheid en voor de andere helft ten laste van de begroting van de minister bevoegd voor de Justitie.

Art. 12. Eenieder die, in welke hoedanigheid ook, zijn medewerking verleent aan de toepassing van deze wet, is verplicht tot geheimhouding van de gegevens die hem in de uitoefening van zijn opdracht worden toevertrouwd en die hiermee verband houden. Artikel 458 van het Strafwetboek is op hem van toepassing.

Art. 13. Binnen zes maanden na het indienen van het eerste verslag en, in voorkomend geval, van de aanbevelingen van de commissie, bedoeld in artikel 9, vindt hierover een debat plaats in de Wetgevende Kamers. Die termijn van zes maanden wordt geschorst gedurende de periode dat de Wetgevende Kamers ontbonden zijn en/of dat er geen regering is die het vertrouwen heeft van de Wetgevende Kamers.

Elle se prononce dans un délai de deux mois.

Lorsque, par décision prise à la majorité des deux tiers, la commission estime que les conditions prévues par la présente loi n'ont pas été respectées, elle envoie le dossier au procureur du Roi du lieu du décès du patient.

Lorsque la levée de l'anonymat fait apparaître des faits ou des circonstances susceptibles d'affecter l'indépendance ou l'impartialité du jugement d'un membre de la commission, ce membre se récusera ou pourra être récusé pour l'examen de cette affaire par la commission.

Art. 9. La commission établit à l'intention des Chambres législatives, la première fois dans les deux ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, et, par la suite, tous les deux ans :

a) un rapport statistique basé sur les informations recueillies dans le second volet du document d'enregistrement que les médecins lui remettent complété en vertu de l'article 8;

b) un rapport contenant une description et une évaluation de l'application de la présente loi;

c) le cas échéant, des recommandations susceptibles de déboucher sur une initiative législative et/ou d'autres mesures concernant l'exécution de la présente loi.

Pour l'accomplissement de ces missions, la commission peut recueillir toutes les informations utiles auprès des diverses autorités et institutions. Les renseignements recueillis par la commission sont confidentiels.

Aucun de ces documents ne peut contenir l'identité d'aucune personne citée dans les dossiers remis à la commission dans le cadre du contrôle prévu à l'article 8.

La commission peut décider de communiquer des informations statistiques et purement techniques, à l'exclusion de toutes données à caractère personnel, aux équipes universitaires de recherche qui en feraient la demande motivée. Elle peut entendre des experts.

Art. 10. Le Roi met un cadre administratif à la disposition de la commission en vue de l'accomplissement de ses missions légales. Les effectifs et le cadre linguistique du personnel administratif sont fixés par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition des ministres qui ont la Santé publique et la Justice dans leurs attributions.

Art. 11. Les frais de fonctionnement et les frais de personnel de la commission, ainsi que la rétribution de ses membres sont imputés par moitié aux budgets des ministres qui ont la Justice et la Santé publique dans leurs attributions.

Art. 12. Quiconque prête son concours, en quelque qualité que ce soit, à l'application de la présente loi, est tenu de respecter la confidentialité des données qui lui sont confiées dans l'exercice de sa mission et qui ont trait à l'exercice de celle-ci. L'article 458 du Code pénal lui est applicable.

Art. 13. Dans les six mois du dépôt du premier rapport et, le cas échéant, des recommandations de la commission, visés à l'article 9, les Chambres législatives organisent un débat à ce sujet. Ce délai de six mois est suspendu pendant la période de dissolution des Chambres législatives et/ou d'absence de gouvernement ayant la confiance des Chambres législatives.

HOOFDSTUK VI. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 14. Het verzoek en de wilsverklaring bedoeld in de artikelen 3 en 4 van deze wet hebben geen dwingende waarde.

Geen arts kan worden gedwongen euthanasie toe te passen.

Geen andere persoon kan worden gedwongen mee te werken aan het toepassen van euthanasie.

Weigert de geraadpleegde arts euthanasie toe te passen, dan moet hij dit de patiënt of de eventuele vertrouwenspersoon tijdig laten weten waarbij hij de redenen van zijn weigering toelicht. Berust zijn weigering op een medische grond dan wordt die in het medisch dossier van de patiënt opgetekend.

De arts die weigert in te gaan op een euthanasieverzoek moet, op verzoek van de patiënt of de vertrouwenspersoon, het medisch dossier van de patiënt meedelen aan de arts die is aangewezen door de patiënt of de vertrouwenspersoon.

Art. 15. Een persoon die overlijdt ten gevolge van euthanasie toegepast met toepassing van de voorwaarden gesteld door deze wet, wordt geacht een natuurlijke dood te zijn gestorven wat betreft de uitvoering van de overeenkomsten waarbij hij partij was, en met name de verzekeringsovereenkomsten.

De bepalingen van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek zijn mede van toepassing op de in artikel 3 bedoelde leden van het verplegend team.

Art. 16. Deze wet treedt in werking ten laatste drie maanden nadat ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 mei 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegd :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel van de heer Mahoux, Mevr. Leduc, de heer Monfils en Mevrn. Vanlerberghe, Nagy en De Roeck, 2-244 - nr. 1. — Amendementen, 2-244 - nr. 2.

Zitting 2000-2001.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, 2-244 - nrs. 3 tot 20. — Advies van de Raad van State, 2-244 - nr. 21. — Verslag, 2-244 - nr. 22. Tekst aangenomen door de verenigde commissies, 2-244 - nr. 23. — Bijlage, 2-244 - nr. 24.

Zitting 2001-2002.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Amendementen, 2-244 - nr. 25. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, 2-244 - nr. 26.

Handelingen van de Senaat. — 23, 24 en 25 november 2001.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, 50-1488 - nr. 1. — Amendementen, 50-1488 - nrs. 2 tot 8. — Verslag, 50-1488 - nr. 9. — Amendementen, 50-1488 - nrs. 10 en 11. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, 50-1488 - nr. 12. — Beslissing van de overlegcommissie, 50-82/30.

Zie ook :

Integraal verslag. — 15 en 16 mei 2002.

CHAPITRE VI. — *Dispositions particulières*

Art. 14. La demande et la déclaration anticipée de volonté telles que prévues aux articles 3 et 4 de la présente loi n'ont pas de valeur contraignante.

Aucun médecin n'est tenu de pratiquer une euthanasie.

Aucune autre personne n'est tenue de participer à une euthanasie.

Si le médecin consulté refuse de pratiquer une euthanasie, il est tenu d'en informer en temps utile le patient ou la personne de confiance éventuelle, en en précisant les raisons. Dans le cas où son refus est justifié par une raison médicale, celle-ci est consignée dans le dossier médical du patient.

Le médecin qui refuse de donner suite à une requête d'euthanasie est tenu, à la demande du patient ou de la personne de confiance, de communiquer le dossier médical du patient au médecin désigné par ce dernier ou par la personne de confiance.

Art. 15. La personne décédée à la suite d'une euthanasie dans le respect des conditions imposées par la présente loi est réputée décédée de mort naturelle pour ce qui concerne l'exécution des contrats auxquels elle était partie, en particulier les contrats d'assurance.

Les dispositions de l'article 909 du Code civil sont applicables aux membres de l'équipe soignante visés à l'article 3.

Art. 16. La présente loi entre en vigueur au plus tard trois mois après sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mai 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session 1999-2000.*

Sénat.

Documents parlementaires. — Proposition de loi de M. Mahoux, Mme Leduc, M. Monfils et Mmes Vanlerberghe, Nagy et De Roeck, 2-244 - n° 1. — Amendements, 2-244 - n° 2.

Session 2000-2001.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, 2-244 - n°s 3 à 20. — Avis de Conseil d'Etat, 2-244 - n° 21. — Rapport, 2-244 - n° 22. — Texte adopté par les commissions réunies, 2-244 - n° 23. — Annexe, 2-244 - n° 24.

Session 2001-2002.

Sénat.

Documents parlementaires. — Amendements, 2-244 - n° 25. — Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, 2-244 - n° 26.

Annales du Sénat. — 23, 24 et 25 novembre 2001.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet transmis par le Sénat, 50-1488 - n° 1. — Amendements, 50-1488 - n°s 2 à 8. — Rapport, 50-1488 - n° 9. — Amendements, 50-1488 - n°s 10 et 11. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, 50-1488 - n° 12. — Décision de la commission de concertation, 50-82/30.

Voir aussi :

Compte rendu intégral. — 15 et 16 mai 2002.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 2002 — 2142

[2002/12823]

11 JUNI 2002. — Wet betreffende de bescherming tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk*

Art. 2. Artikel 2, § 4, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk wordt vervangen als volgt :

« § 4. Deze wet is niet van toepassing op de dienstboden en het andere huispersoneel en hun werkgevers met uitzondering van de afdelingen 1 en 3 van Hoofdstuk *Vbis*. »

Art. 3. Artikel 4, § 1, tweede lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 april 1999, wordt aangevuld als volgt :

« 8° de bescherming van de werknemers tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk. »

Art. 4. Artikel 6, tweede lid, van dezelfde wet, wordt aangevuld als volgt :

« 7° op positieve wijze bijdragen tot het preventiebeleid dat wordt tot stand gebracht in het kader van de bescherming van de werknemers tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk, zich onthouden van iedere daad van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk en zich onthouden van elk wederrechtelijk gebruik van de klachtenprocedure. »

Art. 5. In dezelfde wet wordt een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd, luidende :

« HOOFDSTUK *Vbis*. — *Bijzondere bepalingen betreffende geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk*

Afdeling 1. — Algemene bepaling en definitie

Art. 32bis. De werkgevers en de werknemers alsmede de daarmee gelijkgestelde personen bedoeld in artikel 2, § 1 en de andere dan de bij artikel 2, § 1 bedoelde personen die in contact komen met de werknemers bij de uitvoering van hun werk, zijn ertoe gehouden zich te onthouden van iedere daad van geweld, pesterijen of van ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Art. 32ter. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° geweld op het werk : elke feitelijkheid waarbij een werknemer of een andere persoon waarop dit hoofdstuk van toepassing is, psychisch of fysiek wordt lastiggevallen, bedreigd of aangevallen bij de uitvoering van het werk;

2° pesterijen op het werk : elk onrechtmatig en terugkerend gedrag, buiten of binnen de onderneming of instelling, dat zich inzonderheid kan uiten in gedragingen, woorden, bedreigingen, handelingen, gebaren, en eenzijdige geschriften en dat tot doel of gevolg heeft dat de persoonlijkheid, de waardigheid of de fysieke of psychische integriteit van een werknemer of een andere persoon waarop dit hoofdstuk van toepassing is bij de uitvoering van het werk wordt aangetast, dat zijn betrekking in gevaar wordt gebracht of dat een bedreigende, vijandige, beledigende, vernederende of kwetsende omgeving wordt gecreëerd;

3° ongewenst seksueel gedrag op het werk : elke vorm van verbaal, niet-verbaal of lichamelijk gedrag van seksuele aard waarvan degene die zich er schuldig aan maakt, weet of zou moeten weten dat het afbreuk doet aan de waardigheid van vrouwen en mannen of het werk.

Alle functiebenamingen die gebruikt worden in dit hoofdstuk, zoals die van preventieadviseur of vertrouwenspersoon hebben zowel op vrouwen als op mannen betrekking.

Afdeling 2. — Preventiemaatregelen

Art. 32quater. § 1. De werkgever bepaalt de maatregelen die getroffen moeten worden om de werknemers te beschermen tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

Deze maatregelen, die aangepast dienen te zijn aan de aard van de activiteiten en de grootte van de onderneming, handelen ten minste over :

1° de materiële inrichting van de arbeidsplaatsen opdat geweld,

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 2002 — 2142

[2002/12823]

11 JUIN 2002. — Loi relative à la protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail*

Art. 2. L'article 2, § 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. La présente loi ne s'applique pas aux domestiques et autres gens de maison ni à leurs employeurs à l'exception des sections 1^{re} et 3 du Chapitre *Vbis*. »

Art. 3. L'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, modifié par la loi du 7 avril 1999, est complété comme suit :

« 8° la protection des travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail. »

Art. 4. L'article 6, alinéa 2, de la même loi, est complété comme suit :

« 7° participer positivement à la politique de prévention mise en œuvre dans le cadre de la protection des travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail, s'abstenir de tout acte de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail et s'abstenir de tout usage abusif de la procédure de plainte. »

Art. 5. Un chapitre *Vbis*, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« CHAPITRE *Vbis*. — Dispositions spécifiques concernant la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail

Section 1^{re}. — Dispositions générale et définition

Art. 32bis. Les employeurs et les travailleurs ainsi que les personnes assimilées visées à l'article 2, § 1^{er}, et les personnes, autres que celles visées à l'article 2, § 1^{er}, qui entrent en contact avec les travailleurs lors de l'exécution de leur travail, sont tenues de s'abstenir de tout acte de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail.

Art. 32ter. Pour l'application de la présente loi, on entend par :

1° violence au travail : chaque situation de fait où un travailleur ou une autre personne à laquelle le présent chapitre est d'application, est persécuté, menacé ou agressé psychologiquement ou physiquement lors de l'exécution du travail;

2° harcèlement moral au travail : les conduites abusives et répétées de toute origine, externe ou interne à l'entreprise ou l'institution, qui se manifestent notamment par des comportements, des paroles, des intimidations, des actes, des gestes et des écrits unilatéraux, ayant pour objet ou pour effet de porter atteinte à la personnalité, la dignité ou l'intégrité physique ou psychique d'un travailleur ou d'une autre personne à laquelle le présent chapitre est d'application, lors de l'exécution de son travail, de mettre en péril son emploi ou de créer un environnement intimidant, hostile, dégradant, humiliant ou offensant;

3° harcèlement sexuel au travail : toute forme de comportement verbal, non-verbal ou corporel de nature sexuelle, dont celui qui s'en rend coupable, sait ou devrait savoir, qu'il affecte la dignité de femmes et d'hommes sur les lieux de travail.

Toutes les dénominations de fonctions qui sont utilisées dans le présent chapitre, telles que celle de conseiller en prévention ou de personne de confiance, concernent tant les femmes que les hommes.

Section 2. — Mesures de prévention

Art. 32quater. § 1^{er}. L'employeur détermine les mesures à prendre pour protéger les travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.

Ces mesures qui doivent être adaptées à la nature des activités et à la taille de l'entreprise portent au minimum sur :

1° les aménagements matériels des lieux de travail afin de prévenir

pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk zouden voorkomen worden;

2° de bepaling van de middelen waarover de slachtoffers beschikken om hulp te krijgen en de wijze om zich tot de preventieadviseur en de vertrouwenspersoon, aangewezen voor de feiten van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag, op het werk, te richten;

3° het snelle en volledig onpartijdige onderzoek van de feiten van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk;

4° het onthaal van, de hulp aan en de vereiste ondersteuning van de slachtoffers;

5° de maatregelen van opvang en van wedertewerkstelling van de slachtoffers;

6° de verplichtingen van de hiërarchische lijn in de voorkoming van feiten van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk;

7° de voorlichting en de opleiding van de werknemers;

8° de voorlichting van het comité.

Deze maatregelen worden aan het comité voorgelegd voor voorafgaand akkoord.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden en de nadere regels voor de toepassing van dit artikel vaststellen. Hij kan bovendien bijzondere maatregelen treffen om rekening te houden met specifieke of nieuwe risicosituaties of om rekening te houden met de specifieke toestand van de werknemer.

Voor de werkgevers op wie de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is, kunnen de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, nadere regels en bijzondere maatregelen nochtans worden vastgesteld bij een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die algemeen verbindend is verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 32quinquies. § 1. De werkgever waakt erover dat de werknemers die het slachtoffer zijn van een daad van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk, een passende psychologische ondersteuning krijgen van gespecialiseerde diensten of instellingen.

§ 2. De Koning kan de voorwaarden en de nadere regels voor de toepassing van dit artikel vaststellen. Hij kan, bovendien, bijzondere maatregelen treffen om rekening te houden met specifieke of nieuwe risicosituaties of om rekening te houden met de specifieke toestand van de werknemer.

Voor de werkgevers op wie de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is, kunnen de in het eerste lid bedoelde voorwaarden, nadere regels en bijzondere maatregelen nochtans worden vastgesteld bij een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die algemeen verbindend is verklaard bij koninklijk besluit.

Art. 32sexies. § 1. De werkgever wijst, na het voorafgaand akkoord van alle leden-vertegenwoordigers van de personeelsleden binnen het comité :

1° een preventieadviseur aan die gespecialiseerd is in de psychosociale aspecten van het werk en van geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk;

2° in voorkomend geval, de vertrouwenspersonen aan die deze preventieadviseur bijstaan.

De preventieadviseur bedoeld in het eerste lid, 1° maakt deel uit van de interne dienst voor preventie en bescherming op het werk van de onderneming of instelling of van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk. Hij mag geen preventieadviseur zijn die bevoegd is voor de uitoefening van de arbeidsgeneeskunde.

§ 2. Indien het in § 1, eerste lid, bedoelde akkoord niet wordt bereikt of wanneer de werkgever minder dan vijftig werknemers tewerkstelt, doet hij een beroep op een preventieadviseur van een externe dienst voor preventie en bescherming op het werk, die gespecialiseerd is inzake de psycho-sociale aspecten van het werk en van het geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk.

§ 3. Indien er geen akkoord wordt bereikt over de vertrouwenspersonen die de preventieadviseur bijstaan, vraagt de werkgever het advies van de met het toezicht belaste ambtenaar bedoeld in artikel 80.

Deze ambtenaar hoort de betrokken partijen en poogt de standpunten met elkaar te verzoenen. Indien geen verzoening wordt bereikt, verstrekt deze ambtenaar een advies waarvan per aangetekend schrijven kennis wordt gegeven aan de werkgever. De werkgever stelt het comité in kennis van het advies van deze ambtenaar binnen een termijn van dertig dagen vanaf de kennisgeving ervan, vooraleer hij de beslissing over de aanwijzing neemt. Indien hij het advies van deze ambtenaar niet volgt, deelt hij eveneens de redenen hiervoor mee aan het comité.

la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail;

2° la définition des moyens mis à la disposition des victimes pour obtenir de l'aide et de la manière de s'adresser au conseiller en prévention et à la personne de confiance désignés pour les faits de violence et de harcèlement moral ou sexuel au travail;

3° l'investigation rapide et en toute impartialité des faits de violence et de harcèlement moral ou sexuel au travail;

4° l'accueil, l'aide et l'appui requis aux victimes;

5° les mesures de prise en charge et de remise au travail des victimes;

6° les obligations de la ligne hiérarchique dans la prévention des faits de violence et de harcèlement moral ou sexuel au travail;

7° l'information et la formation des travailleurs;

8° l'information du comité.

Ces mesures sont soumises pour accord préalable au comité.

§ 2. Le Roi peut déterminer les conditions et les modalités d'application du présent article. En outre, il peut prendre des mesures spécifiques, afin de tenir compte de situations à risques spécifiques ou nouveaux ou afin de tenir compte de la situation spécifique du travailleur.

Néanmoins, pour les employeurs auxquels s'applique la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, les conditions, les modalités et les mesures spécifiques visées à l'alinéa premier peuvent être déterminées par une convention collective de travail, conclue au sein du Conseil national du Travail, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 32quinquies. § 1^{er}. L'employeur veille à ce que les travailleurs qui sont victimes d'actes de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail, reçoivent un soutien psychologique approprié auprès de services ou d'institutions spécialisés.

§ 2. Le Roi peut déterminer les conditions et les modalités d'application du présent article. En outre, il peut prendre des mesures spécifiques afin de tenir compte de situations à risques spécifiques ou nouveaux ou afin de tenir compte de la situation spécifique du travailleur.

Néanmoins, pour les employeurs auxquels s'applique la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, les conditions, les modalités et les mesures spécifiques visées à l'alinéa premier peuvent être déterminées par une convention collective de travail, conclue au sein du Conseil national du Travail, rendue obligatoire par arrêté royal.

Art. 32sexies. § 1^{er}. L'employeur désigne après accord préalable de l'ensemble des membres représentant les travailleurs au sein du comité :

1° un conseiller en prévention spécialisé dans les aspects psychosociaux du travail et de la violence et du harcèlement moral ou sexuel au travail;

2° les cas échéant, les personnes de confiance qui assistent ce conseiller en prévention.

Le conseiller en prévention visé à l'alinéa 1^{er}, 1° fait partie du service interne pour la prévention ou la protection au travail de l'entreprise ou de l'institution ou d'un service externe pour la prévention et la protection au travail. Il ne peut pas être un conseiller en prévention compétent pour la médecine du travail.

§ 2. Si l'accord visé au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas obtenu, ou si l'employeur occupe moins de cinquante travailleurs, ce dernier fait appel à un conseiller en prévention d'un service externe pour la prévention et la protection au travail, spécialisé dans les aspects psychosociaux du travail et de la violence et du harcèlement moral ou sexuel au travail.

§ 3. Si aucun accord n'est obtenu sur la désignation des personnes de confiance qui assistent le conseiller en prévention, l'employeur demande l'avis du fonctionnaire chargé de la surveillance visé à l'article 80.

Ce fonctionnaire entend les parties concernées et tente de concilier les positions de chacun. En l'absence de conciliation, ce fonctionnaire donne un avis qui est notifié à l'employeur par lettre recommandée. L'employeur informe le comité de l'avis du fonctionnaire dans un délai de trente jours à dater de la notification, avant de prendre la décision sur la désignation. S'il ne suit pas l'avis du fonctionnaire, il en communique également les motifs au comité.

§ 4. De Koning bepaalt de opdrachten en taken van de preventieadviseur en van de vertrouwenspersonen die deze bijstaan, alsmede de opleiding die nodig is voor de goede uitvoering van hun opdracht.

Art. 32septies. Wanneer feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk ter kennis worden gebracht van de werkgever, moet hij de geschikte maatregelen nemen overeenkomstig dit hoofdstuk. Indien de feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk doorgaan na de inwerkingtreding van de maatregelen of indien de werkgever nalaat de nodige maatregelen te treffen, wendt de preventieadviseur zich, in overleg met het slachtoffer, tot de ambtenaren belast met het toezicht op deze wet.

Art. 32octies. De maatregelen bedoeld in deze afdeling moeten worden opgenomen in het arbeidsreglement.

Daarnaast kan de werkgever de vastgestelde maatregelen met bijkomende communicatiemiddelen ter kennis brengen van de werknemers.

De werkgevers op wie de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités van toepassing is, kunnen de communicatiemiddelen bedoeld in het tweede lid bepalen in een in de Nationale Arbeidsraad gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die algemeen verbindend is verklaard bij koninklijk besluit.

Afdeling 3. — Des bescherming van de werknemers tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk

Art. 32nonies. De werknemer die meent het slachtoffer te zijn van feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk kan zich ofwel richten tot de preventieadviseur of de vertrouwenspersonen die hem bijstaan ofwel tot de met het toezicht belaste ambtenaren bedoeld in artikel 80 en, in voorkomend geval, bij die personen een met redenen omklede klacht indienen volgens de voorwaarden en de nadere regels vastgesteld met toepassing van artikel 32quater, § 2.

Art. 32decies. Al wie een belang kan aantonen kan voor het bevoegde rechtscollege een vordering instellen om de naleving van de bepalingen van dit hoofdstuk af te dwingen.

Onverminderd de mogelijkheid tot toekenning van een schadevergoeding, kan het bevoegde rechtscollege het bevel opleggen aan diegene die zich schuldig maakt aan geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk, alsmede aan de werkgever om hieraan, binnen een door hem vastgestelde termijn, een einde te maken.

Art. 32undecies. Wanneer een persoon die een belang kan aantonen voor het bevoegde rechtscollege feiten aanvoert die het bestaan van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk kunnen doen vermoeden, valt de bewijslast dat er zich geen geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk hebben voorgedaan ten laste van de verweerder.

Het eerste lid is niet van toepassing of de strafrechtspleging en doet geen afbreuk aan andere gunstigere wetsbepalingen inzake bewijslast.

Art. 32duodicies. Ter verdediging van de rechten van de personen op wie dit hoofdstuk van toepassing is, kunnen in alle geschillen waartoe de toepassing van dit hoofdstuk aanleiding zou kunnen geven, in rechte optreden :

1° de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, zoals die bij artikel 3 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en paritaire comités zijn bepaald;

2° de representatieve vakorganisaties in de zin van artikel 7 van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

3° de representatieve vakorganisaties in het aangewezen orgaan van vakbondsoverleg voor de administraties, diensten en instellingen waarop de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel niet van toepassing is;

4° de instellingen van openbaar nut en verenigingen zonder winst oogmerk bedoeld bij de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend, met ten minste drie jaar rechtspersoonlijkheid op de dag waarop de vordering wordt ingesteld, wanneer door de feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag afbreuk is gedaan aan hetgeen zij statutair nastreven.

De bevoegdheid van de in het eerste lid bedoelde organisaties doet geen afbreuk aan het recht van het slachtoffer om zelf op te treden of in het geding tussen te komen. Indien het slachtoffer gebruik maakt van dit recht, kunnen de in het eerste lid bedoelde organisaties hun bevoegdheid enkel uitoefenen mits akkoord van het slachtoffer.

De in het eerste lid, 4°, bedoelde organisaties kunnen hun bevoegdheid evenwel enkel uitoefenen mits het slachtoffer ermee akkoord gaat.

§ 4. Le Roi détermine les missions et les tâches du conseiller en prévention et des personnes de confiance qui assistent ce dernier, ainsi que la formation nécessaire à la bonne exécution de leur mission.

Art. 32septies. Lorsque des actes de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail sont portés à la connaissance de l'employeur, celui-ci doit prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions du présent chapitre. Si les actes de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail subsistent après la mise en œuvre des mesures ou si l'employeur s'abstient de prendre les mesures adéquates, le conseiller en prévention saisit, en concertation avec la victime, les fonctionnaires chargés de la surveillance de la présente loi.

Art. 32octies. Les mesures visées dans la présente section doivent être inscrites dans le règlement de travail.

Par ailleurs, l'employeur peut porter les mesures adoptées, à la connaissance des travailleurs par des moyens de communication supplémentaires.

Les employeurs auxquels s'applique la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, peuvent fixer les moyens de communication visés à l'alinéa 2 dans une convention collective de travail, conclue au sein du Conseil nationale du Travail, rendue obligatoire par arrêté royal.

Section 3. — La protection des travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail

Art. 32nonies. Le travailleur qui s'estime victime d'actes de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail, peut s'adresser soit au conseiller en prévention ou aux personnes de confiance qui l'assistent, soit aux fonctionnaires chargés de la surveillance visés à l'article 80 et, le cas échéant, déposer une plainte motivée auprès de ces personnes, selon les conditions et modalités fixées en application de l'article 32quater, § 2.

Art. 32decies. Toute personne qui justifie d'un intérêt peut intenter une procédure devant la juridiction compétente pour faire respecter les dispositions du présent chapitre.

Sans préjudice de la possibilité d'octroi de dommages et intérêts, la juridiction compétente peut intimer l'ordre à celui qui se rend coupable de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail, ainsi qu'à l'employeur, d'y mettre fin, dans le délai qu'elle fixe.

Art. 32undecies. Lorsqu'une personne qui justifie d'un intérêt établit devant la juridiction compétente des faits qui permettent de présumer l'existence de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail, la charge de la preuve qu'il n'y a pas eu de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail incombe à la partie défenderesse.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux procédures pénales et ne porte pas atteinte à d'autres dispositions légales plus favorables en matière de charge de la preuve.

Art. 32duodicies. Pour la défense des droits des personnes à qui le présent chapitre est d'application, peuvent tester en justice dans tous les litiges auxquels l'application du présent chapitre pourrait donner lieu :

1° les organisations représentatives des travailleurs et des employeurs telles qu'elles sont définies à l'article 3 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

2° les organisations syndicales représentatives au sens de l'article 7 de la loi du 19 décembre 1974 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

3° les organisations syndicales représentatives au sein de l'organe de concertation syndicale désigné pour les administrations, services et institutions pour lesquels la loi du 19 décembre 1974 réglant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités n'est pas d'application;

4° les établissements d'utilité publique et les associations sans but lucratif, visés par la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique, dotés de la personnalité juridique depuis trois ans au moins au jour de l'intentement de l'action, dans le cas où les faits de violence ou de harcèlement moral ou sexuel ont porté préjudice aux fins statutaires qu'ils se sont donnés pour mission de poursuivre.

Le pouvoir des organisations, visées à l'alinéa 1^{er}, ne porte pas atteinte au droit de la victime d'agir personnellement ou d'intervenir dans l'instance. Si la victime fait usage de ce droit, le pouvoir des organisations visées à l'alinéa 1^{er} est subordonné à son accord.

Le pouvoir des organisations visées à l'alinéa 1^{er}, 4°, est néanmoins subordonné à l'accord de la victime.

Art. 32*tredecies*. § 1. De werkgever die een werknemer tewerkstelt die, hetzij op het vlak van de onderneming of van de instelling die hem tewerkstelt, overeenkomstig de vigerende procedures, hetzij bij de met het toezicht belaste ambtenaren, een met redenen omklede klacht heeft ingediend of voor wie deze ambtenaren zijn opgetreden, of die een rechtsvoordering instelt op grond van dit hoofdstuk, mag de arbeidsverhouding niet beëindigen, noch de arbeidsvoorwaarden eenzijdig wijzigen, behalve om redenen die vreemd zijn aan die klacht of aan die rechtsvoordering.

§ 2. De bewijslast van de in § 1 bedoelde redenen berust bij de werkgever, wanneer de werknemer wordt ontslagen of de arbeidsvoorwaarden eenzijdig worden gewijzigd binnen twaalf maanden volgend op het indienen van de klacht of het afleggen van de getuigenverklaring. Deze bewijslast berust eveneens bij de werkgever in geval van ontslag of eenzijdige wijziging van de arbeidsvoorwaarden nadat een rechtsvoordering werd ingesteld, en dit tot drie maanden na het in kracht van gewijsde gaan van het vonnis.

§ 3. Wanneer de werkgever de arbeidsverhouding beëindigt of de arbeidsvoorwaarden eenzijdig wijzigt in strijd met de bepalingen van § 1, kan de werknemer, of de werknemersorganisatie waarbij hij is aangesloten, verzoeken hem opnieuw in de onderneming of de instelling op te nemen onder de voorwaarden die bestonden voor de feiten die tot de klacht aanleiding hebben gegeven.

Het verzoek moet met een aangetekende brief gebeuren binnen dertig dagen volgend op de datum van de kennisgeving van de opzegging, van de beëindiging zonder opzegging of van de eenzijdige wijziging van de arbeidsvoorwaarden. De werkgever moet zich binnen dertig dagen volgend op de kennisgeving van de brief over het verzoek uitspreken.

De werkgever die de werknemer opnieuw in de onderneming of de instelling opneemt of hem zijn functie onder de voorwaarden die bestonden voor de feiten die tot de klacht aanleiding hebben gegeven laat uitoefenen, moet het wegens ontslag of wijziging van de arbeidsvoorwaarden gederfde loon betalen alsmede de werkgevers- en werknemersbijdragen op dat loon storten.

§ 4. Wanneer de werknemer na het in § 3, eerste lid bedoelde verzoek niet opnieuw wordt opgenomen of zijn functie niet onder de voorwaarde die bestonden voor de feiten die tot de klacht aanleiding hebben gegeven kan uitoefenen en de rechter geoordeeld heeft dat het ontslag of de eenzijdige wijziging van de arbeidsvoorwaarden indruist tegen de bepalingen van § 1, moet de werkgever aan de werknemer een vergoeding betalen die, naar keuze van de werknemer, gelijk is hetzij aan een forfaitair bedrag dat overeenstemt met het brutoloon voor zes maanden, hetzij aan de werkelijk door de werknemer geleden schade; in laatstgenoemd geval moet de werknemer de omvang van de geleden schade bewijzen.

§ 5. De werkgever is verplicht dezelfde vergoeding uit te betalen, zonder dat de werknemer het in § 3, eerste lid bedoelde verzoek moet indienen om opnieuw te worden opgenomen op zijn functie onder de voorwaarden die bestonden voor de feiten die tot de klacht aanleiding hebben gegeven te kunnen uitoefenen :

1° wanneer het bevoegde rechtscollege de feiten van geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk bewezen acht;

2° wanneer de werknemer de arbeidsovereenkomst verbreekt, omdat het gedrag van de werkgever in strijd is met de bepalingen van § 1, en in hoofde van de werknemer een reden is om de arbeidsovereenkomst zonder opzegging of voor het verstrijken van de termijn te verbreken;

3° wanneer de werkgever de werknemer heeft ontslagen om een dringende reden, op voorwaarde dat het bevoegde rechtscollege dit ontslag ongegrond verklaart en in strijd met de bepalingen van § 1.

§ 6. Wanneer een procedure op grond van een met redenen omklede klacht werd aangevat op het niveau van de onderneming of de instelling stelt de preventieadviseur de werkgever onmiddellijk op de hoogte van het feit dat de werknemer de bescherming bedoeld bij dit artikel geniet.

Art. 32*tredecies*. § 1^{er}. L'employeur qui occupe un travailleur qui a déposé une plainte motivée soit au niveau de l'entreprise ou de l'institution qui l'occupe, selon les procédures en vigueur, soit auprès des fonctionnaires chargés de la surveillance ou pour lequel ces fonctionnaires sont intervenus, ou qui intente ou pour lequel est intentée une action en justice tendant à faire respecter les dispositions du présent chapitre, ne peut pas mettre fin à la relation de travail, ni modifier unilatéralement les conditions de travail, sauf pour des motifs étrangers à cette plainte ou à cette action.

§ 2. La charge de la preuve des motifs visés au § 1^{er} incombe à l'employeur lorsque le travailleur est licencié ou lorsque ses conditions de travail ont été modifiées unilatéralement dans les douze mois qui suivent le dépôt d'une plainte ou la déposition d'un témoignage. Cette charge incombe également à l'employeur en cas de licenciement ou en cas de modification unilatérale des conditions de travail intervenus après l'intentement d'une action en justice et ce, jusqu'à trois mois après que le jugement soit coulé en force de chose jugée.

§ 3. Lorsque l'employeur met fin à la relation de travail ou modifie unilatéralement les conditions de travail, en violation des dispositions du § 1^{er}, le travailleur ou l'organisation de travailleurs à laquelle il est affilié, peut demander sa réintégration dans l'entreprise ou l'institution dans les conditions qui prévalaient avant les faits qui ont motivé la plainte.

La demande est faite par lettre recommandée à la poste, dans les trente jours qui suivent la date de la notification du préavis, de la rupture sans préavis ou de la modification unilatérale des conditions de travail. L'employeur doit prendre position sur cette demande dans le délai de trente jours suivant sa notification.

L'employeur qui réintègre dans l'entreprise ou l'institution le travailleur ou le reprend dans sa fonction antérieure dans les conditions qui prévalaient avant les faits qui ont motivé la plainte, est tenu de payer la rémunération perdue du fait du licenciement ou de la modification des conditions de travail et de verser les cotisations des employeurs et des travailleurs afférentes à cette rémunération.

§ 4. A défaut de réintégration ou de reprise dans la fonction dans les conditions qui prévalaient avant les faits qui ont motivé la plainte, suivant la demande visée au § 3, alinéa 1^{er}, du travailleur dont le licenciement ou la modification unilatérale des conditions de travail ont été jugés contraires aux dispositions du § 1^{er}, l'employeur payera au travailleur, une indemnité égale, selon le choix du travailleur, soit à un montant forfaitaire correspondant à la rémunération brute de six mois, soit au préjudice réellement subi par le travailleur, à charge pour celui-ci de prouver l'étendue de ce préjudice, dans ce dernier cas.

§ 5. L'employeur est tenu de payer la même indemnité, sans que le travailleur soit tenu d'introduire la demande de réintégration ou de reprise dans la fonction dans les conditions qui prévalaient avant les faits qui ont motivé la plainte visée au § 3, alinéa 1^{er} :

1° lorsque la juridiction compétente a considéré comme établis les faits de violence ou de harcèlement moral ou sexuel au travail;

2° lorsque le travailleur rompt le contrat en raison de comportements de l'employeur contraires aux dispositions du § 1^{er} qui dans le chef du travailleur constituent un motif de rompre le contrat sans préavis ou avant l'expiration du terme;

3° lorsque l'employeur a licencié le travailleur pour un motif grave, à condition que la juridiction compétente ait jugé le licenciement non fondé et contraire aux dispositions du § 1^{er}.

§ 6. Le conseiller en prévention informe immédiatement l'employeur du fait que le travailleur bénéficie de la protection visée par le présent article, lorsqu'une procédure sur la base d'une plainte motivée est entamée au niveau de l'entreprise ou de l'institution.

§ 7. De in dit artikel bedoelde bescherming is eveneens van toepassing op de werknemers die optreden als getuige in geschillen waartoe dit hoofdstuk aanleiding zou kunnen geven. »

Art. 6. In dezelfde wet wordt een artikel 88bis ingevoegd, luidende :

« Art. 88bis. Onverminderd het bepaalde in de artikelen 269 tot 272 van het Strafwetboek worden gestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met een geldboete van 26 tot 500 EUR of met één van die straffen alleen de personen die binnen de door het bevoegde rechtscollege krachtens artikel 32decies, vastgestelde termijn geen einde hebben gemaakt aan het geweld, pesterijen of ongewenst seksueel gedrag op het werk. »

Art. 7. In de artikelen 81 tot 89 van dezelfde wet wordt het woord « frank » vervangen door het woord « EUR ».

Art. 8. De griffier van de arbeidsrechtbank of van het arbeidshof brengt de Medische Inspectie van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid in kennis van de beslissingen die werden genomen krachtens artikel 578, 11°, van het Gerechtelijk Wetboek.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen*

Art. 9. Artikel 14, 2°, van de wet van 8 april 1965 tot instelling van de arbeidsreglementen, gewijzigd bij de wet van 12 augustus 2000, wordt aangevuld als volgt :

« s) de maatregelen getroffen om de werknemers te beschermen tegen geweld, pesterijen en ongewenst seksueel gedrag op het werk in de zin van Hoofdstuk Vbis van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk. »

HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

Art. 10. Binnen een termijn van twee jaar, te rekenen van de inwerkingtreding van deze wet, worden deze bepalingen onderworpen aan een evaluatie. Die evaluatie wordt toevertrouwd aan het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid, dat terzake handelt in samenwerking met het Ministerie van Justitie en met de Nationale Arbeidsraad.

Art. 11. Deze wet treedt in werking op de eerste dag van de eerste maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2002.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Werkgelegenheid,
Mevr. L. ONKELINX
Met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota

(1) *Gewone zitting 2001-2002.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1583/001. — Advies nr. 44 van 22 mei 2001 van de Vaste commissie arbeid van de Raad voor de gelijke kansen van mannen en vrouwen, nr. 1583/002. — Erratum, nr. 1583/03. — Amendementen, nr. 1583/004. — Verslag, nr. 1583/005. — Tekst aangenomen door de Commissie voor de sociale zaken, nr. 1583/006. — Gecoördineerde tekst, nr. 1583/007. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1583/008.

Handelingen van de Kamer. — nr. 211 van 28 februari 2002.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 2-1063/1. — Amendementen, nr. 2-1063/2. — Verslag, nr. 2-1063/3. — Tekst verbeterd door de Commissie, nr. 2-1063/4. — Amendementen, nr. 2-1063/5. — Beslissing om niet te amenderen, nr. 2-1063/6.

Handelingen van de Senaat. — nr. 2-205 van 23 mei 2002.

§ 7. La protection visée au présent article est également applicable aux travailleurs qui interviennent comme témoins dans des litiges auxquels l'application du présent chapitre pourrait donner lieu. »

Art. 6. Un article 88bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

« Art. 88bis. Sans préjudice des dispositions des articles 269 à 272 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 EUR ou d'une de ces peines seulement les personnes qui n'ont pas mis fin à la violence ou au harcèlement moral ou sexuel au travail dans le délai qui leur a été fixé par la juridiction compétente en vertu de l'article 32decies. »

Art. 7. Aux articles 81 à 89 de la même loi le mot « francs » est remplacé par le mot « EUR ».

Art. 8. Le greffier du tribunal du travail ou de la cour du travail notifie à l'Inspection médicale du Ministère de l'Emploi et du Travail les décisions rendues en application de l'article 578, 11°, du Code judiciaire.

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail*

Art. 9. L'article 14, 2°, de la loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail, modifié par la loi du 12 août 2000, est complété comme suit :

« s) les mesures arrêtées pour protéger les travailleurs contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail au sens du Chapitre Vbis de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. »

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 10. Une évaluation des présentes dispositions est prévue dans un délai de deux ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi. Cette évaluation est confiée au Ministère de l'Emploi et du Travail qui agit en collaboration avec le Ministère de la Justice et le Conseil national du travail.

Art. 11. La présente loi entre en vigueur le premier jour du premier mois qui suit celui au cours duquel elle aura été publiée au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2002.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi,
Mme L. ONKELINX
Scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Note

(1) *Session ordinaire 2001-2002.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1583/001. — Avis, n° 44 du 22 mai 2001 de Commission permanente du travail du Conseil de l'Égalité des chances entre hommes et femmes, n° 1583/002. — Erratum, n° 1583/03. — Amendements, n° 1583/004. — Rapport, n° 1583/005. — Texte adopté par la Commission des Affaires sociales, n° 1583/006. — Texte coordonné, n° 1583/007. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1583/008.

Annales de la Chambre. — n° 211 du 28 février 2002.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet évoqué par le Sénat, n° 2-1063/1. — Amendements, n° 2-1063/2. — Rapport, n° 2-1063/3. — Texte corrigé par la Commission, n° 2-1063/4. — Amendements, n° 2-1063/5. — Décision de ne pas amender, n° 2-1063/6.

Annales du Sénat. — n° 2-205 du 23 mai 2002.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ EN ALGEMENE
DIENSTEN EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN
LANDBOUW

N. 2002 — 2143

[C — 2002/16142]

19 JUNI 2002. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de bijzondere wijze waarop personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw overgaan naar de voorlopige cellen van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van de nieuwe federale overheidsdiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 37 en 107, lid 2 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001;

Gelet op de programmawet voor het begrotingsjaar 2001 van 19 juli 2001, inzonderheid artikel 52;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende diverse bepalingen betreffende de inwerkingstelling van de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2001 betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 13 maart 2002;

Gelet op het protocol nr. 420 van 3 juni 2002 van het Comité voor de federale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat de toepassing van dit besluit moet worden gecoördineerd met de toepassing van het koninklijk besluit van 26 mei 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de federale ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en naar het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie; dit besluit moet, rekening houdend met de bepalingen van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001, en van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 13 juli 2001, uiterlijk op 15 juni 2002 in werking treden;

Overwegende dat een harmonieuze overgang van het personeel en de continuïteit van de diensten deze coördinatie rechtvaardigt;

Overwegende, dat het ten goede komt aan de personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw waarvan de diensten niet integraal of quasi integraal overgedragen zijn naar de Regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten, of naar de voorlopige cel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, of naar de voorlopige cellen van de nieuwe federale overheidsdiensten, dat zij zich met kennis van zaken en op hetzelfde ogenblik kandidaat kunnen stellen voor betrekkingen bestemd voor de diensten van de Gemeenschappen of de Gewesten of naar de voorlopige cel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of naar de voorlopige cellen van de nieuwe federale overheidsdiensten;

Gelet op het advies nr. 33.586/3 van de Raad van State, gegeven op 10 juni 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister belast met Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, moet worden verstaan onder personeelsleden : de Rijksambtenaren, de stagiairs, de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden en de contractuele personeelsleden in dienst genomen in toepassing van artikel 32 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 :

1° worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarvoor zij zich hebben aangemeld; de stagiairs van niveau 1 worden daarenboven beschouwd als personeelsleden van het Ministerie waaraan zij daadwerkelijk zijn verbonden;

2° wordt het personeelslid dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven, of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddenschaal verbonden is, waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE ET SERVICES GENE-
RAUX ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

F. 2002 — 2143

[C — 2002/16142]

19 JUIN 2002. — Arrêté royal déterminant les modalités particulières de transfert de membres du personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture vers les cellules provisoires de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou des nouveaux services publics fédéraux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001;

Vu la loi programme pour l'année budgétaire 2001 du 19 juillet 2001, notamment l'article 52;

Vu l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2001 relatif à la mobilité du personnel de certains services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 13 mars 2002;

Vu le protocole n° 420 du 3 juin 2002 du Comité des services publics fédéraux, communautaires et régionaux;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'application du présent arrêté doit être coordonnée avec l'application de l'arrêté royal du 26 mai 2002 modifiant l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert de membres du personnel des ministères fédéraux aux Gouvernements des Communautés et des Régions et au Collège réuni de la Commission communautaire commune; lequel arrêté, tenant compte des dispositions de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001 et de la loi spéciale du 16 janvier 1989 sur le financement des communautés et des régions, telle que modifiée par la loi spéciale du 13 juillet 2001, doit entrer en vigueur au plus tard le 15 juin 2002;

Considérant qu'un transfert harmonieux du personnel et la continuité des services justifient cette coordination;

Considérant qu'il convient aux membres du personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture dont les services ne sont pas intégralement ou quasi intégralement transférés vers les Gouvernements des Communautés et des Régions, ou vers la cellule provisoire de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, ou vers les cellules provisoires des nouveaux services publics fédéraux, de pouvoir se porter candidat en connaissance de cause et au même moment pour des emplois destinés aux services des Communautés ou des Régions ou vers la cellule provisoire de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou vers les cellules provisoires des nouveaux services publics fédéraux;

Vu l'avis n° 33.586/3 du Conseil d'Etat, donné le 10 juin 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre chargé de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par membres du personnel : les agents de l'Etat, les stagiaires, les agents engagés par contrat de travail et les agents contractuels engagés en application de l'article 32 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er} :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats; les stagiaires du niveau 1 sont considérés au surplus comme membres du personnel du ministère auquel ils sont effectivement attachés;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Art. 2. § 1. Bij overdracht van een dienst van het Ministerie van Middenstand en Landbouw naar een voorlopige cel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van de nieuwe federale overheidsdiensten, geschiedt de overdracht van de personeelsleden hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokken personeelsleden.

§ 2. a) De diensten waarvan de personeelsleden van ambtswege naar een voorlopige cel van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of de federale overheidsdiensten worden overgedragen, worden vermeld in bijlage I en II bij dit besluit.

b) Een regionale cel en voorlopige cellen voor het Federaal Agentschap of voor de nieuwe federale overheidsdiensten worden opgericht voor de diensten, opgenomen in bijlage II.

De personeelsleden van deze diensten worden van het behoud van deze cellen op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder met het verzoek binnen de dertig dagen schriftelijk te laten weten of zij wensen overgedragen te worden aan de regionale cel met het oog op hun overplaatsing naar het Vlaamse of het Waalse Gewest, of naar de voorlopige cellen van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van de nieuwe federale overheidsdiensten op één van de betrekkingen die in de dienstorder vermeld worden. Zij richten hun aanvraag rechtstreeks aan de Secretaris-generaal, die de ontvangst ervan bericht; een afschrift wordt via hiërarchische weg aan dezelfde chef toegestuurd.

De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten, worden per graad en per taalrol of taalregime gerangschikt in de volgende groepen en aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

1° de Rijksambtenaren;

2° de stagiairs;

3° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden volgens de categorieën bepaald in artikel 4 van de wet van 22 juli 1993 houdende bepaalde maatregelen inzake het openbare ambt, en die voorzien in artikel 33 van de wet van 22 maart 1999 houdende diverse maatregelen inzake ambtenarenzaken;

4° de ambtenaren tewerkgesteld in het kader van een startbaanovereenkomst beoogd in artikel 32 van de wet van 24 december 1999 ter bevordering van de werkgelegenheid.

In elk van de in het vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

1° het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;

2° bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;

3° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd. Wanneer de dienstorder, bedoeld in het eerste lid, het aantal betrekkingen slechts, hetzij per niveau, hetzij per groep van graden van eenzelfde niveau vaststelt, worden de personeelsleden vooraf als volgt gerangschikt : het personeelslid dat het hoogst in graad is. Bij gelijke graad worden de personeelsleden gerangschikt in de volgorde zoals aangeduid in dit lid.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in lid 1 is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, wijst de Minister van ambtswege de personeelsleden van de dienst daarin aan volgens de omgekeerde volgorde van de leden 3 tot 6.

c) De overdracht van de personeelsleden van de andere diensten, bedoeld in bijlage III, wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw die geen deel uitmaken van de diensten bedoeld in de punten a en b van deze paragraaf, via een dienstorder, waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen de dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of aan de diensten van de Federale Overheidsdiensten, op één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

De aanvragen worden ingediend en gerangschikt volgens de procedure beschreven in het derde lid tot zesde lid van punt b. Voor de rangschikking vermeld in het derde lid van punt b, zal de overheid de volgende orde vaststellen voor de personeelsleden met dezelfde hoedanigheid :

1° de personeelsleden van de betrokken dienst;

Art. 2. § 1.^{er} En cas de transfert d'un service du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture vers la cellule provisoire de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou des nouveaux services publics fédéraux, le transfert des membres du personnel a lieu soit d'office, soit à la demande des agents intéressés.

§ 2. a) Les services dont les membres du personnel sont transférés d'office vers une cellule provisoire de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou des services publics fédéraux, sont mentionnés dans les annexes I et II du présent arrêté.

b) Une cellule régionale et des cellules provisoires pour l'Agence fédérale ou pour les nouveaux services publics fédéraux sont créées pour les services repris dans l'annexe II.

Les membres du personnel de ces services sont informés du maintien de ces cellules par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à la cellule régionale en vue de leur transfert à la Région flamande ou à la Région wallonne, ou vers les cellules provisoires de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou des nouveaux services publics fédéraux dans un des emplois énumérés dans l'ordre de service. Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception; une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle ou régime linguistique dans les groupes suivants et sont affectés à un emploi correspondant à leur grade :

1° les agents de l'Etat;

2° les stagiaires;

3° les membres du personnel engagés par contrat de travail suivant les catégories visées à l'article 4 de la loi du 22 juillet 1993 portant certaines mesures en matière de fonction publique, et celles visées à l'article 33 de la loi du 22 mars 1999 portant diverses mesures en matière de fonction publique;

4° les agents occupés dans le cadre de la convention de premier emploi, visée à l'article 32 de la loi du 24 décembre 1999 en vue de la promotion de l'emploi.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

1° le membre du personnel le plus ancien en grade;

2° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;

3° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé. Lorsque l'ordre de service visé à l'alinéa premier ne fixe le nombre d'emplois que, soit par niveau, soit par groupes des grades d'un même niveau, les membres du personnel sont au préalable classés comme suit : le membre du personnel le plus élevé en grade. A grade égal, les membres du personnel sont classés en suivant l'ordre visé dans le présent alinéa.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat comporte la période pendant laquelle il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1^{er}, il reste des emplois à pourvoir, le Ministre y affecte d'office les membres du personnel du service dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 3 à 6.

c) Le transfert de membres du personnel de services visés à l'annexe III est porté à la connaissance des membres du personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture qui ne font pas partie des services visés par les points a et b du présent paragraphe, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés à l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou aux services publics fédéraux visés, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre de service.

Les demandes sont transmises et classées selon la procédure décrite aux alinéas 3 à 6 du point b. Toutefois, avant le classement prévu à l'alinéa 3 du point b, l'autorité établira l'ordre comme suit, entre agents ayant la même qualité :

1° Les membres du personnel du service concerné;

2° de personeelsleden van een andere dienst dan de betrokken dienst;

3° de personeelsleden van een ander bestuur.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in lid 1 is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden belast met de zaken die met deze betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege daarop aangewezen in de omgekeerde volgorde van leden 3 tot 6 van punt *b*.

Art. 3. De personeelsleden worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op gezamenlijk voor- dracht van de eerste Minister en van de Minister bevoegd voor het Ministerie van Middenstand en Landbouw, na advies van de ministers onder de autoriteit waarvan de belanghebbende Federale Overheids- diensten zijn opgericht of van de minister die het toezicht van het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen uitoefent.

De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of taalregime.

Art. 4. Voor de rest zijn de maatregelen voorzien in het koninklijk besluit van 19 juli 2001 houdende verschillende bepalingen betreffende de oprichting van de federale overheidsdiensten en de programmato- rische federale overheidsdiensten van toepassing voor de door dit besluit overgedragen personen.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 6. Onze Eerste Minister en Onze Minister belast met Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juni 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken,
en belast met Landbouw,
Mevr. A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

2° les membres du personnel d'un autre service que le service concerné;

3° les membres du personnel d'une autre administration.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa premier, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondant à ces emplois y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 3 à 6 du point *b*.

Art. 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pris sur la proposition conjointe du Premier Ministre et du Ministre compétent pour le Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture, après avis des ministres sous l'autorité desquels les services publics fédéraux intéressés sont créés ou du ministre qui exerce la tutelle de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire.

Les agents sont transférés selon leur rôle ou leur régime linguistique.

Art. 4. Pour le surplus, les dispositions prévues à l'arrêté royal du 19 juillet 2001 portant diverses dispositions concernant la mise en place des services publics fédéraux et des services publics fédéraux de programmation sont d'application pour les personnes transférées par le présent arrêté.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 6. Notre Premier Ministre et Notre Ministre chargé de l'Agricul- ture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juin 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre, adjointe au Ministre des Affaires étrangères,
et chargée de l'Agriculture,
Mme A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

BIJLAGEN

Bijlage I. — A. Integraal overgedragen diensten naar het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)

Nationaal ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Bij het Secretariaat - Generaal (SG) : — De Cel Bedrijfskolommen 2° Bij het bestuur voor de Kwaliteit van de grondstoffen en de Plantaardige sector (DG 4) : <i>b)</i> Buitendiensten — Dienst Kwaliteit van de grondstoffen en analyses : de 3 rijksontle- dingslaboratoria van Tervuren, Gent (behalve cel « Zaaizaden ») en Luik

Bijlage I. — B. Integraal overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Economie

Nationaal ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Het bestuur voor het KMO - beleid (DG 1) 2° Bij het bestuur voor het Landbouwbeleid (DG2) : — Dienst Financiering van het landbouwbeleid

Bijlage I. — C. Integraal overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Volksgezondheid

Nationaal ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Bij het bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling (DG 6) : Het Centrum voor Onderzoek in Diergeneeskunde en Agrochemie (CODA)

Bijlage I. — D. Integraal overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Sociale zekerheid

Nationaal ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Het bestuur voor het sociaal statuut van de zelfstandigen (DG 7)

Bijlage II. — A. Quasi-integraal overgedragen diensten naar de Federale overheidsdiensten of naar het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	<p>1° Bij het bestuur voor de Kwaliteit van de grondstoffen en de Plantaardige sector (DG 4) :</p> <p>a) Hoofdbestuur</p> <p>— Dienst Kwaliteit van de grondstoffen en analyses</p> <p>b) Hoofdbestuur</p> <p>— Directie en management cel(DG4+IG41+IG42), Dienst Plantenkwaliteit en -bescherming en Dienst controle interventies en steun</p> <p>c) Buitendiensten</p> <p>— Inspectie generaal Grondstoffen en verwerkte producten en Dienst Plantenkwaliteit en -bescherming</p> <p>— Dienst Kwaliteit van de grondstoffen en analyses : Cel « Zaaizaden » van het ontledingslaboratorium van Gent</p> <p>2° Bij het bestuur voor de Diergezondheid en de Kwaliteit van de Dierlijke producten (DG 5) :</p> <p>a) Hoofdbestuur en buitendiensten BEHALVE de Inspectie - generaal Veterinaire diensten (hoofdbestuur en buitendiensten) en de dienst fokkerij en vlees (hoofdbestuur en buitendiensten)</p> <p>b) De Inspectie - generaal Veterinaire diensten (hoofdbestuur en buitendiensten)</p>

Bijlage II. — B. Quasi-integraal overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Buitenlandse zaken en naar de Federale overheidsdienst Economie

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	<p>1° Bij het bestuur voor het Landbouwbeleid (DG 2) :</p> <p>— De Dienst Coördinatie en concertatie</p>

Bijlage III. — A. Gedeeltelijk overgedragen diensten naar de Federale overheidsdiensten of naar het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	<p>1° Secretariaat - Generaal (SG)</p> <p>BEHALVE de Cel Bedrijfskolommen</p>

Bijlage III. — B. Gedeeltelijk overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Buitenlandse zaken

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	<p>Bij het bestuur voor het Landbouwbeleid (DG 2) :</p> <p>— Directie generaal, Afdeling Intern Landbouwbeleid en Afdeling Internationaal landbouw - en visserijbeleid</p>

Bijlage III. — C. Gedeeltelijk overgedragen diensten naar de Federale overheidsdienst Economie

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	<p>1° Bij het bestuur voor het Landbouwbeleid (DG 2) :</p> <p>— Directie generaal, Afdeling Intern Landbouwbeleid en Afdeling Internationaal landbouw - en visserijbeleid</p> <p>2° Bij het bestuur voor het Landbouwproductiebeheer (DG 3) :</p> <p>— Hoofdbestuur : de « Melk », « Begeleidende maatregelen » en « Informatica » diensten</p> <p>3° Bij het bestuur voor de Kwaliteit van de grondstoffen en de Plantaardige sector (DG 4) :</p> <p>a) Hoofdbestuur Teeltmateriaal</p>

Bijlage III. — D. Gedeeltelijk overgedragen diensten naar het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen (FAVV)

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Bij het bestuur voor de Kwaliteit van de grondstoffen en de Plantaardige sector (DG 4) : a) Buitendiensten Teeltmateriaal

Bijlage III. — E. Gedeeltelijk overgedragen diensten naar de Federale overheidsdiensten Volksgezondheid

Nationaal Ministerie	Betrokken bestuur
Middenstand en Landbouw	1° Bij het bestuur voor de Kwaliteit van de grondstoffen en de Plantaardige sector (DG 4) : a) Hoofdbestuur Teeltmateriaal 2° Bij het bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling (DG 6) : — Hoofdbestuur BEHALVE de Afdeling Ontwikkeling

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 19 juni 2002 tot vaststelling van de bijzondere wijze waarop personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw overgaan naar de voorlopige cellen van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen of van de nieuwe federale overheidsdiensten.

ALBERT

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
G. VERHOFSTADT

De Minister, toegevoegd aan de Minister van Buitenlandse Zaken, en belast met Landbouw,
Mevr. A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

ANNEXES

Annexe I^{er}. — A. Services intégralement transférés vers l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA)

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° Au Secrétariat général (SG) : — La Cellule filières 2° A l'administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG 4) : a) Services extérieurs — Service Qualité des Matières premières et analyses : les 3 laboratoires d'analyses de l'Etat de Tervuren, Gand (sauf la cellule « Semences ») et Liège

Annexe I^{er}. — B. Services intégralement transférés vers le Service public fédéral Economie

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° L'administration de la politique PME (DG1) 2° A l'administration de la Politique agricole (DG 2) : — Le service Financement de la politique agricole

Annexe I^{er}. — C. Services intégralement transférés vers le Service public fédéral Santé publique

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° A l'administration Recherche et Développement (DG 6) : Le Centre d'Etude et de Recherches vétérinaires et agrochimiques (CERVA)

Annexe I^{er}. — D. Services intégralement transférés vers le Service public fédéral Sécurité sociale

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° L'administration du statut social des indépendants (DG 7)

Annexe II. — A. Services quasi-intégralement transférés vers les services publics fédéraux ou vers l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	<p>1° A l'administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG 4) :</p> <p>a) Administration centrale</p> <p>— Qualité des Matières premières et analyses</p> <p>b) Administration centrale</p> <p>— Cellules direction et management (DG4 + IG41 + IG42), Service Qualité et protection Végétaux et Service contrôles interventions et aides</p> <p>c) Services extérieurs</p> <p>— Inspection générale Matières premières et produits transformés, Service Qualité et protection Végétaux</p> <p>— Service Qualité Matières premières et analyses : la cellule « Semences » du laboratoire d'analyses de l'État à Gand.</p> <p>2° A l'administration de la Santé animale et de la Qualité des Produits animaux (DG 5) :</p> <p>a) Administration centrale et services extérieurs SAUF l'Inspection générale des Services vétérinaires (administration centrale et services extérieurs) et le service élevage et viandes (administration centrale et services extérieurs)</p> <p>b) L'Inspection générale des Services vétérinaires (administration centrale et services extérieurs)</p>

Annexe II. — B. Services quasi-intégralement transférés vers le Service public fédéral Affaires étrangères et vers le Service public fédéral Economie

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	<p>1° A l'administration de la Politique agricole (DG 2) :</p> <p>— Le Service Coordination et concertation</p>

Annexe III. — A. Services partiellement transférés vers les services publics fédéraux ou vers l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° Le Secrétariat général SAUF la Cellule Filières

Annexe III. — B. Services partiellement transférés vers le Service public fédéral Affaires étrangères

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	<p>A l'administration de la Politique agricole (DG 2) :</p> <p>— Direction générale, Division de la politique agricole interne et Division de la politique agricole internationale et de la pêche</p>

Annexe III. — C. Services partiellement transférés vers le Service public fédéral Economie

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	<p>1° A l'administration de la Politique agricole (DG 2) :</p> <p>— Direction générale, Division de la politique agricole interne et Division de la politique agricole internationale et de la pêche</p> <p>2° A l'administration de la Gestion de la Production agricole (DG 3) :</p> <p>— Administration centrale : les services « Lait », « Mesures d'accompagnement » et « Informatique »</p> <p>3° A l'administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG 4) :</p> <p>a) Administration centrale Matériel de reproduction</p>

Annexe III. — D. Services partiellement transférés vers l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA)

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° A l'administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG 4) : a) Services extérieurs Matériel de reproduction

Annexe III. — E. Services partiellement transférés vers le Service public fédéral Santé publique

Ministère national	Administration concernée
Classes moyennes et Agriculture	1° A l'administration de la Qualité des Matières premières et du Secteur végétal (DG 4) : a) Administration centrale Matériel de reproduction 2° A l'administration Recherche et Développement (DG 6) : — Administration centrale sauf la Division Développement

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 19 juin 2002 déterminant les modalités particulières de transfert de membres du personnel du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture vers les cellules provisoires de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire ou des nouveaux services publics fédéraux.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
G. VERHOFSTADT

La Ministre, adjointe au Ministre des Affaires étrangères, et chargée de l'Agriculture,
Mme A.-M. NEYTS-UYTTEBROECK

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 2002 — 2144

[C - 2002/00506]

5 JUNI 2002. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 16 november 2001 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeente politiezone

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 40, zesde lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 2001 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentenpolitiezone, inzonderheid op de artikelen 1 en 2, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspecteur-generaal van Financiën, gedaan op 17 januari 2002;

Overwegende dat het advies van de adviesraad van burgemeesters niet regelmatig binnen de voorgeschreven termijn gegeven is en dat geen verzoek om verlenging van de termijn gegeven is; dat er bijgevolg aan is voorbijgegaan;

Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies 33.047/2 van de Raad van State, gegeven op 13 maart 2002, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 16 november 2001 houdende de nadere regels inzake de berekening en de verdeling van de gemeentelijke dotaties in de schoot van een meergemeentenpolitiezone, worden de woorden "Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 2bis, wordt" ingevoegd vóór de woorden "Het percentage van het aandeel van elke gemeente", en wordt het woord "wordt" opgeheven.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

F. 2002 — 2144

[C - 2002/00506]

5 JUIN 2002. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 16 novembre 2001 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, notamment l'article 40, alinéa 6;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 2001 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, notamment les articles 1^{er} et 2, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspecteur général des Finances, donné le 17 janvier 2002;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai requis et qu'aucune demande de prolongation du délai n'a été formulée ; qu'en conséquence, il y a été passé outre;

Vu la délibération du Conseil des Ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 33.047/2 du Conseil d'Etat, donné le 13 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 16 novembre 2001 fixant les règles particulières de calcul et de répartition des dotations communales au sein d'une zone de police pluricommunale, les mots "Sous réserve de l'application de l'article 2bis," sont insérés avant les mots "Le pourcentage de la participation de chaque commune".

Art. 2. In artikel 2, eerste lid, van hetzelfde koninklijk besluit worden de woorden „, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 2bis,” ingevoegd tussen de woorden „wordt” en „het percentage met de volgende factoren bepaald”.

Art. 3. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidende :

„Art. 2bis. Met uitzondering van de kredieten voor burgerpersoneel dat niet ingedeeld is bij de politiezone, wordt de toelage die een gemeente in 2001 heeft ontvangen krachtens het gedeelte politie van een veiligheidscontract afgetrokken van de dotatie van die gemeente aan de politiezone, behoudens andersluidende eenstemmige beslissing van de gemeenteraden van de politiezone.

De aftrek waarvan sprake is in het eerste lid komt overeenkomstig artikel 2 ten laste van de andere gemeenten van de zone.”.

Art. 4. Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 juni 2002.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Art. 2. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots “Sous réserve de l'application de l'article 2bis,” sont insérés avant les mots “Si les communes d'une zone pluricommunale”.

Art. 3. Un article 2bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

„Art. 2bis. La subvention qu'une commune percevait en 2001 en vertu du volet police d'un contrat de sécurité, à l'exclusion des crédits se rapportant à du personnel civil non affecté à la zone de police, est déduite de la dotation de ladite commune à la zone de police, sauf décision contraire unanime des conseils communaux de la zone de police.

Le montant de la déduction visée à l'alinéa 1^{er} est supporté par les autres communes de la zone conformément à l'article 2.”.

Art. 4. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 juin 2002.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2145

[C - 2002/27565]

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon interdisant temporairement la chasse, la destruction et le transport du sanglier dans la zone de surveillance liée à la peste porcine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment les articles 1ter, alinéa 2, 7, alinéa 1^{er}, c), 10, alinéa 5 et 12bis, §2, insérés par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté ministériel du 6 juin 2002 portant des mesures temporaires de lutte contre la peste porcine classique, notamment l'annexe 1 délimitant la zone de surveillance;

Vu l'avis rendu par le Comité permanent du Conseil supérieur wallon de la Chasse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'impérieuse nécessité d'empêcher le mouvement de tout sanglier, afin d'éviter la propagation de la peste porcine classique;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. La chasse, la destruction et le transport du sanglier sont interdits dans la zone de surveillance décrite à l'annexe 1 de l'arrêté du 6 juin 2002 portant des mesures temporaires de lutte contre la peste porcine, pour une période de six semaines.

Art. 2. Le Ministre qui a la chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2145

[C — 2002/27565]

13. JUNI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zum zeitweiligen Verbot der Jagd auf Wildschwein sowie dessen Vernichtung und Transport in der mit der Schweinepest verbundenen Überwachungszone

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere der Artikel 1^{ter}, Absatz 2, 7, Absatz 1, c), 10, Absatz 5 und 12^{bis}, § 2, eingefügt durch das Dekret vom 14. Juli 1994;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 6. Juni 2002 zur Festlegung zeitweiliger Maßnahmen zur Bekämpfung der klassischen Schweinepest, insbesondere der Anlage I zur Abgrenzung der Überwachungszone;

Aufgrund des vom ständigen Ausschuss des «Conseil supérieur wallon de la Chasse» (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen) abgegebenen Gutachtens;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung der zwingenden Notwendigkeit, die Ortsveränderung aller Wildschweine zu verhindern, um die Verbreitung der klassischen Schweinepest zu vermeiden;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Jagd auf Wildschwein, dessen Vernichtung und Transport werden für eine Periode von sechs Wochen in der in der Anlage I zum Erlass vom 6. Juni 2002 zur Festlegung zeitweiliger Maßnahmen zur Bekämpfung der klassischen Schweinepest beschriebenen Überwachungszone verboten.

Art. 2 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 13. Juni 2002

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2145

[C — 2002/27565]

13 JUNI 2002. — Besluit van de Waalse Regering houdende tijdelijk verbod op de jacht, de vernietiging en het vervoer van wild zwijn in het toezichtsgebied verbonden met de varkenspest

De Waalse Regering,

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op de artikelen 1^{ter}, tweede lid, 7, eerste lid, c), 10, lid 5 en 12^{bis}, § 2, ingevoegd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 juni 2002 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest, inzonderheid op bijlage 1 waarin het toezichtsgebied wordt afgebakend;

Gelet op het advies van het Vaste comité van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende de dringende noodzakelijkheid om het vervoer van wild zwijn te verbieden om de verspreiding van de klassieke varkenspest te voorkomen;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

Besluit :

Artikel 1. De jacht, de vernietiging en het vervoer van wild zwijn zijn verboden voor een duur van zes weken in het toezichtsgebied bedoeld in bijlage 1 bij het ministerieel besluit van 6 juni 2002 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van klassieke varkenspest.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheden de Jacht behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 13 juni 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2002/09598]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijke besluiten van 12 juni 2002, die in werking treden op de datum van de eedafleggingen :

— is Mevr. Caluwé, N., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar;

— is Mevr. Renap, I., substituut-procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, aangewezen tot eerste substituut-procureur des Konings bij deze rechtbank, voor een termijn van drie jaar.

Het beroep tot nietigverklaring van de voormelde akten met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2002/09598]

Ordre judiciaire

Par arrêtés royaux du 12 juin 2002, entrant en vigueur à la date des prestations de serment :

— Mme Caluwé, N., substitut du procureur du Roi près le tribunal de première instance d'Anvers, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans;

— Mme Renap, I., substitut du procureur du Roi, près le tribunal de première instance d'Anvers, est désignée en qualité de premier substitut du procureur du Roi près ce tribunal, pour un terme de trois ans.

Le recours en annulation des actes précités à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[S - C - 2002/16139]

24 APRIL 2002. — Ministerieel besluit tot aanwijzing van de leden van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten

De Minister belast met Landbouw,

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1995 betreffende de organisatie, de samenstelling en de werkwijze van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten, inzonderheid op de artikelen 3, 4, 5 en 6,

Gezien het ministerieel besluit van 23 februari 2001 tot aanwijzing van de leden van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten;

Gelet op het overleg met de Gewestregeringen;

Overwegende dat, in afwachting van een herdefiniëren van de latere opdrachten van het Fonds, de continuïteit van zijn werking dient te worden verzekerd,

Besluiten :

Artikel 1. Zijn verlengd tot 7 oktober 2002 de mandaten van de effectieve leden van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten :

1° de heer E. Van Bockstaele, hoofd van een departement bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent;

2° de heer F. Schenk, inspecteur-generaal van Financiën, afgevaardigd door de Minister van Begroting;

3° de heer L. Peeters, vertegenwoordiger van de Boerenbond;

4° de heer R. Van Snick, vertegenwoordiger van de Fédération wallonne de l'Agriculture;

5° de heer J. Boonen, vertegenwoordiger van AGRISEMZA;

6° de heer J.-P. Jorion, vertegenwoordiger van SEMZABEL;

7° de heer E. Volckaert, vertegenwoordiger van de sector vermeerdering van sierplanten onder glas;

8° de heer N. Keersebilck, vertegenwoordiger van de sector coöperatieve veilingen.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[S - C - 2002/16139]

24 AVRIL 2002. — Arrêté ministériel portant désignation des membres du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et produits végétaux

Le Ministre chargé de l'Agriculture,

Le Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1995 relatif à l'organisation, à la composition et au fonctionnement du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux, notamment les articles 3, 4, 5 et 6,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2001 portant désignation des membres du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et produits végétaux;

Vu la concertation avec les Gouvernements des Régions;

Considérant qu'il convient d'assurer la continuité du fonctionnement du Conseil dans l'attente d'une redéfinition ultérieure des missions du Fonds,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Sont prolongés jusqu'au 7 octobre 2002 les mandats des membres effectifs du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux ci-après :

1° M. E. Van Bockstaele, chef de département au Centre de Recherches agronomiques de Gand;

2° M. F. Schenk, inspecteur général des Finances, délégué par le Ministre du Budget;

3° M. L. Peeters, représentant du Boerenbond;

4° M. R. Van Snick, représentant de la Fédération wallonne de l'Agriculture;

5° M. J. Boonen, représentant d'AGRISEMZA;

6° M. J.-P. Jorion, représentant de SEMZABEL;

7° M. E. Volckaert, représentant du secteur multiplication de plantes ornementales sous verre;

8° M. N. Keersebilck, représentant du secteur des criées coopératives.

Art. 2. Zijn verlengd tot 7 oktober 2002 de mandaten van de plaatsvervangende leden van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten :

1° de heer M. Moens, werkleider bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent;

2° de heer M. Cavelier, Hoofd van een afdeling aan het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux;

3° de heer R. Du Chau, Inspecteur van Financiën, afgevaardigd door de Minister van Begroting;

4° Mevr. E. Paesmans, vertegenwoordigster van de Boerenbond;

5° de heer B. Decock, vertegenwoordiger van de Fédération wallonne de l'Agriculture;

6° de heer J.-P. De Wulf, vertegenwoordiger van AGRISEMZA;

7° de heer C. Maes, vertegenwoordiger van SEMZABEL;

8° de heer G. Van Rysseghem, vertegenwoordiger van de vermeerderingssector van sierteelt onder glas;

9° de heer J. Van Wezer, vertegenwoordiger van de sector coöperatieve veilingen.

Art. 3. Is aangeduid als effectief lid van de Raad van het Begrotingsfonds voor de productie en de bescherming van planten en plantaardige producten voor een mandaat eindigend op 7 oktober 2002.

De heer P. Meeus, Directeur a.i. van het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux, in vervanging van de heer R. Biston.

Brussel, 24 april 2002.

De Minister belast met Landbouw,
Mevr. A.M. NEYTS-UYTEBROECK
De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. M. AELVOET

Art. 2. Sont prolongés jusqu'au 7 octobre 2002 les mandats des membres suppléants du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et produits végétaux ci-après :

1° M. M. Moens, chef de travaux au Centre de Recherches agronomiques de Gand;

2° M. M. Cavelier, Chef de section, au Centre de Recherches agronomiques de Gembloux;

3° M. R. Du Chau, Inspecteur des Finances, délégué par le Ministre du Budget;

4° Mme E. Paesmans, représentante du Boerenbond;

5° M. B. Decock, représentant de la Fédération wallonne de l'Agriculture;

6° M. J.-P. De Wulf, représentant d'AGRISEMZA;

7° M. C. Maes, représentant de SEMZABEL;

8° M. G. Van Rysseghem, représentant du secteur multiplication de plantes ornementales sous verre;

9° M. J. Van Wezer, représentant du secteur des criées coopératives.

Art. 3. Est désigné membre effectif du Conseil du Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et produits végétaux pour un mandat expirant le 7 octobre 2002.

M. P. Meeus, Directeur a.i. du Centre de Recherches agronomiques de Gembloux, en remplacement de M. R. Biston.

Bruxelles, le 24 avril 2002.

Le Ministre chargé de l'Agriculture,
Mme A.M. NEYTS-UYTEBROECK
Le Ministre de la Santé publique,
Mme M. AELVOET

MINISTERIE VAN FINANCIËN

[2002/03289]

Rentenfonds. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 26 mei 2002, wordt de heer Van Driessche, Omer, Auditeur-generaal van Financiën bij de Administratie der Thesaurie, benoemd tot lid van het Comité van het Rentenfonds.

MINISTÈRE DES FINANCES

[2002/03289]

Fonds des Rentes. — Nomination

Par arrêté royal du 26 mai 2002, M. Van Driessche, Omer, Auditeur général des Finances à l'Administration de la Trésorerie, est nommé membre du Comité du Fonds des Rentes.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[2002/35802]

Vlaamse Milieuholding. — Benoeming commissaris van de Vlaamse regering. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 11 april 2002, tweede editie, op bladzijde 15041 dient men te lezen :

Bij besluit van de Vlaamse regering van 22 februari 2002 wordt de heer Patrick Van Speybroeck, Antwerpsesteenweg 81, 2070 Burcht, op 5 mei 2000 aangesteld als commissaris van de Vlaamse regering bij de Vlaamse Milieuholding, met ingang van 1 september 2001 benoemd als commissaris van de Vlaamse regering bij de Vlaamse Milieuholding en belast met de opdracht van 50 % van de opdracht met volledige prestaties.

De Vlaamse minister, bevoegd voor het leefmilieu, is belast met de uitvoering van dit besluit.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2002/27554]

21 MARS 2002. — Arrêté ministériel affectant à l'usage d'activité économique mixte certains terrains situés sur le territoire de la commune de La Louvière

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, paragraphe 1^{er}, 3^e alinéa;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 27 juin 2001 du Conseil d'administration de l'IDEA sollicitant l'autorisation de procéder à l'expropriation de terrains situés sur le territoire de la commune de La Louvière zone dite « Bois de la Hutte » en vue de leur affectation à l'usage d'activité économique mixte;

Vu le plan d'affectation et d'expropriation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu les réclamations introduites au cours de l'Enquête publique qui s'est déroulée du 6 juin au 25 juin 2001;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier;

Vu le P.C.A. dérogatoire adopté par l'administration communale de La Louvière approuvé par arrêté ministériel du 17 juillet 2001, lequel a affecté la zone à usage d'activité économique mixte;

— De l'utilité publique :

Considérant que l'acquisition des terrains empris est sollicitée sur base de l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique ; que l'objectif est de valoriser une zone d'activité économique mixte, au sens de l'article 30, alinéa 1^{er} du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

Considérant que le Gouvernement wallon a approuvé, le 20 décembre 2000, le principe de l'extension de la zone artisanale et de service dénommée « GAROCENTRE », au titre de projet éligible dans le cadre de la mesure 1.3. du phasing out Objectif 1 (2000-2006); que dans une première étape, une réservation budgétaire globale de quelques 180 millions de francs belges (80 millions FEDER et 100 millions co-financement régional) y est affectée, 55 % de ce montant devant impérativement être ordonnancé au cours du premier semestre 2002 (sauf prolongation d'un mois et demi au maximum);

Considérant que l'actuel site « GAROCENTRE » compte 22 implantations artisanales ou de services occupant quelque 450 postes de travail; que cette zone sera à court terme saturée en telle sorte qu'il s'impose, afin de maintenir une offre de terrains pour les entreprises candidates à une implantation, de permettre à l'intercommunale demanderesse de prendre possession des biens visés par le plan d'expropriation ci-joint;

Considérant que la mise en œuvre d'une zone d'activité économique génère de l'ordre de 20 emplois à l'hectare, ce qui signifie que le site visé par la présente expropriation devrait permettre d'occuper près de 400 personnes (auxquelles s'ajoutent les emplois indirects);

Considérant qu'un tel développement économique est prôné par le schéma de développement de l'espace régional adopté par le Gouvernement wallon le 27 mai 1999 ; que la ville de La Louvière y est reprise comme un point d'ancrage sur un euro-corridor; que ce pôle est cependant confronté à des problèmes de restructuration du tissu urbain et économique; que le SDER préconise de mener à certains endroits des opérations d'envergure pour éliminer les traces du passé et rendre le pôle attractif afin de relancer une dynamique de développement;

Considérant que s'il est important d'envisager la réaffectation des sites d'activité économique désaffectés se trouvant sur le territoire de la ville de La Louvière, il n'en demeure pas moins que toutes les entreprises qui envisagent de s'implanter dans cette région ne peuvent être systématiquement orientées vers de tels sites; qu'ainsi, certaines activités économiques, de par leurs exigences techniques ou encore le charroi qu'elles génèrent, ne peuvent envisager de s'établir dans ces sites d'activité économique désaffectés dont les contraintes imposées par les bâtiments, la localisation dans un milieu urbanisé ou encore l'état de la pollution du sol, ont un effet rédhibitoire; qu'en d'autres termes, la réaffectation des sites d'activité économique désaffectés ne peut constituer la seule possibilité d'implantation pour les entreprises désireuses de s'établir à La Louvière;

Considérant que le choix des terrains visés par la présente procédure pour l'établissement d'une plate-forme tri-modale (eau-rail-route) n'est pas judicieux eu égard à sa profondeur insuffisante pour développer un stockage à l'arrière des quais de chargement et au fait que la zone sera difficilement accessible par la voie ferrée, ce qui serait en contradiction avec les options du SDER; que le site « Tout-y-Faut » répond à cet égard davantage aux exigences d'un tel projet;

Considérant par ailleurs que la société « Créations du Dragon », de M. Franco Dragone, est désireuse de s'implanter à cet endroit, ce qui constitue une opportunité exceptionnelle pour le développement économique de la région du centre de par l'image particulièrement positive que cette entreprise véhicule et l'effet d'entraînement qu'elle peut susciter; qu'il s'agit réellement de donner l'occasion à une région en difficulté économique de recevoir l'impulsion d'une entreprise qui attirera (et attire déjà) sur elle les regards du monde entier; qu'outre les emplois directs créés (estimés à plus ou moins 200), il faut ajouter les nombreuses répercussions indirectes, tel l'impact positif sur les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, des activités de loisirs..., et ce en raison des nombreux visiteurs qui devraient être accueillis par cette société; que cette société s'est vu délivrer, le 24 septembre 2001, un permis d'urbanisme en vue de la construction, dans la zone visée par le présent arrêté, d'un bâtiment de 6 000 m² au sol devant accueillir ses activités; qu'il s'impose encore de réaliser l'infrastructure d'accès à cet immeuble;

Considérant que le site présente de grandes qualités en ce qui concerne son accessibilité, de par sa situation au carrefour des autoroutes E42 et E19 et la proximité immédiate de la sortie d'autoroute n° 20 sur la E42, laquelle permet un accès direct au réseau routier national et international, outre également une facilité d'accès par rapport aux aéroports internationaux et régionaux;

Considérant que le plan communal d'aménagement approuvé par le Ministre Foret en date du 17 juillet 2001 affecte les terrains empris en zone d'activité économique mixte; que les caractéristiques du site ont été prises en compte par l'auteur de projet de ce plan communal tant au niveau de la détermination des orientations générales et des options planologiques ou urbanistiques qu'à l'occasion de leur traduction en termes de prescriptions urbanistiques; que le souci d'une correcte intégration dans le site bâti et non bâti des bâtiments à ériger est concrétisé par de nombreuses contraintes, que l'on peut du reste juger comme exceptionnelles pour une zone d'activité économique;

Considérant enfin qu'il ne peut être estimé opportun de maintenir, au milieu de cette zone de 20 ha 63 a (consacrés aux activités économiques depuis l'adoption du plan de secteur en 1987), les îlots de maisons d'habitation existants; que les incidences des activités économiques à accueillir, notamment issues du charroi, ne permettent pas d'envisager une telle mixité;

Considérant qu'aucune espèce protégée de la faune ou de la flore n'est menacée par l'urbanisation de la zone considérée; qu'à cet égard, il ne peut être ignoré que cette portion du territoire est reprise, de longue date, en zone d'activité économique par le plan de secteur de La Louvière-Soignies arrêté par l'Exécutif régional wallon le 9 juillet 1987; qu'enfin, l'incidence inévitable, mais réduite, sur la faune et la flore se justifie au regard de l'impact économique et social de la mise en œuvre de cet espace réservé aux activités économiques mixtes;

Considérant que ces motifs démontrent que le projet envisagé correspond au but d'utilité publique poursuivi par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 qui est constitué par les incidences sociales, économiques ou fiscales qui sont générées par les entreprises qui pourront s'implanter sur les terrains expropriés;

— De l'extrême urgence :

Considérant que la situation économique et sociale de La Louvière, et d'une manière générale de la région du centre, ne permet pas de différer à moyen ou à long terme l'opportunité que représente un développement économique sur le site visé par la présente expropriation;

Considérant que le site actuel de « GAROCENTRE » est presque arrivé à saturation en telle sorte qu'il convient de permettre d'entamer rapidement les travaux d'équipement d'une nouvelle zone destinée notamment aux activités de services afin d'éviter une rupture dans l'offre de terrains à destination des candidats à une implantation; qu'il est logique, dans un souci de saine gestion, de commencer l'équipement d'une zone avant que le site de « GAROCENTRE » soit entièrement occupé;

Considérant qu'afin de bénéficier des fonds prévus dans le cadre du phasing out objectif 1, il s'impose de pouvoir engager rapidement les réservations budgétaires;

Considérant enfin que la société « Créations du Dragon », dirigée par M. Franco Dragone, doit pouvoir, à bref délai, entamer les travaux de construction de son bâtiment à défaut de quoi, eu égard aux obligations contractées par cette société avec ses clients, elle devra envisager de s'implanter à un autre endroit, voire dans un autre pays;

Considérant que, pour ces motifs, la prise de possession immédiate des terrains visés au plan ci-annexé se justifie;

— Divers :

Considérant que bon nombre de réclamants craignent de ne pas recevoir une indemnité correspondant à leur attente; que l'article 16 de la Constitution précise que l'indemnité en matière d'expropriation doit être juste, c'est-à-dire qu'elle doit être complète; que l'exproprié a droit à la représentation pécuniaire de tous les droits et avantages qu'on lui enlève et de tous les torts et préjudices que lui cause l'expropriation; que, si besoin est, les tribunaux de l'Ordre judiciaire seront appelés à apprécier la hauteur des dites indemnités; qu'il ne peut donc être considéré, a priori, que ces garanties, constitutionnelles et juridictionnelles n'assureront pas aux expropriés le respect de leurs droits;

Considérant qu'il y a lieu de désaffecter les chemins vicinaux mentionnés comme tel au plan d'expropriation dans la mesure où leur maintien est incompatible avec l'aménagement futur de la zone d'activité économique mixte;

Considérant que les activités agricoles existantes sur la zone d'activité économique emprise ne peuvent prétendre à la pérennité étant donné l'affectation consacrée par le plan de secteur depuis 1987;

Considérant que l'on ne peut évidemment, à ce stade, renseigner l'identité des entreprises qui pourront s'implanter à cet endroit dans la mesure où, d'une part, toutes ces entreprises ne se sont pas encore manifestées et, d'autre part, il est logique de laisser auxdites entreprises le soin d'annoncer, suivant les modalités qu'elles choisiront, leur déplacement;

Considérant que certaines revendications, étrangères au présent arrêté d'expropriation, ont été émises à l'occasion de l'enquête publique; que les réclamants doivent garder à l'esprit que la présente délibération est circonscrite aux questions relatives à l'expropriation et que tout autre sujet aura été ou devra être abordé à d'autres moments ou devant d'autres instances;

Considérant que plusieurs réclamants font état du fait qu'ils ont acquis, parfois récemment, leur bien sans que l'imminence de l'expropriation ne leur ait été annoncée; que, si des erreurs ont été commises par certains intervenants à ces actes d'acquisition, il n'en demeure pas moins que cette circonstance n'a pas pour effet de supprimer l'utilité publique du projet ici en cause; qu'il appartient éventuellement aux préjudiciés de mettre en cause la responsabilité des fautifs devant d'autres instances et dans le cadre d'autres procédures que celles relatives aux expropriations;

Eu égard à ces éléments,

Article 1^{er}. Il y a lieu d'affecter à l'usage d'activité économique mixte les terrains teints en mauve au plan ci-annexé situés sur le territoire de la commune de La Louvière, zone dite « Bois de la Hutte ».

Art. 2. Il y a utilité publique à exproprier en pleine propriété lesdits terrains conformément au plan ci-annexé et il est indispensable d'en prendre immédiatement possession.

Art. 3. L'intercommunale IDEA à Mons est autorisée à procéder à l'expropriation de ces terrains conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 4. La reconnaissance de la zone est assortie du respect des conditions suivantes, imposées par le MET – Direction des Routes de Mons.

Une zone non *aedificandi* de 30 mètres comptés à partir de la limite du domaine autoroutier doit être respectée lors de la construction des bâtisses éventuelles.

Les excédents d'emprise éventuels pourraient être revendus.

Les accès qui seraient créés sur le chemin de Familleureux devront se situer le plus loin possible par rapport à la bretelle autoroutière.

Namur, le 21 mars 2002.

SDE-5221/5-Bois de la Hutte

Son	N° cad.	N° matrice	Propriétaires	Nature	Superficie parcelle (m ²)	Superficie emprise (m ²)	Superficie excédant (m ²)
			Ville de LA LOUVIERE 12 ^e division/Ex. Houdeng-Gœgnies				
B	305g21	491	MET, DG Voies hydrauliques, Bld du Nord 8 - 5000 Namur	Terre vv	7460	7460	0
B	304b	491	idem	Terre vv	16674	3487	13187
B	319g	491	idem	Terre vv	3840	3840	0
B	305a20	4201	PARDONCHE-SAUSSEZ, Av. des Hêtres 17 - 7100 La Louvière	Pâture	1830	1830	0
B	305t16	4201	idem	Pâture	3900	3900	0
B	305v16	4201	idem	Pâture	2810	2810	0
B	305m18	4410	REGHEM-DOOMS Fernand, rue de l'Etoile 116 7170 Manage	Jardin	820	820	0
B	305k13	3686	DEPASSE Mariette Aimée - F. PARIS XVII ^e	Pâture	520	520	0
B	305a21	7954	LOSSIGNOL-CLOQUET Paul, rue du Bois de la Hutte 101 7110 La Louvière	Maison	932	932	0
B	305k16	6593	GARNIER, rue du Bois de la Hutte 99 - 7110 La Louvière	Maison	550	550	0
B	305s19	3887	PARDONCHE-SAUSSEZ, Av. des Hêtres 17 - 7100 La Louvière	Jardin	234	234	0
B	305r19	3888	PIRE Eric Paul, rue du Bois de la Hutte 97 - 7110 La Louvière	Baraque-ment	374	374	0
B	305n21	7001	CARPENTIER Pierre Yvon, rue du Bois de la Hutte 95 7110 La Louvière	Maison	414	414	0
B	305p21	3887	PARDONCHE-SAUSSEZ, Av. des Hêtres, 17 - 7100 La Louvière	Jardin	267	267	0
B	305r21	7934	VAN LIERDE Pascal et CAUFRIEZ Françoise, rue du Bois de la Hutte 93 - 7110 La Louvière	Maison	1025	1025	0
B	305l21	180	Domaine de la Ville de La Louvière, place communale 7100 La Louvière	Chemin	546	546	0
B	305/3	180	idem	Terre vv	350	83	267
B	305m21	5836	Ministère des finances, Bld du Jardin Botanique 50/58 1010 Bruxelles	Pâture	2702	2702	0
B	305 ^e 20	6566	LICATA Pietro et NOLBONE Patrizia, rue du Bois de la Hutte 64 - 7100 La Louvière	Pâture	4476	4476	0
B	305m13	6566	idem	Bât. rural	50	50	0
B	305d21	6566	idem	Bât. rural	40	40	0
B	305 ^e 19	6566	idem	Maison	930	930	0
B	305a11	6566	idem	Terre	1520	1520	0
B	305n8	6566	idem	Terre	3810	3810	0
B	305d19	6566	idem	Ferme	2110	2110	0
B	305z17	6566	idem	Pâture	5630	5630	0
B	305n18	2531	PETERS Mireille Emilienne, rue du Bois de la Hutte 56 7110 La Louvière	Maison	1827	1827	0
B	305f20	5379	IDEA, rue de Nimy, 53 - 7000 Mons	Pâture	18872	18872	0
B	305s20	5379	idem	Pâture	3267	3267	0
B	305v20	5379	idem	Pâture	1357	1357	0
B	305h20	2228	QUAIRIAUX-FRANCKX Georges L. J. G., rue de Wavrin 115 7110 La Louvière	Pâture	319	319	0
B	305k20	2228	idem	Terre	10767	10767	0
B	305t8	2228	idem	Terre	560	560	0
B	350z2	2228	idem	Terre	2380	2380	0

Son	N° cad.	N° matrice	Propriétaires	Nature	Superficie parcelle (m ²)	Superficie emprise (m ²)	Superficie excédant (m ²)
B	305z18	2226	TRICOT-MICHIELI Vve Willy Pierre Georges Gina Emilia, rue du Bois de la Hutte 14 - 7110 La Louvière TRICOT Jonathan William, rue du Bois de la Hutte 14 7110 La Louvière TRICOT Wesley Jonathan, rue du Bois de la Hutte 14 7110 La Louvière	Maison	2390	2390	0
B	305x20	6797	LOTIQUET-MAGLIULO Fernand, rue du Bois de la Hutte 16 7110 La Louvière	Pâture	2972	2972	0
B	305h11	6797	idem	Ferme	260	260	0
B	305h21	6797	JENARD Evelyne Camille, rue des Garennes 6 - 6000 Charleroi	Terre vv	2230	2230	0
B	320k	4739	CHERMANNE-DRUART Hubert, rue du Repos des Chasseurs 207 - 7110 La Louvière	Pâture	4780	4780	0
B	319a	4739	idem	Terre	27372	27372	0
B	319d	5271	MET, D. G. des Autoroutes et des Routes, Bld du Nord 8 - 5000 Namur	Chemin	106	106	0
B	317v	5271	idem	Terre	840	840	0
B	317y	5271	idem	Terre vv	934	934	0
B	317z	3834	LIETAR-HEYMANS Auguste Norbert, Av. de la Croix de Feu 111, bte 13, 7110 La Louvière	Terre	8900	8900	0
B	317x	3834	idem	Terre	634	634	0
B	305s21	491	MET, D.G. des Voies hydrauliques, Bld du Nord 8 5000 Namur	Terre vv	83225	59483	23742
B	305a21	2531	PETERS Mireille Emilienne, rue du Bois de la Hutte 56 7110 La Louvière	Chemin	28	28	0
B	NC	5271	Parcelle non-cadastrée, propriété du MET, D.G. des Autoroutes et Routes, Bld du Nord 8 - 5000 Namur	Chemin	-	4121	0
B	NC	180	Parcelle cadastrée, voirie communale, Domaine de la Ville de La Louvière, place communale - 7100 La Louvière	Chemin	-	1571	0
				TOTAL	237834	206330	37196

[C - 2002/27555]

28 MARS 2002. — Arrêté ministériel affectant à l'usage d'activités économiques mixtes certains terrains situés sur le territoire de la commune de Liège

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, paragraphe 1^{er}, 3^o alinéa;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 19 octobre 2001 du Conseil d'administration de la SPI+ sollicitant l'autorisation de procéder à la reconnaissance de terrains situés sur le territoire de la commune de Liège zone dite « de Burenville » en vue de leur affectation à l'usage d'activités économiques mixtes;

Vu le plan d'affectation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite au cours de l'Enquête publique qui s'est déroulée du 17 septembre 2001 au 1^{er} octobre 2001;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier;

Vu le plan de secteur de Liège adopté par arrêté royal du 26 novembre 1987, lequel a affecté les terrains en cause en zone d'activités économiques mixtes;

Considérant que des nouvelles demandes d'installation justifient la volonté de l'intercommunale SPI+ de réaliser la construction de ce bâtiment-relais,

Arrête :

Article unique. Il y a lieu d'affecter à l'usage d'activités économiques mixtes les terrains délimités par un liseré rose au plan ci-annexé situés sur le territoire de la commune de Liège, zone dite « de Burenville » en vue de la réalisation d'un bâtiment-relais.

Namur, le 28 mars 2002.

SDE 6188/6

N°	Section	N° parcelle	Propriétaire(s) – adresse(s)	Nature	Contenance emprise	Observation
1	C	726T	Société UNIJEP – emph- avenue des Chèvrefeuilles 24, 4120 NEUPRE Domaine de la Ville de Liège – Bail- quai de la Batte, 10 4000 LIEGE	Divers	2862	liseré rose

[C – 2002/27562]

**17 AVRIL 2002. — Arrêté ministériel portant expropriation de certains terrains
situés sur le territoire de la commune de Dison**

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, § 1^{er}, 3^o alinéa;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 7 septembre 2001 du Conseil d'administration de la SPI+ sollicitant l'autorisation de procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique de terrains situés sur le territoire de la commune de Dison zone dite « des Plenesses » en vue de la réalisation de travaux d'égouttage – Phase 4;

Vu le plan d'expropriation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite au cours de l'Enquête publique qui s'est déroulée du 15 juin 2001 au 29 juin 2001;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier, sous réserve du respect des conditions imposées par le service technique de la province de Liège et la S.W.D.E.;

Vu que l'utilité publique de l'opération se justifie par la nécessité pour la SPI+ d'acquérir les terrains nécessaires à la réalisation de travaux d'infrastructures et plus particulièrement la phase 4 des travaux d'égouttage de la zone d'activités économiques « des Plenesses »;

Vu que la justification de l'utilité publique découle de l'application de la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique;

Considérant qu'un jugement ne peut imposer aucune zone d'occupation temporaire;

Considérant qu'il s'indique dès lors d'autoriser la SPI+ à exproprier en pleine propriété les surfaces nécessaires à la réalisation des travaux, en ce compris lesdites zones d'occupation temporaire, au cas où un accord amiable avec un des propriétaires sur lesdites zones ne pourrait se dégager,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a utilité publique à exproprier en pleine propriété pour partie et en sous-sol les terrains repris au tableau des emprises figurant sur le plan ci-annexé et il est indispensable d'en prendre immédiatement possession.

Art. 2. La SPI+ à Liège est autorisée à procéder à l'expropriation de ces terrains conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 3. A défaut d'accord à l'amiable sur la cession des emprises reprises aux trois colonnes du tableau des emprises figurant sur le plan ci-annexé (emprises en sous-sol, emprises en pleine propriété et surface d'occupation temporaire pour les travaux), la SPI+ est autorisée à acquérir en pleine propriété les superficies des parcelles telles que reprises aux trois colonnes du tableau des emprises annexé au présent arrêté.

Art. 4. Cette expropriation est assortie du respect des conditions imposées par le service technique de la Province de Liège et par la S.W.D.E.

Namur, le 17 avril 2002.

SDE 6083/4

Commune de Dison

Division	Section	Numéro	Noms, prénoms et adresses des propriétaires	Nature de la parcelle	Situation au plan de secteur	Contenance en m ² de la parcelle	Contenance de l'emprise en sous-sol pour une canalisa- tion B.O. de Thimister- Dison	Contenance de l'emprise en pleine pro- priété pour une canalisation (6 x 30 m) B.O. de Thimister- Dison	Surface de l'occupation lors de la réali- sation des tra- vaux largeur totale = 15 m	Contenance en m ² de l'emprise en sous-sol pour conduite double B.O. de Dison-CV25	Contenance de l'empire en pleine pro- priété pour conduite dou- ble (5 x 3 m) B.O. de Dison- CV25	Surface d'occu- pation lors de la réalisation des travaux lar- geur totale = 25 m
2	A	420z	QUADFLIEG-FUYA, Walther rue Xhauffaire 29 4820 DISON	Pré	Extension d'habitat	3580	42	0	210			
1	A	518a3	Idem	Pré	idem	7916	35	0	180			
1	A	360b	Idem	Pâtûre	idem	530	58	0	300			
1	A	360a	Société MATACOU rue Neuve 77 4820 DISON	Pré	Extension d'habitat Agricole	7395	95 132	0	480 660			
1	A	361	Idem	Pré	Agricole	13120	369	38	1950			
1	A	362	Idem	Pré	Agricole	19360	845	34	4310			
1	A	352b	PIRET-DELHEZ, Eduard, vve et enfants rue de Mont 189 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	22950	300	16	1559			
1	A	350b	Idem	Pré	Agricole	380	4	3	0			
1	A	343a	PIRET-BELLEVAUX, Albert rue de Mont 4 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	15800	618	29	3161			
1	A	292	REQUIER-NAVEAU, Vve Marcel rue de Mont 271 4820 DISON REQUIER-BECKERS, Alain rue de Mont 217 4820 DISON REQUIER-LIEGEOIS, Marcel rue Haute Melen 231 4633 SOUMAGNE REQUIER-HALLEUX, J.-Cl. côte de Hagelstein 45 4880 AUBËL	Pâtûre	Agricole	14470	334	36	1755			
1	A	291	Idem	Pâtûre	Agricole	7260	394	18	2010			
1	A	290	SCHOONBROODT-PIRET Arnold rue Thier Mère Dieux 4 4800 VERVIERS	Pâtûre	Agricole	7210	213	8	1082			

Division	Section	Numéro	Noms, prénoms et adresses des propriétaires	Nature de la parcelle	Situation au plan de secteur	Contenance en m ² de la parcelle	Contenance de l'emprise en sous-sol pour une canalisa- tion B.O. de Thimister- Dison	Contenance de l'emprise en pleine pro- priété pour une canalisation (6 × 30 m) B.O. de Thimister- Dison	Surface de l'occupation lors de la réali- sation des tra- vaux largeur totale = 15 m	Contenance en m ² de l'emprise en sous-sol pour conduite double B.O. de Dison-CV25	Contenance de l'emprise en pleine pro- priété pour conduite dou- ble (5 × 3 m) B.O. de Dison- CV25	Surface d'occu- pation lors de la réalisation des travaux lar- geur totale = 25 m
1	A	284	REQUIER-NAVEAU, Vve Marcel rue de Mont 271 4820 DISON REQUIER-BECKERS, Alain rue de Mont 217 4820 DISON REQUIER-LIEGEOIS, Marcel rue Haute Melen 231 4633 SOUMAGNE REQUIER-HALLEUX, J.-Cl. côté de Hagelstein 45 4880 AUBEL	Pâtûre	Agricole	11710	295	65	1631	510	30	2737
1	A	285c	Idem	Idem	Idem	2790	202	28	1095			
1	A	281a	Idem	Idem	Idem	10972	595	38	3041			
1	A	280a/2	GELIS, Pierre rue de Mont 281 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	16258	207	27	1104			
2	A	43a	NEYKEN-CORMAN, Bernard Clisore 59 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	15350	315	0	1574			
2	A	42b	Idem	Idem	Idem	4150	117	0	567			
2	A	35b	Idem	Idem	Idem	16190	259	18	1331			
2	A	35d	VINGENT, Benoît Clisore 62 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	4576	1	1	0			
2	A	25a	NEYKEN-CORMAN, Bernard Clisore 59 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	28220	301	18	1548			
2	A	23	Idem	Idem	Idem	13250	311	18	1599			
2	A	26	Idem	Idem	Idem	22850	430	20	2205			
2	A	27	Idem	Idem	Idem	13990	282	16	1449			
2	A	65	PITTIE, Georges Clisore 70 4820 DISON	Pâtûre	Agricole	12530	287	36	1524			
1	C	220a	Idem	Idem	Idem	3000	51	18	297			

Division	Section	Numéro	Noms, prénoms et adresses des propriétaires	Nature de la parcelle	Situation au plan de secteur	Contenance en m ² de la parcelle	Contenance de l'emprise en sous-sol pour une canalisa- tion B.O. de Thimister- Dison	Contenance de l'emprise en pleine pro- priété pour une canalisation (6 x 30 m) B.O. de Thimister- Dison	Surface de l'occupation lors de la réali- sation des tra- vaux largeur totale = 15 m	Contenance en m ² de l'emprise en sous-sol pour conduite double B.O. de Dison-CV25	Contenance de l'emprise en pleine pro- priété pour conduite dou- ble (5 x 3 m) B.O. de Dison- CV25	Surface d'occu- pation lors de la réalisation des travaux lar- geur totale = 25 m
1	A	283	REQUIER-NAVEAU, Vve Marcel rue de Mont 271 4820 DISON REQUIER-BECKERS, Alain rue de Mont 217 4820 DISON REQUIER-LIEGEOIS, Marcel rue Haute Melen 231 4633 SOUMAGNE REQUIER-HALLEUX, J.-Cl. côte de Hagelstein 45 4880 AUBEL	Pâtûre	Agricole	2732		87		0	450	
2	A	50	Idem	Idem	Idem	6510		43		0	450	
2	A	167	HALEUX-FORTHOMME, René Clisore 67 4821 DISON	Pâtûre	Agricole	14360		419		30	2382	
2	A	166	REKIER-WATHELET, Roger rue de l'Entente 17 4140 SPRIMONT	Pâtûre	Agricole	29410		1590		30	8132	
2	A	57d	Domaine de la Fabrique d'Eglise de la Paroisse Saint-Laurent à Dison- Andrimont Clisore 59 4821 DISON	Pâtûre	Agricole	19342		40		0	750	
2	A	58	PITTIE, Joseph, épouse RADERMAC- KER, A. rue Xhénorie 60 4821 DISON PITTIE, Josée, épouse SOMJA, L. chaussée Charlemagne 70 4890 THIMISTER-CLERMONT PITTIE, Georges, épouse DELFOSSE, B. Clisore 70 4821 DISON	Pâtûre	Agricole	10475		746		15	3947	
2	A	76a	PITTIE-DELFOSSE Georges Clisore 70 4821 DISON	Idem	Idem	20235		668		0	3343	
2	A	80b	Idem	Idem	Idem	11663		464		15	2969	
			SUPERFICIES TOTALES dont en zone d'extension habitat dont en zone agricole SUPERFICIES TOTALES				7092 230 6862 7092	4567 0 4567 4567	36622 1170 35452 36622	120 0 120 120	25160 0 25160 25160	

[C - 2002/27561]

30 AVRIL 2002. — Arrêté ministériel affectant à l'usage d'activités économiques mixtes certains terrains situés sur le territoire de la commune de Dalhem

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 de réformes institutionnelles, notamment l'article 6, paragraphe 1^{er}, 3^e alinéa;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique, notamment les articles 30 et 31;

Vu le décret du 6 mai 1988 relatif aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif régional wallon;

Vu le décret du 15 mars 1990 insérant dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique un article 30bis, un article 31bis et un article 32bis;

Vu la délibération du 29 juin 2001 du Conseil d'administration de la SPI+ sollicitant l'autorisation de procéder à l'expropriation de terrains situés sur le territoire de la commune de Dalhem, zone dite « de la rue de l'Andelaine » en vue de leur affectation à l'usage d'activités économiques mixtes;

Vu le plan d'affectation et d'expropriation ci-annexé figurant lesdits terrains;

Vu le dossier annexé à la délibération susvisée constatant que les formalités prescrites par l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 ont été remplies;

Vu qu'aucune réclamation n'a été introduite au cours de l'Enquête publique qui s'est déroulée du 2 mai 2001 au 17 mai 2001;

Vu l'avis favorable des administrations consultées au cours de l'instruction du dossier;

Vu le plan de secteur de Liège adopté par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987, lequel a affecté les terrains en cause en zone d'habitat à caractère rural et en zone d'aménagement différé;

Vu le schéma-directeur approuvé le 27 février 1991;

Considérant que ce schéma-directeur n'est pas mis en péril;

Considérant que l'acquisition des terrains situés dans ladite zone est sollicitée sur base de l'article 30 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'Expansion économique;

Considérant la nécessité pour l'intercommunale de pouvoir satisfaire au plus vite à la demande des investisseurs et de mettre lesdits terrains à leur disposition,

Arrête :

Article 1^{er}. Il y a lieu d'affecter à l'usage d'activités économiques mixtes les terrains délimités par un liseré rose au plan ci-annexé situés sur le territoire de la commune de Dalhem, zone dite de la rue de l'Andelaine.

Art. 2. Il y a utilité publique à exproprier en pleine propriété lesdits terrains conformément au plan ci-annexé et il est indispensable d'en prendre immédiatement possession.

Art. 3. L'intercommunale SPI+ à Liège est autorisée à procéder à l'expropriation de ces terrains conformément aux dispositions de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Namur, le 30 avril 2002.

S. KUBLA

DE6081/2

Section	N°	Propriétaires - Adresses	Nature	Contenance parcelles	Contenance emprise
B	162E	Commune de DALHEM	Pré	1050	425
B	162C	idem	Culture	21261	3408
B	166B	S.A. PRIMA-HOUSE rue Fush 19, 4000 Liège PP 1/2 S.A. IMWO Kapelanielaan 9, 9140 Temse PP 1/2	Pré	914	914
B	168V	idem	Pré	3363	3079
B	165	idem	Pré	8420	1603
		Superficie totale emprise			9429

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2002/21264]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

a. Par neuf arrêts n^{os} 105.389, 105.395, 105.392, 105.398, 105.390, 105.393, 105.394, 105.388 et 105.391 du 5 avril 2002 en cause de J.-M. Rocks et A. Massin, S. Debras et autres, F. De Corte, M. Wilen, L. Doyen, J.-P. Delval, S. Vanhaeren, S. Guisse, et F. Arce et autres contre l'Etat belge, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 30 avril 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 décidant de la confirmation de la partie XII de l'arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en ce qu'il aurait pour but et pour effet de priver le requérant de la possibilité de continuer à contester la validité de cette partie XII devant les juridictions, en ce compris le Conseil d'Etat, et alors qu'une trentaine de recours en annulation et/ou suspension sont toujours pendants contre les dispositions de cette partie XII devant cette juridiction ? »

b. Par deux arrêts n^{os} 105.396 et 105.397 du 5 avril 2002 en cause de T. Leroy et J. Warnimont et de R. Coulée contre l'Etat belge, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 7 mai 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle susmentionnée.

c. Par arrêt n^o 105.404 du 5 avril 2002 en cause de V. Hendrick contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 15 mai 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle susmentionnée.

d. Par arrêt n^o 105.513 du 16 avril 2002 en cause de P. Liegeois contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 3 mai 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution lus en combinaison avec les articles 13 et 146 du même texte, de même qu'avec les principes généraux du procès équitable, de la sécurité juridique et de la légitime confiance que les administrés doivent pouvoir escompter des pouvoirs publics, en tant qu'il a pour but et/ou pour effet d'influer, de façon décisive, sur des procédures juridictionnelles en cours au profit de la puissance publique et au détriment des administrés ? »

e. Par arrêt n^o 105.685 du 22 avril 2002 en cause de P. Hubeau contre l'Etat belge, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour d'arbitrage le 6 mai 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec les articles 144 et 145 de la Constitution et avec les articles 14, § 1^{er}, et 17, §§ 1^{er} et 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, en tant qu'il prive certaines catégories de fonctionnaires de police d'un recours juridictionnel et d'une protection juridique essentiels, dès lors que cette disposition empêche le Conseil d'Etat de statuer sur la demande de suspension que la partie requérante a introduite contre l'arrêté royal du 30 mars 2001, qui est ainsi confirmé par cette disposition ? »

f. Par trois arrêts n^{os} 105.689, 105.688 et 105.686 du 22 avril 2002 en cause de J.-M. Beirnaert, C. Neyrinck et autres, et J. Devolder contre l'Etat belge, dont les expéditions sont parvenues au greffe de la Cour d'arbitrage le 6 mai 2002, le Conseil d'Etat a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 131 de la loi-programme du 30 décembre 2001 viole-t-il les articles 10 et 11 de la Constitution en tant qu'il prive une catégorie déterminée de personnes d'une garantie juridictionnelle que l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat offre de manière la plus générale à tous les citoyens ? »

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427 et 2428 (a), 2441 et 2442 (b), 2444 (c), 2435 (d), 2436 (e), 2437, 2438 et 2439 (f) du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
P.-Y. Dutilleux.

ARBITRAGEHOF

[C – 2002/21264]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

a. Bij negen arresten nrs. 105.389, 105.395, 105.392, 105.398, 105.390, 105.393, 105.394, 105.388 en 105.391 van 5 april 2002 in zake J.-M. Rocks en A. Massin, S. Debras en anderen, F. De Corte, M. Wilen, L. Doyen, J.-P. Delval, S. Vanhaeren, S. Guisse, en F. Arce en anderen tegen de Belgische Staat, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 30 april 2002, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Houdt artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001, waarbij besloten wordt tot bekrachtiging van deel XII van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, een schending in van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, doordat die bepaling ertoe zou strekken en tot gevolg zou hebben dat verzoeker de mogelijkheid verliest om de geldigheid van dat deel XII nog langer te betwisten voor de rechtscolleges, met inbegrip van de Raad van State, terwijl nog zowat dertig beroepen tot nietigverklaring en/of vorderingen tot schorsing van die bepalingen van dat deel XII bij dat rechtscollege aanhangig zijn ? »

b. Bij twee arresten nrs. 105.396 en 105.397 van 5 april 2002 in zake T. Leroy en J. Warnimont en R. Coulée tegen de Belgische Staat, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 7 mei 2002, heeft de Raad van State de voormelde prejudiciële vraag gesteld.

c. Bij arrest nr. 105.404 van 5 april 2002 in zake V. Hendrick tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 15 mei 2002, heeft de Raad van State de voormelde prejudiciële vraag gesteld.

d. Bij arrest nr. 105.513 van 16 april 2002 in zake P. Liegeois tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 3 mei 2002, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Houdt artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 een schending in van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in onderlinge samenhang met de artikelen 13 en 146 van de Grondwet, alsook met de algemene principes van het eerlijk proces, de rechtszekerheid en het gewettigde vertrouwen van de bestuurder in de overheid, doordat die bepaling ertoe zou strekken en/of tot gevolg zou hebben dat aan de lopende jurisdictionele procedures een beslissende wending wordt gegeven ten gunste van de openbare macht en ten nadele van de bestuurden ? »

e. Bij arrest nr. 105.685 van 22 april 2002 in zake P. Hubeau tegen de Belgische Staat, waarvan de expeditie ter griffie van het Arbitragehof is ingekomen op 6 mei 2002, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 144 en 145 van de Grondwet en met de artikelen 14, § 1, en 17, §§ 1 en 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, doordat hij aan bepaalde categorieën van politieambtenaren een essentieel jurisdictioneel beroep en dito rechtsbescherming ontnemt, nu deze bepaling eraan in de weg staat dat de Raad van State nog uitspraak doet over de vordering tot schorsing die verzoekende partij heeft ingesteld tegen het koninklijk besluit van 30 maart 2001 dat aldus door deze bepaling wordt bekrachtigd ? »

f. Bij drie arresten nrs. 105.689, 105.688 en 105.686 van 22 april 2002 in zake J.-M. Beirnaert, C. Neyrinck en anderen, en J. Devolder tegen de Belgische Staat, waarvan de expedities ter griffie van het Arbitragehof zijn ingekomen op 6 mei 2002, heeft de Raad van State de volgende prejudiciële vraag gesteld :

« Schendt artikel 131 van de programmawet van 30 december 2001 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet doordat hij aan een bepaalde categorie van personen de jurisdictionele waarborg ontnemt die artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State aan alle burgers op de meest algemene wijze verzekert ? »

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427 en 2428 (a), 2441 en 2442 (b), 2444 (c), 2435 (d), 2436 (e), 2437, 2438 en 2439 (f) van de rol van het Hof en werden samengevoegd.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux.

SCHIEDSHOF

[C – 2002/21264]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

a. In neun Urteilen Nrn. 105.389, 105.395, 105.392, 105.398, 105.390, 105.393, 105.394, 105.388 und 105.391 vom 5. April 2002 in Sachen J.-M. Rocks und A. Massin, S. Debras und anderer, F. De Corte, M. Wilen, L. Doyen, J.-P. Delval, S. Vanhaeren, S. Guisse, und F. Arce und anderer gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigungen am 30. April 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001, in dem Teil XII des königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zur Festlegung der Rechtsstellung des Personals der Polizeidienste bestätigt wird, gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem die Bestimmung dazu führen würde und zur Folge hätte, daß den Klägern die Möglichkeit versagt wird, die Wirksamkeit dieses Teils XII weiterhin vor den Rechtsprechungsorganen - einschließlich des Staatsrats - in Frage zu stellen, während noch etwa dreißig Klagen auf Nichtigerklärung und/oder Anträge auf Aussetzung dieser Bestimmungen des Teils XII vor diesem Rechtsprechungsorgan anhängig sind?»

b. In zwei Urteilen Nrn. 105.396 und 105.397 vom 5. April 2002 in Sachen T. Leroy bzw. J. Warnimont und R. Coulée gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigungen am 7. Mai 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat der Staatsrat die vorgenannte präjudizielle Frage gestellt.

c. In seinem Urteil Nr. 105.404 vom 5. April 2002 in Sachen V. Hendrick gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 15. Mai 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat die vorgenannte präjudizielle Frage gestellt.

d. In seinem Urteil Nr. 105.513 vom 16. April 2002 in Sachen P. Liegeois gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 3. Mai 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 13 und 146 der Verfassung sowie mit den allgemeinen Grundsätzen des gerechten Verfahrens, der Rechtssicherheit und des rechtmäßigen Vertrauens der Bürger zu den Behörden, indem die Bestimmung darauf abzielen würde und/oder zur Folge hätte, daß den laufenden Gerichtsverfahren eine ausschlaggebende Wendung zum Vorteil der öffentlichen Hand und zum Nachteil der Bürger gegeben wird?»

e. In seinem Urteil Nr. 105.685 vom 22. April 2002 in Sachen P. Hubeau gegen den Belgischen Staat, dessen Ausfertigung am 6. Mai 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen ist, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit den Artikeln 144 und 145 der Verfassung und mit den Artikeln 14 § 1 und 17 §§ 1 und 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, indem er bestimmten Kategorien von Polizeibeamten eine wesentliche Klagemöglichkeit vor den Rechtsprechungsorganen und einen wesentlichen Rechtsschutz versagt, weil diese Bestimmung den Staatsrat daran hindert, über den von der klagenden Partei eingereichten Antrag auf Aussetzung des durch diese Bestimmung bestätigten königlichen Erlasses vom 30. März 2001 zu befinden?»

f. In drei Urteilen Nrn. 105.689, 105.688 und 105.686 vom 22. April 2002 in Sachen J.-M. Beirnaert, C. Neyrinck und anderer, und J. Devolder gegen den Belgischen Staat, deren Ausfertigungen am 6. Mai 2002 in der Kanzlei des Schiedshofes eingegangen sind, hat der Staatsrat folgende präjudizielle Frage gestellt:

«Verstößt Artikel 131 des Programmgesetzes vom 30. Dezember 2001 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, indem er einer bestimmten Kategorie von Personen eine Rechtsprechungsgarantie versagt, die Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat äußerst generell allen Bürgern gewährt?»

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427 und 2428 (a), 2441 und 2442 (b), 2444 (c), 2435 (d), 2436 (e), 2437, 2438 und 2439 (f) ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux.

ARBITRAGEHOF

[C – 2002/21265]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 6 mei 2002 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 7 mei 2002, heeft de Nationale Unie der Openbare Diensten, met zetel te 1000 Brussel, Zavelputstraat 25, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 7, § 5, van de wet van 22 maart 2002 houdende wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2002), wegens schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 2440 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C – 2002/21265]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 6 mai 2002 et parvenue au greffe le 7 mai 2002, l'Union nationale des services publics, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue de la Sablonnière 25, a introduit un recours en annulation de l'article 7, § 5, de la loi du 22 mars 2002 portant modification de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques (publiée au *Moniteur belge* du 26 mars 2002), pour cause de violation des articles 10 et 11 de la Constitution.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 2440 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C – 2002/21265]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 6. Mai 2002 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 7. Mai 2002 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Nationale Unie der Openbare Diensten, mit Sitz in 1000 Brüssel, Zavelputstraat 25, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 7 Nr. 5 des Gesetzes vom 22. März 2002 zur Abänderung des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. März 2002), wegen Verstoßes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 2440 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

NATIONALE BANK VAN BELGIE

[S – C – 2002/20173]

Bericht

De Nationale Bank van België brengt ter kennis van het publiek dat de bureaux en kassen, alsmede de loketten van de dienst Rijkskassier, van haar vestigingen in het Vlaamse Gewest op donderdag 11 juli 2002 zullen gesloten blijven.

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

[S – C – 2002/20173]

Avis

La Banque Nationale de Belgique porte à la connaissance du public que les bureaux et caisses, y compris les guichets du service du Caissier de l'Etat, de ses sièges situés dans la région flamande seront fermés le jeudi 11 juillet 2002.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[2002/03298]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingoeederen)***Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Stad Charleroi (vroeger Montignies-sur-Sambre)

« Route de la Basse-Sambre », een grond voor een oppervlakte van 1 a 60 ca, gekadastréerd of het geweest zijnde wijk A, zonder nummer, palende of bepaald hebbende aan « la route de la Basse-Sambre, aan Bangels, Edgard, echtgenoot Vermeiren, Yvette, aan Huwart-Parmentier, Jules, aan Hulot-Parmentier, Jacques, aan Gortebeke, Marie-Anne, aan Theys, Gabriel, weduwnaar van Gueudre, Jocelyne, aan Theys, Christine, echtgenote Joniaux, Jean, aan Theys, Frédéric, aan Habraken-Goffinet, Serge, aan Guillaume, Eddy, aan Spagnuolo, Isabelle, en aan de vennootschap « Bejacom » of vertegenwoordigers.

Gewestplan van Charleroi: woongebied maar deel in bouwvrije strook zonder toegang aan de N90.

Prijs : 600 euro buiten de kosten.

De eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen de maand van dit bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te 6000 Charleroi, place Albert I^{er} 4, bte 12, 19^e verdieping, tel. 071-27 22 40.

MINISTERE DES FINANCES

[2002/03298]

**Administration de la T.V.A. de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)***Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Ville de Charleroi (ex Montignies-sur-Sambre)

« Route de la Basse-Sambre », une terre d'une contenance de 1 a 60 ca, cadastrée ou l'ayant été section A sans numéro, tenant ou ayant tenu à la « Route de la Basse-Sambre », à Bangels, Edgard, époux Vermeiren, Yvette, à Huwart-Parmentier, Jules, à Hulot-Parmentier, Jacques, à Gortebeke, Marie-Anne, à Theys, Gabriel, veuf Gueudre, Jocelyne, à Theys, Christine, épouse Joniaux, Jean, à Theys, Frédéric, à Habraken-Goffinet, Serge, à Guillaume, Eddy, à Spagnuolo, Isabelle et à la société « Bejacom » ou représentants.

Plan de secteur de Charleroi : zone d'habitat mais partie en zone de non aedificandi sans accès à la N90.

Prix : 600 euros outre les frais.

Les réclamations ou les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'acquisition d'immeubles à Charleroi, place Albert I^{er} 4, bte 12, 19^e étage, à 6000 Charleroi, tél. 071-27 22 40.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[2002/09599]

Rechterlijke Orde**Commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling
ingesteld ingevolge artikel 2 van de wet van 18 maart 1998**

In de commissies voor de voorwaardelijke invrijheidstelling werden aangewezen, overeenkomstig de artikelen 4 en 6 van voornoemde wet, met ingang van en voor een termijn vermeld na hun naam :

Rechtsgebied van het hof van beroep te Gent

Plaatsvervangend voorzitter :

De heer Janssen, Ph., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk (voor een termijn van drie jaar met ingang van 1 juni 2002).

De heer Claeys, J.-Cl., onderzoeksrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Gent (voor een termijn van drie jaar met ingang van 13 juni 2002).

MINISTERE DE LA JUSTICE

[2002/09599]

Ordre judiciaire**Commissions de libération conditionnelle
instituées en vertu de l'article 2 de la loi du 18 mars 1998**

Dans les commissions de libération conditionnelle ont été désignés, conformément aux articles 4 et 6 de la loi précitée, à la date et pour un terme figurant en regard de leur nom :

Ressort de la cour d'appel de Gand

Président suppléant :

M. Janssen, Ph., juge au tribunal de première instance de Courtrai (pour un terme de trois ans prenant cours le 1^{er} juin 2002).

M. Claeys, J.-Cl., juge d'instruction au tribunal de première instance de Gand (pour un terme de trois ans prenant cours le 13 juin 2002).

[2002/09600]

Examen waarbij de referendarissen en kandidaat-referendarissen bij het Hof van Cassatie de mogelijkheid wordt geboden te voldoen aan de bepalingen van artikel 43sexies van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken. — Zittijd van juli 2002

Het Ministerie van Justitie zal binnenkort een bijzonder taalexamen organiseren waarbij de laureaten van de examens, ingericht voor referendarissen en kandidaat-referendarissen bij het Hof van Cassatie, het bewijs moeten leveren van de kennis van het Duits, overeenkomstig voormelde wet.

De aanvragen tot inschrijving moeten vóór 14 juli 2002, bij middel van een kopie van het hierbij gevoegd inschrijvingsformulier opgestuurd worden bij aangetekende zending aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, R.O./taalexamen - (kandidaat-referendaris), Waterloo-laan 115, te 1000 Brussel. Aanvragen na die datum ingediend, komen niet in aanmerking. De postdatum geldt als bewijs. De examinandus vermeld zijn volledige identiteit.

Het examengeld bedraagt 5 EUR. Dit bedrag dient bij de inschrijving gestort te worden op prk. 679-2005505-30 van het Ministerie van Justitie, Directoraat-Generaal Rechterlijke Organisatie, Dienst personeelszaken, R.O./examens, (kandidaat-referendaris), Diverse Ontvangsten.

[2002/09600]

Examens permettant aux référendaires et candidats-référendaires près la Cour de cassation de satisfaire au prescrit de l'article 43sexies de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. — Session de juillet 2002

Le Ministère de la Justice organisera prochainement un examen linguistique spécial permettant aux lauréats des examens organisés pour les référendaires et candidats-référendaires près la Cour de Cassation, de justifier de la connaissance de l'allemand, conformément à la loi précitée.

Les demandes d'inscription doivent être adressées par envoi recommandé, avant le 14 juillet 2002, au moyen d'une copie du formulaire d'inscription ci-joint à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, O.J./examens linguistiques, (candidat-référendaire), boulevard de Waterloo 115, à 1000 Bruxelles. Celles qui seront introduites après cette date ne seront plus accueillies. La date de la poste faisant foi. Le candidat indiquera son identité complète.

Les frais d'examen s'élèvent à 5 EUR. Cette somme doit être versée, au moment de l'inscription, au C.C.P. 679-2005505 du Ministère de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, O.J./examens, (candidat-référendaire), Divers Reçus.

INSCHRIJVINGSFORMULIER VOOR HET TAALEXAMEN (DUITS) VAN
REFERENDARISSEN EN KANDIDAAT-REFERENDARISSEN BIJ HET HOF VAN CASSATIE
MET EEN NEDERLANDSTALIG DIPLOMA
(aangetekend te verzenden)

- NAAM :

- VOORNAMEN :

- GEBOORTEPLAATS :

GEBOORTEDATUM :

- ADRES :

NR. :

- POSTNUMMER :

GEMEENTE :

- GESLACHT : M/V (*)

RIJKSREGISTERNUMMER :

- HUIDIGE TEWERKSTELLING :

- TELEFOONNUMMER PRIVE :

WERK :

0 Ik heb 5 EUR gestort op prk. 679-2005505-30

BIJLAGEN : 0 fotokopie identiteitskaart - recto/verso
0 eensluidend verklaarde fotokopie licentiaatsdiploma

DATUM :

HANDTEKENING :

(*) SCHRAPPEN WAT NIET PAST

FORMULAIRE D'INSCRIPTION POUR L'EXAMEN LINGUISTIQUE (ALLEMAND) DE
REFERENDAIRES ET DE CANDIDATS-REFERENDAIRES PRES LA COUR DE CASSATION
PORTEURS D'UN DIPLOME EN LANGUE FRANÇAISE
(envoi recommandé)

- NOM :

- PRENOMS :

- LIEU DE NAISSANCE :

DATE DE NAISSANCE :

- ADRESSE :

N° :

- CODE POSTAL :

LIEU :

- SEXE : M/F (*)

N° REGISTRE NATIONAL :

- EMPLOI ACTUEL :

- N° DE TELEPHONE PRIVE :

BUREAU :

0 J'AI VERSE LA SOMME DE 5 EUR SUR LE COMPTE 679-2005505-30

EN ANNEXE : 0 photocopie de la carte d'identité - recto/verso

0 photocopie certifiée conforme du diplôme de licencié en droit

DATE :

SIGNATURE :

(*) BIFFER LA MENTION INUTILE

Pour tous renseignements : veuillez contacter M. Anciaux, Patrice, au 02-542 66 38

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering

[C – 2002/22494]

Interpretatieregel betreffende de nomenclatuur
van de geneeskundige verstrekkingen

Op voorstel van de Technische Raad voor Kinesithérapie van 26 april en 24 mei 2002 en in uitvoering van artikel 22, 4^o bis, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, heeft het Comité van de Verzekering voor geneeskundige verzorging op 27 mei 2002 de hiernagaaande interpretatieregels vastgesteld :

Interpretatieregels betreffende de verstrekkingen van artikel 7 van de nomenclatuur :

INTERPRETATIETREGEL 2

VRAAG :

Welke bewijselementen moeten in het raam van de specificaties van artikel 7, § 14 (lijst F) van de nomenclatuur worden opgenomen in het dossier van de kinesitherapeut opdat kan worden uitgemaakt dat de verzekerde zich in een van de pathologische situaties bevindt van de lijst die gaat van a) tot h) in het laatste lid van die § 14 ?

ANTWOORD :

De kinesitherapeut moet beschikken over een voorschrift dat expliciet een van de pathologische situaties vermeldt die zijn opgenomen in de lijst van de situaties.

De medische diagnose blijft onder de volledige verantwoordelijkheid van de voorschrijvend geneesheer ressorteren.

Hetzelfde geldt voor de andere klinische en paraklinische gegevens die tot de medische bevoegdheid behoren, zoals het vaststellen van de referentiecode van de geneeskundige nomenclatuur en de resultaten van de paraklinische onderzoeken van het type medische beeldvorming, van de neurofysiologische onderzoeken of van andere onderzoeken.

Die gegevens moeten door de voorschrijver schriftelijk worden meegedeeld aan de kinesitherapeut en moeten in het kinesitherapeutisch dossier worden bewaard.

De kinesitherapeut moet ook beschikken over de elementen (betreft voor de functionele evaluatie) die expliciet beschreven worden in art. 7, § 14, laatste lid.

INTERPRETATIETREGEL 3

VRAAG :

Is artikel 7, § 3bis, 1^o, van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen van toepassing voor alle verstrekkingen van dat artikel 7 ?

ANTWOORD :

Artikel 7, § 3bis, 1^o, van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen omschrijft de modaliteiten van de verstrekking « Kinesitherapeutisch onderzoek met schriftelijk verslag » die in bepaalde delen van artikel, § 1 van de nomenclatuur is vermeld. De bepalingen in artikel 7, § 3bis, 1^o zijn enkel van toepassing in de situaties in § 1 waar die verstrekking is vermeld.

Er moet een onderscheid worden gemaakt met artikel 7, § 9 waarin ook sprake is van een kinesitherapeutisch onderzoek in het kader van het individueel kinesitherapiedossier. De bepalingen in § 9 gelden voor alle situaties.

INTERPRETATIETREGEL 4

VRAAG :

Maken de specificaties van artikel 7, § 14 (lijst F), derde lid, van de nomenclatuur de adviserend geneesheer mogelijk toestemming te verlenen om een derde of volgende reeks van 60 verstrekkingen gedurende de resterende periode van het jaar te attesteren voor, in voorkomend geval, een derde of volgende en nieuwe pathologische situatie ?

ANTWOORD :

De tekst van artikel 7, § 14 (lijst F) sluit een derde of volgende reeks van 60 verstrekkingen tijdens hetzelfde jaar niet uit.

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Institut national d'Assurance Maladie-Invalidité

[C – 2002/22494]

Règle interprétative de la nomenclature des prestations de santé

Sur proposition du Conseil technique de la Kinésithérapie du 26 avril et du 24 mai 2002 et en application de l'article 22, 4^o bis, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, le Comité de l'assurance soins de santé a établi le 27 mai 2002 les règles interprétatives suivantes :

Règles interprétatives relatives aux prestations de l'article 7 de la nomenclature des prestations de santé :

REGLE INTERPRETATIVE 2

QUESTION :

Dans le cadre des spécifications de la nomenclature en son article 7, § 14 (liste F) quels éléments de preuve doivent-ils figurer dans le dossier du kinésithérapeute permettant d'établir que l'assuré se trouve dans l'une des situations pathologiques de la liste allant de a) à h) au dernier alinéa dudit § 14 ?

REPONSE :

Le kinésithérapeute doit disposer d'une prescription mentionnant explicitement une des situations pathologiques figurant dans la liste des situations énumérées.

Le diagnostic médical reste sous la responsabilité entière du médecin prescripteur.

Il en va de même en ce qui concerne les autres éléments cliniques et para-cliniques relevant de la compétence médicale telle que la fixation du code de référence de la nomenclature médicale, les résultats des examens para-cliniques de type imagerie médicale, neurophysiologiques ou autres.

Ces éléments doivent être communiqués par écrit par le prescripteur au kinésithérapeute et doivent être conservés au dossier kinésithérapeutique.

Le kinésithérapeute doit également disposer des éléments (d'évaluation fonctionnelle) décrits explicitement à l'art. 7, § 14, dernier alinéa.

REGLE INTERPRETATIVE 3

QUESTION :

L'article 7, § 3bis, 1^o, de la nomenclature des prestations de santé est-il d'application pour toutes les prestations de cet article 7 ?

REPONSE :

L'article 7, § 3bis, 1^o de la nomenclature des prestations de santé décrit les modalités de la prestation « Examen kinésithérapeutique avec rapport écrit » qui est mentionnée dans certaines parties de l'article 7, § 1^{er}. Les dispositions de l'article 7, § 3bis, 1^o sont seulement d'application dans les situations du § 1^{er} où cette prestation est mentionnée.

Il faut faire la différence avec l'article 7, § 9 où il est également question d'un examen kinésithérapeutique dans le cadre du dossier individuel de kinésithérapie. Les dispositions du § 9 s'appliquent à toutes les situations.

REGLE INTERPRETATIVE 4

QUESTION :

Les spécifications de la nomenclature en son article 7, § 14 (liste F), 3^e alinéa, permettent-elles au médecin-conseil de donner l'autorisation d'attester une troisième ou ultérieure série de 60 prestations durant la période restante de l'année pour, le cas échéant, une 3^e ou ultérieure et nouvelle situation pathologique ?

REPONSE :

Le texte de l'article 7, § 14 (liste F) n'exclut pas une troisième ou ultérieure série de 60 prestations au cours de la même année.

INTERPRETATIEREGEL 5

VRAAG :

Hoe moeten de in artikel 7, § 10, van de nomenclatuur beschreven beperkingen worden toegepast ingeval op 1 mei 2002 een tweede pathologische situatie in behandeling is zonder dat aan de adviserend geneesheer de toestemming is gevraagd, vermits het vastgestelde maximum van 60 zittingen niet was bereikt ?

ANTWOORD :

De adviserend geneesheer kan toestemming verlenen om vanaf 1 mei 2002 18 zittingen te attesteren op grond van een aanvraag van de kinesitherapeut, die voldoet aan de in § 10 beschreven voorwaarden, en op voorwaarde dat vóór 1 mei 2002 minder dan 18 zittingen zijn verricht, voor de behandeling van de tweede pathologische situatie.

INTERPRETATIEREGEL 6

VRAAG :

In het kader van art. 7, § 14, laatste lid, a), b) en c), hoeveel tijd mag er liggen tussen respectievelijk de posttraumatische of postoperatieve aandoening (a), het verlenen van de verstrekkingen 211046, 211142, 212225, 213021, 213043 en 214045 (art. 13, § 1) (b) of het verblijf in een eenheid die erkend is voor de functie intensieve zorg (code 49) of in een dienst N voor vroeggeborenen en zwakke pasgeborenen (code 27) (c) en de aanvang van de behandeling ?

ANTWOORD :

De drie betrokken pathologische situaties worden gedefinieerd door precieze verstrekkingen of verblijven in bepaalde eenheden of diensten.

De behandeling moet een rechtstreeks gevolg zijn van deze verstrekkingen of verblijven. De termijn tussen bovenvermelde verstrekkingen of verblijven en het begin van de behandeling moet beperkt blijven zodat de 60 grote zittingen met maximale terugbetaling verricht worden in de voortzetting van de betrokken verstrekkingen of verblijven.

INTERPRETATIEREGEL 7

VRAAG :

Hoe moet de eerste zin van art. 7, § 14, laatste lid, a) « Posttraumatische of postoperatieve aandoening die langere kinesitherapie vereist. » begrepen worden ?

ANTWOORD :

Deze zin moet begrepen worden als een eenvoudige titel die de situaties die in de volgende zin beschreven staan inleidt.

De interpretatieregels 2 tot en met 6 zijn van toepassing vanaf 1 mei 2002. De interpretatieregel 7 is van toepassing vanaf de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De leidend ambtenaar,
F. Praet.

De voorzitter,
D. Sauer.

REGLE INTERPRETATIVE 5

QUESTION :

Comment les limitations décrites au § 10 de l'article 7 de la nomenclature s'appliquent-elles dans le cas où une deuxième situation pathologique est en cours de traitement au 1^{er} mai 2002, sans qu'une demande d'autorisation ait été introduite auprès du médecin-conseil étant donné que la limite prévue de 60 séances n'était pas atteinte ?

REPOSE :

Le médecin-conseil peut autoriser d'attester 18 séances à partir du 1^{er} mai 2002 sur base d'une demande du kinésithérapeute qui répond aux conditions décrites au § 10 et à condition qu'avant le 1^{er} mai 2002 moins de 18 séances aient été effectuées pour le traitement de la deuxième situation pathologique.

REGLE INTERPRETATIVE 6

QUESTION :

Dans le cadre de l'art. 7, § 14, dernier alinéa, a), b) et c), quel peut être le délai entre respectivement l'affection posttraumatique ou postopératoire (a), l'exécution des prestations 211046, 211142, 212225, 213021, 213043 et 214045 (art. 13, § 1^{er}) (b) ou l'admission dans une unité agréée pour la fonction des soins intensifs (code 49) ou dans un service N pour prématurés et nouveau-nés faibles (code 27) (c) et le début du traitement ?

REPOSE :

Les trois situations pathologiques concernées sont définies par des prestations précises ou des admissions dans des unités ou services déterminés.

Le traitement doit être une suite directe de ces prestations ou admissions. Le délai entre ces prestations ou admissions et le début du traitement doit rester limité de telle sorte que les 60 grandes prestations avec remboursement maximum soient effectuées dans la continuité des prestations ou admissions concernées.

REGLE INTERPRETATIVE 7

QUESTION :

Comment faut-il comprendre la première phrase de l'art. 7, § 14, dernier alinéa, a) « Affection posttraumatique ou postopératoire qui exige un traitement plus long. » ?

REPOSE :

Cette phrase doit être comprise comme un simple titre introduisant les situations décrites dans la phrase suivante.

Les règles interprétatives 2 à 6 inclus sont d'application à partir du 1^{er} mai 2002. La règle interprétative 7 est d'application à partir du jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le fonctionnaire dirigeant,
F. Praet.

Le président,
D. Sauer.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2002/00432]

22 MEI 2002. — Omzendbrief GPI 21 betreffende de overgooier van de politieambtenaren en van de hulpagenten van politie

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Heer Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Heer Voorzitter van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie.

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

1. Inleiding

Art 141 van de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, voorziet dat de Koning naast het uniform, de kentekens en de legitimatiekaarten ook andere middelen van identificatie bepaalt.

In de omzendbrief GPI 12 van 7 november 2001 betreffende de basisuitrusting van de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, wordt de overgooier beschouwd als functieuitrusting.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

[C - 2002/00432]

22 MAI 2002. — Circulaire GPI 21 relative au survêtement des fonctionnaires de police et des auxiliaires de police

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police communale.

Madame, Monsieur le Gouverneur,

1. Introduction

L'article 141 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit que le Roi détermine, outre l'uniforme, les insignes et les cartes de légitimation, également les autres moyens d'identification.

Dans la circulaire GPI 12 du 7 novembre 2001 relative à l'équipement de base de la police intégrée, structurée à deux niveaux, le survêtement est considéré comme équipement de fonction.

2. Aanwending

2.1. Politieambtenaren :

Zoals reeds gesteld, wordt de overgooier beschouwd als functieuitrusting. Het is daarbij voorzien dat de overgooier wordt gedragen ofwel boven het basisuniform of stadsuniform ofwel boven de burgerkledij tijdens politieopdrachten waarbij de politieambtenaar zeer goed zichtbaar moet zijn. Voornamelijk moet echter verwezen worden naar verkeersopdrachten en opdrachten van handhaving van de openbare orde. Bijkomend kan de overgooier ook gebruikt worden als herkenningmiddel tussen politieambtenaren onderling en ten opzichte van de burger. Denken we maar aan de overbrenging van fondsen en gevangenen.

Het dragen ervan ontslaat de ambtenaar NIET van het voorleggen van een legitimatiebewijs. De overgooier kan bijgevolg nooit gelijkgesteld worden met een legitimatiebewijs.

Het behoort tot de bevoegdheid van de lokale politiefchef de aanwending van de overgooier bij specifieke operaties nader te bepalen.

In de toekomst zal dit uitrustingsstuk, op basis van wat voorafgaat, opgenomen worden in de verplichte lijst van minimale specifieke uitrusting voor het personeel belast met verkeersopdrachten en/of opdrachten van handhaving van de openbare orde. Daarnaast kan de overgooier bijkomend deel uitmaken van andere specifieke functieuitrustingen. Denken we maar aan de uitrusting voor het personeel van de spoorwegpolitie.

2.2. Hulpagenten van politie :

De hulpagenten van politie dragen de overgooier boven hun basis- of stadsuniform, en dit in het kader van de opdrachten bedoeld in artikel 58 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

3. Verdeling

Met het oog op het stimuleren en het versnellen van de integratie en de uniforme herkenbaarheid van de leden van de politiediensten werd door de Minister van Binnenlandse Zaken beslist om uitzonderlijk en éénmalig alle politieambtenaren en hulpagenten van politie in het bezit te stellen van een identieke overgooier.

De Algemene Directie van de Materiële Middelen van de federale politie staat in voor de verdeling van de overgooier zowel aan de federale als de lokale politie.

De eerste levering zal geschieden op kosten van de federale staat. Bijkomende aanvragen mogen gericht worden aan :

de Algemene Directie van de Materiële Middelen van de federale politie

Dienst van de persoonlijke uitrusting

Luchtmachtlaan 3, 1040 Etterbeek

Tel. 02-642 76 49 - Fax 02-642 79 49

Aanvullende leveringen zullen geschieden tegen kostprijs.

4. Visuele identiteit

Met betrekking tot de visuele identiteit (look) en de technische specificaties terzake, wordt verwezen naar de normenboeken GPI, die in ontwikkeling zijn en waarvan u reeds het eerste boek via de federale politie werd overgemaakt. De overgooier, welke dezelfde kleur zal hebben voor de politieambtenaren en de hulpagenten van politie, zal deel uitmaken van het normenboek « functieuitrusting ».

Deze normenboeken worden uitgebracht door :

de Algemene Directie van de Materiële Middelen van de federale politie

Directie van de Uitrusting

Dienst R & D-Normering

Fritz Toussaintstraat 47, 1050 Brussel

Tel. : 02-642 64 94 - Fax : 02-642 64 76

Deze dienst zal weldra de normering aanvullen met de visuele identiteit en de minimale technische specificaties van de overgooier.

Bij het normeren van de kledij openbare orde zal hiermee rekening worden gehouden.

De actuele overgooiers beschikbaar in de federale en de lokale politie moeten geleidelijk en ten laatste tegen 1 januari 2006 uit het straatbeeld verdwenen zijn.

5. Bewaren

De overgooier moet op zodanige wijze bewaard worden dat misbruiken door onbevoegden onmogelijk zijn. Het bewaren van de overgooier behoort tot de bevoegdheid van de eenheid of van de individuele politieambtenaar.

2. Utilisation

2.1. Fonctionnaires de police :

Comme déjà mentionné, le survêtement est considéré comme équipement de fonction. Ce survêtement est destiné à être porté soit au-dessus de l'uniforme de base ou l'uniforme de ville, soit sur des vêtements civils lors des actions policières qui requièrent une très bonne visibilité du fonctionnaire de police. Il s'agit principalement des missions de circulation et des missions de maintien de l'ordre public. De plus, le survêtement peut être utilisé comme moyen d'identification entre les fonctionnaires de police et envers le citoyen. Pensons par exemple aux transports de fonds et aux transports de détenus.

Son port NE dispense PAS le fonctionnaire de la production d'un titre de légitimation. Dès lors, le survêtement ne peut jamais être considéré comme une preuve de légitimation.

Il relève de la compétence du chef de police local de déterminer plus précisément l'usage du survêtement lors d'opérations spécifiques.

Dans le futur, cette pièce d'équipement sera, sur la base de ce qui précède, reprise dans la liste obligatoire de l'équipement spécifique minimal du personnel chargé de missions de circulation et/ou de missions de maintien de l'ordre public. Par ailleurs, le survêtement peut également faire partie d'autres équipements de fonction spécifiques. Pensons par exemple à l'équipement du personnel de la police des chemins de fer.

2.2. Auxiliaires de police :

Les auxiliaires de police portent le survêtement au-dessus de leur uniforme de base ou de ville et ce, dans le cadre de leurs missions visées à l'article 58 de la loi du 7 décembre 1998 sur la police intégrée, structurée à deux niveaux.

3. Répartition

En vue de stimuler et d'accélérer l'intégration et la reconnaissance uniforme des membres des services de police, le Ministre de l'Intérieur a décidé d'attribuer de manière exceptionnelle et unique un survêtement identique à tous les fonctionnaires et auxiliaires de police.

La Direction générale des Moyens en Matériel de la police fédérale est chargée de la fourniture des survêtements tant à la police fédérale que locale.

La première fourniture s'effectuera aux frais de l'Etat fédéral. Des demandes complémentaires peuvent être adressées à :

La Direction générale des Moyens en Matériel de la police fédérale

Service de l'équipement individuel

Avenue de la Force Aérienne 3, 1040 Etterbeek

Tél. 02-642 76 49 - Fax 02-642 79 49

Des livraisons complémentaires auront lieu contre paiement.

4. Identité visuelle

En ce qui concerne l'identité visuelle (look) et les spécifications techniques y relatives, il convient de se référer aux livres de normes GPI, lesquels sont en cours d'élaboration, et dont le premier livre vous a déjà été transmis via la police fédérale. Le survêtement qui sera de la même couleur pour les fonctionnaires et les auxiliaires de police, sera inséré dans le livre de normes « équipement de fonction ».

Ces livres de normes sont publiés par :

la Direction générale des Moyens en Matériel de la police fédérale

Direction de l'équipement

Service R & D-Normalisation

Rue Fritz Toussaint 47, 1050 Bruxelles

Tél. : 02-642 76 94 - Fax : 02-642 64 76

Ce service complétera prochainement la normalisation par l'identité visuelle et les spécifications techniques minimales du survêtement.

Il en sera tenu compte également lors de la normalisation des tenues de maintien de l'ordre public.

Les survêtements actuels de la police fédérale et de la police locale devront progressivement disparaître. Leur utilisation devra cesser au plus tard au 1^{er} janvier 2006.

5. Conservation

Le survêtement doit être conservé de manière telle que des abus commis par des personnes non qualifiées soient impossibles. La conservation du survêtement relève de la responsabilité individuelle de l'unité ou du fonctionnaire de police.

6. Verlies en diefstal

Verlies of diefstal van een overgooier moet beschouwd worden als een veiligheidsincident. Een onderzoek naar de omstandigheden van deze feiten moet opgestart worden.

7. Beschadiging

In geval van onherstelbare beschadiging mag de overgooier ter plaatse door de eenheid worden vernietigd. Een nieuwe overgooier wordt afgeleverd aan de politieambtenaar.

8. Intrekking

De overgooier wordt ingetrokken in de volgende gevallen :

- bij de op pensioenstelling;
- bij definitieve ambtsontheffing;
- bij verandering van statuut (Statutair naar Calog);
- bij overlijden;
- als maatregel van inwendige orde.

De overgooier valt onder de functieuitrusting, blijft eigendom van het korps en moet dus ingeleverd worden in het geval van mobiliteit.

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle politiekorpsen die tot uw behoordheid behoren op de hoogte brengt van het voorgaande.

Ik verzoek U, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister,
A. DUQUESNE

6. Perte et vol

La perte ou le vol d'un survêtement doit être considéré comme un incident de sécurité. Une enquête quant aux circonstances de ces faits doit être entamée.

7. Dommage

En cas de dommage irréparable, le survêtement peut être détruit sur place par l'unité. Un nouveau survêtement est fourni au fonctionnaire de police.

8. Retrait

Le survêtement est retiré dans les cas suivants :

- mise à la pension;
- retrait définitif d'emploi;
- changement de statut (de statutaire vers Calog);
- décès;
- comme mesure d'ordre intérieur.

Le survêtement qui fait partie de l'équipement de fonction, reste la propriété du corps de police et doit donc être restitué en cas de mobilité.

Je vous serais reconnaissant d'informer tous les corps de police placés sous votre autorité de ce qui précède.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre,
A. DUQUESNE

[C - 2002/00433]

22 MEI 2002. — Omzendbrief GPI 22 betreffende de problematiek van de behandeling van de aanvragen met betrekking tot de uitrusting en de bewapening van de gemeentepolitie/lokale politie

Aan de Dames en Heren Provinciegouverneurs,

Aan Mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad,

Aan de Dames en Heren Voorzitters van de Politiecolleges

Ter informatie :

Aan de Dames en Heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de Dames en Heren Korpschefs van de Lokale Politie

Aan de Commissaris-generaal van de federale politie,

Aan de Voorzitter van de Vaste Commissie van de gemeentepolitie,

Aan de Directeur-generaal van de Algemene Rijkspolitie

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Mevrouw, Mijnheer de Voorzitter van het Politiecollege,

Voorheen werd bij artikel 226 van de nieuwe Gemeentewet, opgeheven door artikel 207 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, bepaald dat « De Koning regelt het uniform, de graden, de kentekens, de legitimatiekaarten en andere legitimatiemiddelen, alsook de uitrustings- en bewapeningsnormen van de gemeentepolitie. »

Deze materie werd behandeld door de Algemene Directie van de Algemene Rijkspolitie, dienst « Uitrusting en Logistiek ».

Ingevolge de hervorming van de politiediensten werd het geheel van deze materie overgenomen door de federale politie.

Voor wat betreft de uitrusting, het uniform in de ruime zin van het woord en de bewapening, is de Algemene Directie van de Materiële Middelen, Directie van de Uitrusting, gelegen in de Fritz Toussaintstraat 47, te 1050 Brussel, vanaf heden bevoegd voor het behandelen van alle aanvragen aangaande deze materie, en dit krachtens het artikel 12, 5°, van het koninklijk besluit van 3 september 2000 met betrekking tot de Commissaris-generaal en de Algemene Directies van de federale politie en het artikel 3, 5°, van het ministerieel besluit van 29 september 2000 tot bepaling van de administratieve behandelingsprocedure van de aangelegenheden bedoeld in de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus.

Ik zou u dankbaar zijn indien u alle politiekorpsen die onder uw gezag staan op de hoogte brengt van het voorgaande.

Ik verzoek U, Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur, de datum waarop deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad* wordt gepubliceerd, in het bestuursmemoriaal te willen vermelden.

De Minister,
A. DUQUESNE

[C - 2002/00433]

22 MAI 2002. — Circulaire GPI 22 relative à la problématique du traitement des demandes concernant l'équipement et l'armement de la police communale/lokale

A Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale,

A Mesdames et Messieurs les Présidents des Collèges de police

Pour information :

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Mesdames et Messieurs les chefs de corps de la police locale,

A Monsieur le Commissaire général de la police fédérale,

A Monsieur le Président de la Commission permanente de la police communale,

Au Directeur général de la Police générale du Royaume,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Madame, Monsieur le Président du Collège de police,

Auparavant, l'article 226 de la nouvelle Loi communale, abrogé par l'article 207 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux prévoyait que « Le Roi règle l'uniforme, les grades, les insignes, les cartes d'identité de service et autres moyens d'identification ainsi que les normes d'équipement et d'armement de la police communale. »

Cette matière était traitée au niveau de la Direction générale de la Police générale du Royaume, service « Equipement et logistique ».

Suite à la réforme des services de police, l'ensemble de cette matière a été reprise par la Police fédérale.

Pour ce qui concerne la matière de l'équipement, de l'uniforme au sens large et de l'armement, la Direction générale des Moyens en Matériel, Direction Equipement, sise rue Fritz Toussaint 47, à 1050 Bruxelles, est désormais compétente pour traiter toutes les demandes relatives à cette matière et ce, en vertu de l'article 12, 5°, de l'arrêté royal du 3 septembre 2000 concernant le Commissaire général et les Directions générales de la police fédérale et de l'article 3, 5°, de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2000 fixant la procédure de traitement administratif des matières visées à la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

Je vous serais reconnaissant d'informer tous les corps de police placés sous votre autorité de ce qui précède.

Je vous prie, Madame, Monsieur le Gouverneur, de bien vouloir indiquer au Mémorial administratif la date à laquelle la présente circulaire a été publiée au *Moniteur belge*.

Le Ministre,
A. DUQUESNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[2002/35816]

Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen
Vacante betrekking

De Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen is het overleg- en adviescollege van de Vlaamse sociale partners. De SERV adviseert het Vlaams Parlement, de Vlaamse regering of een lid van de Vlaamse regering over alle belangrijke sociale en economische aangelegenheden. De Raad formuleert eveneens op eigen initiatief aanbevelingen en standpunten. Als overlegcollege verzekert de SERV de voorbereiding en het secretariaat binnen VESOC en het overleg tussen de sociale partners onderling. De SERV telt voor het ogenblik een zeventigtal medewerkers. Voor de opdrachten binnen de personeels-, financiële en administratieve dienst is een betrekking vacant van (m/v) :

Attaché

Algemene toelatingsvoorwaarden : een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; de burgerlijke en politieke rechten genieten; aan de dienstplichtwetten voldoen; de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt; houder zijn van een universitair diploma.

Functiebeschrijving : assistent van de verantwoordelijke personeel, financiën en administratie met als opdracht mee te werken in de verschillende deelgebieden van de functie.

1. Doel van de functie : bijdragen leveren tot het coördineren en het uitvoeren van het personeels-, financieel en administratief beleid, zodat de SERV zijn opdrachten in optimale omstandigheden kan uitvoeren.

2. Belangrijkste resultaatgebieden : beheren en efficiënt uitvoeren van een homogeen takenpakket op het vlak van personeelsadministratie, teneinde de vigerende wetgeving, zowel van de privé- als de openbare sector, correct toe te passen; ontwikkelen en verbeteren van de kwaliteit van de medewerkers binnen de politiek bepaald door de beleidsinstanties; volgen van een doorzichtig financieel beleid in samenwerking met het revisorenkantoor, teneinde de beheersinstanties maximaal te ondersteunen in hun financiële beslissingen; voeren van een gecoördineerd en efficiënt administratief beheer.

Competentieprofiel :

1. Technische vaardigheden en capaciteiten : inzicht hebben of verkrijgen in de structuren en bevoegdheden van de SERV en de samenstellende organisaties; kennis hebben of verkrijgen van financiële en boekhoudingstechnieken (zowel bedrijfseconomisch als budgettair); inzicht hebben in of verkrijgen van kennis op het vlak van personeelsbeheer.

2. Sociale vaardigheden en capaciteiten : groot empathisch vermogen; luisterbereidheid en overtuigingskracht; organisatiebewustzijn; communicatieve vaardigheden, zowel mondeling als schriftelijk; verbondenheid met de organisatie; sterk vermogen tot het dragen van verantwoordelijkheid inzake de uitgeoefende activiteiten; bereidheid tot het uitvoeren van administratieve werkzaamheden.

3. Beheerscreatieve vaardigheden en capaciteiten : groot coördinatievermogen voor het beheren van de activiteiten; flexibiliteit, zin voor orde en kwaliteit; grote servicegerichtheid; zin voor initiatief, analytisch denken.

De aanwerving, op basis van een vergelijkend wervingsexamen, gebeurt als attaché in salarisschaal A112.

Er zal rekening gehouden worden met eventueel reeds gepresteerde diensten voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit.

Kandidaten moeten bereid zijn eventueel deel te nemen aan psychotechnische proeven.

Sollicitatiebrieven, met kopie van behaalde diploma's en een gedetailleerd curriculum vitae, worden gericht aan : Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen, t.a.v. de heer Pieter Kerremans, administrateur-generaal, Wetstraat 34-36, 1040 Brussel.

De sollicitaties moeten uiterlijk op 13 juli 2002 (postdatum) de SERV bereikt hebben.

SERV/12.06.02/535

[2002/35775]

Vlaamse Milieumaatschappij

Samenstelling van een wervingsreserve van medewerker (rang C1) met standplaats Aalst. — dvp Begrotingsboekhouding. — Afdeling Algemene Zaken, Personeel en Financiën voor de Vlaamse Milieumaatschappij (AAZPF/STAT/01 C004)

Rangschikking van de geslaagde kandidaten.

Uitslagen :

1. Anne Van Pevenage, Outer (Ninove);
2. Caroline Baeyens, Aalst;
3. Annick Vermeulen, Ninove.

[2002/35776]

Samenstelling van een wervingsreserve van assistent (rang D1) voor de Vlaamse Milieumaatschappij. Bijkomende selectieproef voor assistent (rang D1). — dvp Emissiemeetnet in de bekkens van de Dender, Boven-Schelde en Gentse Kanalen. — afdeling Meetnetten en Onderzoek met standsplaats Gent (AMO/BI/02 D001)

Rangschikking van de geslaagde kandidaten.

Uitslagen :

1. Carla Van den haute, Ternat;
2. Bart Van Keymolen, Kerksken.

[2002/35777]

Samenstelling van een wervingsreserve van medewerker (rang C1) met standplaats Aalst. — dvp Geldelijk Statuut. — afdeling Algemene Zaken, Personeel en Financiën voor de Vlaamse Milieumaatschappij (AAZPF/STAT/01 C001)

Rangschikking van de geslaagde kandidaten.

Uitslagen :

1. Inge Van Den Borre, Haaltert;
2. Hilde Hoeckx, Aalst;
3. Carine De Naeyer, Zottegem;
4. Simonne Muylaert, Denderhoutem.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Gewestelijke instellingen — Institutions régionales

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE

[2002/20184]

Commission de la santé

Convocation (*)

Mardi 25 juin 2002, à 15 h 30 m

(Rue du Lombard 69 — Salle 321)

1. « L'adolescent dans ses rapports à la santé » :

— Poursuite des travaux de suivi des auditions sur la base de la nouvelle note de synthèse.

2. Projet de création d'une a.s.b.l. ayant pour but l'accueil des jeunes en situation de rupture de liens sociaux :

— Examen d'une note transmise par M. Vincent De Wolf, président (voir document distribué précédemment).

3. Divers.

Composition de la Commission

Président : M. Vincent De Wolf.

Vice-présidents : Mmes Danielle Caron, Fatiha Saïdi.

Membres effectifs :

MR : Mme Danielle Caron, MM. Marc Cools, Stéphane de Lobkowicz, Serge de Patoul, Vincent De Wolf, Mme Marie-Jeanne Riquet.

Ecolo : Mme Dominique Braeckman, M. Paul Galand, Mme Fatiha Saïdi.

PS : Mmes Bourafa, Isabelle, Emmery.

CDH : Mme Béatrice Fraiteur.

Membres suppléants :

MR : MM. Eric André, Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp, Mmes Isabelle Molenberg, Martine Payfa, Caroline Persoons, MM. Philippe Smits, Didier van Eyll.

Ecolo : MM. Alain Adriaens, Bernard Ide, Fouad Lahssaini; Mme Anne-Françoise Theunissen.

CDH : MM. Benoît Cerexhe, Denis Grimberghs.

(*) Dans les conditions de l'article 20 du règlement, les réunions des commissions sont publiques.

Verschillende berichten

Avis divers

STUDIEBEURZEN

[2002/20131]

**Provinciale Commissie der studiebeurzenstichtingen
van de provincie Namen
Schooljaar 2002-2003**

De Provinciale Commissie der studiebeurzen van de provincie Namen, place Saint-Aubain 2, 5000 Namen, brengt de belanghebbenden ter kennis dat de keuzen van de hierna vermelde stichtingen met ingang van het schooljaar 2002-2003 te begeven zijn :

Stichting Odon Charles

Twee beurzen van 272,68 € voor de wereldlijke universitaire studiën, en die welke ermede kunnen gelijkgesteld worden, alsmede voor de in de hogere studiën, voor (christelijke) godsdienstwetenschappen gedane studiën, in het bijzonder in de seminaries.

Rechthebbenden : de naaste bloedverwanten van de families Charles, Marechal en Weber.

N.B. De stambeschrijving moet precies worden opgemaakt, door elke daartoe bevoegde overheid nauwkeurig worden verklaard, het vaststellen mogelijk maken van de graad van verwantschap met de stichter, wijlen dokter Odon Charles, uit Rochefort.

Verenigde stichtingen Lejeune, Denamur, De Wal,
Thiriaux, Pierart en Wauthier

Eén beurs van 247,29 €.

Rechthebbenden :

1° bij voorkeur, de studenten die hogere landbouwstudiën doen;

2° voor al de studiën, met uitzondering van de lagere studiën :

a) de jongens en meisjes, bloedverwanten van de stichters Wauthier, Thiriaux en Pierart;

b) de jongens en meisjes geboren te Walcourt, te Dinant of te Florennes, of diegenen die te Beauraing, Houyet, Walcourt, Gembloux, Chastre of te Walhain wonen;

c) de jongens en meisjes van de provincie Namen.

Stichting Jacquet

Eén beurs van 371,84 € voor de studiën in de wijsbegeerte, de godsgelerde, het burgerlijk recht, het canoniek recht en de geneeskunde.

Rechthebbenden :

1. De mannelijke afstammelingen van de mannelijke kinderen van Theodore Jacquet en Marie-Anne Delvaux.

2. Indien er geen zijn, de mannelijke jongelui uit Rochefort, welke daar geboren en woonachtig zijn en welke tot een familie behoren die aldaar ten minste honderd jaar gehuisvest is.

3. Indien er geen rechthebbenden in deze tweede categorie zijn, de mannelijke jongelui welke de andere voorwaarden vervullen en die te Rochefort geboren zijn uit ouders die op het tijdstip van het begeven van de beurzen aldaar woonachtig zijn.

BOURSES D'ETUDES

[2002/20131]

**Commission provinciale des Fondations de bourses d'études
de la province de Namur
Année scolaire 2002-2003**

La Commission provinciale des Fondations de bourses d'études de la province de Namur, place Saint-Aubain 2, 5000 Namur, donne avis aux intéressés de la vacance des bourses suivantes à partir de l'année scolaire 2002-2003 :

Fondation Odon Charles

Deux bourses de 272,68 € pour les études supérieures laïques, ainsi que les études dans les instituts supérieurs de sciences religieuses (chrétiennes), notamment les séminaires.

Ayants droit : les plus proches parents des familles Charles, Marechal et Weber.

N.B. Le crayon généalogique doit être établi avec précision, être certifié exact par toute autorité qualifiée et permettre de déterminer le degré de parenté avec le fondateur, feu le docteur Odon Charles, de Rochefort.

Fondations réunies, Lejeune, Denamur, De Wal,
Thiriaux, Pierart et Wauthier

Une bourse de 247,89 €.

Ayants droit :

1° par priorité les étudiants qui entreprennent des études supérieures d'agriculture;

2° pour toutes les études à l'exception des primaires :

a) les garçons et filles, parents des fondateurs Wauthier, Thiriaux et Pierart;

b) les garçons et filles nés à Walcourt, Dinant ou Florennes ou domiciliés à Beauraing, Houyet, Walcourt, Gembloux, Chastre ou Walhain;

c) les garçons et filles de la province de Namur.

Fondation Jacquet

Une bourse de 371,84 € pour les études de philosophie, de théologie, de droit civil, de droit canon et de médecine.

Ayants droit :

1. Les descendants mâles de Théodore Jacquet et de Marie-Anne Delvaux.

2. A leur défaut, les jeunes gens mâles de Rochefort, y nés et domiciliés, appartenant à une famille y domiciliée depuis au moins cent ans.

3. A défaut d'ayants droit dans cette seconde catégorie, les jeunes gens mâles qui, réunissant les autres conditions, sont nés à Rochefort, de parents y domiciliés au moment de la collation des bourses.

Verenigde stichtingen Neute, Jacqmin, Stevens,
Burton, Artus, Meloz, Navez, Petit en Nivaille

Twee beurzen van 260,28 € voor de studiën in de oude humaniora, de wijsbegeerte en de godgeleerdheid.

Rechthebbenden : de verdienstelijke en weinig gegoede student die in de seminaries zijn toegelaten met de wil in de orde te treden, in de volgende orde :

1° zij die in hun familie kloosterlingen hebben uit de oude abdij van Floreffe;

2° zij die te Floreffe en te Jemeppe-sur-Sambre geboren zijn;

3° de bloedverwanten van de stichters Burton, Artus, Meloz, Petit en Nivaille;

4° de jongelingen uit Namen en Gembloux;

5° de jongelingen uit de gemeenten Crisnée (Luik), zij die te Florennes geboren zijn en de koorknappen van de curiale kerk te Florennes;

6° de jongelingen van de provinciën Namen en Luxemburg;

7° al de Belgische jongelingen.

Stichting Paul Douxchamps

Twee beurzen van 867,63 €.

Vereiste studiën : uitsluitend de universitaire of hogere studiën van universitaire rang (lang type).

Rechthebbenden : al de afstammelingen van de achterneven en achternichten van de stichter.

Voorwaarden voor vergunning :

1. De voorkeur zal in de eerste plaats gegeven worden aan de meest verdienstelijken.

2. Bij gelijke verdienste, zal ze gegeven worden aan de afstammelingen die de achternaam Douxchamps dragen, en onder deze kandidaten :

— aan de minste gegoede;

— bij gelijke vermogenstoestand, zal de voorkeur gegeven worden aan de kandidaat die de studiën zal kiezen naar de volgorde :

1° het priesterschap;

2° het doctoraat in de geneeskunde;

3° landbouwingenieur;

4° militaire bouwkunde;

5° burgerlijk mijnningenieur;

6° de rechtswetenschap of het notariaat;

7° handels- of consulaire wetenschappen.

3. Bij gebreke van afstammelingen die de achternaam van Douxchamps dragen, zal de voorkeur gegeven worden aan de andere afstammelingen volgens dezelfde criteria als deze hierboven, onder 2° vermeld.

Fondations réunies Neute, Jacqmin, Stevens,
Burton, Artus, Meloz, Navez, Petit et Nivaille

Deux bourses de 260,28 € pour les études d'humanités anciennes, de philosophie et de théologie.

Ayants droit : les étudiants méritants et peu aisés admis dans les séminaires avec la volonté d'entrer dans les ordres, la préférence étant accordée comme suit :

1° à ceux qui ont dans leur famille des religieux de l'ancienne abbaye de Floreffe;

2° à ceux nés à Floreffe et à Jemeppe-sur-Sambre;

3° aux parents des fondateurs Burton, Artus, Meloz, Petit et Nivaille;

4° aux jeunes gens de Namur et de Gembloux;

5° aux jeunes gens de la commune de Crisnée (Liège), à ceux nés à Florennes et aux choraux de l'église de Florennes;

6° aux jeunes gens des provinces de Namur et de Luxembourg;

7° à tous les jeunes gens belges.

Fondation Paul Douxchamps

Deux bourses de 867,63 €.

Etudes requises : uniquement les études universitaires ou supérieures de niveau universitaire (type long).

Ayants droit : tous les descendants des petits neveux et petites nièces du fondateur.

Conditions d'octroi :

1. La préférence devra toujours être donnée aux plus méritants.

2. A mérite égal, elle sera donnée aux descendants portant le nom de Douxchamps et parmi ces descendants :

— aux moins fortunés;

— à situation de fortune égale, selon l'ordre des études institué par le fondateur et qui est le suivant :

1° la prêtrise;

2° le doctorat en médecine;

3° ingénieur agronome;

4° génie militaire;

5° ingénieur civil des mines;

6° droit ou notariat;

7° sciences commerciales ou consulaires.

3. A défaut de descendants portant le nom de Douxchamps, elle sera donnée aux autres descendants, qui seront départagés selon les mêmes critères que ceux repris sous le n° 2 ci-dessus.

De aanvragen moeten schriftelijk gericht worden tot de Provinciale Commissie voor studiebeurzen, place Saint-Aubain 2, te 5000 Namen, vóór 1 oktober 2002.

Zij moeten de volgende aanwijzingen bevatten :

- 1° stichting waarvan men een beurs aanvraagt;
- 2° naam, voornaam, woonplaats, geboorteplaats, geboortedag, burgerlijke stand van de aanvrager;
- 3° op welke hoedanigheid de aanvrager zich beroept;
- 4° de samenstelling van het gezin en voor elk lid van het gezin, verwantschap met de aanvrager, ouderdom, burgerlijke stand en beroep;
- 5° de aard van de studiën, de bezochte inrichting en de benaming van het schooljaar;
- 6° de benaming en het bedrag van de andere beurzen of toelagen van de aanvrager (zo neen, melding maken ervan).

Bij de aldus gestelde aanvragen moeten gevoegd worden (vrij van zegels, krachtens artikel 59, 47°, Z.W.) :

- 1° een uittreksel uit de geboorteakte van de aanvrager;
- 2° een bewijs van goed zedelijk gedrag, afgegeven door het gemeentebestuur;
- 3° een getuigschrift van het genoten onderwijs, afgeleverd door het hoofd van de schoolinrichting, met melding van de aard van de studiën, de klas en de einduitslagen;
- 4° het laatste aanslagbiljet-uittreksel uit het register tot het familiehoofd gericht door het Bestuur van de Directe Belastingen (of een fotokopie ervan);
- 5° al de andere bewijsstukken waaruit de aanspraken op het bekomen der beurs blijken. Voor de verzoekers die hun verwantschap invoeren: een volledige stambeschrijving, die hun verwantschap opgeeft en al de andere uittreksels uit desbetreffende akten (burgerlijke stand of oude kerkregisters).

Mits 1,24 € te storten op prk. 091-0005706-12 ten gunste van de Provinciale Commissie studiebeurzenstichtingen Namur, kunnen de belanghebbenden de lijst van de te begeven studiebeurzen bekomen.

Aanmerkingen :

- Iedere verzoeker moet zelf al de bewijsstukken inleveren, zonder te mogen verwijzen naar stukken of akten die ons vroeger werden toegezonden door andere kandidaten, die zich op dezelfde gronden beriepen.
- Al de bundels moeten volledig zijn vóór 1 oktober 2002.

De Commissie vestigt ook de aandacht van milddadige personen, en in het bijzonder van gewezen beursstudenten, op de mogelijkheid van vermeerdering van de hoofdsommen van de studiebeurzenstichtingen, door giften of legaten, door terugbetalingen, welke hun bedrag ook zij. Voor inlichtingen zich tot het secretariaat der Commissie wenden.

Namen, 14 mei 2002.

Namens de Provinciale Commissie,
der studiebeurzenstichtingen :

De secretaris,
P. Haubruge.

De voorzitter,
J. Descy.

Les demandes doivent être adressées par écrit à la Commission provinciale des Fondations de Bourses d'Études, place Saint-Aubain 2, à 5000 Namur, avant le 1^{er} octobre 2002.

Elles doivent contenir les indications suivantes :

- 1° la désignation de la Fondation;
- 2° les nom, prénoms, domicile, lieu et date de naissance, état civil du postulant;
- 3° la qualité en laquelle on sollicite;
- 4° le nom des personnes composant le ménage ainsi que pour chacune de ces personnes; leur lien de parenté avec le postulant, leur âge, leur état civil et leur profession;
- 5° le genre d'études pour lesquelles la bourse est sollicitée, l'établissement fréquenté et la désignation de l'année à accomplir;
- 6° la désignation et le montant des autres bourses ou subsides dont jouit le postulant (dans la négative, en faire la mention expresse).

Les demandes doivent être accompagnées des pièces suivantes (exemptes du droit de timbre en vertu de l'article 59, 47°, du Code du timbre) :

- 1° un extrait de l'acte de naissance du postulant;
- 2° une attestation de moralité délivrée par l'autorité communale;
- 3° un certificat d'études délivré par le chef de l'établissement scolaire fréquenté en dernier lieu et mentionnant le genre d'études, la classe et les derniers résultats obtenus (pourcentage global);
- 4° le dernier avertissement-extrait de rôle adressé au chef de famille par l'Administration des Contributions ou un duplicata ou une photocopie de celui-ci;
- 5° toutes autres pièces de nature à établir complètement les titres donnant droit à la jouissance des bourses. Pour le postulant à titre de parenté: un crayon généalogique établissant sa filiation et tous les extraits d'actes s'y rapportant (état civil ou anciens registres paroissiaux).

Les intéressés peuvent obtenir la liste des bourses à conférer sur les fondations contre versement de 1,24 € au compte 091-0005706-12 en faveur de la « Commission provinciale des Fondations de Bourses d'Études de Namur ».

Remarques :

- Chaque postulant doit produire lui-même les pièces probantes sans pouvoir en appeler aux documents ou actes qui pourraient se trouver au secrétariat à la suite de demandes antérieures d'autres candidats au même titre.
- Il ne pourra être donné suite à la demande du postulant dont le dossier serait incomplet au 1^{er} octobre 2002.

La Commission attire aussi l'attention de toutes les personnes animées d'intentions généreuses et notamment d'anciens boursiers sur la possibilité d'accroître les capitaux des fondations de bourses d'études, par tous dons ou legs, par toutes restitutions de quelque importance qu'ils soient. Les intéressés peuvent s'adresser pour tous renseignements au secrétariat de la Commission.

Namur, le 14 mai 2002.

Au nom de la Commission provinciale,
des fondations des bourses d'études :

Le secrétaire,
P. Haubruge.

Le président,
J. Descy.

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)
Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

—
Gemeente Arendonk
 —

Bijzonder plan van aanleg — Ruimtelijke ordening

Het College van burgemeester en schepenen van Arendonk brengt, overeenkomstig de bepalingen van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 en het decreet van 18 mei 1999, houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en gewijzigd bij decreet van 26 april 2000 en bij decreet van 13 juli 2001 brengt ter kennis van de bevolking dat BPA Heikant voorlopig aangenomen door de gemeenteraad in zitting van 10 juni 2002, tijdens de gebruikelijke openingsuren ter inzage ligt op het gemeentehuis van en te Arendonk — Dienst ruimtelijke ordening, Vrijheid 29, 2370 Arendonk, van 25 juni 2002 tot 26 juli 2002.

Al wie omtrent dit plan bezwaren of opmerkingen heeft, moet dit schriftelijk overmaken aan het college van burgemeester en schepenen van Arendonk, Vrijheid 29, 2370 Arendonk, vóór 26 juli 2002.

Arendonk 13 juni 2002. (21187)

Aankondigingen – Annonces

—
 VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES
 —

**Casier & C°, naamloze vennootschap,
 Waalvest 2/0001, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 187 — BTW 405.468.215
 —

De jaarvergadering van 23 mei 2002 heeft de toekenning beslist van een dividend van 16 000 F bruto per aandeel, betaalbaar vanaf 17 juni 2002, tegen afgifte van coupon nr. 8, bij AXA Bank — alle kantoren van Oost en West-Vlaanderen. (21188)

**Auto City Zuid, naamloze vennootschap,
 Burg. A. Heyndrickxlaan 3, 9040 Gent (Ledeberg)**

H.R. Gent 171906 — BTW 451.668.820
 —

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de jaarvergadering die zal gehouden worden op dinsdag 2 juli 2002, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda jaarvergadering :

1. Samenstelling van het bureau — benoeming van een secretaris.
2. Verslag inzake toepassing van artikel 523, § 1 t/m 3 en artikel 529.
3. Jaarverslag van de raad van bestuur en goedkeuring.
4. Goedkeuring balans, resultatenrekening en jaarrekening per 31 december 2001.
5. Resultatenverdeling.
6. Kwijting aan de raad van bestuur.
7. Ontslagen en benoemingen.
8. Bepaling remuneratie van de gedelegeerd bestuurder.

Tevens worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op dinsdag 2 juli 2002, om 14 uur, ten kantore van notaris Christian Van Belle, te Gent.

Agenda buitengewone algemene vergadering :

1. Kapitaalverhoging door incorporatie van reserves in het kapitaal.
2. Vaststelling dat de kapitaalverhoging werd verwezenlijkt.
3. Beslissing om het maatschappelijk kapitaal om te zetten van Belgische Frank in Euro.
4. Beslissing tot aanneming van nieuwe statuten van de vennootschap om deze in overeenstemming te brengen met de hiervoor genomen beslissingen en met het nieuw Wetboek van vennootschappen zonder evenwel wijzigingen aan te brengen aan het maatschappelijk doel.

Om aan deze vergaderingen te kunnen deelnemen, zowel persoonlijk als bij vertegenwoordiging, moet men zich schikken naar de statutaire voorschriften ter zake.

Johan de Vogeleer, voorzitter.

(21189)

De raad van bestuur.

**Ortho Service, naamloze vennootschap,
 Pont Noord 15A, 9840 Zevegem**

H.R. Gent 172562 — BTW 428.621.026
 —

Jaarvergadering op 1 juli 2002, te 15 uur, op de zetel. — Agenda :
 1. Verslagen in het kader van artikel 523, § 1 venn. wet. 2. Jaarverslag en verslag van de commissaris. 3. Goedkeuring jaarrekening op 31 maart 2002. 4. Resultaataanwending. 5. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris. 6. Herbenoeming commissaris. 7. Allerlei. Om toegelaten te worden, neerlegging van titels ten zetel vijf dagen voor de vergadering. (21190)

**EDU, naamloze vennootschap,
 Populierenlaan 34, 2020 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 329008 — BTW 463.281.797
 —

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 1 juli 2002, te 19 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (21191)

**Electricité Lacroix, société anonyme,
 rue Marcel Louis 34, 1315 Piétrebais**

R.C. Nivelles 49251 — T.V.A. 424.593.843
 —

Une assemblée générale extraordinaire se réunira en l'étude du notaire De Streel, rue de Wavre 10, à 1320 Beauvechain, le 2 juillet 2002, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Adaptation du capital de la société à l'euro et aux nouvelles législations.
2. Modification de la dénomination.
3. Modification de l'objet social.
4. Démissions et nominations.
5. Divers. (21192)

**Maxence Sofiba, société anonyme,
rue Lagrange 12, 6001 Marcinelle**

R.C. Charleroi 1025 — T.V.A. 449.138.605

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (21193)

**Deb's, société anonyme,
Grand-Rue 72, 6200 Châtelet**

R.C. Charleroi 165657 — T.V.A. 440.067.917

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (21194)

**Immo Fralex, société civile
sous la forme d'une société anonyme,
rue des Raves 12, 7870 Lens**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Mons, n° 603

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 2 juillet 2002, à 10 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (21195)

**International Brachytherapy — (IBt), société anonyme,
Zone industrielle C, 7180 Seneffe**

R.C. Charleroi 187248 — T.V.A. 457.288.682

Convocation

L'assemblée générale extraordinaire tenue le 3 juin 2002 n'ayant pas pu délibérer valablement faute d'avoir réuni le quorum de présences légalement requis, le conseil d'administration d'IBt invite ses actionnaires à assister à une seconde assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mardi 2 juillet 2002, à 11 h 30 m, au siège social, zone industrielle C, à 7180 Seneffe, et qui délibérera valablement quelle que soit la portion du capital représenté, avec l'ordre du jour suivant :

1. Mise en concordance des statuts par rapport au Code des sociétés.

2. Modification du plan d'options en faveur du personnel et des collaborateurs de la société adopté par l'assemblée générale du 24 juin 1999.

Rapport spécial du conseil d'administration en application de l'article 583 du Code des sociétés. Proposition de compléter le point e) (période et mode d'exercice) dudit plan par l'ajout de la phrase suivante à la fin de ce point « Par exception à ce qui précède, pour les warrants D non encore octroyés à la date du 3 juin 2002, il pourra être précisé, au moment où ils sont offerts, qu'ils peuvent être exercés avant l'expiration de la troisième année qui suit celle au cours de laquelle ils sont offerts, une période plus courte de non-exercabilité pouvant ainsi être fixée à cette occasion. A défaut pour la lettre d'offre adressée au bénéficiaire de déroger de façon directe ou indirecte à la règle de trois années minimum fixée au premier paragraphe du point e), cette dernière règle restera d'application. »

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 27 des statuts. (21196)

**Fibres textiles, société anonyme,
rue de Valemprez 59, 7711 Dottignies**

Assemblée annuelle au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 16 heures. —
Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes sociaux. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Prière de se conformer aux statuts. (21197)

**Equinoxe, société anonyme,
rue de Namur 5, 1400 Nivelles**

R.C. Nivelles 56612 — T.V.A. 430.694.252

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 10 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (21198)

**Anra Distrimark, société anonyme,
place de la Chapelle 8, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 108722 — T.V.A. 402.987.290

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 3 juillet 2002, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Mise en liquidation éventuelle de la société. 6. Nominations statutaires. 7. Divers. (21199)

**Travoco, société anonyme,
boulevard Industriel 95bis, 7700 Mouscron**

R.C. Tournai 57166 — T.V.A. 421.337.613

Les associés sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire au siège de la société le 1^{er} juillet 2002, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Lecture des comptes annuels au 28 février 2002. 2. Lecture du rapport du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Affectation du résultat. 6. Divers. (21200)

**Multiservices C.C.C., société anonyme, en liquidation,
rue China 53, 4141 Louveigné**

R.C. Liège 195000 — T.V.A. 441.806.393

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 14 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social pour le 26 juin 2002. (21201)

**Info & Gest, société anonyme,
rue Allende 1, Résidence Allende, 6140 Fontaine-l'Évêque**

R.C. Charleroi 160155 — T.V.A. 435.855.939

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 15 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (21202)

**Immobilière de la Tuilerie, société anonyme,
rue de la Tuilerie 107, 4030 Grivegnée (Liège)**

R.C. Liège 726 — T.V.A. 449.104.753

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 1^{er} juillet 2002, à 15 heures.

Ordre du jour :

Rapport de gestion. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. Affectation du résultat. Décharge légales.

Dépôt des titres : cinq jours francs avant l'assemblée au siège social. (21203)

**Bagdas, société anonyme,
avenue du Château 118/5, 1080 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 557075 — T.V.A. 446.751.712

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale ordinaire le 2 juillet 2002, à 19 heures tenue au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Répartition résultat. 4. Décharge à donner aux administrateurs. Se conformer aux statuts. (21204)

**5000, société anonyme,
rue de la Monnaie 4-6, 5000 Namur**

R.C. Namur 54300 — T.V.A. 428.942.215

L'assemblée générale ordinaire se tiendra le 1^{er} juillet 2002, à 14 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts. (21205)

**Carrosserie Koch, A.G.
Moresneter Strasse 108, 4720 Calamine**

H.R. Eupen 45628 — MWSt 417.263.910

Die Herren Aktionäre werden eingeladen an der ordentlichen Generalversammlung teilzunehmen, die am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird am Mittwoch, dem 3 Juli 2002, um 15 Uhr. — Tagesordnung : 1. Bericht des Verwaltungsrates. 2. Vorlegung und Genehmigung der Bilanz nebst Ergebnisrechnung für das Jahr 2001. 3. Entlastung des Verwaltungsrates. 4. Verlängerung madate verwaltungsrat. 5. Verschiedenes.

Um an der Generalversammlung teilnehmen zu können, werden die Herren Aktionäre gebeten, die Vorschriften der Statuten zu befolgen. (21206)

Anciens Etablissements Vanhentenrijk, société anonyme,

R.C. Bruxelles 265804 — T.V.A. 405.656.077

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 9 juillet 2002, à 15 heures, au siège social, route Gouvernementale 39, Bruxelles. — Ordre du jour : 1. Communication en application de l'article 523 du Code des sociétés. 2. Approbation des comptes annuels et comptes des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (21207)

**Asonal Belgium, société anonyme,
parc Industriel de la Vallée du Hain 18, 1440 Wauthier-Braine**

R.C. Nivelles 82799 — T.V.A. 459.253.032

L'assemblée générale ordinaire du 11 juin 2002, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 1^{er} juillet 2002, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2001. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. Se conformer aux statuts. (21208)

**La Boîte à Musique, société anonyme,
rue Ravenstein 17, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 553318 — T.V.A. 446.216.430

Assemblée générale ordinaire le 2 juillet 2002, à 10 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 mars 2002. 3. Rémunération des administrateurs. 4. Affectation des résultats. 5. Décharge aux administrateurs. (21209)

**Pneu Express, société anonyme,
chaussée de Waterloo 914, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 474203 — T.V.A. 427.893.328

L'assemblée générale ordinaire du 7 juin 2002, n'ayant pas atteint le quorum requis, une seconde assemblée se réunira le 1^{er} juillet 2002, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Examen et approbation des bilan et compte de résultats arrêtés au 31 décembre 2001. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (21210)

**Breedel, société anonyme,
chaussée d'Alseberg 1207, 1180 Uccle**

R.C. Bruxelles 462945

Assemblée générale ordinaire le 3 juillet 2002, à 10 heures, rue des Astronomes 14, 1180 Uccle. — Ordre du jour : 1. Examen du rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Décharge d'administrateur. 4. Révocation d'administrateur. 5. Nomination d'administrateur. 6. Divers. (21211)

**Le Foyer leuzois, société coopérative,
avenue Léon Delcoigne 11, 7900 Leuze-en-Hainaut**

L'assemblée générale ordinaire de la société coopérative « Le Foyer leuzois », se tiendra à l'hôtel de ville de Leuze-en-Hainaut, le jeudi 27 juin 2002, à 19 h. 30 m.

Ordre du jour :

1. Rapport sur la gestion pendant l'exercice 2001.
2. Approbation du bilan et des comptes de résultat au 31 décembre 2001.
3. Décharge à donner aux administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Divers. (21212)

**KBC Click, bevek naar Belgisch recht, ICB,
Havenlaan 2B, 1080 Brussel**

H.R. Brussel 651809

Oproepingsbericht voor de jaarlijkse algemene vergadering

De jaarvergadering der aandeelhouders van KBC Click zal plaatsvinden op 1 juli 2002, om 14 uur, in de gebouwen van KBC Bank, Havenlaan 2, te 1080 Brussel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris per compartiment.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 2002 en van het voorstel tot winstverdeling.

Voorstel: de raad van bestuur stelt voor de jaarrekening per 31 maart 2002 en het voorstel tot winstverdeling goed te keuren.

3. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris per compartiment.

Voorstel: de raad van bestuur stelt voor de bestuurders en de commissaris kwijting te verlenen per compartiment.

4. Benoeming van de heer Eric De Vos tot bestuurder tot en met de jaarvergadering in 2007.

Voorstel: de raad van bestuur stelt voor de heer Eric De Vos te benoemen tot bestuurder tot en met de jaarvergadering in 2007 (onder voorbehoud van goedkeuring door de Commissie- en Bankwezen).

5. Bekrachtiging van de coöptatie van de heer Edwin De Boeck als bestuurder en zijn benoeming tot bestuurder tot en met de jaarvergadering in 2004.

Voorstel: de raad van bestuur stelt voor om de coöptatie van de heer Edwin De Boeck te bekrachtigen en hem te benoemen tot bestuurder tot en met de jaarvergadering in 2004.

6. Aanstelling van Deloitte & Touche Bedrijfsrevisoren b.c.v.b.a., vertegenwoordigd door de heer Joseph Vlamincx, bedrijfsrevisor erkend door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, als commissaris voor een mandaat van drie jaar van 2002 tot de jaarvergadering van 2005, die een college zal vormen met de huidige commissaris.

Voorstel: de raad van bestuur stelt voor om Deloitte & Touche Bedrijfsrevisoren b.c.v.b.a., vertegenwoordigd door de heer Joseph Vlamincx, bedrijfsrevisor erkend door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, aan te stellen als commissaris voor een mandaat van drie jaar van 2002 tot de jaarvergadering van 2005, die een college zal vormen met de huidige commissaris.

7. Varia.

Over de punten op de dagorde wordt geldig beslist bij meerderheid van de stemmen der aanwezige of vertegenwoordigde aandelen, zonder dat een aanwezigheidsquorum vereist is.

Wanneer de aandelen eenzelfde waarde hebben, geven zij elk recht op één stem. Wanneer zij niet dezelfde waarde hebben, vertegenwoordigt elk, van rechtswege, een aantal stemmen evenredig aan het gedeelte van het kapitaal dat het vertegenwoordigt, waarbij het aandeel dat de zwakste quoditeit vertegenwoordigt voor één stem geteld wordt. Er wordt geen rekening gehouden met breuken van stemmen. Een aandeelhouder mag zich laten vertegenwoordigen.

De aandelen kunnen neergelegd worden tot uiterlijk 25 juni 2002 in alle kantoren van KBC Bank N.V., CBC Banque N.V. en Centea N.V. (21213) De raad van bestuur.

**Immo RJ, société anonyme,
avenue des Martyrs 85, 4620 Fléron**

R.C. Liège 203773

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 27 juin 2002, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2001.
2. Affectation des résultats.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Divers.

Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, trois jours avant la réunion. (21327)

**Anmajaro, naamloze vennootschap,
Lippenslaan 292, 8300 Knokke-Heist**

BTW 434.749.644

Jaarvergadering op 05.07.2002, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van het bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en verdeling van het resultaat. 3. Kwijting aan het bestuur en organen van toezicht. 4. Kennisgeving aan de algemene vergadering. 4.a. Handelingen buiten het vennootschapsdoel. 4.b. In pandgeving van aandelen. 4.c. Tegenstrijdig belang. 5. Benoeming bestuurders of herbenoeming bestuur. 6. Allerlei. Deponering effecten vijf dagen voor de algemene vergadering, hetzij ter maatschappelijke zetel of elke ander plaats in de statuten aangeduid. (91138)

**"Centrum Verzekeringen Brugge", naamloze vennootschap,
St.-Walburgastraat 24-26, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 57581

De aandeelhouders van de Naamloze Vennootschap Centrum Verzekeringen Brugge worden verzocht de algemene vergadering bij te wonen welke normaal doorging op maandag 06 mei 2002 maar die verplaatst is naar maandag 01 juli 2002 om 18 uur in de maatschappelijke zetel St. Walburgastraat 24-26 - Brugge met volgende agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Beslissing continuïteit - discontinuïteit. 3. Voorlezen en goedkeuring van de jaarrekening per 31.12.2001. Goedkeuring waarderingsregels. Bestemming van het resultaat. Beslissing tot publicatie. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Ontslag en benoeming van bestuurders. 6. Rondvraag - varia. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (91139) De raad van bestuur.

(Dit bericht moest verschijnen op 13.06.2002.)

Demakin, naamloze vennootschap,
Bourlastraat 19, 2000 Antwerpen
 H.R. Antwerpen 342401

Jaarvergadering op 05.07.2002 om 19.00 uur, ten maatschappelijke zetel. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.03.2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting verlenen aan bestuurders. 5. Varia. (91140)

Et. Laloux, naamloze vennootschap,
Zuster Bernardastraat 2a, 1500 Halle
 H.R. Brussel 516817 — BTW 436.337.177

Jaarvergadering per 01.07.2002 op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.2001. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (91141)

Eutrotronics Broekaert, naamloze vennootschap,
Zwevegemsestraat 152, 8500 Kortrijk
 H.R. Kortrijk 64879 — BTW 444.237.234

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel op 06.07.2002 om 15 uur.
 AGENDA :1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/03/2002. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (91142)

Heij-invest, naamloze vennootschap,
Prins Leopoldlei 18/5, 2640 Mortsel
 H.R. Antwerpen 300781 — BTW 451.666.840

De jaarvergadering zal gehouden worden op 05.07.2002 te 20 uur, te 2290 Vorselaar, Molenbaan 57. — Dagorde : 1. Bespreking volgens Art. 523 Wetboek van vennootschappen. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de bestuurders. 6. Ontslag en statutaire benoemingen. 7. Allerlei. De aandeelhouders gelieve zich te schikken naar de statuten, en hun aandelen te deponeren aan de loketten van de Kredietbank, Agentschap Oude, Gemeenteplein 4, 2640 Mortsel. (91143)

Hemi, naamloze vennootschap,
Koolmijnlaan 156, 3550 Heusden-Zolder
 H.R. Hasselt 45109 — BTW 412.836.156

Daar de buitengewone algemene vergadering van 3 juni 2002 niet over het vereiste quorum beschikte om geldig te kunnen beraadslagen, worden de aandeelhouders verzocht een tweede buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op vrijdag 05.07.2002 om 10 uur, in het kantoor van notaris Marij Hendrickx te Heusden-Zolder (Zolder), Molenstraat 31, om te beraadslagen over de volgende agendapunten :

1. Omzetting van het kapitaal in euro. -2.Kapitaalverhoging met EUR 31 013,31 door incorporatie van een gedeelte van de beschikbare reserves, om het te brengen tot EUR 62 000. -3.Dienovereenkomstig aanpassing van de statuten. -4.Wijziging van artikel 2 der statuten. -5.Aanneming van een nieuwe tekst van gecoördineerde statuten, waarin voorgaande besluiten worden verwerkt, en een aantal andere artikelen formeel in overeenstemming worden gebracht met de thans geldende wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het vennootschapsrecht (inachtgenomen de wetwijzigingen van 18.7.1991, 13.4.1995 en 7.5.1999).

Voorafgaandelijke deponering van de aandelen vereist, conform de statutaire bepalingen. (91144)

De raad van bestuur.

Immogodes, société anonyme,
boulevard Tirou 221/5D, 6000 Charleroi
 T.V.A. 447.175.938

Le quorum n'ayant pas été atteint lors de l'assemblée dd 03.06.2002, une seconde assemblée se tiendra le 05.07.2002 à 17.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31.12.2001. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (91145)

Immosimco, naamloze vennootschap,
Rodestraat 4-6, 8630 Veurne
 H.R. Veurne 19621 — BTW 405.290.843

Jaarvergadering op 06.07.2002 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 30.04.2002. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Statutaire benoemingen. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (91146)

Julijo, naamloze vennootschap,
Slameuterstraat 53, 2580 Putte
 H.R. Mechelen 71770 — BTW 446.959.469

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 06.07.2002 om 10.00 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag artikel 60. 2. Verslag van de raad van bestuur. 3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31.12.2001. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting van de bestuurders. 6. Ontslagen en benoemingen van bestuurders. 7. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (91147)

Kasteel Van Rethy, naamloze vennootschap,
Kasteelstraat 60, 2470 Retie
 H.R. Turnhout 35916 — BTW 406.948.850

Jaarvergadering op 28.06.2002 om 14.00 u., op de zetel. — Dagorde : Verslag raad van bestuur. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.2001. Bestemming resultaat. Kwijting bestuurders. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (91148)

Mauthica, société civile
sous la forme d'une société anonyme,
rue de la Solidarité 15, 4300 Waremmé

Registre des sociétés civiles
 ayant emprunté la forme commerciale, Liège, n° 939
 NN 462.218.460

Assemblée générale ordinaire le 05.07.2002 à 18 H, au siège social. — Ordre du jour : 1. Discussion et approbation des comptes annuels au 31.03.2002 et de l'affectation du résultat. 2. Décharge au gérant. 3. Divers. (91149)

Mavo Beheers- en Beleggingsmij, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Antwerpsestraat 39, 2500 Lier

Register van de burgerlijke vennootschappen
 die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
 Mechelen, nr. 172

Aangezien het wettelijk quorum niet bereikt werd op de algemene vergadering dd 11.06.2002, worden de aandeelhouders uitgenodigd op een tweede algemene vergadering die zal gehouden worden op 02.07.2002 om 11 uur. — Agenda : 1. Voorstelling van de jaar- en resultaatrekening per 31.12.2001, door de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaar- en resultaatrekening per

31.12.2001. 3. Ontheffing van verantwoordelijkheid voor de bestuurders. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Bekrachtiging van de beheerskosten. 6. Rondvraag. (91150)

**Op de Beeck, naamloze vennootschap,
Veldkantvoetweg 17, 2540 Hove**

H.R. Antwerpen 201420 — BTW 415.184.051

Jaarvergadering op 28.06.2002 te 21.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Jaarverslag. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.2001. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting raad van bestuur. 5. Uitkering dividenden. Zich schikken naar de statuten. (91151)

**Prêts Cash, société anonyme,
rue des Combattants 6, 4300 Waremmes**

R.C. Liège 192758 — T.V.A. 456.791.311

Assemblée générale ordinaire le 04.07.2002, au siège social. — Ordre du jour : Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31.12.2001. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (91152)

**Société immobilière Sainte-Catherine, société anonyme,
Petite Rue des Bouchers 8, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 555304 — T.V.A. 445.709.159

Convocation à l'assemblée générale ordinaire du 04.07.2002 à 16 heures, avec l'ordre du jour suivant : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31.12.2001. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (91153)

**Sofimolux, société anonyme,
Op der Knupp 94, 6717 Attert**

R.C. Arlon 19820 — T.V.A. 435.893.353

Assemblée générale ordinaire le 01.07.2002 à 18.00 H., au siège social. — Ordre du jour : Approbation du report de l'assemblée. Rapport Conseil d'Administration. Approbation comptes annuels au 31.03.2002. Affectation résultat. Décharge aux administrateurs. Divers. (91154)

**"Strugicran", naamloze vennootschap,
Van Asschestraat 47, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 291929 — BTW 448.137.129

Buitengewone algemene vergadering op donderdag 04.07.2002 om 18.00 uur in het kantoor van notaris Leo Vlaeymans te Sint-Katelijne-Waver, Markt 26, met als AGENDA : 1. Omzetting kapitaal in euro; 2. Kapitaalverhoging met 216.256,11 EUR door inbrengen in natura; 3. Kapitaalverhoging met 57,20 EUR door incorporatie van (deel) wettelijke reserve; 4. Aanpassing van statuten aan Wetboek van Vennootschappen; 5. Vaststelling gecoördineerde tekst statuten. Aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (91155)

**"Profimed", naamloze vennootschap,
Vliegveld 25, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 97257 — BTW 419.884.393

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, die gehouden wordt ten overstaan en ten kantore van notaris Frans Debucquoy, gelegen in de Neerhofstraat 32, te 8560 Wevelgem, op 3 juli 2002, om 9 uur, met de volgende agenda : 1. Wijziging van de benaming in "RADON". 2. Aanpassing van artikel één van de statuten aan het te nemen

besluit. 3. Wijziging van de statuten, onder meer om ze aan te passen aan het Wetboek van vennootschappen. 4. Goedkeuring van de tekst van de gecoördineerde statuten, waarin tevens de artikelen werd hernummerd. (21214)

De raad van bestuur.

**Brandstoffen Gevers, naamloze vennootschap,
Koorstraat 49, 3510 Hasselt (Kermt)**

H.R. Hasselt 61552 — BTW 425.356.381

Daar de buitengewone algemene vergadering van 7 juni 2002 het door de wet vereiste quorum niet bereikt heeft, worden de aandeelhouders verzocht aanwezig te zijn op de tweede buitengewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op het kantoor van notaris Marc Jansen, te Hasselt (3510 Kermt), Diestersteenweg 175, op woensdag 3 juli 2002, om 14 u. 30 m. Deze vergadering zal rechtsgeldig beslissen, ongeacht het aantal der vertegenwoordigde aandelen. — Agenda : 1. Kapitaalverhoging met een bedrag van 859,44 EUR om het te brengen van 101.140,56 EUR op 102.000 EUR, door inlijving van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. 2. Aanpassing van de statuten aan de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de vennootschappenwet, aan het nieuwe Wetboek van Vennootschappen van 7 mei 1999 en aan de voorgaande beslissingen. 3. Machtiging aan de raad van bestuur om de statuten te coördineren. 4. Benoeming bijzonder lasthebber. Om aan de vergadering deel te nemen, worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten. (21215)

De raad van bestuur.

**Capitol Floor Industries, naamloze vennootschap,
Kortrijksestraat 89, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 108681 — BTW 427.807.909

De aandeelhouders worden uitgenodigd om aanwezig te zijn op de buitengewone algemene vergadering welke zal gehouden worden ten kantore van Notaris Francis Vlegels te Ingelmunster, Meulebekerstraat 3, op vijf juli tweeduizend en twee, om elf uur, met volgende agenda : 1/ Omzetting van het kapitaal in euro. 2/ Kapitaalverhoging ten belope van éénendertigduizend en dertien euro éénendertig cent (31.013,31), om het te brengen van dertigduizend negenhonderd zesentachtig euro negenenzeventig cent (30.986,69) op tweeënzestigduizend euro (62.000,00), door incorporatie van reserves zonder creatie en uitgifte van nieuwe aandelen. 3/ Vaststelling en verwezenlijking van de omzetting van het kapitaal in euro en de kapitaalverhoging. 4/ Aanpassing van artikel vijf van de statuten. 5/ (Her)formulering van de modaliteiten inzake : zetel; uitoefening van voorkeurrecht bij kapitaalverhoging in geld; aflossing van het kapitaal; bijeenkomst, samenstelling, bevoegdheid en werking van de raad van bestuur; benoeming en bezoldiging van bestuurders en commissarissen; bijeenkomst, werking en toelatingsvoorwaarden tot de algemene vergadering; winstverdeling, ontbinding en vereffening. Afschaffing van de statutaire bevoegdheid verleend aan de raad van bestuur in het kader van het toegestaan kapitaal. 6/ Aanneming van volledig nieuwe tekst der statuten overeenkomstig te nemen besluiten en actualisering met onder meer schrapping van de overbodige bepalingen en verwijdering van alle verwijzingen naar (de artikelen van) de Vennootschappenwet. 7/ Opracht tot coördinatie van de statuten en tot uitvoering van de genomen besluiten. Om te mogen deelnemen aan deze vergadering moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (21216)

**Omexco, naamloze vennootschap,
Ambachtenlaan 12, 3001 Heverlee**

H.R. Leuven 52646 — BTW 415.973.315

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering die gehouden wordt op 4 juli 2002 om 15 uur, bij notaris Thomas Boes te Heverlee, L.E. Van Arenbergplein 8, met volgende agenda : 1. Verkrijging eigen aandelen : a) Verslag raad van bestuur inzake de voorgenomen verrichtingen. b) Kapitaalvermindering t.b.v. 35.000 euro, door verwerving van 463 eigen aandelen, met het oog op hun onmiddellijke vernietiging, en onder voorbehoud van de termijn bepaald in artikel 613 Wetboek van Vennootschappen.

c) Beslissing tot inkoop van 463 eigen aandelen aan 2.248,7041 euro per aandeel, hetzij voor een totaalbedrag van 1.041.150 euro, waarvan 35.000 euro aan te wenden voor de gezegde kapitaalvermindering en 1.006.150 euro af te

nemen van de beschikbare reserves. 2. Afschaffing van de verschillende categorieën aandelen. 3. Wijziging artikel 11-voorkoopclausule. 4. Samenstelling raad van bestuur. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Aanpassing van de statuten aan de genomen beslissingen. 7. Coördinatie van de statuten. Zich schikken naar de statuten. (21217)

Wij hebben de eer u uit te nodigen tot het bijwonen van de algemene vergadering van ACERTA Kinderbijslagfonds V.Z.W., die zal plaatsvinden op woensdag 26 juni 2002, om 19 uur, in de raadzaal, Sneeuwbeslaan 20, 2610 Antwerpen (Wilrijk).

Agenda :

1. Het jaarverslag 2001.
 2. Het verslag van de revisor.
 3. De goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 2001.
 4. Het verlenen van kwijting aan de revisor en de bestuurders.
 5. Benoeming revisor.
 6. Ontslag bestuurder.
 7. Benoeming van nieuwe bestuurder op voorstel van de raad van bestuur.
 8. De goedkeuring van de begroting 2002.
 9. Allerlei.
- (21413) Noël Devisch, voorzitter.

(Dit bericht had moeten verschijnen in het Belgisch Staatsblad van 6 juni 2002.)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

Administrations publiques et Enseignement technique

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Gemeentebestuur Diepenbeek

Het gemeentebestuur van Diepenbeek werft aan gemeenteontvanger (m/v) 2^e oproep

Diploma :

Houder zijn van een diploma dat in aanmerking wordt genomen voor de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen.

Verdere inlichtingen zijn te bekomen bij de personeelsdienst, elke werkdag tel. 011-35 02 41

Geïnteresseerd ?

De kandidaturen met een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma + curriculum vitae, dienen per aangetekend schrijven gericht aan het College van burgemeester en schepenen, Dorpsstraat 14, 3590 Diepenbeek.

De uiterste inschrijvingsdatum is vrijdag 19 juli 2002 te 10 uur, de poststempel dient als bewijs. (21218)

Arteveldehogeschool

De Arteveldehogeschool, met maatschappelijke zetel te 9000 Gent, Hoogpoort 15, hogeschool met opleidingen van één cyclus en twee cycli heeft volgende betrekkingen vacant (m/v) voor het academiejaar 2002-2003. Alle opdrachten zijn opsplitsbaar in deelbetrekkingen.

Generiek profiel :

Voor alle personeelsleden zijn volgende competenties belangrijk : vaktechnische expertise, gerichtheid op verdere ontwikkeling en professionalisering, zin voor samenwerking, betrouwbaarheid en een klantgerichte houding. Voor het onderwijzend personeel zijn sterk didactische vaardigheden en communicatieve vaardigheden vereist. Christelijke inspiratie.

A. In de categorie onderwijzend personeel voor de opleidingen van één cyclus

Vacature LO/2002/06/05 : Lector Wereldoriëntatie en praktijkbegeleider.

Opdrachtgrootte : 50 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat geschiedenis. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 502.

Vacature LO/2002/06/09 : Lector pedagogische wetenschappen en praktijkbegeleider.

Opdrachtgrootte : 100 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat pedagogische wetenschappen. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 502.

Vacature LO/2002/06/10 : Lector godsdienst en praktijkbegeleider.

Opdrachtgrootte : 100 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat godsdienstwetenschappen. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 502.

Vacature LO/2002/06/03 : Praktijklector praktijkbegeleiding.

Opdrachtgrootte : 50 %.

Toelatingsvoorwaarden : Leraar lager onderwijs.

Salarisschaal : 316.

Vacature ER/2002/06/01-04 : Praktijklector ergotherapie.

Opdrachtgrootte : 1 betrekking van 100 % en 1 betrekking van 25 %.

Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de ergotherapie.

Salarisschaal : 316.

Vacature ER/2002/06/05 : Praktijklector ergotherapie.

Opdrachtgrootte : 50 %.

Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de arbeidstherapie. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 316.

Vacature ER/2002/06/06 : Praktijklector ergotherapie.

Opdrachtgrootte : 50 %.

Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de arbeidstherapie. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 316.

Vacature KL/2002/06/09 : Lector pedagogische wetenschappen.

Opdrachtgrootte : 1 betrekking van 100 % en 1 betrekking van 70 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat in de psychologische of pedagogische wetenschappen. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist. Pedagogisch diploma strekt tot aanbeveling.

Salarisschaal : 502.

Vacature CB/2002/06/02 : Lector Engels, Nederlands en zakelijke communicatie.

Opdrachtgrootte : 75 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat Germaanse filologie (Nederlands/Engels). Pedagogisch diploma en ervaring binnen het vakgebied Zakelijke Communicatie Nederlands in het hoger onderwijs vereist.

Salarisschaal : 502.

Vacature CB/2002/06/03 : Lector Frans en studentenbegeleiding.

Opdrachtgrootte : 100 %.

Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat Romaanse talen. Pedagogisch diploma, ervaring met schoolorganisatie en met studiebegeleiding/monitaraat in het hoger onderwijs zijn vereist.

Salarisschaal : 502.

Vacature LS/2002/06/03 : Lector/praktijklector muzikale opvoeding – pianobegeleiding.

Opdrachtgrootte : 40 %.

Toelatingsvoorwaarden : Meester in de muziek of Eerste prijs.

Salarisschaal : 502 of 316, afhankelijk van diploma.

Vacature LS/2002/06/04 : Lector/praktijklector muzikale opvoeding - stemvorming.

Opdrachtgrootte : 50 %.

Toelatingsvoorwaarden : Meester in de muziek of Eerste prijs.

Salarisschaal : 502 of 316, afhankelijk van het diploma.

Vacature LS/2002/06/07 : Praktijklector muziek – gitaar.
Opdrachtgrootte : 65 %.
Toelatingsvoorwaarden : Eerste prijs gitaar. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 316.

Vacature LA/2002/06/01 : Lector/praktijklector audiologie.
Opdrachtgrootte : 45 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat of gegradueerde in de audiologie.
Salarisschaal : 502 of 316, afhankelijk van het diploma.

Vacature BB-SB/2002/06/02 : Lector Frans Opdrachtgrootte : 15 %.
Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat Romaanse filologie of vertaler-tolk.
Salarisschaal : 502.

Vacature BB-SB/2002/06/08 : Lector Nederlands/Duits.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat Germaanse filologie. Pedago-gisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature BB-SB/2002/06/09 : Lector recht.
Opdrachtgrootte : 25 %.
Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat in de rechten, Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature BB-SB/2002/06/11 : Lector Spaans.
Opdrachtgrootte : 60 %.
Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat in de Romaanse filologie en Diplôme d'Etudes Approfondies. Pedagogisch diploma en onderwijs-ervaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature PO/2002/06/01 : Praktijklector podologie.
Opdrachtgrootte : 40 %.
Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de podologie en gegra-dueerde in de kinesitherapie. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 316.

Vacature PO/2002/06/02 : Praktijklector podologie.
Opdrachtgrootte : 40 %.
Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de podologie. Onderwijs-ervaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 316.

Vacature PO/2002/06/03 : Praktijklector podologie.
Opdrachtgrootte : 35 %.
Toelatingsvoorwaarden : Gegradueerde in de podologie. Pedago-gisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 316.

B. In de categorie onderwijzend personeel voor de opleiding van twee cycli

Vacature KI/2002/06/01 : Assistent/docent statistiek.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : doctor op proefschrift of diploma van academisch niveau, met kennis van statistische methoden. Onderzoeks-ervaring strekt tot aanbeveling.
Salarisschaal : 502 of 528, afhankelijk van het diploma.

Vacature KI/2002/06/02 : Assistenten docenten kinesitherapie.
Opdrachtgrootte : 3 betrekkingen van 100 % en 1 betrekking van 10 %.
Toelatingsvoorwaarden : doctor of licentiaat in de motorische reval-idatie en kinesitherapie.
Salarisschaal : 502 of 528, afhankelijk van het diploma.

Vacature KI/2002/06/03 : Assistent kinesitherapie.
Opdrachtgrootte : 60 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie, én licentiaat in de familiale en seksuologische weten-schappen. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature KI/2002/06/04 : Assistent kinesitherapie.
Opdrachtgrootte : 70 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature KI/2002/06/05 : Assistent kinesitherapie.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de motorische revalidatie en kinesitherapie. Pedagogisch diploma en onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

Vacature KI/2002/06/06 : Assistent kinesitherapie.
Opdrachtgrootte : 10 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de rechten en licentiaat in het notariaat. Onderwijservaring in het hoger onderwijs vereist.
Salarisschaal : 502.

C. In de categorie administratief en technisch personeel

Vacature CB/2002/06/01 : ATP-stafmedewerker opleidingsonder-steuning.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : diploma van academisch niveau. Relevante werkervaring in het hoger onderwijs strekt tot aanbeveling.
Salarisschaal : A11 (585).

Vacature KL/2002/06/06 : ATP-medewerker opleidingscoördinatie en -assistentie;
Opdrachtgrootte : 60 %.
Toelatingsvoorwaarden : diploma hoger onderwijs van één cyclus en affiniteit met onderwijs.
Salarisschaal : B11 (581).

Vacature LS/2002/06/06 : ATP-administratief medewerker stage-drachtgrootte : 40 %.
Toelatingsvoorwaarden : diploma hoger secundair onderwijs met ervaring binnen een onderwijsomgeving in een administratieve functie, of gegradueerde in secretariaatsbeheer of leraar secundair onderwijs.
Salarisschaal : B11 (581) of C11 (577), naargelang diploma.

Vacature AD/2002/06/06 : ATP-verantwoordelijke HRM.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat psychologie met aanvullende studie in de personeelwetenschappen. Ervaring in HRM en in een hogeschool is vereist.
Salarisschaal : A21 (587).

Vacature AD/2002/06/07 : ATP-stafmedewerker onderwijstechno-logie en onderwijsonderzoek.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de geografie met aanvullende studie in de documentatie- en bibliotheekwetenschappen. Pedagogisch diploma en ervaring in een hogeschool vereist.
Salarisschaal : A21 (587).

Vacature AD/2002/06/08 : ATP-verantwoordelijke logistiek.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen. Ruime ervaring in logistiek in een hogeschoolomge-ving vereist.
Salarisschaal : A21 (587).

Vacature AD/2002/06/09 : ATP-medewerker mediatheek.
Opdrachtgrootte : 50 %.
Toelatingsvoorwaarden : Licentiaat in de Romaanse filologie. Pedago-gisch diploma en ervaring in een hogeschool vereist.
Salarisschaal : B21 (583).

Vacature AD/2002/06/10 : ATP-medewerker ICT.
Opdrachtgrootte : 100 %.
Toelatingsvoorwaarden : diploma hoger secundair onderwijs (tech-nisch secundair onderwijs). Grondige kennis van informatica vereist.
Salarisschaal : C11 (577).

De kandidaten genieten de burgerlijke en politieke rechten en bezitten de lichamelijke geschiktheid die vereist is voor de uit te voeren ambten.

Datum aanstelling : ten vroegste 1 september 2002.

Kandidaten voor deze vacante betrekkingen bezorgen hun sollicitatiebrief met curriculum vitae uiterlijk op donderdag 27 juni 2002 aan Prof. Dr. Johan Veeckman - algemeen directeur - Hoogpoort 15, 9000 Gent, steeds met vermelding van het referentienummer. Meer informatie over vacatures binnen de Arteveldehogeschool vindt u eveneens op www.arteveldehs.be. (21219)

Katholieke Hogeschool Kempen v.z.w.

Katholieke Hogeschool Kempen v.z.w. werft aan voor het academiejaar 2002-2003 :

1) een voltijds administratief medewerker (m/v) (ATP niveau A) (ref. KHK 2002.01)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat handels- en financiële wetenschappen

perfecte kennis van Word, Excel, Proacc

ten minste 3 jaar boekhoudkundige ervaring

vlot kunnen samenwerken met collega's

inhoud van de opdracht :

beheer, administratie en uitvoering van boekhouding

2) een voltijds administratief medewerker (m/v)(ATP niveau B)(ref. KHK 2001.02)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van gegradueerde in boekhouden

goed onderlegd in Word, Excel, Proacc

ten minste 3 jaar boekhoudkundige ervaring

vlot kunnen samenwerken met collega's

inhoud van de opdracht :

administratie en uitvoering van boekhouding

3) een deeltijdse lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.03)

vereisten voor de betrekking :

een diploma van licentiaat Romaanse filologie

aggregaat hoger (secundair) onderwijs

enkele jaren ervaring in het werkveld

inhoud van de opdrachten :

doceren van het taalvak Frans en aanverwante communicatievakken

4) een deeltijdse lector (m/v) voor 30 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.04)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de rechten

enkele jaren ervaring in het werkveld

inhoud van de opdracht :

doceren van vakken in de optie rechtspraktijk

5) een deeltijdse lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.05)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de rechten

enkele jaren ervaring in het werkveld

inhoud van de opdracht :

doceren van vakken in de optie rechtspraktijk

6) een deeltijdse lector (m/v) voor 15 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.06)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de rechten

enkele jaren ervaring in het werkveld

inhoud van de opdracht :

doceren van vakken in de optie rechtspraktijk

7) een deeltijdse lector (m/v) voor 30 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.07)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de rechten

enkele jaren ervaring in het werkveld

inhoud van de opdracht :

doceren van vakken met juridische inslag

8) een deeltijdse praktijklector (m/v) voor 50 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.08)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van onderwijzer of van G.L.S.O.

ervaring in het onderwijs en competentie in didactiek wiskunde voor het basisonderwijs, vooral aanvankelijk rekenen

inhoud van de opdracht :

theorie, didactiek, stagebegeleiding derde jaar van de Initiële

Lerarenopleiding Leraar Lager Onderwijs

9) een voltijdse lector (m/v) (ref. KHK 2002.09)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van leraar secundair onderwijs groep 2 (licentiaat L.O. en aggregaat hoger (secundair) onderwijs)

ervaring in het secundair onderwijs

inhoud van de opdracht :

praktijk en didactiek van bewegingsrecreatie, stagebegeleiding in de initiële lerarenopleiding leraar secundair onderwijs groep 1, optie lichamelijke opvoeding.

10) een voltijdse praktijklector (m/v) (ref. KHK 2002.10)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma leraar secundair onderwijs groep 1 (geaggregeerde lager secundair onderwijs)

ervaring in het onderwijs

inhoud van de opdracht :

praktijk en didactiek van bewegingsrecreatie, stagebegeleiding in de initiële lerarenopleiding leraar secundair onderwijs groep 1, optie lichamelijke opvoeding.

11) een voltijds lector (m/v) (ref. KHK 2002.11)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma leraar secundair onderwijs groep 2 (licentiaat in de pedagogische wetenschappen & aggregaat voor het hoger secundair onderwijs)

inhoud van de opdracht :

theorie, didactiek, stagebegeleiding in de initiële lerarenopleiding leraar secundair onderwijs

12) een deeltijdse praktijklector (m/v) voor 20 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.12)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van meester in de beeldende kunst & aggregaat voor het (hoger) secundair onderwijs

inhoud van de opdracht :

theorie, didactiek, stagebegeleiding in de initiële lerarenopleiding leraar secundair onderwijs

13) een deeltijds administratief medewerker (m/v) (ATP niveau C) voor 20 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.13)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma secundair onderwijs

perfecte kennis van Word, Excel, Access en Power Point

ten minste drie jaar ervaring in een administratieve functie

inhoud van de opdracht :

secretariaats- en kopieerwerk

14) een voltijdse lector (m/v) (ref. KHK 2002.14)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de handelswetenschappen of licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of licentiaat informatica of licentiaat wiskunde of burgerlijk of industrieel ingenieur ICT of handelsingenieur

vertrouwd zijn met informatica

ervaring in het onderwijs of in de bedrijfswereld strekt tot aanbeveling

inhoud van de opdracht :

doceren en begeleiden van verschillende informaticavakken in de basisopleiding toegepaste informatica

begeleiden van stagiairs, eindwerken

meewerken aan de verdere uitbouw van het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

15) een deeltijds lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.15) :

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de handelswetenschappen of licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of licentiaat informatica of licentiaat wiskunde of burgerlijk of industrieel ingenieur ICT of handelsingenieur

vertrouwd zijn met informatica

ervaring in het onderwijs of in de bedrijfswereld strekt tot aanbeveling

inhoud van de opdracht :

doceren en begeleiden van verschillende informaticavakken in de basisopleiding toegepaste informatica

begeleiden van stagiairs, eindwerken

meewerken aan de verdere uitbouw van het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

16) een voltijds lector (m/v) (ref. KHK 2002.16)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de handelswetenschappen of licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of handelsingenieur

vertrouwd zijn met informatica

ervaring in het onderwijs of in de bedrijfswereld strekt tot aanbeveling inhoud van de opdracht :

doceren en begeleiden van verschillende economievakken met een zwaartepunt in marketing in het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

begeleiden van stagiairs, eindwerken

meewerken aan de verdere uitbouw van het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

17) een deeltijds lector (m/v) voor 30 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.17)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de handelswetenschappen of licentiaat in de toegepaste economische wetenschappen of handelsingenieur

vertrouwd zijn met informatica

ervaring in het onderwijs of in de bedrijfswereld strekt tot aanbeveling

inhoud van de opdracht :

doceren en begeleiden van verschillende economievakken met een zwaartepunt in accountancy in het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

begeleiden van stagiairs, eindwerken

meewerken aan de verdere uitbouw van het departement handelswetenschappen en bedrijfskunde

18) een voltijdse lector of praktijklector (m/v) (ref. KHK 2002.18)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma licentiaat Germaanse talen met Nederlands aggregaat of een diploma regent Nederlands

dynamisch persoon met flexible ingesteldheid

pedagogisch en didactische interesse

ervaring met en/of interesse voor de lerarenopleiding in brede zin

ervaring met culturele vorming en ICT-integratie

communicatief en contactvaardig met zin voor teamwerk

inhoud van de opdracht :

onderricht in Nederlands in de opleiding leraar lager onderwijs en leraar secundair onderwijs groep 1

begeleiden van didactische stage

19) een deeltijds lector (m/v) voor 50 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.19)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de logopedie

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid

ervaring in de lerarenopleiding

pedagogische en didactische interesse

communicatief en contactvaardig met zin voor teamwerk

inhoud van de opdracht : onderricht in spreektechnieken

voordracht- en presentatietechnieken aanleren

taal als communicatiemiddel leren hanteren

screening van eerstejaarsstudenten op gebied van spreekvaardigheid

begeleiden van didactische stage

20) een voltijdse lector (m/v) (ref. KHK 2002.20)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma licentiaat in de pedagogische wetenschappen

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

vaardigheid om ICT te integreren in de lessen en ICT als hulpmiddel bij het leren te gebruiken

communicatievaardig zijn en kunnen werken in teamverband

een flexibele ingesteldheid hebben

ervaring of interesse hebben voor de lerarenopleiding

inhoud van de opdracht :

doceren in de lerarenopleiding lager onderwijs en kleuteronderwijs

begeleiden van didactische stage

coördinerende en organiserende taken opnemen en ondersteunen

21) een deeltijds administratief medewerker (m/v) (ATP niveau B) voor 50 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.21)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma hoger onderwijs van 1 cyclus

vaardigheid om technische en didactische ICT-ondersteuning te bieden

een praktische en flexibele ingesteldheid hebben

op de hoogte zijn of bereid zijn zich in te werken in onderwijs-materies en bibliotheekwerk

inhoud van de opdracht :

bibliotheekassistentie

ICT-ondersteuning en helpdesk-functie

praktische organisatie van een onderwijswerkplaats

22) een deeltijds lector (m/v) voor 25 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.22)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat in de godsdienstwetenschappen

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

ervaring in de lerarenopleiding

vaardigheid om ICT te integreren in de lessen godsdienst

pedagogische en didactische interesse

communicatievaardig zijn en kunnen werken in teamverband

brede maatschappelijke interesse

een flexibele ingesteldheid hebben

inhoud van de opdracht :

doceren in de lerarenopleiding

begeleiden van didactische stage

23) een deeltijds lector (m/v) voor 20 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.23)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat Romaanse talen

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid

ervaring in de lerarenopleiding leraar lager onderwijs

vertrouwd met ICT-toepassingen voor het onderwijs

pedagogische en didactische interesse

ervaring met en/of interesse voor de lerarenopleiding en het onderwijs in brede zin

communicatief en contactvaardig met zin voor teamwerk inhoud van de opdracht :

onderricht in de ICT-vaardigheden in de opleiding leraar lager onderwijs en leraar kleuteronderwijs

begeleiden van didactische stage

24) een deeltijds lector (m/v) voor 5 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.24)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma licentiaat wetenschappen, groep wiskunde

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

bij voorkeur ervaring met wiskundige initiatie in de opleiding leraar kleuteronderwijs

vertrouwd met ICT-toepassingen voor het onderwijs

communicatievaardig zijn en kunnen werken in teamverband

brede maatschappelijke interesse

ervaring in de lerarenopleiding

een flexibele ingesteldheid hebben

inhoud van de opdracht :

doceren van wiskundige initiatie in de opleiding leraar kleuteronderwijs

begeleiden van didactische stage

25) een deeltijds administratief medewerker (m/v) (ATP niveau B) voor 60 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.25)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma grauaat van het Economisch Hoger Onderwijs, afdeling boekhouden

een stipte werkhouding

een praktische en flexibele ingesteldheid hebben

ervaring hebben met studentenadministratie in de lerarenopleiding

inhoud van de opdracht :

opvolgen van de studentenadministratie

administratieve ondersteuning van de lerarenopleiding

26) een deeltijds lector (m/v) voor 20 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.26)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma licentiaat Romaanse talen

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

ervaring in het secundair en hoger onderwijs

kennis van vakdidactiek

een flexibele ingesteldheid hebben

communicatievaardig zijn en kunnen werken in teamverband

inhoud van de opdracht :

doceren van theorie en didactiek Frans in de opleiding Leraar Secundair Onderwijs, Groep 1

begeleiden van didactische stages

27) een deeltijds lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.27)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat geografie

aggregaat voor het hoger secundair onderwijs

vaardigheid om ICT te integreren in de lessen geografie en PAV toerisme

communicatievaardig zijn en kunnen werken in teamverband

brede maatschappelijke interesse

ervaring in de lerarenopleiding

een flexibele ingesteldheid hebben

inhoud van de opdracht :

geografie doceren en studenten begeleiden in de opleiding leraar secundair onderwijs groep 1

begeleiding van didactische stage

28) een deeltijdse praktijklector (m/v) voor 25 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.28)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van gegradueerde in ergotherapie

ervaring in het werkveld, bij voorkeur in de domein van de ontwikkelingsproblematiek en psychiatrie

ruime interesse hebben voor het onderwijs inhoud van de opdracht :

doceren van theorie en practicum « ergotherapie algemene, fysische revalidatie, geriatrie, ontwikkeling en psychiatrie », « kunstambachtelijke technieken »

begeleiden van stagiairs, eindwerken en seminars

meewerken aan de verdere uitbouw van de opleiding ergotherapie

29) een deeltijdse lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.29)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van geneesheer bij voorkeur met specialisatie psychiatrie, neuropsychiatrie of neurologie

ruime interesse hebben voor het onderwijs inhoud van de opdracht :

doceren van specifieke pathologie : « neurologie » en « psychiatrie »

begeleiden van stagiairs, eindwerken en seminars

meewerken aan de verdere uitbouw van de opleiding ergotherapie

30) een deeltijdse lector (m/v) voor 5 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.30)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van gegradueerde in voedings- en dieetkunde aangevuld met een academisch diploma van licentiaat in voedings- en dieetleer

ruime interesse hebben voor het onderwijs

bij voorkeur met klinische ervaring en goed op de hoogte zijn van de recente ontwikkelingen i.v.m. klinische diëtetiek

inhoud van de opdracht :

doceren van de theorie, de bijhorende oefeningen en de werkcolleges « toegepaste voedings- en dieetleer »

begeleiden van stagiairs, eindwerken en seminars

meewerken aan de verdere uitbouw van de opleiding voedings- en dieetkunde

31) een voltijdse lector (m/v) (ref. KHK 2002.31)

vereisten voor deze betrekking :

een academisch ingenieurdiploma van een scheikundig-georiënteerde studierichting (bio-ingenieur, burgerlijk scheikundig ingenieur,...) of in het bezit zijn van een diploma van academisch niveau (industriële ingenieur chemie)

ruime interesse hebben voor het onderwijs

sterk geïnteresseerd zijn aan en bij voorkeur praktijkervaring bezitten met chemische procestechnieken en milieutechnologie inhoud van de opdracht :

doceren van « milieuverontreiniging », « milieuwetgeving », « ecologie » en het geven van « labo milieuverontreiniging », en « labo chemie »

het begeleiden van stagiairs en eindwerken

meewerken aan projectmatige onderzoeksopdrachten t.b.v. de laboratoria chemische procestechnologie en milieutechnologie

onderwijsondersteunende en organisatorische taken vervullen in het kader van de werking en de verdere uitbouw van de laboratoria chemische procestechnologie en milieutechnologie en de chemische opleidingen

32) en deeltijdse lector (m/v) voor 70 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.32)

vereisten voor deze betrekking :

een academisch diploma van een exact wetenschappelijke studierichting (licentiaat in scheikunde, voedings- en dieetleer, biochemie of ..., bio-ingenieur, doctor in de wetenschappen,...) of in het bezit zijn van een diploma van academisch niveau (industriële ingenieur)

ruime interesse hebben voor het onderwijs

sterk geïnteresseerd zijn aan en bij voorkeur praktijkervaring bezitten met fysische en chemische analysetechnieken

inhoud van de opdracht :

doceren van « fysica » « voedingswarenanalyse », « chemie » en « informatica » en het begeleiden van de bijhorende oefenzittingen, werkcolleges en labo's

het begeleiden van stagiairs en eindwerken

onderwijsondersteunende en organisatorische taken vervullen in het kader van de werking van de laboratoria fysica/chemie en meewerken aan de verdere uitbouw van de opleidingen chemie en laboratorium- en voedingstechnologie

33) een deeltijdse lector (m/v) voor 25 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.33)

vereisten voor deze betrekking :

een academisch diploma van geneesheer, dierenarts of apotheker eventueel aangevuld met een specialisatie in de klinische biologie

ruime interesse hebben voor het onderwijs

praktische ervaring bezitten op het vlak van de medische laboratoriumtechnologie

inhoud van de opdracht :

doceren van « hematologie », « pathologie » en het geven van de bijhorende practica « labo hematologie », « labo biochemie » en « labo gementechnologie »

begeleiden van stagiairs en eindwerken

beleidsondersteunende taken vervullen en meewerken aan de verdere uitbouw van de opleidingen medische laboratoriumtechnologie en farmaceutische en biologische technieken

34) een deeltijdse lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. 2002.34)

vereisten voor deze betrekking :

een diploma van licentiaat psychologie

ruime interesse hebben voor het onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van « statistiek », « recht » en « deontologie en ethiek »

meewerken aan de verdere uitbouw van de opleidingen uit het studiegebied gezondheidszorg (ergotherapie, orthopedie, voedings- en dieetkunde,...)

35) een voltijds assistent (m/v) (ref. KHK 2002.35)

vereisten voor deze betrekking :

diploma burgerlijk werktuigkundig-elektrotechnisch ingenieur, richting elektrotechniek of richting mechanica

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid en uitgesproken interesse voor het hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek

contactvaardig en communicatief persoon met zin voor werken in teamverband

inhoud van de opdracht :

doceren van alle opleidingsonderdelen van elektrotechniek aan studenten industriële ingenieur

begeleiden van studenten bij onderwijsactiviteiten en bij states en eindwerken

meewerken aan wetenschappelijk onderzoek

36) een deeltijds lector (m/v) voor 40 % van een voltijdse opdracht (ref. 2002.36)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van bio-ingenieur, industrieel ingenieur in landbouw en biotechnologie, licentiaat in de wetenschappen (scheikunde, biologie of biochemie)

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid en uitgesproken interesse voor het hoger onderwijs

contactvaardig en communicatie persoon met zin voor werken in teamverband

inhoud van de opdracht :

doceren van opleidingsonderdelen chemie, microbiologie aan studenten van de opleiding gegradueerde in landbouw en biotechnologie

begeleiden van studenten bij onderwijsactiviteiten en bij stages en eindwerken

37) een deeltijdse praktijklector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.37)

vereisten voor deze betrekking :

gegradueerde in landschaps- en tuinarchitectuur

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid en uitgesproken interesse voor het hoger onderwijs

contactvaardig en communicatief persoon met zin voor werken in teamverband

inhoud van de opdracht :

doceren van opleidingsactiviteiten in de opleiding tot gegradueerde in landbouw en biotechnologie, in de afstudeerrichting tuinaanleg (tuinontwerpen en tuinbouwtechnieken)

begeleiden van studenten bij onderwijsactiviteiten en bij stages en eindwerken

38) een voltijds lector (m/v) (ref. KHK 2002.38)

vereisten voor deze betrekking :

academisch diploma of diploma van academisch niveau (industrieel ingenieur, licentiaat, informatica, burgerlijk ingenieur,...)

grondige kennis van computersystemen en netwerken

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid

communicatieve en leidinggevende capaciteiten en zin voor teamwork

inhoud van de opdracht :

beheer van de informatica-infrastructuur van de technische labs van de campus in Geel

39) een voltijds lector (m/v) (ref. KHK 2002.39)

vereisten voor deze betrekking :

academisch diploma of diploma van academisch niveau (industrieel ingenieur, licentiaat informatica, burgerlijk ingenieur,...)

grondige kennis van informatica en ICT

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid en zin voor teamwork

uitgesproken interesse voor het hoger onderwijs

inhoud van de opdracht :

onderwijs in informatica en ICT

meewerken aan de uitbouw van de labs

meewerken aan de uitbouw van de 1-cyclus-opleidingen van het studiegebied Industriële Wetenschappen en Technologie

meewerken aan dienstverleningsactiviteiten

40) een voltijds praktijklector (m/v) (ref KHK 2002.40)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van gegradueerde in toegepaste informatica of in elektriciteit, optie elektronica

grondige kennis van computersystemen en netwerken

dynamisch persoon met flexibele ingesteldheid

communicatieve capaciteiten en zin voor teamwerk

inhoud van de opdracht :

beheer van de informatica-infrastructuur van de technische labs van de campus in Geel

41) een deeltijdse lector (m/v) voor 30 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.41)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van doctor in de genees-, heel- en verloskunde

ervaring hebben in het verpleegkundig onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van medische vakken

42) een deeltijdse lector (m/v) voor 75 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.42)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van gegradueerd verpleegkundige

universitair diploma richting medisch-sociale wetenschappen en ziekenhuisbeleid

ervaring hebben in het verpleegkundig onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van verpleegkundig vakken

stagebegeleiding

43) een deeltijdse lector (m/v) voor 40 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.43)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van gegradueerd verpleegkundige

universitair diploma richting criminologie

ervaring hebben in het verpleegkundig onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van verpleegkundige onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van verpleegkundige vakken

stagebegeleiding

44) een deeltijdse praktijklector (m/v) voor 15 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.44)

vereisten voor deze betrekking :

diploma van vroedvrouw

ervaring hebben in het verpleegkundig onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van vroedkundige vakken

stagebegeleiding

45) een deeltijdse lector (m/v) voor 5 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.45)

vereisten voor deze betrekking :

diploma licentiaat in de rechten

ervaring hebben in het verpleegkundig onderwijs

inhoud van de opdracht :

doceren van juridische vakken

46) een deeltijdse lector (m/v) voor 10 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.46)

vereisten voor deze betrekking :

diploma licentiaat in de filologie

diploma audio-visuele communicatiemedia

inhoud van de opdracht :

medewerker bibliotheek

leenadministratie, voorlichting en promotie

47) een voltijds administratief medewerker (m/v) (ATP niveau D) (ref. KHK 2002.47)

vereisten voor deze betrekking :

studiegetuigschrift BSO afdeling Bureelwerken

gebruik kunnen maken van MS Office (Word, Acces en Excel), internet

nauwgezet en in team kunnen werken

flexibel en zelfstandig kunnen werken

ten minste 5 jaar ervaring met administratief werk

inhoud van de opdracht :

algemene administratie en onthaal in een departement

administratie boekhouding

48) een deeltijds lector (m/v) voor 50 % van een voltijdse opdracht (ref. KHK 2002.48)

vereisten voor deze betrekking :

universitair diploma menswetenschappen

kennis van de welzijnssector

inhoud van de opdracht :

coördinatie van de maatschappelijke dienstverlening

doceren van cursussen psychologie en sociale informatiekunde

Geïnteresseerden worden verzocht schriftelijk te solliciteren vóór 5 juli 2002. Een preselectie gebeurt op basis van vergelijking van ingezonden sollicitatiedossiers. Zend a.u.b. uw sollicitatiebrief en curriculum vitae, met vermelding van het referentienummer (ref. KHK 2002. xy) naar Karine Geyskens, Hoofd Personeelsdienst KH Kempen, Kleinhoefstraat 4, 2440 Geel.

Katholieke Universiteit Leuven

Voor Katholieke Universiteit Leuven, Campus Kortrijk (KULAK), dienst postacademische vorming, zoeken wij een medewerker financiële administratie (m/v), graad 4 — VB/B/2002/02/27/P.

Doel van de functie :

Het coördineren van de financiële en de logistieke ondersteuning van de dienst postacademische vorming.

Opdrachten :

Het instaan voor de maandelijks en de jaarlijkse financiële rapportering aan de staf en de verschillende beleidsorganen.

Het opstellen van de kostennota's en de registratie ervan in CUBIC.

De opvolging van de betalingen.

Het verwerken en het rapporteren van de financiële verrichtingen in SAP.

Profiel :

Kandidaten hebben een diploma hoger onderwijs van het korte type, bij voorkeur richting boekhouden of gelijkwaardig door ervaring.

Zij hebben een grondige kennis van boekhouden, een uitgesproken zin voor verantwoordelijkheid, nauwkeurigheid en teamwerk.

Kandidaten zijn zeer vertrouwd met de verschillende PC-toepassingen (MS-office en CUBIC).

Selectieproeven :

Preselectie op basis van elementen uit het profiel.

Proeven en/of interviews in verband met bovengenoemde taken.

Wij bieden een tewerkstelling voor de duur van één jaar, eventueel verlengbaar. Zowel een voltijdse als een deeltijdse tewerkstelling is mogelijk.

Hoe solliciteren ?

Interesse ? Stuur dan uw gemotiveerde sollicitatie met curriculum vitae naar de personeelsdienst ATP, ter attentie van Monique Aelbrecht, personeelsconsulent, Willem de Croylaan 54, te 3001 Heverlee, tel. 016-32 20 13, fax : 016-32 29 98.

E-mail : Monique.Aelbrecht@pers.kuleuven.ac.be

De kandidaturen moeten binnen zijn op de personeelsdienst ATP uiterlijk op 5 juli 2002.

Inzake rekrutering en aanwerving voert de K.U.Leuven een gelijke kansenbeleid. (21221)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Sint-Gillis-Waas

Het O.C.M.W. van Sint-Gillis-Waas gaat over tot een aanwervings-examen voor de voltijdse betrekking van kok.

De kandidaturen worden ingediend met een speciaal inschrijvings-formulier en moeten ten laatste op 19 juli 2002 in het bezit zijn van de voorzitter van het O.C.M.W., de heer E. De Keyzer, Zwanenhoekstraat 1, te 9170 Sint-Gillis-Waas.

Het inschrijvingsformulier, aangevuld met de functieomschrijving, toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, kan afgehaald worden bij de administratie van het O.C.M.W. van Sint-Gillis-Waas (tel. 03-727 14 56), elke werkdag tussen 9 en 12 uur en tussen 14 en 16 uur. (21222)

Centre public d'aide sociale de Watermael-Boitsfort

Organisation d'un examen de recrutement et constitution d'une réserve de recrutement à l'emploi d'ouvrier(ère) pour des fonctions de cuisinier(ère).

I. Conditions d'admissibilité à l'examen :

1. être belge ou ressortissant d'un état membre de l'Union européenne;

2. réunir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions à conférer;

3. être de conduite irréprochable;

4. jouir des droits civils et politiques;

5. avoir satisfait aux lois sur la milice;

6. être porteur du titre d'études requis pour accéder à l'emploi à conférer, à savoir :

enseignement secondaire inférieur ou assimilé;

le diplôme requis peut être remplacé par une expérience et une pratique professionnelle de trois ans dûment attestées et directement utiles à l'exercice des fonctions.

II. Demandes de participation :

Les demandes de participation à l'examen à établir sur le formulaire d'inscription réglementaire sont à adresser par écrit, sous pli recommandé, au Centre public d'aide sociale de Watermael-Boitsfort, rue du Loutrier 69, à 1170 Watermael-Boitsfort.

Elles doivent être accompagnées d'une copie du titre d'études certifiée conforme à l'original par l'administration communale du lieu de la résidence, ainsi que d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs destiné à une administration publique.

Les candidatures seront acceptées jusqu'au 18 juillet 2002.

III. Droit de priorité :

Les candidat(e)s qui peuvent se prévaloir d'un des droits légaux de priorité pour l'accession aux emplois publics prévus par la loi des 3 août 1919 - 27 mai 1947 (victimes de guerre), et l'arrêté royal du 21 mai 1964 (personnel d'Afrique) sont tenus de l'indiquer sur leur demande de participation.

Ils (elles) joignent à leur demande, le cas échéant, une attestation établissant leur droit de priorité.

IV. Programme de l'examen :

1. Epreuves professionnelles

Epreuves destinées à déterminer le degré de connaissance du métier à exercer (100 points).

2. Epreuve orale

Entretien sur des questions relatives à la fonction à exercer (50 points).

Soit un total de 150 points.

Pour réussir les épreuves reprises ci-dessus, le candidat doit obtenir 50 % des points attribués à chacune des épreuves et 60 % des points attribués à l'ensemble de celles-ci.

V. Réserve de recrutement :

Les lauréat(e)s seront versé(e)s dans une réserve de recrutement valable durant deux ans.

VI. Rémunération :

Le traitement mensuel brut de début est fixé à 1.527,37 € minimum au taux actuel de liquidation des traitements des services publics, y compris les allocations et indemnités réglementaires. (21223)

**Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn
van Watermaal-Bosvoorde**

Organisatie van een aanwervingsexamen en samenstelling van een wervingsreserve tot de betrekking van arbeider(ster) voor de functies van kok(kin).

I. Toelatingsvoorwaarden tot het examen :

1. Belg zijn of behorend tot één der lidstaten van de Europese Unie;
2. voldoen aan de voorwaarden van lichamelijke geschiktheid die worden opgelegd voor de uitoefening van de te begeven functie;
3. van onberispelijk gedrag zijn;
4. van de burgerlijke en politieke rechten genieten;
5. zich ten aanzien van de wetten op de inlijving in het leger in een regelmatige toestand bevinden;
6. houder zijn van het vereiste studiegetuigschrift voor de betrekking, te weten :

diploma van lager secundair onderwijs of gelijkgesteld;

het vereiste diploma kan vervangen worden door een professionele ervaring of beroepspraktijk van drie jaar mits voorlegging van de nodige attesten, en onmiddellijk nuttig voor de uitoefening van de functie.

II. Aanvragen tot deelneming :

De aanvragen tot deelneming aan het examen in te vullen op het reglementair inschrijvingsformulier dienen schriftelijk onder aangetekende omslag aan het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Watermaal-Bosvoorde, Ottervangerstraat 69, te 1170 Watermaal-Bosvoorde, gezonden worden.

Ze moeten vergezeld zijn van een door het gemeentebestuur van de woonplaats met het origineel voor uitsluitend verklaard afschrift van het studiebewijs alsook van een getuigschrift van goed gedrag en zeden bestemd voor een openbaar bestuur.

De sollicitaties worden aanvaard tot en met 18 juli 2002.

III. Prioriteitsrechten :

De kandidaten die aanspraak kunnen maken op één van de door de wet van 3 augustus 1919 - 27 mei 1947 (slachtoffers van oorlogen) en het koninklijk besluit van 21 mei 1964 (personeel van Afrika) voorziene prioriteitsrechten voor de toegang tot de openbare betrekking zijn ertoe gehouden zulks in hun aanvraag om deelneming te vermelden.

Zij voegen aan hun aanvraag, in voorkomend geval, een attest dat hun prioriteitsrecht bevestigt.

IV. Examenprogramma :

1. Professionele proeven

Proeven bestemd om de graad van kennis te bepalen van het uit te oefenen beroep (100 punten).

2. Mondelinge proef

Gesprek over zaken betreffende de te presteren functies (50 punten).

Hetzij een totaal van 150 punten.

Om aan de bovenvermelde proeven te slagen, moeten de kandidaten voor elke proef 50 % der punten behalen, en 60 % der punten voor het geheel der proeven.

V. Wervingsreserve :

De geslaagde kandidaten zullen in een wervingsreserve ingedeeld worden geldig gedurende twee jaar.

VI. Wedde :

De maandelijksse bruto aanvangsbezoldiging wordt op minimum 1.527,37 € vastgesteld tegen het huidige uitbetalingspercentage van de wedden in de openbare diensten, reglementaire bijlagen en vergoedingen inbegrepen. (21223)

**Groep T — Technologische Hogeschool Leuven,
Pedagogische Hogeschool Leuven**

De Groep T — Technologische Hogeschool Leuven, Pedagogische Hogeschool Leuven is anders, is autonoom in de rechte zin van het woord. Anticipeert continu, is resoluut alliantiegericht, in een internationale, voornamelijk Aziatische context.

Groep T organiseert de opleiding tot industrieel ingenieur in de Technologische Hogeschool, lerarenopleidingen in de Pedagogische Hogeschool en graduaat- en taalopleidingen in ACE Groep T, Centrum voor Volwassenenonderwijs.

Ter versterking van ons team van managementmedewerkers in de Hogeschool en in ACE Groep T zijn wij op zoek naar enthousiaste mensen om Groep T verder succesvol uit te bouwen.

Webdesign en -beheer

Je bent verantwoordelijk voor of werkt mee aan het dagelijks beheer van de Nederlandstalige én Engelstalige website(s) van de hogeschool. Je maakt inhoud aan en ontwerpt lay-outs.

Je onderhoudt op georganiseerde wijze contact met alle verantwoordelijken voor de gepubliceerde informatie. Je waakt continu over de toegankelijkheid van de site(s), de correctheid en up-to-date-hed van alle webonderdelen en de aantrekkelijkheid en kwaliteit van de website(s) in het algemeen. Je hebt bijzondere aandacht voor de interesses van de lokale en internationale gebruikers, ontwikkelt voorstellen voor nieuwe webinitiatieven en verzorgt nadien de implementatie. Je werkt nauw samen met onze ICT-ers die je technologisch en/of programmatrisch kunnen ondersteunen.

Je hebt een degelijke kennis en ervaring met recente webtechnologie en -software.

Je beschikt over bijzonder goede redactionele capaciteiten, zowel in het Engels als het Nederlands, en hebt de nodige feeling voor grafische vormgeving. Je voelt je thuis in een multiculturele omgeving. Ondernemingszin en teamspirit zijn vanzelfsprekend.

Je bent in het bezit van een diploma van het hoger onderwijs en hebt aantoonbare expertise.

Wij bieden zowel voltijdse als deeltijdse vacante betrekkingen. Het salaris en het inschalingsniveau zijn afhankelijk van de toevertrouwde verantwoordelijkheden en van je diploma's en/of ervaring.

Studentenservices

Je bent verantwoordelijk voor de samenstelling en het dagelijks beheer van de studentendossiers, van inschrijving tot diplomering. Je staat in voor de inschrijvingen van de studenten, het verwerken van hun studieresultaten en de aanmaak van rapporten en administratieve documenten. Je werkt mee aan de rapportering ten aanzien van de overheid, maakt overzichtsbestanden aan en genereert statistische gegevens. Naast deze administratieve taken neem je deel aan informatieverstrekking en activiteiten, het onthaal en de algemene dienstverlening ten behoeve van de studenten.

Je beschikt over uitstekende administratieve talenten en beheert grondig de gebruikelijke administratieve software. Je bent een opgevoerde persoonlijkheid en bijzonder klantvriendelijk, maar met de nodige discretie. Je drukt je correct en vloeiend uit in het Nederlands en het Engels, zowel mondeling als schriftelijk. Je voelt je thuis in een multiculturele omgeving en werkt graag in team. Je bent flexibel ten aanzien van het takenpakket en schrikt niet terug om andere diensten tijdelijk of partiel te versterken. Je beschikt over een diploma van het hoger onderwijs en je kan ons bij voorkeur al enige relevante belevenissen kenbaar maken.

Wij bieden zowel voltijdse als deeltijdse vacante betrekkingen. Het salaris en het inschalingsniveau zijn afhankelijk van de toevertrouwde verantwoordelijkheden en van je diploma's en/of ervaring.

Onthaal

Je bent verantwoordelijk voor of werkt mee aan het onthaal en de algemene informatieverstrekking ten aanzien van bezoekers, personeel en studenten. Je neemt deel aan infodagen en evenementen en maakt binnen- of buitenlandse gasten wegwijs op de campus en in alle activiteiten van Groep T. Je organiseert of staat in voor het telefonisch onthaal, de dispatching van binnenkomende of uitgaande gesprekken en het aannemen van boodschappen bij afwezigheid van de correspondent. Daarnaast werk je mee aan het persklaar maken van rapporten en publicaties en voer je algemene administratieve opdrachten uit.

Je bent dynamisch en communicatievaardig in meerdere talen. Je bent zeer klantvriendelijk maar tevens bijzonder loyaal en discreet. Je kan je erg goed aanpassen aan het profiel van je bezoeker. Je hebt oog voor detail, voor de kwaliteit van de dienstverlening en voor het imago van de hogeschool in het algemeen. Op drukke momenten kan je je kalmte bewaren en oplossingen vinden voor onverwachte problemen. Je hebt een diploma van hoger onderwijs en kan ons wat relevante belevenissen kenbaar maken. Uiteraard beheers je voldoende de gebruikelijke administratieve software.

Wij bieden zowel voltijdse als deeltijdse vacante betrekkingen. Het salaris en het inschalingsniveau zijn afhankelijk van de toevertrouwde verantwoordelijkheden en van je diploma's en/of ervaring.

Wij verwachten de schriftelijke sollicitaties met curriculum vitae vóór 28 juni 2002 op volgend adres :

Groep T Leuven Hogeschool, Vesaliusstraat 13, 3000 Leuven;

tel. 016-30 10 30, fax 016-30 10 40;

e-mail : groept@groept.be - web : www.groept.be (21328)

Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Actes judiciaires et extraits de jugements

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 490 van het Strafwetboek

Publication faite en exécution de l'article 490 du Code pénal

*Misdrijven die verband houden met de staat van faillissement
Infractions liées à l'état de faillite*

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij definitief vonnis, d.d. 22 mei 2002, heeft de correctionele rechtbank van het arrondissement Hasselt, vijftiende kamer, op tegenpraak :

Giraerts, Guillaume Joseph, geboren te Herk-de-Stad op 22 september 1935, wonende te 3540 Herk-de-Stad, Terbermenweg 107,

Plichtig verklaard van te Herk-de-Stad, tussen minstens 1 juli 1998 en 12 maart 1999 :

Als handelaar (H.R. Hasselt 32737) die zich in staat van faillissement bevindt, als zodanig verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt op 11 maart 1999;

bij inbreuk op artikel 489ter 1 SW, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden een gedeelte van de activa te hebben verduisterd of verborgen, nl. door verkoop van zijn onroerende goederen aan respectievelijk zijn zoon en dochter voor een prijs die lager ligt dan de werkelijke waarde;

bij inbreuk op artikel 489bis 4 SW, met het oogmerk om de faillietverklaring uit te stellen, verzuimd te hebben binnen de bij artikel 9 van de faillissementswet gestelde termijn van één maand uitgifte te doen van het faillissement, dat op 11 maart 1999 op aangifte werd uitgesproken terwijl hij wist dat hij op 1 juli 1998 in gebreke gesteld werd om vervallen facturen niet betaald te hebben, hij op 21 augustus 1998 zijn handel stopgezet had en hij een totale schuldenberg heeft van 14 miljoen BEF.

Hem veroordeelde tot :

Een gevangenisstraf van zes maanden met uitstel van drie jaar, en een geldboete van 5 euro, gebracht op 1.000 euro, subsidiair dertig dagen gevangenisstraf, een vergoeding van 25 euro, een verplichte bijdrage van 10 euro (gebracht op 50 euro) en tot de kosten van het geding begroot op de som van 1.320,95 euro.

Betaling aan de burgerlijke partij de som van 1 euro provisioneel.

Beveelt dat bij toepassing van artikel 490 Strafwetboek huidig vonnis op kosten van beklaagde, bij uittreksel en op de wijze en vormen bepaald bij voornoemd artikel, zal bekend gemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*.

Hasselt, 11 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) L. Barée. (21224)

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil**

—
Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire

Vrederegerecht van het eerste kanton Hasselt

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 12 juni 2002, wordt over Vandenbrande, Solange, geboren op 9 september 1952, wonende te 3500 Hasselt, Zwaluwlaan 8, aangesteld als bewindvoerder: Mr. Nouwkens, Benjamin, kantoorhoudende te 3590 Diepenbeek, Kapelstraat 66.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (65103)

Vrederegerecht van het kanton Heist-op-den-Berg

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Heist-op-den-Berg, verleend op 11 juni 2002, werd Vermeulen, Germaine, geboren te Heist-op-den-Berg op 14 juni 1921, wonende te 2222 Wiekevorst, Sint-Jozefstraat 15, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Spits, Yolande, wonende te 2267 BS Leidschendam, Virulylaan 26.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 mei 2002.

Hallaar, 11 juni 2002.

Bij uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Dehert, Alfons. (65104)

Vrederegerecht van het kanton Izegem

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Izegem, verleend op 10 juni 2002, werd Vandewiele, Anna, geboren te Rumbleke op 17 april 1921, verblijvende in 't Pandje, Roeselaarsestraat 287, te 8870 Izegem, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerders: Vandewiele, Margareta, wonende te 8800 Roeselare, Rumblekeesteenweg 46, en Vandewiele, Pauwel, wonende te 8800 Rumbleke, Koestraat 158.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) F. Duthoo. (65105)

Vrederegerecht van het kanton Kapellen

—
 Beschikking d.d. 4 juni 2002 verklaart Van Elshocht, Rosetta Marie Auguste, van Belgische nationaliteit, geboren te Boom op 28 mei 1926, huisvrouw, wonende te 2920 Kalmthout, Hertendreef 11, verblijvende De Mick Heropbeuring V.Z.W., Papestraat 30, te 2930 Brasschaat, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: De Schryver, Yves, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen-1, Peter Benoitstraat 32.

Kapellen (Antwerpen), 14 juni 2002.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Van Zantvoort, Nancy. (65106)

Vrederegerecht van het kanton Lier

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 13 juni 2002, werd Janssens, Olga, geboren te Mortsels op 30 april 1915, wettelijk gedomicilieerd te 2500 Lier, Brouwerijstraat 9, opgenomen in de instelling Heilig Hart Ziekenhuis, Kolveniersvest 20, te 2500 Lier, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van den Plas, Christel, advocaat, met kantoor te 2500 Lier, Guldensporenlaan 136.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 29 mei 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Meulenbrouck, Gerlinda. (65107)

Vrederegerecht van het kanton Leuven-3

—
 Beschikking d.d. 6 juni 2002 verklaart Van Mellaert, Marie-Claire, geboren op 22 april 1959, wonende te 3390 Tielt-Winge, Heuvelstraat 60, niet in staat zelf de goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Beeken, Rudi, advocaat, wonende te 3390 Tielt-Winge, Kraasbeekstraat 41.

Leuven, 11 juni 2002.

De hoofdgriffier, (get.) Van Der Borgh, Celina. (65108)

Vrederegerecht van het kanton Lokeren

—
 Beschikking d.d. 14 juni 2002.

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lokeren werd Vandersnickt, Krista, geboren te Zele op 6 januari 1969, wonende te 9290 Berlare, Sluis 4, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerders: Vandersnickt, Nazarius, gepensioneerd, wonende te 9290 Berlare, Sluis 4, en De Maere, Yvonne, gepensioneerd, wonende te 9290 Berlare, Sluis 4.

Lokeren, 14 juni 2002.

De griffier, (get.) Rasschaert, Christine. (65109)

Vrederegerecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 juni 2002, werd Morjaen, Lea, geboren te Nieuwerkerken op 11 augustus 1920, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Klapperbeekstraat 97, verblijvende A.Z. Waasland, L. De Meesterstraat 5, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: De Bruyn, Viviane, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Uilenstraat 9.

Sint-Niklaas, 13 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Coppieters, Isabel. (65110)

—
 Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 juni 2002, werd Van Peteghem, Suzanne Ivonne Augusta Gustaaf, geboren te Moerbeke-Waas op 24 september 1933, zonder beroep, verblijvende Psychiatrisch Ziekenhuis Sint-Lucia, te 9100 Sint-Niklaas, Ankerstraat 91, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Peteghem, Germaine Irma Theophiel, geboren te Moerbeke-Waas op 15 augustus 1938, zonder beroep, wonende te 9080 Lochristi, Ledebeekweg 132.

Sint-Niklaas, 13 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Coppieters, Isabel. (65111)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 juni 2002, werd Van der Donck, Virginia, geboren te Terhagen op 19 maart 1928, gepensioneerde, wonende te 2850 Boom, Kerkhofstraat 380, verblijvende A.P.Z. Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Cop, Kristine, geboren te Duffel op 28 februari 1962, bediende, wonende te 9170 Sint-Pauwels, Lijkveldenstraat 133.

Sint-Niklaas, 13 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Coppieters, Isabel. (65112)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 juni 2002, werd Van Buynder, Albert Frans, geboren te Belsele op 28 juli 1915, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Broedersstraat 81, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Buynder, Paul Karel Alice, geboren te Sint-Niklaas op 7 maart 1960, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Broedersstraat 81.

Sint-Niklaas, 13 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) Coppieters, Isabel. (65113)

Vrederegerecht van het kanton Zandhoven

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Zandhoven, verleend op 14 juni 2002, ingevolge het verzoekschrift ter griffie neergelegd op 11 juni 2002, werd aan Foerts, Jozef Maria Eduard, van Belgische nationaliteit, geboren te Brecht op 16 maart 1954, ongehuwd, wonende te 2390 Malle, Antwerpsesteenweg 158, doch verblijvende in het P.C. Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, 2980 Sint-Antonius-Zoersel, als voorlopige bewindvoerder toegevoegd : Verheyen, Luc, advocaat aan de balie te Antwerpen, met kantoor te 2970 Schilde, Pater Kenislaan 30.

Zandhoven, 14 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Van Thielen, Willy. (65114)

Justice de paix du canton d'Andenne

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Andenne, en date du 14 juin 2002, le nommé Claes, André, né le 18 mai 1949, à Saint-Jean-Geest, domicilié et résidant rue Dozin 30, 5300 Andenne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Françoise Brix, avocat, boulevard Isabelle Brunell 2/1, 5000 Namur.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Sabaux, Michelle. (65115)

Justice de paix du canton de Bastogne-Neufchâteau, siège de Bastogne

En suite à la requête déposée le 7 mai 2002, par ordonnance du juge de paix du canton de Bastogne-Neufchâteau, siège de Bastogne, rendue le 22 mai 2002, Mme Gabriel, Bernadette, née le 7 janvier 1972 à Wiltz, domiciliée avenue de l'Indépendance 38, à 6600 Bastogne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Olivier, Jocelyne, avocat, domicilié place Mac Auliffe 31, à 6600 Bastogne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Aernouts, Marie-Yvonne. (65116)

Justice de paix du cinquième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du cinquième canton de Bruxelles, rendue en date du 6 juin 2002, le nommé M. Coulonvaux, Marcel, né à Uccle le 23 janvier 1946, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, CHU-Brugmann, Unité 77, place Van Gehuchten 4, domicilié à 1700 Dilbeek, Ninoofsesteenweg 154, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant M. Bogaerts, Michel, avocat, domicilié à 1050 Bruxelles, rue Dautzenberg 42.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (65117)

Justice de paix du quatrième canton de Charleroi

Par ordonnance rendue le 13 juin 2002 par M. le juge de paix du quatrième canton de Charleroi, siégeant en chambre du conseil, Mme Nelly Eva Benoît, née à Jumet le 15 juillet 1909, domiciliée à 6040 Jumet, rue des Combattants 54, a été déclarée hors d'état de gérer ses biens et pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Thierry Knoops, avocat, domicilié à 6040 Jumet, place du Ballon 27.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Albert Michotte. (65118)

Justice de paix du canton de Jodoigne-Perwez, siège de Jodoigne

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jodoigne-Perwez, section de Jodoigne, rendue en date du 6 juin 2002, la nommée Beguin, Justine, née à Jandrain le 5 avril 1912, domiciliée et résidant Home « Le Nodrengé », rue Dielhère 29, à 1350 Marilles, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur, étant Hannon, Brigitte, avocat, domiciliée 1370 Jodoigne, avenue Fernand Charlot 5A.

Jodoigne, le 13 juin 2002.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Courtauche, Fabienne. (65119)

Justice de paix du canton de Péruwelz-Leuze-en-Hainaut, siège de Leuze-en-Hainaut

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Leuze-en-Hainaut, rendue le 27 mai 2002, M. Jean Dulac, né à Huissignies le 3 mars 1920, retraité, domicilié à 7970 Belœil, rue de la Hunelle 22, mais résidant rue du Château 39, à 7970 Belœil, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de son neveu, M. Gaston Dramaix, avocat, dont le cabinet est sis à 7500 Tournai, rue de Monnel 17.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Delbecq, Jean-Claude. (65120)

Justice de paix du canton d'Uccle

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 31 mai 2002, en suite de la requête déposée le 16 mai 2002, Mme Laure Devillez, née à Moignelée le 24 novembre 1914, domiciliée à Uccle, chaussée de Waterloo 1268, résidant à l'établissement Résidence L'Espoir, rue du Ham 1, à 1180 Uccle, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Leclerc, Patrick, avocat, dont le cabinet est situé à 1150 Bruxelles, rue du Bémel 30.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (65121)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 7 juin 2002, en suite de la requête déposée le 21 mai 2002, M. Ermelindo Gomes De Barros, né le 10 juillet 1947, domicilié à 1180 Uccle, avenue Brugmann 313, résidant à 1180 Uccle, rue Vanderkindere 105, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant Me Gérard, Isabelle, ayant son cabinet à 1190 Forest, avenue Brugmann 164.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (65122)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Uccle, en date du 7 juin 2002, en suite de la requête déposée le 24 mai 2002, Mme Nicole Guillon, née à Westende le 1^{er} septembre 1912, domiciliée à 1180 Uccle, avenue de Boetendael 61, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant Me Le Clercq, Baudouin, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, rue Forestière 39.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Goies, Pascal. (65123)

Justice de paix du second canton de Verviers

Suite à la requête déposée le 3 juin 2002, par ordonnance du juge de paix du second canton de Verviers, rendue par anticipation le 14 juin 2002, Mme Aerts, Yvonne Anna Maria, veuve de Renaud Joseph, Belge, née le 28 décembre 1922 à Tongres, pensionnée, Résidence « La Lainière », rue de Heusy 95, 4800 Verviers, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Joseph, Pierre Gilbert Hubert, époux de Mme Paulus, Reine, belge, né le 28 avril 1944 à Fosse-sur-Salm, pensionné, domicilié avenue Nicolas Crutzen 61, à 4820 Dison.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Kempen, Daniel. (65124)

Justice de paix du canton de Visé

Par ordonnance du juge de paix du canton de Visé, rendue le 6 juin 2002, sur requête déposée le 16 avril 2002, Mme Lehane, Marie-Catherine, née le 17 novembre 1932, domiciliée rue Canada 7, à 4671 Blegny, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Lehaen, François, né le 26 septembre 1937, domicilié rue Canada 7, à 4671 Blegny.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Galasse, Roger. (65125)

Tribunal de première instance de Mons

Par décision du 12 juin 2002, la première chambre à trois juges du tribunal de première instance séant à Mons, province de Hainaut, statuant sur l'appel interjeté par :

M. Louis Detaille, domicilié à 1200 Bruxelles, rue Vandenhoven 65, mais résidant à 7090 Braine-le-Comte, Résidence « La Houssière », avenue de la Houssière 207;

du jugement rendu le 18 octobre 1999 par le juge de paix du premier canton de Mons, a dit pour droit

qu'à dater du 1^{er} juillet 2002, Louis Detaille, pourra à nouveau percevoir directement sa pension de retraite belge et assumer seul la gestion de ses frais d'hébergement ainsi que de ses petits frais quotidiens

et, avant de statuer plus avant, que l'administrateur provisoire conservera provisoirement la gestion la plus large de reste du patrimoine de Louis Detaille.

Mons, le 13 juin 2002.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) D. Marchal. (65134)

Mainlevée d'administration provisoire Opheffing voorlopig bewind

Vrederegerecht van het kanton Maasmechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 24 mei 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Leenders, Jean, Wilgenhof 2, Diest, als voorlopige bewindvoerder over Leenders, Henri Willem, geboren te Elen op 26 september 1939, verblijvende Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem, gedomicilieerd te Diest, Wilgenhof 2.

De beschermde persoon is overleden te Neerpelt op 18 december 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (65126)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 24 mei 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, Daalbroekstraat 54, 3630 Maasmechelen, als voorlopige bewindvoerder over Stouten, Victorine, geboren te Rekem op 1 mei 1914, verblijvende Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem, gedomicilieerd te 3630 Maasmechelen, Grotestraat 109.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 2 maart 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (65127)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 24 mei 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Cagnazzo, Salvatore, arbeider, Strooiheide 20, 3630 Maasmechelen, als voorlopige bewindvoerder over Merico, Domenica, geboren te Poggiardo (Italië) op 3 februari 1928, verblijvende Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem, gedomicilieerd te 3630 Maasmechelen, Strooiheide 20.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 25 februari 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (65128)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 24 mei 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, Daalbroekstraat 54, 3630 Maasmechelen, als voorlopige bewindvoerder over Ruyschaert, Marc, geboren op 24 augustus 1953, verblijvende Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem, gedomicilieerd te 8000 Brugge, Kardinaal Mercierstraat 31/B2.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 26 juli 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (65129)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Maasmechelen, verleend op 24 mei 2002, werd een einde gesteld aan de opdracht van Didden, Maurice, psycholoog, Daalbroekstraat 54, 3630 Maasmechelen, als voorlopige bewindvoerder over Wesemael, Frans, geboren op 29 december 1934, verblijvende Daalbroekstraat 106, 3621 Rekem, gedomicilieerd Van Wezenbekestraat 70, 2000 Antwerpen.

De beschermde persoon is overleden te Rekem op 26 juli 2000.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) R. Coun. (65130)

Vrederegerecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 13 juni 2002, werd de aanwijzing van Mr. Daniël Amelinckx, tot voorlopige bewindvoerder over de genaamde Vandekerckhove, Saskia, geboren te Antwerpen op 9 maart 1956, thans wonende te 2600 Berchem (Antwerpen), Marcel Auburtilaan 27, bepaald in onze beschikking van 3 juli 1997, opgeheven.

Sint-Niklaas, 13 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Coppieters, Isabel. (65131)

Justice de paix du premier canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 13 juin 2002, il a été mis fin à la mission de M. Eric Dierickx, comme administrateur provisoire de M. Constantinos Zorbas, né le 18 décembre 1959, résidant rue des Deux Gares 41, à 1070 Anderlecht, et la main levée de la mesure prise antérieurement sur la base de l'article 488bis C.C. a été ordonnée.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Luc Vandyck. (65132)

Justice de paix du canton de Beauraing-Dinant-Gedinne, siège de Dinant

Par ordonnance du 11 juin 2002 de M. le juge de paix suppléant du canton de Beauraing-Dinant-Gedinne, siège de Dinant, il a été mis fin aux effets de l'ordonnance prononcée le 12 novembre 1997, par le juge de paix du canton de Dinant qui a déclaré Mme Defacq, Marguerite, née à Momignies le 27 janvier 1912, pensionnée, veuve de M. Maurice Hebette, domiciliée à 5530 Yvoir, rue de la Fenderie 9, ayant résidé en dernier à 5530 Yvoir, « Home River Song », rue de Fidevoye 13, hors d'état de gérer ses biens suite à son état de santé et qui lui a désigné Mme Humbert, Monique, bibliothécaire, née à Momignies le 20 juin 1943, domiciliée rue du Coucou 8, à 1170 Watermael-Boitsfort, en qualité d'administrateur provisoire chargé d'en assurer la gestion, la dite Mme Defacq, Marguerite, étant décédée à Yvoir le 12 mai 2001.

Dinant, le 13 juin 2002.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Munten, Raymond. (65133)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Vrederegerecht van het kanton Leuven-3

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-3, verleend op 6 juni 2002, werd Brooks, Kenneth, advocaat, wonende te 3000 Leuven, E. Gilbertstraat 4, toegevoegd als voorlopig bewindvoerder in vervanging van Gille, Mia, over de goederen van Daems, Herman, geboren te Testelt op 22 mei 1956, wonende te 3061 Leefdaal, Biereikveld 8, die niet in staat is zijn goederen te beheren ingevolge beschikking d.d. 2 oktober 1995 van de vrederechter van het tweede kanton te Leuven.

Leuven, 12 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Janssens, Carina. (65135)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Leuven-3, verleend op 6 juni 2002, werd De Breucker, Els, advocaat, wonende te 3080 Tervuren, de Robianostraat 4, toegevoegd als voorlopig bewindvoerder in vervanging van Gille, Mia, over de goederen van Sevenants, Magda, geboren te Overijse op 8 december 1957, wonende te 3060 Bertem, Biereikenveld 8, die niet in staat is haar goederen te beheren ingevolge beschikking d.d. 9 april 2002 van de vrederechter van het tweede kanton te Leuven.

Leuven, 12 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel: de eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Janssens, Carina. (65136)

Vrederegerecht van het kanton Lier

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Lier, verleend op 13 juni 2002, werd Bergé, Jan, wonende te 3000 Leuven, Predikherenstraat 20, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Lier op 13 september 2001 (R.V. 01B454-Rep.R. 3564/2001) tot voorlopig bewindvoerder over Huisman, David, geboren op 20 juli 1977, wettelijk gedomicilieerd te 3360 Bierbeek, Krijkelberg 1, verblijvende in de instelling P.Z. Sint-Annendael, Vestenstraat 1, te 3290 Diest (gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 21 september 2001, blz. 31754, en onder nr. 66423), met ingang van 1 juli 2002 ontslagen van zijn opdracht.

De voornoemde beschermde persoon kreeg toegevoegd als nieuwe voorlopige bewindvoerder: Reynders, Annita, advocaat, met kantoor te 3290 Diest, Statiestraat 11-13.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Meulenbrouck, Gerlinda. (65137)

Justice de paix du cinquième canton de Bruxelles

Par l'ordonnance du juge de paix du cinquième canton de Bruxelles rendue en date du 6 juin 2002 il a été mis fin au mandat de Me Dutrieu, Philippe, avocat, domicilié à 1060 Bruxelles, rue Saint-Bernard 122, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Coen, Jean-Luc, né à Gand le 3 octobre 1951, domicilié à 1650 Beersel, Dachelenberg 27A, résidant actuellement à 1050 Bruxelles, « Le Biouvac », avenue Frans Merjay 188.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: Mme Monteyne, Georgette, domiciliée à 1853 Strombeek-Bever, Nieuwelaan 127/27.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (65138)

Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 27 mai 2002, suite à la requête du 7 mai 2002, le nommé Roobaert, Michel, né le 15 octobre 1971 à Jette, domicilié à 1080 Bruxelles, boulevard du Jubilé 102, a été déclaré incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant M. Nedergedaelt, Patrick, avocat, ayant son cabinet à 1180 Bruxelles, avenue Jean & Pierre Carsoel 43, bte 8, en remplacement de M. Roobaert, Marius.

Pour extrait certifié conforme: le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (65139)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek**Publication prescrite par l'article 793 du Code civil***Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Par déclaration faite au greffe du tribunal civil (service des successions) du tribunal de première instance de Nivelles, le 11 juin 2002, Mme Martine Marie Louise Jeanne Van Meensel, née à Etterbeek le 4 août 1955, domiciliée à Genappe (Loupouigne), chaussée de Charleroi 45, agissant en sa qualité de mère, représentante légale exerçant l'autorité sur la personne de ses enfants mineurs d'âge étant : 1. Mlle Goosse, Caroline Marianne, étudiante, née à Ottignies-Louvain-la-Neuve le 21 juin 1985, célibataire; 2. M. Goosse, Mathieu Claude Marcel Gaston, étudiant, né à Braine-l'Alleud le 15 novembre 1989, célibataire, tous deux domiciliés à Genappe (Loupouigne), chaussée de Charleroi 45, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Goosse, Michel Jean Luc, né à Wilrijk le 5 avril 1956, époux de Mme Martine Van Meensel, de son vivant domicilié à Genappe (Loupouigne), chaussée de Charleroi 45, et décédé à Genappe le 26 décembre 2001.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé dans les trois mois de la présente insertion à Me Alfred Molle, notaire à 1400 Nivelles, rue du Géant 2.

(Signé) A. Molle, notaire. (21225)

Tribunal de première instance de Dinant

Suivant acte n° 455 dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant le 18 juin 2002, Mme Meyan, Joséphine, domiciliée à Blaimont, allée des Lapins 156, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui est dévolue par le décès de M. Lison, Pascal, né à Auvelais le 24 janvier 1965, en son vivant domicilié à Blaimont, allée des Sapins 238, et décédé à Blaimont en date du 6 juin 2002.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente au notaire Mattot, rue de la Station 19, à 5500 Dinant.

Dinant, le 18 juin 2002.

Le greffier, (signé) M. Focan. (21226)

Tribunal de première instance de Liège

L'an deux mil deux, le dix-huit juin, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu Me Philippe Evrard, avocat rue Gustave Renier 23, à 4300 Waremme, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de Radelet, Anne, née à Rocourt le 19 juin 1970, domiciliée rue François Ponsard 1bis, à Paris XVI^e, France, lequel comparant a déclaré ès qualités accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Radelet, Antoine Marie Charles E., né à Liège le 25 juin 1944, de son vivant domicilié à Angleur, route du Condroz 124 et décédé le 17 mars 2000 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en son étude rue Gustave Renier 23, à 4300 Waremme.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier, chef de service (signé) J. Diederens. (21227)

Tribunal de première instance de Nivelles

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Nivelles en date du 14 juin 2002, Mme Piron, Ingrid Alilne Fanny, née à Etterbeek le 10 février 1970, domiciliée à 1471 Genappe, chaussée de Charleroi 34, bte 2, agissant en son nom personnel et en sa qualité de titulaire de l'autorité parentale sur Delrue, Gaëlle Line Monique, née à Braine-l'Alleud le 9 août 1997, domiciliée à Braine-le-Château, clos de la Musique 6, autorisée à agir par ordonnance de M. le juge de paix de Tubize en date du 7 juin 2002, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Delrue, Michel Philippe, né à Etterbeek le 23 mars 1966, de son vivant domicilié à Braine-le-Château, clos de la Musique 6, et décédé le 20 avril 2002 à Lessines.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé, dans les trois mois à compter de la date de la présente insertion à Me Luc Barbier, rue Pierre Flamand 17, bte 2, à 1420 Braine-l'Alleud.

Nivelles, le 17 juin 2002.

Le greffier-chef de service, (signé) J.-P. Lamotte. (21228)

L'an deux mil deux, le onze juin, au greffe du tribunal de première instance de Nivelles, province du Brabant wallon, a comparu M. Blonda, Guirico, né à Watermael-Boitsfort le 7 mars 1962, domicilié à Anderlecht (1070 Bruxelles), rue du Bien-Etre 8, agissant en sa qualité de titulaire de l'autorité parentale sur la personne de Blonda, Philippe, né à Braine-l'Alleud le 7 octobre 1992, domicilié à Anderlecht (1070 Bruxelles), rue du Bien-Etre 8, autorisé à agir par ordonnance de M. le juge de paix du premier canton d'Anderlecht, en date du 30 mai 2002, lequel comparant, s'exprimant en français, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Rikir, Josiane Marie Marcelline D., née à Etterbeek le 8 avril 1954, de son vivant domiciliée à Braine-l'Alleud, rue du Château d'Eau 105, et décédée le 6 avril 2002, à Braine-l'Alleud.

Dont acte signé, lecture faite par le comparant et le greffier adjoint délégué, (signature illisible). (21229)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 7 juni 2002 en twee heeft Mevr. Geenen, Verone Eduarda Maria Beatrix, geboren te Brecht op 10 februari 1951, wonende te Brasschaat, Mollei 34, verklaart dat zij aanvaardt, namens haar minderjarig kinderen :

a) Mej. Verlinden, Hilary, geboren te Borgerhout op 29 april 1958; en b) jongheer Verlinden, Anthony, geboren te Borgerhout op 11 mei 1987, beiden wonende bij de moeder, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van wijlen de heer Verlinden, Peter Lodewijk Joanna Maria, geboren te Brasschaat op 9 september 1953, in leven laatst wonende te Brasschaat, Mollei 34, en overleden te Brasschaat op 10 november 2001.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, Rollebeekstraat 10.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij aangetekend bericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Opgemaakt te Wommelgem, 17 juni 2002.

(Get.) W. De Smedt, notaris. (21230)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 7 juni 2002 en twee heeft Mevr. Demarbaix, Theresia Ludovica Agnes Marie Josepha, geboren te Kapellen op 3 augustus 1952, wonende te Edegem, Gebroeders van Raemdoncklaan 38 verklaart dat zij aanvaardt, namens haar minderjarig kind jongheer Van Looy, Pieter Colette Remy, geboren te Antwerpen op 25 januari 1985, wonende bij de moeder, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van wijlen de heer Van Looy, Filip Maria Frans, geboren te Berchem op 16 september 1936, in leven laatst wonende te Edegem, Gebroeders van Raemdoncklaan 38, en overleden aldaar op 26 augustus 2001.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, Rollebeekstraat 10.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij aangetekend bericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Opgemaakt te Wommelgem, 17 juni 2002.

(Get.) W. De Smedt, notaris. (21231)

Volgens akte verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen op 7 juni 2002 en twee heeft Mevr. Vandereycken, Sonja Anna Leopold, geboren te Borgerhout op 17 november 1957, wonende te Wommelgem, Lievevrouwestraat 81, verklaart dat zij aanvaardt, namens haar minderjarig kind de heer Histas, Yannick Jean André, geboren te Borgerhout op 8 maart 1988, wonende bij de moeder, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van wijlen de heer Histas, Michel Fernand Jules Ghislain, geboren te Namen op 13 februari 1954, laatst wonende te Wommelgem, Lievevrouwestraat 81, en overleden te Antwerpen op 4 januari 2002.

Er wordt woonstkeuze gedaan op het kantoor van notaris Wim De Smedt, te Wommelgem, Rollebeekstraat 10.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen vanaf deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij aangetekend bericht aan de door de erfgenamen gekozen woonplaats.

Opgemaakt te Wommelgem, 17 juni 2002.

(Get.) W. De Smedt, notaris. (21232)

Volgens akte nummer 02-908 ten overstaan van de griffier van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel op 18 maart 2002 :

heeft Mevr. Hinneman, Ingrid Roberta Amelia, weduwe van wijlen de heer De Boeck, Luc, wonende te 1731 Asse (Zellik), Vinkenlaan 6, handelend in haar hoedanigheid van moeder/wettelijke vertegenwoordigster over haar minderjarige kinderen :

1) Mejuffrouw De Boeck, Ilse, geboren te Asse op 23 maart 1988, wonende te 1731 Asse (Zellik), Vinkenlaan 6;

1) 2) Mejuffrouw De Boeck, Karolien, geboren te Asse op 23 maart 1990, wonende te 1731 Asse (Zellik), Vinkenlaan 6,

verklaard, in naam van haar minderjarige kinderen, de nalatenschap van wijlen Mevr. De Boeck, Anne Louise Leopold, geboren te Asse op 1 juli 1959, in leven laatst wonende te 1731 Asse (Relegem), Neerzelliikstraat 13, en overleden te Aalst op 27 september 2001, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven, hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van onderhavige opneming, gericht aan de heer Jean-Jacques Boel, notaris, te 1730 Asse, Gemeenteplein 13.

Asse, 18 juni 2002.

(Get.) Jean-Jacques Boel, notaris te Asse. (21233)

Bij verklaring afgelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge op 18 juni 2002 heeft Mevr. Nicole Germaine Alida Deswaef, geboren te Nieuwpoort op 23 februari 1960, weduwe van de heer Peter Vanbelleghem, wonende te 8434 Middelkerke (Westende), Heidestraat 72, vertegenwoordigd door haar volmachtdrager, notaris Bernard Muylle, te Middelkerke, ingevolge volmacht dd. 7 juni 2002, handelend in haar hoedanigheid van drager van het ouderlijk gezag over haar minderjarige zoon, Niels Peter Herman Vanbelleghem, geboren te Poperinge op 12 september 1987, met haar wonend, verklaard om de nalatenschap van Mevr. Madeleine Cornelia Serpieters, geboren te Pervijze op 27 april 1924, echtgenote van de heer Gilbert Vanbelleghem, laatst wonende te 8430 Middelkerke, Kerkstraat 21/1, en overleden te Veurne op 31 juli 1993, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Keuze van woonplaats wordt gedaan in het kantoor van notaris Bernard Muylle, te Middelkerke, Koninginnelaan 52, waar de schuldeisers en legatarissen verzocht worden zich kenbaar te maken bij aangetekend schrijven, binnen de drie maanden vanaf de bekendmaking.

(Get.) B. Muylle, notaris. (21234)

Volgens akte 02-153, verleden ter griffie van de rechtbank van Mechelen op 13 juni 2002, heeft Mr. Marcel-Henry Moerens, advocaat te 1050 Brussel, Waaglaan 61, bus 18, handelende in hoedanigheid van voorlopig bewindvoerder over de heer Van Hove, André, Grimbergsesteenweg 40, te 1850 Grimbergem, hiertoe gemachtigd door bevelschrift dd. 6 juni 2002 van de vrederechter van het eerste kanton Schaarbeek, de nalatenschap van Mevr. Alice Alphonsine Jacobs, geboren te Aalst op 16 december 1924, laatst gehuisvest te Duffel, Stationsstraat 22C, overleden te Duffel op 11 mei 2002, onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaard.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden, te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, per aangetekend schrijven tot Mr. Marcel-Henry Moerens, hierboven vermeld, gericht.

Brussel, 17 juni 2002.

De voorlopige bewindvoerder, (get.) Marcel-Henry Moerens, advocaat. (21235)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 21 mei 2002 werd het faillissement van de B.V.B.A. A.F.F.A.S., BTW 432.857.550, met adres te 1930 Zaventem, Tuinwijkstraat 41, bus 2, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Stijn Vanschoubroek.
(Pro deo) (21236)

Bij vonnis d.d. 21 mei 2002 werd het faillissement van de B.V.B.A. Geranio Europe, BTW 428.176.014, met adres te 1600 Sint-Pieters-Leeuw, Bergensesteenweg 214, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Stijn Vanschoubroek.
(Pro deo) (21237)

Bij vonnis van 4 juni 2002 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Imprimerie Carbonnelle Bruno, met maatschappelijke zetel te 1650 Beersel, Bloemhofstraat 49, H.R. Brussel 525758, BTW 438.723.476, drukkerij.

Rechter-commissaris : de heer J. Heyse.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldverdring te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldverdringen : op woensdag 10 juli 2002, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (21238)

Bij vonnis van 4 juni 2002 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Shiraz, met maatschappelijke zetel te 1853 Strombeek-Bever, Romeinsesteenweg 644, H.R. Antwerpen 337441, BTW 468.405.476, industriële reiniging.

Rechter-commissaris : de heer J. Heyse.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 juli 2002, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (21239)

Bij vonnis van 4 juni 2002 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Galaxy Aircraft Distribution, met maatschappelijke zetel te 1830 Machelen, General Aviation Zone 49, H.R. Brussel 479619, BTW 428.720.994, import-export vliegtuigonderdelen.

Rechter-commissaris : de heer J. Heyse.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 juli 2002, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (21240)

Bij vonnis van 4 juni 2002 werd geopend verklaard het faillissement van de C.V.O.A. Friends, met maatschappelijke zetel te 1853 Strombeek-Bever, Sint-Amandsstraat 19, H.R. Brussel 621306, BTW 462.636.946, vervoer.

Rechter-commissaris : de heer J. Heyse.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 juli 2002, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (21241)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 4 juin 2002 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Openbare Occasiemarkt, boulevard Jamar 26B, à 1060 Bruxelles, R.C. Bruxelles 460733, T.V.A. 425.832.275, broccanterie.

Juge-commissaire : M. J. Heyse.

Curateur : Me Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 juillet 2002, à 14 heures, à la salle G.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.
(Pro deo) (21242)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 4 juni 2002 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Openbare Occasiemarkt, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Jamarlaan 26B, H.R. Brussel 460733, BTW 425.832.275, tweedehandsgoederen.

Rechter-commissaris : de heer J. Heyse.

Curator : Mr. Marc Buekens, Noorderlaan 30, 1731 Zellik.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van de uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 juli 2002, te 14 uur, in zaal G.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (21242)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is Christiaensen, Nic, geboren te Hoogstraten op 21 november 1974, wonende en handeldrijvende te 2000 Antwerpen, Kasteelpleinstraat 68, kleinhandel in verlichtingsartikelen, H.R. Antwerpen 349810, BTW 767.290.487, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Jacobs, Wilfried.

Curator : Mr. Wouters, Louis, Jan Van Rijswijcklaan 1-3, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 18 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 augustus 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator : Wouters, Louis. (Pro deo) (21243)

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is Editex E.B.V.B.A., in vereffening, Klapdorp 28, 2000 Antwerpen-1, H.R. Antwerpen 293823, BTW 448.417.043, op bekentenis, failliet verklaard en afgesloten bij ontoereikend actief zonder uitspraak te doen over een eventuele verschoonbaarheid.

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Geen aanstelling van een curator en een rechter-commissaris.

De adjunct-griffier : M. Caers. (Pro deo) (21244)

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is RM Steel B.V.B.A., De Roest d'Alkemadelaan 2, bus 33, 2600 Berchem (Antwerpen), groothandel in ruwe en half afgewerkte producten van de ijzer- en staalnijverheid, H.R. Antwerpen 335063, BTW 465.761.534, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse, Fernand Richard Leo.

Curator : Mr. Vermeersch, Nathalie, Maria-Henriettelei 1, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 18 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 augustus 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator : Vermeersch, Nathalie. (Pro deo) (21245)

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is Sauveniere B.V.B.A., Bisschoppenhoflaan 579/581, 2100 Deurne (Antwerpen), kleinhandel in toiletartikelen, H.R. Antwerpen 348808, BTW 474.397.207, op beken-
tenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts, Daniel.

Curator : Mr. Van Raemdonck, Marc, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 18 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 augustus 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator : Van Raemdonck, Marc. (21246)

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is Hof Van Eden B.V.B.A., Klein Veerle 103, 2960 Brecht, drankgelegenheid, H.R. Antwerpen 314075, BTW 456.605.823, op beken-
tenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Peeters, Dirk.

Curator : Mr. Verstraeten, Peter, Prins Boudewijnlaan 177-179, 2610 Wilrijk (Antwerpen).

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 18 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 augustus 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator : Verstraeten, Peter. (Pro deo) (21247)

Bij vonnis in datum van 18 juni 2002 is Drukkerij Alpha B.V.B.A., Lamoriniestraat 58, 2000 Antwerpen-1, drukkerij, H.R. Antwerpen 224331, BTW 421.144.603, op beken-
tenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Van Herck, Raymond.

Curator : Mr. Van Meensel, Eric, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 18 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 14 augustus 2002, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator : Van Meensel, Eric. (21248)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Bouwbedrijf Frans Hertogs P.V.B.A., Hoogstraatsebaan 18, 2960 Brecht, onderne-
ming voor het optrekken van gebouwen, H.R. Antwerpen 79653, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : De Roy, Xavier, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (21249)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Eurocars Antwerpen B.V.B.A., Tunnelplaats 1, 2000 Antwerpen-1, groothandel in nieuwe en tweedehandse motorvoertuigen, H.R. Antwerpen 283982, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Rauter, Philip, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1. (21250)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Osy N.V., H. Janssen & C°, Schijnpoortweg 121, 2170 Merksem (Antwerpen), groothandel in schrijf- en drukpapier en schrijf- en drukkarton, H.R. Antwerpen 44825, BTW 404.777.040, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Van Meensel, Eric, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1. (21251)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Niveau Management N.V., Swaenebeeklaan 33, 2970 Schilde, uitgeversbedrijf, H.R. Antwerpen 292229, BTW 447.845.634, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Geerinckx, Herlinda, Sint-Augustinuslaan 3, 2610 Wilrijk (Antwerpen). (21252)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Wigo N.V., Middelmolenlaan 45, 2100 Deurne (Antwerpen), groothandel in schrijf- en drukpapier, H.R. Antwerpen 195870, BTW 413.707.473, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Van Sant, Paul, Schermersstraat 1, 2000 Antwerpen-1. (21253)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Hoogstraat 37 N.V., Hoogstraat 37, 2000 Antwerpen-1, spijshuis, H.R. Antwerpen 328983, BTW 462.803.430, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curatoren : Teughels, Y., Coremansstraat 14A, 2600 Berchem (Antwerpen), en Schwagten, W., Hovestraat 28, 2650 Edegem. (21254)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Kantoor A & K B.V.B.A., Boekstraat 101, 2610 Wilrijk (Antwerpen), boekhoudbureau, H.R. Antwerpen 289969, BTW 447.250.964, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1. (21255)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van De Ouderburg B.V.B.A., Van De Wervestraat 69, 2060 Antwerpen-6, onderneming in onroerende goederen, H.R. Antwerpen 323586, BTW 459.939.950, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Brems, Patrick, Marktplein 7, 2110 Wijnegem. (Pro deo) (21256)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Antwerpse Dranken Discount N.V., in het kort : « A.D.D. », Blancefloerlaan 24, 2050 Antwerpen-5, groothandel in bier, limonade en drinkwater, H.R. Antwerpen 297701, BTW 450.400.197, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Cools, Veerle, Mechelsesteenweg 12, zesde verdieping, 2000 Antwerpen-1. (Pro deo) (21257)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Eurocycle B.V.B.A., Krijgsbaan 128-130, 2640 Mortsel, groothandel in motorrijwielen en toebehoren, H.R. Antwerpen 291674, BTW 447.607.587, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mattheessens, Pieter, Plantin en Moretuslei 12, 2018 Antwerpen-1. (21258)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van The Bybizz Company B.V.B.A., Verschansingstraat 20, 2000 Antwerpen-1, groot-handel in leder en bereide huiden, H.R. Antwerpen 318398, BTW 458.750.315, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Devroe, Dirk, Van Eycklei 45, 2018 Antwerpen-1.
(Pro deo) (21259)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Kerbo B.V.B.A., Heistraat 300, 2610 Wilrijk (Antwerpen), niet ingeschreven in het H.R. Antwerpen, BTW 455.856.943, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Geerinckx, Herlinda, Sint-Augustinuslaan 3, 2610 Wilrijk (Antwerpen).
(Pro deo) (21260)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van De Voecht Frank B.V.B.A., Mechelsesteenweg 54, 2840 Rumst, kleinhandel in meubileringsartikelen, H.R. Antwerpen 335899, BTW 442.710.176, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Laugs, Guy, Mechelsesteenweg 12/8, 2000 Antwerpen-1.
(Pro deo) (21261)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Cara N.V., Larikslaan 1, 2950 Kapellen (Antwerpen), studie-, organisatie- en raadgevend bureau inzake financiële, handels-, fiscale of sociale aangelegenheden, H.R. Antwerpen 307650, BTW 454.230.214, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Daelemans, Rudy, Elisabethlaan 59, 2600 Berchem (Antwerpen).
(21262)

Bij vonnis van 18 juni 2002 werd het faillissement van Axis Intermodal België N.V., Amerlolaan 65, 2900 Schoten, verhuring van divers materieel, H.R. Antwerpen 315860, BTW 457.555.334, gesloten bij ontoereikend actief en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Daelemans, Rudy, Elisabethlaan 59, 2600 Berchem (Antwerpen).
(21263)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij beschikking van 18 juni 2002 heeft de heer Marc De Geeter, rechter-commissaris over het faillissement van North Sea Bunkers Belgium N.V., te 8000 Brugge, de vergadering van de schuldeisers, ingevolge art. 76 faillissementswet nopens het vereffeningsverslag vastgesteld op dinsdag 30 juli 2002, om 14 uur, in de raadkamer van de rechtbank, achterin de zaal N, op de eerste verdieping van het gerechtsgebouw, Kazernevest 3, te 8000 Brugge.

Deze kennisgeving geldt als enige oproeping.
De hoofdgriffier : (get.) L. Demets. (21264)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde

Bij vonnis van 17 juni 2002 van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd het volgend faillissement gesloten bij gebrek aan actief : Van Nieuwenhove, Dirk Paula Clement, geboren te Dendermonde op 16 februari 1968, wonende te 9200 Dendermonde, Bevrijdingslaan 5, H.R. Dendermonde 56793, in falingsverklaring van 30 april 2002.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.
De curator : (get.) Marianne Macharis, Koningin Astridlaan 8, 9200 Dendermonde.
(Pro deo) (21265)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst

Bericht aan de schuldeisers van het faillissement van de B.V.B.A. Steen- en Marmarhouwerij Ph. Van Impe en Zonen, in vereffening, Bruulstraat 35, te 9450 Haaltert (faillissementsvonnis d.d. 1 december 1995 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst).

Bij bevelschrift van de heer rechter-commissaris Christoph Meert worden de schuldeisers, opgenomen in het passief van voormeld faillissement, opgeroepen in algemene vergadering in de gewone gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Aalst, Graanmarkt 3, te 9300 Aalst, op donderdag 27 juni 2002, om 9 u. 40 m. in de voormiddag.

Zij zullen er het verslag horen van de curator nopens de toestand van het faillissement en de vermoedelijke uitslag van de vereffening, daarna zullen zij zich kunnen uitspreken over de gebeurlijke voorstellen van de gefailleerde tot het bekomen van een concordaat.

De curator : (get.) B. Gies. (21266)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Gent, d.d. 11 juni 2002, werd het faillissement Van Den Eynde, Marc, Mimosastraat 155, 9000 Gent, H.R. Gent 140343, afgesloten wegens ontoereikend activa.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.
De curator : (get.) De Vliegheer. (21267)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 14 juni 2002, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Alpeva B.V.B.A., kleinhandel in vlees en vleeswaren, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Akkerhage 10, bus 41, H.R. Gent 131522, BTW 421.883.880.

Rechter-commissaris : de heer Hendrik Vanhoutte.

Datum staking van de betalingen : 13 juni 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 3 september 2002, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Sven Maselyne, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 72.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21268)

Bij vonnis d.d. 14 juni 2002, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Van De Kerkhove, Peter, geboren te Waarschoot op 13 oktober 1968, wonende te 9930 Zomergem, Markt 13, onderneming voor het leggen van tegelvloeren en mozaïek, alle wand- en vloerbekleding, met uitzondering van hout; groot- en kleinhandel in bouwproducten en bouwmaterialen; onderneming voor het bouwen van stellingen alsmede voor het leggen van parketvloeren, H.R. Gent 171691.

Rechter-commissaris : de heer Christian De Fooz.

Datum staking van de betalingen : 14 juni 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 4 september 2002, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Walter Moens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Burggravenlaan 1.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21269)

Bij vonnis d.d. 17 juni 2002, op bekentenis, tweede kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Produktiehuis Impressant B.V.B.A., onderneming voor het organiseren van tentoonstellingen en kunstgalerijen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Martelaarslaan 438, H.R. Gent 180013, BTW 456.905.038.

Rechter-commissaris : de heer Pierre Van den Bossche.

Datum staking van de betalingen : 10 juni 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 15 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 september 2002, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Koen Steenbrugge, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Gouvernementstraat 20.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21270)

Bij vonnis d.d. 14 juni 2002, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Travicon N.V., reisbureau, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9000 Gent, Koningin Fabiolalaan 1, niet ingeschreven in het H.R. Gent, BTW 421.443.323.

Rechter-commissaris : de heer Pierre Van den Bossche.

Datum staking van de betalingen : 31 mei 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 2 september 2002, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Marc Herssens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Recollettenlei 43.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21271)

Bij vonnis d.d. 14 juni 2002, op bekentenis, eerste kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Klavertje Vier B.V.B.A., groot- en kleinhandel in bloemen en planten, gespecialiseerde kleinhandel in geschenken m.b.t. woninginrichting, groothandel in consumentenartikelen, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9830 Sint-Martens-Latem, Kortrijksesteenweg 32, H.R. Gent 195974, BTW 471.765.636.

Rechter-commissaris : de heer Freddy Van Hoe.

Datum staking van de betalingen : 7 juni 2002.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 12 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 6 september 2002, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Gajetaan Janssens, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Kortrijksesteenweg 1015.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21272)

In de samengevoegde faillissementen Loheky N.V. en Elhaka C.V.A., beiden met maatschappelijke zetel te 9031 Drongen, Noordhoutstraat 16; Loheky N.V., H.R. Gent 171704, BTW 451.641.007; Elhaka C.V.A., H.R. Gent 170054, BTW 450.477.403, werd bij beschikking van de rechter-commissaris van 13 juni 2002 de datum van de vergadering der schuldeisers ingevolge art. 76 F.W. nopens het vereffeningsverslag, bepaald op donderdag 3 oktober 2002, te 9 uur, in de gewone zittingszaal van de rechtbank van koophandel te Gent, Oude Schaapmarkt 22.

De curator : Mr. D. De Groote, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Coupure 804.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (21273)

Bij vonnis d.d. 13 juni 2002, op bekentenis, vijfde kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Family Home Belgium B.V.B.A., in vereffening, onderneming voor het beheer van beleggingen en vermogens, met maatschappelijke zetel gevestigd te 9920 Lovendegem, Lievevriestraat 16, H.R. Gent 180196, BTW 453.562.397.

Datum staking van de betalingen : 12 juni 2002.

Geen benoeming van een curator en een rechter-commissaris.

Faillissement onmiddellijk gesloten bij gebrek aan actief.

Voor eensluitend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) H. Vanmaldeghem. (Pro deo) (21274)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, d.d. 17 juni 2002, werd op aangifte, in staat van faillissement verklaard de N.V. Covan Vision Systems, met zetel te 8530 Harelbeke, Venetiëlaan 32, H.R. Kortrijk 137361, BTW 453.371.466, met als handelsactiviteit : tussenpersoon in de handel, ontwerp, bouw en integratie van inspectiesystemen en bijhorende software, meetsystemen en sensoren, kwaliteitssystemen, ontwerp en realisatie van industriële automatisering en machinebouw.

Datum van ophouding van betalingen :

Rechter-commissaris : de heer Johan Vanbiervliet, rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Curator : Mr. Peter Sustronck, advocaat te 8500 Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10.

Neerlegging van de schuldvorderingen : ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, paleis van justitie, Burgemeester Nolfstraat 10A, te Kortrijk, vóór 8 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : vrijdag 26 juli 2002, om 15 u. 15 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk, zitting houdend in zijn gewone gehoorzaal, gerechtsgebouw II, Beheerstraat 41, te 8500 Kortrijk.

Voor eensluitend uittreksel : de curator, (get.) Peter Sustronck. (21275)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vijfde kamer, d.d. 5 juni 2002, werd het faillissement van de B.V.B.A. LDI Europe, in vereffening, met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Aalbeeksesteenweg 62, H.R. Kortrijk 133626, BTW 453.424.619, uitgesproken op aangifte bij vonnis van 17 april 2002, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : (get.) Martine Damman, advocaat te 8500 Kortrijk, Elzenlaan 34. (Pro deo) (21276)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 14 juni 2002 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de B.V.B.A. Metaro, met maatschappelijke zetel te 8830 Hoogdele, Amersveldestraat 30, H.R. Kortrijk 125942, BTW 446.473.974.

Rechter-commissaris : de heer Frank Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Virginie Bailleul, advocaat te 8520 Kuurne, Lt. Gen. Gerardstraat 31/1.

Tijdstip staking van betalen : 12 juni 2002.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 8 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op vrijdag 2 augustus 2002, om 14 u. 15 m., op de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10a.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Virginie Bailleul. (21277)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, derde kamer, d.d. 14 juni 2002 werd, op aangifte, in staat van faillissement verklaard de heer Jan Depovere, wonende te 8800 Roeselare, Spinnersstraat 10, H.R. Kortrijk 140599, BTW 530.692.740.

Rechter-commissaris : de heer Frank Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Virginie Bailleul, advocaat te 8520 Kuurne, Lt. Gen. Gerardstraat 31/1.

Tijdstip staking van betalen : 12 juni 2002.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering in te dienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, vóór 8 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen geschiedt op vrijdag 2 augustus 2002, om 14 uur, op de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burg. Nolfstraat 10a.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Virginie Bailleul. (Pro deo) (21278)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 18 juni 2002 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van de B.V.B.A. Donatus, met maatschappelijke zetel te 3050 Oud-Heverlee, Waversebaan 155, drankgelegenheden met kleine restauratie, H.R. Leuven 95164, BTW 458.629.361.

Rechter-commissaris : de heer F. Heps.

Curator : Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 33.

Staking van de betalingen : 18 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 12 juli 2002, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 2 september 2002, te 14 u. 15 m.

Datum oprichting bedrijf : 12 augustus 1996.

De curator, J. Mommaerts. (Pro deo) (21279)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis d.d. 6 juni 2002, geveld door de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, werd in staat van faillissement verklaard, de B.V.B.A. Allift, vennootschap met maatschappelijke zetel te 9630 Zwalm, Heufkensstraat 132, H.R. Oudenaarde 47482, BTW 464.691.762, waarvan de maatschappelijke zetel tot voor kort gevestigd was te Merchtem, Kleistraat 67, H.R. Brussel 630649.

Rechter-commissaris : de heer F. Valcke, rechter in handelszaken in voornoemde rechtbank.

Curator : Mr. Marc Vander Kimpen, advocaat, met kantoor te 9620 Zottegem, Grotenbergstraat 49.

De staking van betaling werd bij voornoemd vonnis bepaald op 6 juni 2002.

Indienen van de schuldvorderingen : tot dinsdag 8 juli 2002, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14.

Nazicht en sluiting der schuldvorderingen : donderdag 12 september 2002, om 9 uur, in de terechtzittingszaal van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, Bekstraat 14, 9700 Oudenaarde, 1e verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Marc Vander Kimpen. (Pro deo) (21280)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 17 juni 2002, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Multimills N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Eisden, Kolenmijnen Limburg Maaslaan 1, H.R. Tongeren 85219, groothandel in graan en bloem, BTW 464.090.263.

Tijdstip ophouden van betaling : 23 mei 2002.

Curatoren : Gerkens, André & Vandeborne, Jan, advocaten te 3740 Bilzen, Demerlaan 21.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22/4, te 3700 Tongeren, vóór 17 juli 2002.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 25 juli 2002, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) A. Gerkens; J. Vandeborne, advocaten te Bilzen. (Pro deo) (21281)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 17 juni 2002, ingevolge dagvaarding, failliet verklaard Jomanda N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Maasmechelen, Scheepsstraat 2, H.R. Tongeren 88193, managementsactiviteiten, BTW 458.342.717.

Tijdstip ophouden van betaling : 23 april 2002.

Curatoren : Mrs. Michel Vanbuul, Felix Ruysschaert en Mark Bernaerts, advocaten te 3700 Tongeren, 18e Oogstwal 37, bus 1.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 17 juli 2002.

Sluiting proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : 25 juli 2002, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Michel Vanbuul; Felix Ruysschaert; Mark Bernaerts. (Pro deo) (21282)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi du 10 juin 2002, a été déclarée, sur assignation, la faillite de M. Jean Cereghetti, né à Waudrez le 23 novembre 1926, domicilié à 6183 Trazegnies, rue J. Jaurès 77, R.C. Charleroi 192416, T.V.A. 618.212.177.

Le tribunal a fixé la date provisoire de cessation des paiements au 10 juin 2002.

Les déclarations de créances doivent être adressées au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel 1, à 6000 Charleroi, avant le 9 juillet 2002.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 6 août 2002, à 8 h 30 m, devant le tribunal de commerce de Charleroi.

Le tribunal a désigné en qualité de juge-commissaire M. Michel Jacob, et en qualité de curateur, Me Alexandre Gillain, avocat à 6000 Charleroi, boulevard Devreux 28.

Le pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) Alexandre Gillain. (21283)

Par jugement du 17 juin 2002, le tribunal de commerce de Charleroi a déclaré la faillite, sur assignation, de la S.C. Levent, en liquidation, dont le siège est sis à 6240 Farciennes, rue de Tergnée 175, R.C. Charleroi 167814.

La date provisoire de la cessation des paiements a été fixée au 17 juin 2002.

Les créanciers de la S.C. Levent, en liquidation, doivent faire leur déclaration au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, palais de justice, boulevard Général Michel, pour le 16 juillet 2002.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances aura lieu le 13 août 2002, à 8 h 30 m, à l'audience de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi.

Ont été désignés : M. M. Balsat, en qualité de juge-commissaire;

Me Philippe Delvaux, avocat à 6240 Farciennes, rue Grande 30, en qualité de curateur.

Le pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) Ph. Delvaux. (21284)

Tribunal de commerce de Huy

Par jugement du 12 juin 2002, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Garage Gils, ayant son siège social et son établissement à 4570 Marchin, rue Alfred Lion 22, R.C. Huy 25916, pour l'activité de garagiste, réparateur, ainsi que la carrosserie.

Juge-commissaire : M. Bernard Tillieux, juge consulaire.

Curateur : Me Marielle Donne, avocat à 4171 Poulseur, rue de l'Ourthe 58.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy dans les trente jours à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 août 2002, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) M. Donne. (Pro deo) (21285)

Par jugement du 12 juin 2002, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C.S. Le Glouton et Cie, ayant son siège social rue des Brasseurs 8, à 4500 Huy, numéro administratif A/3939, pour l'exploitation d'un snack-bar, petite restauration, plats à emporter, etc, non immatriculée au R.C. Huy à ce jour.

Juge-commissaire : Jacques Thys, juge consulaire.

Curateur : Me Anne Dubois, avocat à 4500 Huy, rue Vankeerberghen 7.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 7 août 2002, à 8 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) A. Dubois. (Pro deo) (21286)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 14 juin 2002, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Centrale Mondovision, ayant son siège social à 4671 Saive, chemin de Frise 35, R.C. Liège 166159, avec date du début des opérations commerciales le 15 novembre 1988, pour l'exploitation d'une entreprise de franchising, T.V.A. 435.913.347.

Le juge-commissaire est M. Alain Lonhienne.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 6 août 2002, de 9 h 30 m à 11 heures, salle des faillites, cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, Ilot Saint-Michel, rue Joffre 12, à 4000 Liège (3^e étage).

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 14 juillet prochain au plus tard.

Curateurs : Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6; Me André Magotteaux, avocat à 4000 Liège, rue du Pont 36.

Le curateur, (signé) A. Absil. (Pro deo) (21287)

Par jugement du 14 juin 2002, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, sur aveu, de la S.P.R.L. Audiac, ayant son siège social à 4630 Soumagne, avenue de la Résistance 268, R.C. Liège 166081, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} décembre 1988, pour l'exploitation d'un commerce de détail, importation et exportation, réparation, entretien d'appareils électriques, matériel radio-électrique, T.V.A. 435.910.179.

Le juge-commissaire est M. Alain Lonhienne.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 6 août 2002, de 9 h 30 m à 11 heures, salle des faillites, cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce, Ilot Saint-Michel, rue Joffre 12, à 4000 Liège (3^e étage).

Les déclarations de créances doivent être rentrées au greffe du tribunal de commerce dans les trente jours à compter du présent jugement, soit pour le 14 juillet prochain au plus tard.

Les curateurs : Me Adrien Absil, avocat à 4000 Liège, avenue Emile Digneffe 6; Me André Magotteaux, avocat à 4000 Liège, rue du Pont 36.

Le curateur, (signé) A. Absil. (Pro deo) (21288)

Par jugement du 17 juin 2002, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de la S.A. Résidence du Bois d'Avroy, ayant son siège social rue de Velroux 136, 4460 Grâce-Hollogne, R.C. Liège 177889, T.V.A. 443.893.972.

Activité principale : maison de repos sous la dénomination « Résidence du Bois d'Avroy ».

Date du début de l'activité commerciale : le 1^{er} janvier 1991.

Juge-commissaire : M. Dany Hay.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 6 août 2002, à 9 h 30 m, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations de créance doivent être déposées pour le 1^{er} août 2002 au plus tard au greffe du tribunal de commerce.

Les curateurs, (signé) Mes Michel Mersch, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège; Me Etienne Chartier, avocat, quai des Ardennes 7, à 4020 Liège. (21289)

Par jugement du 17 juin 2002, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.C.R.L. Socogeres, rue de Serbie 73, à 4000 Liège, pour une activité de restaurant, non inscrite au R.C. Liège, T.V.A. 472.078.709.

Juge-commissaire : M. Robert-Henri Fransolet.

Les créanciers devront faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement de faillite.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 6 août 2002, à 9 h 30 m, en la salle des faillites, cabinet du greffier en chef, Ilot Saint-Michel, rue Joffre 12, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me René Swennen, boulevard Piercot 13, à 4000 Liège. (Pro deo) (21290)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du 10 juin 2002, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur assignation, de VNMR S.P.R.L. (anciennement Authentic Travel), dont le siège social est sis rue d'Havré 12, à 7000 Mons, exerçant l'activité d'agence de voyages à 7000 Mons, rue d'Havré 18, R.C. Mons 138956, T.V.A. 462.785.020.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 10 juillet 2002.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 6 août 2002, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Le curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps.
(Pro deo) (21291)

Par jugement du 17 juin 2002, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de Cordier, Steeve, né à Soignies le 19 décembre 1977, domicilié rue de Mons 8, 7060 Soignies, y ayant exploité un débit de boissons sous la dénomination le Big Ben, R.C. Mons 137448, T.V.A. 669.406.896.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 17 juillet 2002.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 20 août 2002, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Le curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps.
(Pro deo) (21292)

Par jugement du 10 juin 2002, le tribunal de commerce de Mons a déclaré la faillite, sur aveu, de Missius S.P.R.L., dont le siège social est sis rue de la Fontaine 18, à 7850 Enghien, exerçant l'activité de vente de matériel informatique, R.C. Mons 142282, T.V.A. 460.599.550.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Mons, place du Parc 32, à 7000 Mons, pour le 10 juillet 2002.

La clôture du procès-verbal de la déclaration des créances se tiendra le 6 août 2002, à 8 h 30 m, en la salle des faillites du tribunal de commerce de Mons.

Le curateur : Me Etienne Descamps, rue de l'Egalité 26, à 7390 Quaregnon.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) E. Descamps.
(Pro deo) (21293)

Faillite du 17 juin 2002, sur aveu, Home Electro Confort S.P.R.L., dont le siège social est sis à 7334 Hautrage, Grand-Route de Mons 79, exerçant les activités de vente d'appareils électro-ménagers, R.C. Mons 144297, T.V.A. 475.653.059.

Curateur : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 17 juin 2002.

Dépôts des déclarations de créances pour le 17 juillet 2002 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 20 août 2002, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Huissier-commis : Me M. Dernoncourt, à Mons.

Juge-commissaire : Jean Majois.

Le curateur, (signé) N. Debouche. (Pro deo) (21294)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 13 juin 2002, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de Build Belgian S.P.R.L., en abrégé « B.BE », dont le siège social est sis à 5004 Namur (Bouge), chaussée de Louvain 484, ayant pour activité principale tous travaux de constructions, de transformations, de rénovations de bâtiments par sous-traitants par personnel de la société, pour compte propre ou pour compte de tiers, le commerce de matériaux et matériel de construction, ainsi que l'étude de projets immobiliers incluant la conception, le financement, la vente ou l'échange, R.C. Namur 75276, T.V.A. 465.405.901.

La faillite porte la référence 102/02.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 13 juin 2002, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Danaux, Bernard, juge consulaire.

Curateur : Me Marchal, Pierre Luc, rue de Dave 459, 5100 Jambes (Namur).

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 12 août 2002, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) C. Lepage.
(Pro deo) (21295)

Par jugement du 23 mai 2002, le tribunal de commerce de Namur a clôturé, pour insuffisance d'actifs, la faillite de la S.P.R.L. Alpi, dont le siège était sis rue Janson 8, à 5300 Andenne, R.C. Namur 66491, T.V.A. 450.117.216, et a déchargé le curateur, Brigitte De Callatay, avocat à 5081 Bovesse, rue du Manoir 1, de sa mission.

Le curateur, (signé) Brigitte de Callatay. (Pro deo) (21296)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 10 juin 2002, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Chronofood & Servi +, dont le siège social est sis rue Saint-Jean 39, à 1370 Jodoigne, R.C. Nivelles 94749, T.V.A. 474.765.906.

Nature de l'activité exercée : station service et bureautique.

Curateur : Me Marc-Alain Speidel, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles.

Juge-commissaire : M. Philippe Johansen.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 8 août 2002, à 10 h 30 m, et se tiendra au siège du tribunal du commerce de Nivelles, palais de justice II, rue Clarisse 115, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) M.-A. Speidel. (Pro deo) (21297)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le jeudi 13 juin 2002 par le tribunal de commerce de Tournai a été ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. « A.B.M. », ayant son siège social à 7700 Mouscron, boulevard Industriel 79c, R.C. Tournai 79871, T.V.A. 456.148.933, et ayant pour objet social le découpage de restants de tapis, le commerce en gros de chaussures, tapis, articles en verre, porcelaine, verrerie, poterie, et plastic pour ménage, et/ou meubles, bibelots et articles de fantaisie, l'importation de plusieurs articles (à l'exception des articles soumis à une autorisation) ainsi que toutes opérations mobilières ou immobilières, financières qui se rattachent à son objet.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (12 juillet 2002).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au lundi 12 août 2002, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : Me Thierry Opsomer, chaussée de Warneton 340, 7784 Bas-Warneton.

Tournai, le 13 juin 2002.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Th. Opsomer.
(Pro deo) (21298)

Par jugement rendu le mardi 18 juin 2002, par le tribunal de commerce de Tournai a été ouverte, sur citation, la faillite de M. Carre, Alain, T.V.A. 671.411.135, exerçant le commerce sous la dénomination « Import-Export Automobiles », à Tournai, rue Bourdon Saint-Jacques 17/14, R.C. Tournai 81522, et ayant comme activité l'import-export en véhicules automobiles.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (18 juillet 2002).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au lundi 12 août 2002, à 9 heures, en chambre du conseil du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Curateur : F. Paris, rue de Monnel 17, 7500 Tournai.

Tournai, le 18 juin 2002.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Paris.
(Pro deo) (21299)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête en date de ce jour, M. Godart, Nathanaël, et son épouse, Mme Arnone, Christelle, domiciliés et demeurant ensemble à 6769 Meix-devant-Virton, rue de Virton 106, ont introduit devant le tribunal civil de première instance d'Arlon une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial confirmant le régime de la communauté légale, dressé par acte reçu par le notaire François Culot, à Virton, en date du 30 mai 2002.

(Signé) François Culot, notaire. (21300)

Suivant jugement prononcé le 29 avril 2002 par le tribunal de première instance de Neufchâteau, la convention modificative du régime matrimonial entre M. Delhez, Joël Nicolas Jean Pol, et Mme Lhermitte, Vinciane Michelle Ghislaine, domiciliés et demeurant à Bertogne, Compogne 487/B, dressé par acte du notaire Joël Tondeur de Bastogne, en date du 7 mars 2002, a été homologuée.

La convention modificative comporte l'adoption du régime de séparation de biens pure et simple.

Bastogne, le 17 juin 2002.

Pour extrait conforme : (signé) Joël Tondeur, notaire. (21301)

Par requête déposée le 13 juin 2002 au greffe du tribunal de première instance d'Arlon, M. Baillieux, Jean René Théodore, né à Ruelle le 25 février 1920, pensionné, et son épouse, Mme Egon, Simone Marie Delphine, née à Grandcourt (Ruelle) le 22 octobre 1925, sans profession, demeurant et domiciliés à Ruelle (Virton), rue de Longuyon 60, ont requis l'homologation de la convention de modification à leur régime matrimonial établie par le notaire Vincent Jansen, résidant à Virton, le 12 juin 2002.

Cette convention maintient le régime existant entre eux tout en comportant apports par M. Baillieux, René, et Mme Egon, Simone, de la résidence conjugale desdits époux.

Pour les époux requérants, (signé) Vincent Jansen, notaire. (21302)

Par requête du 14 juin 2002, les époux Rinaldi, Giuseppe, né à Haine-Saint-Paul le 26 novembre 1958 et son épouse, Corman, Maryline Ghislaine, née à Fraire le 6 novembre 1965, domiciliés à 5650 Fraire, commune de Walcourt, rue des Minières 43, ont introduit devant le tribunal de première instance de Dinant, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par acte reçu par le notaire Geneviève Gigot, à Walcourt, le 14 juin 2002.

Le contrat modificatif comporte un apport par un des époux d'un bien lui appartenant en propre, à la communauté existant entre lesdits époux.

(Signé) G. Gigot, notaire. (21303)

Suivant jugement rendu le 8 mai 2002, le tribunal de première instance de Tournai a homologué l'acte modificatif reçu par le notaire Luc Thomas, de résidence à Ollignies, le 19 décembre 2001 pour M. Lys, Paul Médar Joseph Ghislain, ingénieur technicien, né à Ath le 1^{er} juillet 1952, et son épouse, Mme Vanbel, Denise Emma Marie, professeur, née à Ath le 3 mars 1953, demeurant et domiciliés à Ath (Meslin-l'Évêque), rue Pont Del Vau 19, lequel acte n'entraînant pas la liquidation du régime préexistant mais un changement dans la composition des patrimoines avec apport à la communauté par Mme Denise Van Bel, d'un bien lui appartenant en propre.

Ollignies, le 18 juin 2002.

(Signé) L. Thomas, notaire. (21304)

Bij verzoekschrift van 12 juni 2002, gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, hebben de heer Van Tilborgh, Frans Victor, geboren te Kalmthout op 8 maart 1923, en zijn echtgenote, Mevr. Rebeck, Maria Germaine, geboren te Kalmthout op 30 november 1928, samenwonend te Kalmthout, Bevrijdingslei 24, gehuwd onder het wettelijk stelsel van gemeenschap bij gebrek aan huwelijkscontract, homologatie verzocht van de akte verleden voor notaris Francis De Boungne, te Kalmthout, op 12 juni 2002, inhoudende het behoud van het wettelijk stelsel van gemeenschap, met inbreng door de heer Van Tilborgh, Frans, van het eigendom te Kalmthout, Bevrijdingslaan 24, in het gemeenschappelijk vermogen.

Kalmthout, 12 juni 2002.

Voor de verzoekers : (get.) Francis De Boungne, notaris te Kalmthout. (21305)

Uit een verzoekschrift gericht aan de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde blijkt dat de heer Baitar, Abderrazak, geboren te Temse op 10 februari 1971, en zijn echtgenote, Mevr. Maalem, Fatima, geboren te Temse op 1 augustus 1976, samenwonende te 9140 Temse, Eikenlaan 13, de homologatie hebben aangevraagd van de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, vastgelegd bij akte verleden voor notaris André Depuydt, te Kruikebe (Rupelmonde), op datum van 4 juni 2002.

Namens de verzoekers : (get.) André Depuydt, notaris te Kruikebe (Rupelmonde). (21306)

Bij vonnis d.d. 5 november 2001 van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, werd gehomologeerd de akte, verleden voor notaris Johan De Bruyn, te Zemst, d.d. 20 juli 2001, waarbij de heer Walter Van Moer, en zijn echtgenote, Mevr. Lutgarde Vanrenterghem, samenwonende te 1982 Zemst (Weerde), Pastorijstraat 12, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge de bepalingen van hun huwelijkscontract, verleden voor notaris Paul Daels, te Mechelen, op 7 augustus 1980, hun bestaand stelsel handhaven en waarbij door de heer Walter Van Moer een onroerend goed werd ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen.

(Get.) Johan De Bruyn, notaris. (21307)

Bij vonnis van 29 april 2002 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Leuven de akte bekrachtigd, verleden voor notaris Hugo Kuijpers, te Leuven-Heverlee, op 30 januari 2002, waarbij het huwelijksvermogensstelsel gewijzigd werd tussen de echtgenoten, Joost Rijkaard Dufflou, professor, en Margarita Cecilia De Cooman, huisvrouw, samen gehuisvest te Leuven, Goudsbloemstraat 21.

(Get.) H. Kuijpers, notaris. (21308)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, voor gezien getekend door de griffier op 4 juni 2002, en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nr. 13224, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de akte verleden op 30 maart 2002, voor notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen (Deurne), waarbij de heer Loveniers, Paul Frits Frans, geboren te Antwerpen (Berchem) op 17 augustus 1934, en zijn echtgenote, Mevr. Van den Broeck, Elza Julia Alphonsina, geboren te Antwerpen (Berchem) op 1 november 1937, samenwonende te Antwerpen (Berchem), Fruithoflaan 3, bus 3, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) L. Mortelmans, notaris. (21309)

Bij door beide echtgenoten ondertekend verzoekschrift, voor gezien getekend door de griffier op 12 juni 2002, en ingeschreven in het register der verzoekschriften onder nr. 13336, werd ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de akte verleden op 13 mei 2002, voor notaris Luc Mortelmans, te Antwerpen (Deurne), waarbij de heer Hennaert, Joannes Jacobus, geboren te Oostende op 12 juni 1919, en zijn echtgenote, Mevr. Beks, Hilda Victorina Adriana, geboren te Antwerpen (Borgerhout) op 30 november 1921, samenwonende te Antwerpen (Borgerhout), Stenenbrug 100, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) L. Mortelmans, notaris. (21310)

Bij vonnis van 26 april 2002, uitgesproken door de tweede B-kamer van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Antwerpen, werd de akte gehomologeerd houdende de wijziging van huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Schepper, Marc Pieter Alfons Cornelis, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Ludwig Karin, bediende, samenwonende te Kapellen op 2 oktober 2001, waarbij de echtgenoten hun huwelijksvermogensstelsel gewijzigd hebben door inbreng van een eigen onroerend goed met bijhorende financiering in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Filip Wuyts, notaris. (21311)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Ieper, in dato 5 april 2002, werd de akte verleden voor notaris Ludo Debucquoy, te Passendale, op 18 januari 2002, houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel door de echtgenoten, Tom Willemyns-Ligneel, Stephanie, wonende te Langemark-Poelkapelle, Klerkenstraat 211, met inbreng in het gemeenschappelijk vermogen van een eigen onroerend goed door de man, gehomologeerd.

(Get.) L. Debucquoy, notaris. (21312)

Bij vonnis van de eerste kamer d.d. 26 april 2002 heeft de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel gehomologeerd, zoals vastgesteld bij akte van notaris Gustaaf Huybrechs, te Hove, op 26 oktober 2001, tussen de heer Vermeylen, Luc Marc, geboren te Kapellen op 20 juni 1962, en Weyn, Katelijne Alphonsine Constance, geboren te Mortsel op 23 december 1962, samenwonende te 2950 Kapellen, Eigenheem 12, waarbij het wettelijk huwelijksvermogensstelsel niet werd gewijzigd, doch een onroerend goed en een schuld in het gemeenschappelijk vermogen werd ingebracht. Deze wijziging heeft geen vereffening van het bestaande stelsel en verandering van de samenstelling der vermogen tot gevolg.

Hove, 17 juni 2002.

Voor de verzoekers, (get.) G. Huybrechs, notaris. (21313)

Bij verzoekschrift van 17 juni 2002 hebben de heer Broos, Gaston Isidoor Maria, metser, geboren te Leuven op 3 juli 1960, en zijn echtgenote, Mevr. Geerts, Sandra Malvina, gezins- en bejaardenhulpster, geboren te Leuven op 30 augustus 1969, samenwonende te 3202 Rillaar, fusiegemeente Aarschot, Oudenbos 45, bij de rechtbank van eerste aanleg te Leuven de homologatie gevraagd van de akte, verleden voor notaris Michel Brandhof, te Diest, op 17 juni 2002, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel.

Voor de verzoekers : (get.) Michel Brandhof, notaris. (21314)

Bij verzoekschrift van 30 mei 2002 hebben de heer Vermeulen, Walter, geboren te Ukkel op 10 december 1936, en zijn echtgenote, Mevr. Blancke, Mildrède Godelieve Marie, geboren te Elsene op 18 juni 1936, samenwonende te Grimbergen, Ten Doorn 8, de rechtbank van eerste aanleg te Brussel verzocht tot homologatie van de akte van wijziging van hun huwelijksstelsel. Deze wijziging werd verleden voor notaris Andrée Verelst, te Grimbergen, op 30 mei 2002, inhoudende aanneming van het wettelijk stelsel met inbreng van de woning met grond, gelegen te 1852 Grimbergen, Ten Doorn 8.

Voor de echtgenoten Vermeulen-Blancke, (get.) A. Verelst, notaris. (21315)

Bij verzoekschrift van 15 april 2002 hebben de heer Peetermans, Willy Frans, en zijn echtgenote, Mevr. Minnen, Sonja Florentina Omer, samenwonende te Laakdal (Vorst), Steenberg 104, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, een vraag ingediend tot homologatie van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende onder meer inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, opgesteld bij akte verleden voor notaris Marc Demaeght, te Laakdal (Veerle) op 15 april 2002.

(Get.) M. Demaeght, notaris. (21316)

Bij verzoekschrift van 2 mei 2002 hebben de heer Van de Ven (soms ook geschreven Van De Ven), Geert Gerard Karel, en zijn echtgenote, Mevr. Nobels, Ilse Marleen Guido, samenwonende te Ham (Kwaadmechelen), Staatsbaan 1/A, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, een vraag ingediend tot homologatie van hun huwelijksvermogensstelsel, inhoudende onder meer inbreng van een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, opgesteld bij akte verleden voor notaris Marc Demaeght, te Laakdal (Veerle) op 2 mei 2002.

(Get.) M. Demaeght, notaris. (21317)

Bij vonnis gewezen door de eerste B-kamer voor burgerlijke zaken van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, d.d. 12 april 2002, werd de akte verleden voor notaris Peter Dehandschutter, te Aartselaar, op 10 oktober 2001, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Bogaerts, François Louis Anny, geboren te Aartselaar op 30 maart 1945, en zijn echtgenote, Mevr. Hellemans, Frida Josephina, geboren te Aartselaar op 10 april 1949, beiden wonende te 2610 Antwerpen (Wilrijk), Planetariumlaan 203, gehomologeerd. Bij deze akte werd het woonhuis te Antwerpen, district Wilrijk, Gallaitlaan 290, ingebracht in het gemeenschappelijk vermogen door de heer François Bogaerts.

(Get.) P. Dehandschutter, notaris. (21318)

Bij vonnis, uitgesproken op 12 april 2002 door de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, werd de akte gehomologeerd die verleden werd voor notaris Herman Verschraegen, te Wuustwezel, op 15 november 2001, waarbij de heer Germis, Luc Victor Richard, zelfstandige, geboren te Wilrijk op 20 december 1959, en zijn echtgenote, Mevr. Wauters, Nathalie Marie Claude Herman, zelfstandige, geboren te Oostende op 11 augustus 1964, samenwonende te 2930 Braschaat, Henri De Winterlei 12, hun huwelijksvermogensstelsel hebben gewijzigd, inhoudende de inbreng van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen en de opname van een beding van vooruitmaking op keuze, en waarbij het stelsel ongewijzigd is gebleven, namelijk wettelijk stelsel.

Namens de verzoekers, (get.) Herman Verschraegen, notaris. (21319)

Bij verzoekschrift van 17 juni 2002 hebben de echtgenoten Kurt Roodhooft - De Wilde, Valérie, samenwonende te 9100 Nieuwkerken-Waas, Turkyen 16, bus 2, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde een verzoekschrift ingediend tot homologatie van het contract, houdende grote wijziging van huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris Dominik De Kesel, te Sint-Niklaas, met standplaats Nieuwkerken-Waas, op 17 juni 2002

Het wijzigend contract bevat inbreng van een eigen goed in het gemeenschappelijk vermogen.

Voor de verzoekers, (get.) Dominique De Kesel, notaris te Nieuwkerken-Waas. (21320)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel van 28 mei 2002, werd gehomologeerd, de akte verleden voor geassocieerd notaris Frank Celis, te Antwerpen, op 21 januari 2002, houdende de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer De Smedt, Hubert Marie José Jozef, restaurateur, en zijn echtgenote, Mevr. Vereertbrugghen, Marina Maria, secretaresse, beiden van Belgische nationaliteit, samenwonende te Opwijk, Processiestraat 11, houdende inbreng van een eigen onroerend goed door voornoemde heer De Smedt in het gemeenschappelijk vermogen.

Namens de echtgenoten, (get.) Frank Celis, geassocieerd notaris. (21321)

Bij vonnis van 30 april 2002 van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt werd gehomologeerd de akte verleden voor notaris Marij Hendrickx, te Zolder, op 25 maart 2002, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Mommen, Maurice Guillaume, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Mevr. Gijbels, Maria Ghislana, huisvrouw, samenwonende te Heusden-Zolder (Zolder), Zandstraat 116.

Heusden-Zolder, 18 juni 2002.

(Get.) Marij Hendrickx, notaris. (21322)

In een akte, verleden voor notaris Daniel Van Bockrijck, te Lint, op 22 november 2001, geregistreerd twee bladen twee verzendingen te Kontich, 4 december 2001. Boekdeel 516 blad 78 vak 18. Ontvangen : duizend Belgische frank (1 000 BEF of 24,79 EUR). De eerstaanwezende inspecteur (getekend) L. Eeckeleers,

hebben :

de heer Cornelis, Thomas, technisch bediende, geboren te Lier op 24 mei 1970, identiteitskaart nummer 015 0017875 03, en zijn echtgenote, Mevr. Jaspers, Marita Paula, bediende, geboren te Tongeren op 6 juli 1970, identiteitskaart nummer 014 0024885 50, samenwonende te Lint, Duffelsesteenweg 98/G1-R, uiteengezet dat zij gehuwd zijn voor de ambtenaar van de burgerlijke stand van de stad Tongeren op 22 januari 1994, onder het wettelijk stelsel der gemeenschap van goederen ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Arnold

Vuylsteke, met standplaats te Zichen-Zussen-Bolder (Riemst), op 6 december 1993, niet gewijzigd noch gehandhaafd tot op 22 november 1991 volgens hun verklaring; en hebben zij een minnelijke wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel laten opmaken.

Dit uittreksel is opgemaakt na ontleding van vermelde akte en door mij, notaris, ondertekend en gezegd.

(Get.) D. Van Bockrijck, notaris. (21323)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 6 juni 2002 hebben de heer Huysmans, Louis Joseph, gepensioneerde, en zijn echtgenote, Tant, Madeleine Irma Maria, gepensioneerde, samenwonende te 2930 Brasschaat, Augustijnslei 12, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 11 april 2002 neergelegd, strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Hans De Decker, te Brasschaat, op 11 april 2002, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 12 juni 2002.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers : de griffier, (get.) M. De Reyck. (21324)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Par ordonnance de la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège du 6 juin 2002, M. Léon Ligot, avocat, dont les bureaux sont établis à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, a été nommé en qualité de curateur à la succession de Mme Deneumoustier, Marie Françoise Denise, née à Liège le 20 août 1953, domiciliée en son vivant à 4031 Liège (Angleur), rue Devant l'Aite 4, et décédée à Liège le 20 novembre 2001.

Toute personne concernée par cette succession est priée de contacter d'urgence le curateur.

(Signé) L. Ligot, avocat. (21325)

Scheiding van goederen – Séparation de biens

Par jugement rendu par la douzième chambre du tribunal de première instance de Bruxelles, en date du 24 avril 2002, a été homologué le nouveau contrat de mariage des époux Leempoel, Alain, comédien, et Lepla, Valérie Huguette Jeanne Marie, assistance sociale, domiciliés ensemble à Uccle, avenue Brunard 36.

Ce nouveau contrat de mariage adopte le régime de la séparation des biens en lieu et place du régime légal de communauté.

Pour extrait conforme, (signé) D. Collon, notaire. (21326)